

LA RUSSIE

ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

La Liberté, in-8°.

L'Empire Russe; les hommes, les lois, les mœurs, in-18.

Physiologie du Plaisir, in-8°.

Éléments de Sociologie, in-8°.

La Banque de Naples, son histoire, son organisation, in-8°. *Guillaumin et Cie*.

Seul de son Siècle, in-18. *Guillaumin et Cie*.

Present condition of the Peasants in the Russian Empire, in-8° (Philadelphie).

La Sicile sous la Monarchie de Savoie, in-18. *Guillaumin et Cie*.
(Ouvrage couronné par la Société de Géographie Commerciale, médaille d'Europe.)

CHALON-SUR-SAÔNE, IMPRIMERIE DE L. MARCEAU

Gaëtan

Vte COMBES DE LESTRADE

LA RUSSIE

ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

A L'AVÈNEMENT DE S. M. NICOLAS II

PARIS

GUILLAUMIN ET Cie

ÉDITEURS DU JOURNAL DES ÉCONOMISTES

RUE RICHELIEU, 14

1896

A toi, Vivette, ma fille bien-aimée, cher et adoré petit ange, j'offre ce livre. Tu ne m'avais jamais quitté. Je l'avais écrit, encouragé par le bruit joyeux que tu faisais.

Tout était bonheur, car tu étais là ; tout est deuil, car tu n'y es plus. Tu attendais le second exemplaire de cet ouvrage. J'en dépose le premier sur ce cercueil où gisent, avec toi, toutes mes espérances, toutes mes ambitions.

AVANT-PROPOS

I

Dans cet exposé aussi complet et, en tous cas, aussi consciencieux que possible, de l'organisation économique et sociale de la Russie au moment où les destinées de l'Empire ont été remises entre les mains de S. M. Nicolas II, on ne trouvera aucune comparaison, aucun parallèle entre les détails de cette organisation et ceux de la nôtre.

Peut-être ces comparaisons ou ces parallèles eussent-ils pu servir à obtenir une clarté plus grande, à faire concevoir plus rapidement une idée de l'existence administrative de la nation russe. A coup sûr, ils auraient faussé cette idée.

Ce n'est pas seulement lorsque l'on tente de juger tel fait ou telle institution de l'étranger qu'il faut se garder d'apporter dans ce jugement une doctrine, excellente chez nous, mais bâtie pour nous seulement. C'est aussi lorsqu'on veut comprendre et faire comprendre la vie d'un peuple profondément différent du nôtre, qu'on doit éviter tout rapprochement

qui préjugerait une similitude, au moins de nature. Or, il serait difficile, impossible même, d'exagérer les différences qui existent entre les pays latins et l'immense Empire slave. Tout les sépare. Rien ne les rapproche. Climat, conditions topographiques et géologiques, religion, droit public et droit civil, race, traditions, histoire, en un mot, tous ces facteurs qui engendrent la nature, l'âme d'un peuple, sont, en Russie, l'opposé de ce qu'ils sont au Sud-Ouest de l'Europe. A la vérité, cette nature russe se dissimule sous des institutions copiées chez nous. A ne voir dans l'Empire russe que sa cour brillante ou son administration supérieure, on s'exposerait à méconnaître cette division que des siècles seuls pourraient effacer. Mais le désaccord entre ces institutions, superficielles d'ailleurs et qui n'ont jamais régi la vie des grandes masses, et le génie russe, tels que l'ont constitué la nature et l'histoire, est si évident qu'il ne saurait durer. Un des titres à la gloire de S. M. Alexandre III a été sa ferme volonté de « russifier » la Russie, c'est-à-dire de la débarrasser de ces importations qui n'ont réussi qu'à ralentir son essor, en la faisant hésiter sans cesse sur la voie à prendre pour arriver au progrès. Si sa mémoire reste inoubliable, c'est parce qu'il a réussi à réaliser cette ferme volonté. Aussi, chaque jour, ces organismes empruntés à d'autres pays et qui pouvaient engendrer une similitude de surface disparaissent ou se modifient, ne venant plus s'opposer à l'indispensable unité du mouvement en avant.

D'autres ont étudié les causes de ces différences. Notre tâche est simplement de montrer la Russie administrative et économique telle qu'elle était le 21 octobre 1894. Nous n'avons donc pas à rechercher pourquoi elle était ainsi, pas même à montrer en quoi elle était différente des peuples latins ou germains. Cela ressort de l'exposition qui va suivre.

Comment essayer une comparaison entre elle et la France, par exemple ? En France, l'individualisme est absolu, je dirais poussé à ses dernières limites si, chaque jour, la désagrégation n'inventait de nouveaux progrès à faire, et ne les faisait. Le mouvement corporatif et syndical ne doit pas faire illusion. Il est encore, et sera longtemps, une simple modalité de l'individualisme. En vînt-il à englober tous les travailleurs dans un réseau de syndicats fédérés, qu'il serait encore de l'individualisme, mal appliqué, dangereux, mais évident. Il ne perdrait cette nature que le jour où l'État se l'annexerait ou se laisserait absorber par lui, et ce serait une révolution d'une amplitude tellement immense qu'elle diffère peu de celle qui nous ramènerait aujourd'hui le régime aboli il y a plus d'un siècle.

En Russie, l'État est tout. Naturellement, il ne faut pas le confondre avec le gouvernement pour accepter cette affirmation. L'État, c'est-à-dire la collectivité de tous les Russes, se présente comme un être immense dans lequel s'incorporent toutes les activités, toutes les productivités. Le noble « fait carrière », sert son pays dans n'importe quel ministère,

heureux de figurer sur les contrôles administratifs, fier d'appartenir à une administration qui, d'ailleurs, fait tout pour lui éviter les ennuis qu'offrent, chez nous, de pareilles carrières. Possède-t-il des biens ? leur prospérité est prise en garde par le Gouvernement, qui en est le maître avec les tarifs de chemins de fer, les droits de douane, la répartition des impôts, comme par les revenus des établissements de prêts fonciers et qui, bientôt, fixera à son gré le prix des denrées agricoles dont il se prépare à être le seul acquéreur. Le financier et l'industriel ont pour premier client l'État, mais de plus, celui-ci intervient parfois à la naissance de leur entreprise pour leur éviter les périls d'illusions toujours faciles ; en tous les cas, plus tard, afin de les maintenir dans la voie de la prudence, pour les contraindre, s'il le faut, à résister aux entraînements. Le marchand, petit ou grand, jouit d'une tutelle similaire, sinon identique. Les paysans, c'est-à-dire beaucoup plus que la moitié des sujets russes, ont leur homestead parfaitement garanti, mais en commun avec leurs voisins. Ils ne le quittent que du consentement de leurs co-propriétaires. Leur propriété, leurs actions, leur vie en un mot est contrôlée, aidée, protégée par la communauté rurale où ils sont nés, et l'autorité supérieure veille à ce qu'ils ne perdent jamais ce contrôle, cette aide, cette protection.

La distinction entre les affaires privées et les autres est peu solide. Le droit rigoureux est inconnu. Le droit paternel, pourrait-on dire, est le seul appliqué.

De même qu'un père ne se refusera jamais à entendre ses enfants dans leurs griefs ou dans leurs plaintes, de même l'empereur de Russie, ou ceux qui ont la délégation de son pouvoir, ne fermeront jamais l'oreille aux requêtes des sujets. Le père peut être rigoureux, injuste, se tromper dans ses jugements, et les fonctionnaires impériaux sont sujets à de pareilles erreurs. Ils n'en ont pas moins écouté ceux qui s'adressaient à eux.

La loi n'a pas mis de barrières à leur activité. Un propriétaire voit la rigueur d'échéances imprudentes compromettre son avoir, au détriment de tous, sans profit aucun. On met ses biens sous tutelle, et le tuteur sauve les intérêts de tout le monde. Un jeune homme se perd dans la fougue de sa jeunesse ; on le protège contre lui-même. Mais comment prévoir les cas si multiples que la loi, ne pouvant les énumérer, donne la possibilité d'arranger aux fonctionnaires qu'elle désigne? Une comparaison vient à l'idée, malgré l'inexactitude forcée de toutes les comparaisons. Notre état social pourrait rappeler une ville où chaque travailleur est patron et commerce à son compte. Celui de la Russie ressemble à une vaste usine, centralisant dans ses ateliers les activités et les forces de tous les habitants, sans en excepter un seul.

Cette usine aurait une hiérarchie. La Russie en a une, mais, comme dans toute agglomération productrice, les rangs ne sont pas inaccessibles. Ce sont moins des castes que des degrés. Qu'il faille plus

d'une génération pour les gravir, c'est partout la règle générale, mais, en Russie plus qu'ailleurs, les hommes placés en haut tendent la main à ceux d'en bas pour leur faciliter l'ascension. Celle-ci n'est pas qu'officielle, et ce n'est pas à Saint-Pétersbourg qu'un huissier du Palais d'Hiver annoncerait « Madame Lefebvre » en parlant de la duchesse de Dantzig.

II

La bibliographie des livres français consacrés à la Russie est considérable. Depuis la magistrale étude de M. Leroy-Beaulieu jusqu'aux brochures de circonstance inspirées par les fêtes de Cronstadt et de Toulon, nos publicistes semblent avoir examiné sous toutes ses phases l'existence du peuple russe, et l'on pourrait croire le sujet épuisé. Il le serait peut-être si cette existence ne se modifiait sans cesse. Tout pas que fait une nation dans une voie qu'elle choisit est une tentative dont nul ne peut affirmer le résultat, dont rien ne garantit le succès. Le règne de S. M. Alexandre III, que l'amour du peuple russe et le respect de l'Europe trouvent trop bref, a duré assez longtemps pour que la politique qu'il a inaugurée montrât quelques résultats. Ils sont insuffisants peut-être pour la juger, mais permettent tout au moins de faire quelques conjectures sur l'issue probable de cette politique, et ils caractérisent nettement l'état social auquel elle aboutira. Elle implique

des expériences qu'un gouvernement parlementaire ne pourrait faire et dont le résultat est pour nous plein d'enseignements. Les ouvrages de si grande valeur qui ont fait connaître la Russie au public occidental ne condamnent donc pas celui-ci à l'inutilité. Un annuaire est nouveau chaque année, sauf dans les chapitres qu'il consacre à ce qui ne change pas ou change lentement. Tout entier consacré à des constatations objectives, ce livre doit comprendre :

Les bases sociales de la Russie, c'est-à-dire le résumé des lois qui y consacrent la famille et la propriété.

Ses fondements politiques, non pas seulement son droit constitutionnel, qu'il serait par trop simple de croire expliqué par le seul mot d'*autocratie*, mais aussi la division par classes, surtout la nature de ces classes et la portée réelle de cette division.

L'organisation administrative n'offre rien de caractéristique, cependant il n'est pas sans utilité de l'exposer. Les rapports entre la France et la Russie se sont assez développés pour qu'il ne nous soit plus permis d'ignorer le sens exact du nom des fonctions officielles, mais surtout nous trouvons là une naturelle classification pour nos études.

Le Ministère de l'Intérieur nous offrira ses règlements et ses statistiques, la constitution des municipalités ; celui de la Justice, l'organisation judiciaire et le droit civil. Aux Voies de Communication, nous verrons dans son expansion, sans cesse grandissante, la personnalité économique de l'État. L'Instruction

Publique nous le montrera dans ce rôle d'éducateur que lui assignent presque tous les peuples, mais la Chancellerie des Établissements de l'Impératrice Marie ne trouverait son analogue nulle part. Ce serait la rabaisser que d'y voir un Ministère de la charité, ce serait surtout lui enlever la plus grosse part du tact, de la délicatesse qui président à cette charité, et s'il fallait désigner d'un mot, au lieu de l'expliquer, ce qu'est cette chancellerie, on pourrait l'appeler le Ministère de la bonté.

Le ministre des Finances a une mission moins douce, mais qu'un économiste a le droit de juger également bienfaisante. Dans beaucoup de pays, ce département a pour devoir suprême de veiller à ce que l'État, en satisfaisant à ses obligations, cause le moins de mal possible. Ici, sa mission est plus large. Il doit faire le plus de bien possible, distribuer les impôts, non pas de manière à ne pas gêner la production, mais de façon à l'aider, à la développer. En plus, il doit surveiller tout ce qu'il ne fait pas lui-même. Enfin, et c'est là le côté duquel nous le connaissons le mieux à l'étranger, il a ce devoir énorme d'organiser les services du Trésor, de les rendre faciles et sûrs, avec une monnaie dépréciée aujourd'hui de 32 °/₀. S'il y parvient, c'est grâce aux immenses ressources agricoles de l'Empire, où Sully dirait encore qu'il est nourri par labourage et pâturage. Aussi l'on ne saurait scruter trop profondément les conditions actuelles de l'agriculture en Russie. Elles sont assez spéciales pour intéresser l'homme

de science. Elles touchent à des intérêts trop primordiaux pour que l'agriculteur ou le commerçant français ne les connaisse pas. C'est à ce chapitre que nous retrouverons ce fameux Mir sur lequel on a tellement écrit qu'il est plus connu à l'étranger qu'en Russie. Cela permet de ne pas rééditer les controverses qu'il a suscitées, de le prendre comme un fait et d'en exposer simplement l'action. Il n'est, d'ailleurs, qu'un facteur de la situation toute particulière de l'agriculture en Russie.

L'autorité souveraine relie entre elles ces branches de l'activité gouvernementale. Partout l'homme est faible, et il a fallu surveiller cette gigantesque administration. C'est le rôle du contrôle de l'Empire.

III

Les conclusions seraient peu exactes s'il était besoin de les suggérer au lecteur. Nous nous bornerons à prévoir une inévitable critique. Quel mérite peut avoir un livre où n'entrent ni une idée personnelle, ni une pensée originale ? Il ne peut y avoir de mérite là où il n'existe aucune difficulté ! Cet ouvrage n'est qu'une collection de renseignements que chacun peut se procurer, ou dans les chancelleries des ministères, ou dans les bibliothèques de l'Empire, et son ambition est précisément de ne rien affirmer qui ne soit reconnu incontestable. Mais si la difficulté est à peu près la mesure du mérite, elle n'est pour

rien dans l'utilité possible d'un travail ou d'un acte quelconque. Nous espérons que ce livre servira à plus d'un homme de science et nous sommes doublement heureux qu'il nous en ait coûté aussi peu pour l'écrire.

Pétersbourg, Pâques, 1895.

LA RUSSIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
A L'AVÈNEMENT DE S. M. NICOLAS II

INTRODUCTION

THÉORIE GÉNÉRALE DE L'ORGANISATION RUSSE

I

Depuis plus d'un quart de siècle, les institutions de la Russie ont été trop souvent exposées pour qu'il soit besoin de répéter que l'empire y existe sous la forme absolue, ni de détailler longuement les organes dont se sert l'autorité autocratique. Il est moins inutile de dénoncer la confusion trop usuelle que l'on établit entre autocratie et despotisme. Les deux choses peuvent coexister, certes, mais l'une n'implique pas l'autre. Remontons à la théorie du droit public. D'un côté est le gouvernement, d'un autre les gouvernés, et les relations entre ceux-ci et ceux-là ne dépendent en aucune façon du mode par lequel le pouvoir a été délégué. Un monarque absolu peut être débonnaire ou tyrannique. Une oligarchie peut faire peser un joug de fer sur tous ceux qu'elle a soumis à son autorité. Une démocratie, même, peut exercer

un vrai despotisme sur la minorité, et quelquefois, dans le cas le plus fréquent, celui où le pouvoir s'exerce non plus directement, mais par délégation, nous voyons non pas seulement la minorité, mais l'universalité des membres d'une démocratie se soumettre à des lois, à des règles dont la liberté est le moindre souci.

« Comment peut-on être Persan? » disait-on du temps de Montesquieu, et nous ne faisons que le répéter sans cesse. Nous avons fait ce progrès de ne plus trop nous étonner que les Chinois ou les Tcherkesses soient vêtus autrement que nous, mais nous admettons malaisément qu'ils ne soient pas gouvernés comme nous voudrions l'être. Nous comprenons que les conditions climatériques différentes amènent un vêtement dissemblable, mais non pas que les conditions sociologiques, pourtant également impérieuses, exigent des institutions diverses. Cette erreur ne nous est pas spéciale. En Russie même, on trouverait facilement un grand nombre de personnes très convaincues, et le disant, que l'essor de la nation russe ne se produira entièrement que lorsque l'Empire aura fait une place à des institutions plus ou moins calquées sur celles de l'Occident.

C'est, d'abord, attribuer à la forme du gouvernement une influence bien grande. Admettre qu'elle crée ou atrophie la civilisation, c'est réduire à bien peu de chose cet immense travail qui se fait dans les esprits. Le gouvernement ne crée pas plus la civilisation que la richesse. L'État n'est riche que lorsque les particuliers le sont. L'État ne peut adopter une forme quelconque, moderne, occidentale, que lorsque les particuliers ont la culture d'esprit corrélative à cette forme. Sinon, ce n'est qu'un essai condamné, comme ceux dont l'histoire est pleine, à un échec certain dont les conséquences fatales seront le retour à la forme abandonnée, avec un recul inévitable. Une constitution ne fera jamais naître chez

un peuple les qualités nécessaires à son fonctionnement. Elle en dérivera dès qu'elles existeront.

Mais là n'est pas la seule erreur des esprits que choque la singularité du droit public russe. C'est en vain que l'on cherche dans leurs arguments une idée de nature à satisfaire les hommes pratiques, un peu terre-à-terre, auxquels appartiendra toujours le dernier mot, à notre époque. Les raisons qu'ils invoquent sont engendrées par une sorte de mysticisme à rebours. Ils n'admettraient guère qu'on les combattît en invoquant le droit divin. Pour eux, le seul critérium d'une institution sociale est son adaptation plus ou moins parfaite aux besoins qu'elle est appelée à desservir. Peu leur importe le pacte passé il y a des siècles entre une nation et une famille, si le gouvernement de cette famille a cessé de plaire à cette nation. On peut être complètement de leur avis, refuser à l'idée monarchique tout ce qui la fait ressembler à un dogme, proclamer bien haut que ce qui a rendu la monarchie acceptable en France, c'était l'impossibilité, au temps où elle fut fondée, d'ériger une autre forme de gouvernement; affirmer qu'aujourd'hui, en France, le gouvernement populaire ayant fait, en vivant, ses preuves de vitalité, ce serait à la fois un crime contre le bon sens et un attentat à la paix publique que de chercher à restaurer une hérédité dans le pouvoir qui est une complication inutile, mais ce caractère dogmatique qu'on enlève à la monarchie, on ne peut raisonnablement pas l'attribuer à la République ou au gouvernement parlementaire!

C'est pourtant exactement ce que font les Occidentaux, et certains Russes, en aspirant à des réformes constitutionnelles en Russie. Ils n'appuient pas ces aspirations sur la preuve que le régime actuel est funeste au développement de la richesse et de la civilisation en Russie. Cette preuve serait impossible à trouver. Ils ne s'occupent pas de la rechercher. Ils basent leurs opinions sur des abstractions, con-

vaincus qu'ils sont qu'une nation ne saurait être heureuse que si elle se modèle sur un certain idéal, créé dans leurs cerveaux. De même que, pour un royaliste convaincu, aucune observation, aucune évidence ne prévaudront contre sa foi en la nécessité de la monarchie, de même, pour eux, rien ne saurait diminuer leur croyance en la nécessité de la représentation des classes, de l'égalité des citoyens, en un mot, — mot qu'ils ne prononcent pas, — d'un gouvernement parlementaire.

Montrez-leur l'aristocratie russe, très éloignée de toute évolution qui lui donnerait un peu de pouvoir et beaucoup de responsabilité, la classe industrielle et commerçante pleine de répulsion pour un rôle politique qui la distrairait de la prospérité inouïe qui est son lot, l'énorme masse paysanne, encore mal dégourdie des liens qu'on vient à peine de lui enlever et qui a devant elle un si long chemin à faire avant de comprendre ce luxe qui est le suffrage politique, tout cela ne les convaincra pas. La Russie est calme, heureuse, prospère, naturellement dans la mesure où ces trois biens peuvent être impartis à une nation, mais elle ne l'est pas à leur façon. Ils ont, eux aussi, leur « impératif catégorique » et ces destructeurs de vieilles croyances ne veulent pas se soumettre à notre prosaïque, mais évident « matérialisme économique ».

De même qu'il serait inutile de discuter avec qui viendrait affirmer que la France n'a devant elle qu'une voie de salut, faire table rase de l'œuvre de deux siècles et revenir sans transaction au régime que dominait S. M. Louis XIV, de même on ne saurait entamer de controverse avec des esprits pour lesquels la réalité ne saurait apporter d'enseignements, pour lesquels rien n'est vrai en dehors de leurs conceptions. Très heureusement, ils sont l'infime minorité parmi ceux qui ont à ce sujet une opinion nettement arrêtée. C'est à la masse qu'ils

pourraient séduire qu'il est bon de montrer combien ces conceptions sont inapplicables en Russie et, mieux encore, combien il faut se garder d'en désirer l'avènement.

II

Si on ne veut pas suivre ceux dont nous nous séparons dans le labyrinthe métaphysique où ils se retranchent, ils demandent principalement une constitution amenant, dans une mesure quelconque, une plus grande somme de liberté et une représentation des intérêts.

Une plus grande somme de liberté! Comment oser s'opposer à un vœu pareil? On ne peut que poser un petit nombre de questions afin d'essayer de le bien comprendre. La liberté n'est pas un bloc. Elle se compose d'une foule de libertés de détail. Il est donc nécessaire de préciser celles que l'on réclame; cela fait, de démontrer qu'elles sont utiles au bonheur public et, surtout, qu'elles seraient mieux assurées par un régime constitutionnel. On ne doit pas, évidemment, négliger de rechercher si leur restauration ne préjudicierait pas aux autres libertés déjà existantes.

Quant à la représentation des intérêts, il faut renoncer à toute hypocrisie, avouer, proclamer même que ce qu'on demande, c'est un gouvernement parlementaire. Une délégation des Zemtsvos venant siéger à côté du Conseil de l'Empire, comme le voulait Loris Mélikoff, sans autre pouvoir que celui de donner un avis dont la haute assemblée pourrait ne tenir aucun compte, c'est la plus dangereuse des chimères. Tout agrégat humain a des droits qu'il doit payer de l'accomplissement de certains devoirs. Comment les délégués des Zemtsvos ne seraient-ils pas portés à ne soutenir que les *droits* de leur mandants, sûrs qu'ils seraient que le Conseil

de l'Empire leur rappellerait les *devoirs* corrélatifs, garantis contre toutes les conséquences de la partialité de leurs avis qu'on ne suivrait pas, ou qui, si on les écoutait, n'émaneraient plus d'eux, une fois devenus lois? Ce n'est certainement pas à une réforme de ce genre, qui ne ferait pour ainsi dire que personnaliser les intérêts dont le perpétuel antagonisme forme le moteur des peuples, et les mettre en présence, que visent les partisans de la représentation. Ils savent qu'elle ne durerait que quelques mois, sont convaincus que ces délégués des Zemtsvos auraient bien vite voix délibérative, qu'un règlement quelconque devrait intervenir pour en fixer l'usage et ce règlement serait une constitution. Le Conseil de l'Empire, ainsi complété, serait un organe parlementaire. Il n'est pas inutile d'insister là-dessus. Quelques mois à peine se sont écoulés depuis qu'un gouvernement du centre de la Russie exprimait, dans son adresse à Sa Majesté, le vœu que les assemblées provinciales puissent toujours manifester leurs opinions sur les questions intéressant leur circonscription. Sous cette forme, le vœu ne signifierait pas grand'chose. Certainement, on doit souhaiter que l'autocrate, ou la haute assemblée à laquelle il confie l'examen des mesures importantes, reçoivent le plus possible de judicieux conseils, mais il est permis de douter que les conseillers les plus influents fussent ceux que leur imposerait le vote des Zemtsvos et, du moins, autant que les conseils les meilleurs provinssent de ces conseillers. Actuellement, personne n'a cette charge précise d'éclairer S. M. qui, par suite, demande ces éclaircissements à un grand nombre de personnes, à celles qu'elle croit le plus aptes à tel moment, sur tel point. Avec le système proposé, qui fait, d'ailleurs, bonne figure dans le tableau idéal d'une constitution chimérique, on arriverait, semble-t-il, à l'un des résultats suivants : Ou le Souverain, forcé d'accueillir ces conseillers, n'écouterait aucun de leurs

avis, ou, au contraire, il conformerait son gouvernement à leur opinion et, en ce cas, si un tel Autocrate existait, est-il besoin de lui imposer à l'avance un conseiller qu'il serait le premier à désirer?

Les réticences, de rigueur dans une adresse à S. M., ne peuvent du reste faire illusion à personne. C'est bien une constitution que l'on y demandait et l'introduction graduée du système parlementaire pour accompagner cet accroissement de liberté qui est, paraît-il, indispensable.

Nous demandions de quelle liberté il s'agit. Certes, les matières sont nombreuses en Russie où la liberté n'abonde pas, et nous, humble économiste, serions tout prêt à demander la suppression de bien des règlements, mais ce sont justement ceux dont les « libéraux russes » voudraient le maintien!

Par exemple, l'industrie est protégée par un tarif qui équivaut presque à la prohibition. A l'intérieur même, la loi sur les sociétés et le pouvoir donné au Ministre des Finances font du ministre le chef véritable, le patron omnipotent de l'atelier national. Nous savons à merveille qu'un pareil état de choses ruinerait vite notre production. En Russie, l'industrie progresse à pas de géants. A nos objections, on répond : « Comment préférer le désordre à l'ordre, l'anarchie à l'harmonie? Pouvez-vous méconnaître que, dans toute vaste entreprise, soient engagés des intérêts sociaux et nationaux? N'avez-vous pas vous-même applaudi vos gouvernants, lorsqu'ils ont empêché la chute de tel grand établissement de crédit? Tout libéral que vous soyez, si petit que soit le minimum auquel vous réduisez les fonctions économiques du gouvernement, vous avez senti qu'il protégeait, ce faisant, des intérêts qui rentrent dans le cercle où vous l'enfermez? »

On pourrait aisément ne pas se rendre à ces arguments. Ce que nous voulons en retenir, c'est qu'on les trouve sur

toutes les bouches et que ce n'est certainement pas la liberté du commerce et de l'industrie qui forme une des aspirations des libéraux russes.

Est-ce la liberté civile ? Certes, il serait généreux et irrésistible, le mouvement qui pousserait un peuple, désormais pur de tout vestige de barbarie, à réclamer pour la personne de tout citoyen ce respect qui a rendu l'Angleterre le modèle et l'envie de l'Europe. En quoi, seulement, la liberté civile est-elle moins grande qu'en France, qu'en Allemagne, qu'en Italie ? Nos constitutions, — et Dieu sait quel luxe nous en avons, — nous ont-elles dotés de cette liberté la plus nécessaire ? Sommes-nous à l'abri de l'erreur et, disons-le, de l'hostilité d'un magistrat d'ordre inférieur ? Sont-ils si rares, les cas d'arrestation arbitraire, et surtout ceux qui se pourraient qualifier comme tels ?

Que cette liberté naisse d'une constitution, voilà ce qu'il est extrêmement difficile de prouver. Elle ne peut exister que lorsque les mœurs du pays la rendent possible. Elle est toujours écrite dans les lois, constitutionnelles ici, civiles ailleurs. Elle est toujours voulue par le pouvoir suprême, mais ne se réalise que lorsque les justiciables savent forcer à les respecter les fonctionnaires tentés de la violer.

A la vérité, les Russes n'ont pas ces libertés dénommées libertés politiques. La presse est bâillonnée, pour employer une métaphore énergique. Le droit de réunion fortement réduit. On ne saurait attaquer publiquement les actes et les personnes des gouvernants, sans s'exposer à de fâcheuses conséquences. Est-ce-là une insupportable servitude ? Nous, Français, pour lesquels « faire de la politique » est devenu un besoin de nature, nous souffrons véritablement, les premiers temps de notre séjour en Russie, de ne plus nous livrer à ces controverses hygiéniques, sur telle ou telle mesure officielle. Nous prenons en pitié nos amis russes, pour toujours con-

damnés à ne pas connaître cette joie intense d'appeler fripon un homme qui a commis ce crime de devenir ministre. Peu à peu, nous nous y accoutumons. Nous finissons par trouver aussi ridicules ces deux bons bourgeois s'échauffant sur une question de politique coloniale que le seraient deux civils se passionnant sur un problème de tactique militaire. En vérité, on comprend toute l'utilité qu'a pour l'armée, la marine, la spécialisation des fonctions, et on la méconnaît chez nous quand il s'agit des fonctions autrement délicates du gouvernement d'un peuple. En tous cas, la Russie pratique cette spécialisation. A quoi bon donner le droit de critiquer les actes du gouvernement à ceux qui n'y prennent aucune part? Un grand homme d'État parlait des libertés nécessaires. Il est aussi des libertés inutiles, celles dont on ne peut pas se servir. Les Russes élisent leurs conseils municipaux, et, au second degré, leurs maires. Aussi la discussion la plus libre leur est-elle accordée des actes de leurs fonctionnaires urbains. Ils n'interviennent en aucune façon dans le choix des fonctionnaires impériaux. A quoi leur servirait la liberté d'attaquer leurs personnes? A éclairer le pouvoir? En Russie, on en est encore, il faut l'avouer, à ne pas croire que le premier venu, parce que l'éditeur d'un journal lui confie une plume, puisse mieux « éclairer le pouvoir » que des fonctionnaires de carrière, mêlés depuis des années aux questions qu'ils régissent.

Pas plus d'ailleurs qu'elle n'est un brevet de capacité, la fonction de journaliste n'est un certificat d'ineptie. Des hommes fort distingués, dont l'opinion a une valeur, ont recours au journal pour faire pénétrer dans le public des idées qui l'intéressent. Seulement, ces mêmes hommes choisissent ces questions et séparent soigneusement celles dont la grande diffusion est utile de celles qui concernent seulement les dirigeants et, s'ils ont un avis à exprimer sur ces

dernières, trouvent très aisément accès auprès des hauts personnages qui auront à utiliser cet avis. Ce qu'il faut dire et répéter, parce que les menus traits sont souvent les plus caractéristiques, c'est l'accès facile qu'accordent auprès d'eux les plus hauts dignitaires, c'est cette absence de morgue, de froideur professionnelle qui n'environne pas les gouvernants d'une atmosphère glaciale que rien de vraiment vivant ne saurait traverser. Que cette cordialité de manières soit chose peu importante au point de vue des « grands principes », c'est possible, mais elle influe puissamment sur la vie de tous les jours. Elle donne son vrai caractère à cette monarchie absolue, qui n'est pas despotique, mais patriarcale. Écoutez un dialogue entre le plus haut des tchinovniks et le plus humble de ses administrés et vous verrez nettement qu'entre eux deux, il y a une autre relation que celle du gouvernant à gouverné. Ils ne sont pas étrangers l'un pour l'autre. Ils sont parents éloignés, mais parents, issus tous deux de cette souche commune, la Russie. Le sang qui coule dans leurs veines est le même. Ils sont unis par une foi commune, par un commun dévouement à celui auquel la Russie a confié le soin de la gouverner, et, pour recourir à la phraséologie à la mode, entre eux circule un courant d'humanité.

De cette chose excellente, le mérite revient à la sociabilité du peuple russe et pas du tout à sa forme de gouvernement. Évidemment, et comme en France le fait contraire dérive de la disparition de notre antique aménité et ne peut être imputé à la République. Aussi ne tâchons-nous pas d'en tirer un sujet d'éloge pour l'autocratie. Ce n'est pas parce que celle-ci a bien mérité du pays que nous en augurons la durée, mais parce que les qualités propres de ce pays le mettent à même de profiter de toutes les qualités et de sentir le moins possible les inévitables inconvénients de cette modalité de gouvernement.

Étant donné cette facilité accordée à tous de s'approcher des ministres, pourquoi une liberté de la presse, pourquoi une liberté d'association qui ne seraient en somme que celle de l'agitation stérile? On n'ira pas jusqu'à demander que la masse prenne part au gouvernement dans l'unique but de donner une raison d'être à ces libertés sans objet. Ce sont d'autres considérations qui doivent faire accepter ou rejeter cette modification de l'ordre établi.

III

Si on excepte ce que nous appelons les libertés inutiles, nous ne voyons guère celles qui peuvent utilement être réclamées. La loi sur les passeports est, en vérité, bien ennuyeuse. Elle aurait surtout ce défaut de faire croire à l'Europe que la Russie est en proie à une police tracassière, si la Russie se préoccupait de ce que pense l'Europe sur ses affaires intérieures. Il est difficile de faire de son abrogation l'objet d'une revendication de quelque amplitude.

La réglementation du travail nous semble vicieuse, mais les Russes la préfèrent à la liberté. Est-ce au moment où toutes les nations tendent à faire intervenir l'État dans la production qu'on peut espérer voir la Russie se rallier au système contraire? Puis, il nous semble que cette question de liberté doit être traitée de plus haut. Elle est, sans nul doute, un épisode du procès éternel entre l'homme et l'État, de ce procès qui se juge simultanément et sans cesse dans chacun des pays civilisés. Pour comprendre quelque chose aux débats qui se déroulent en Russie, et pour avoir un semblant de droit à y opiner, il ne faut pas nous y transporter sans transition de la discussion qui a lieu chez nous, mais, laissant de côté les plaidoiries de nos avocats, remonter au

fond même du procès, le suivre dans sa filière en Russie.

Pourquoi, là comme ailleurs, l'homme a-t-il accepté une restriction à sa liberté ? Parce qu'elle lui apportait une liberté plus grande ou qu'il jugeait telle. Par exemple, si le paysan s'astreint à veiller une nuit par mois afin de déjouer les tentatives d'incendie, c'est afin d'acquérir la liberté de dormir tranquillement les 29 autres, de récolter, battre et vendre son grain librement. La question s'est donc posée à l'origine : L'homme faisait-il un bon ou un mauvais marché ? Ce à quoi il renonçait valait-il plus ou moins que ce qu'on lui donnait en échange ? Elle se pose encore et dans les mêmes termes. Les souffrances, les privations causées par les entraves apportées à la liberté du sujet russe sont-elles rémunérées, ou non, par les biens de tout ordre que lui apporte son agrégation à l'État russe ?

A côté d'elle en surgit une autre. Ce n'est pas tout que de vendre un bien à bon prix. Peut-être aurait-on pu le vendre mieux. Ne serait-il pas possible que le sujet russe obtînt ces mêmes biens par un sacrifice moindre ? En ces termes la question est insoluble. Chaque parti affirmera que, sous le régime qu'il préconise, le sacrifice serait moins grand, et certainement l'expérience est impossible ; mais si on s'en tient à ce que nous disions plus haut, si ce mot de « sacrifice », qui exprime une abstraction impondérable, est remplacé par « privations et souffrances », la réponse est plus facile. Ce que demande le sujet russe, ce n'est pas de rentrer en possession de la liberté qu'aliéna un de ses ancêtres, en échange de la sécurité, c'est-à-dire d'une liberté autrement importante, mais obtenir le plus d'avantages possible : sécurité, justice, facilité de communication, moyens d'échange, secours, protection de son travail, c'est-à-dire encore la liberté, l'affranchissement des obstacles naturels. Il préfère se soumettre aux devoirs que lui trace le Souverain,

homme comme lui, chrétien comme lui, que se résigner aux exigences autrement cruelles de la nature ou d'un agrégat non policé. Plus grandes sont ces difficultés de nature, plus considérable doit être le prix dont on en paye l'exemption, et dans l'évaluation de la mesure d'individualisme possible en Russie, il faut tenir compte de son climat.

IV

Une constitution suppose essentiellement une limitation des pouvoirs du chef de l'État, et cette limitation doit être consentie en faveur de quelqu'un. Il faut évidemment que le pouvoir s'exerce dans sa plénitude et la partie à laquelle renonce le souverain doit revenir à une entité. Celle-ci peut être ou une classe, ou un corps, ou le peuple lui-même qui gouvernera ou par lui-même ou par ses délégués. Une monarchie constitutionnelle peut donc être oligarchique, hiératique dirons-nous même, dans le cas où le corps partageant le pouvoir serait une cour de justice, ou parlementaire, puisque le gouvernement parfaitement direct ne peut exister dans une grande nation qui n'est pas fédéralisée. On peut à priori écarter la seconde forme, celle qui confierait une parcelle indépendante du pouvoir suprême à un corps, quel fût-il, et envisager simplement deux éventualités : la constitution, en Russie, serait soit oligarchique soit parlementaire. Ce n'est pas l'oligarchie que demandent les « constitutionnels », et ils en trouveraient dificilement des éléments suffisants. La noblesse, — nous le verrons bientôt, — la noblesse est tellement nombreuse que sa participation directe aux affaires est impossible. Parmi elle, point de ces degrés qui existent dans la caste nobiliaire des autres pays. En Angleterre, la hiérarchie est encore solidement assise, qui va du duc au baron, en

passant par les degrés intermédiaires de marquis, comte et vicomte. Elle sépare, plus radicalement encore, la haute noblesse, comprise dans ces cinq rangs, de la petite noblesse, la « gentry, » avec ses baronnets et ses chevaliers. En Allemagne, l'aristocratie a de même dans son sein toute une série fixe de degrés. En Russie, rien de tout cela. Au point de vue purement nobiliaire, — qui, du reste, y a peu d'importance, — tel gentilhomme non titré passe bien avant tous les princes des territoires annexés. Le nom y compte pour beaucoup plus que le titre. Entre familles d'égale ancienneté, dotées l'une d'une couronne princière, l'autre d'une couronne de comte, la différence est peu marquée, le serait moins encore sans la pénétration de nos habitudes occidentales qui donnent une grande primauté au prince. Lesquelles, de ces familles, seraient choisies pour recevoir une part héréditaire de l'autorité? Si elle n'est pas héréditaire, le nouveau régime ne sera qu'une copie de ce qui se fait actuellement, et ce ne serait pas la peine de donner des apparences de grandeur à une mesure qui rendrait viagères les fonctions données aux tchinovniks actuels et que, en fait, ils conservent toute leur vie, sauf le cas de promotion à un emploi plus haut, mieux proportionné à leur expérience s'accroissant.

Si une oligarchie ne reçoit pas la puissance dont se dépouillerait l'empereur, qui sera-ce? Répondre : « Le peuple russe, » ce n'est pas répondre, car le peuple russe ne l'exercera pas lui-même, aura recours à des élections et sera gouverné par un délégué, comme il l'est par l'Autocrate. De plus, par cela seul qu'il accepte la situation actuelle, il sera sans résistance le jour où l'on voudra l'y ramener. Enfin, on ne hasarde pas les mots de suffrage universel, en quoi l'on a raison s'il est vrai que le ridicule est périlleux pour une cause. De toute nécessité, c'est envers une ou plusieurs classes que

serait pris l'engagement constitutionnel. Ici encore le régime parlementaire apparaît.

C'est un inépuisable sujet d'étonnement que de voir aujourd'hui encore demander le régime parlementaire par les peuples qui y ont échappé jusqu'ici. Ceux qui le possèdent s'en détachent, ébranlés par la démonstration irréfutable de son impuissance et, pis encore, de son immoralité. Si le choix se restreint entre ces deux formes de gouvernement, la forme personnelle et la forme parlementaire, par quel prodige d'aberration peut-on donner la préférence au second ? Un mode de gouvernement se juge selon des critères divers : suivant les principes de justice et d'équité sociales, suivant le bien qu'on en espère, suivant ce qu'il a ou non produit. De ces différents points de vue, le seul auquel le parlementarisme conserve une supériorité, c'est celui des espérances qu'il fait concevoir. Quant à celles qu'il réalise, il devient très inférieur et ne se défend pas sur le terrain du droit naturel.

C'est, à notre avis, un terrain sur lequel on devrait éviter de se placer, tellement il est peu connu. Juger une institution selon le droit naturel, c'est supposer admis ce droit naturel dont la contestation est toujours possible. Cependant, les armes y sont égales. « Quelle base, demande-t-on, assignez-vous au droit d'hérédité au trône ? Le gouvernement des hommes est-il donc une propriété... » Et le sujet prête à l'éloquence, cela est certain. Mais existe-t-il une base plus solide à l'autorité que 101 personnes peuvent exercer sur 99 ? D'où fait-on dériver l'autorité du nombre ? De rien, de rien absolument !

L'intelligence peut être, ou non, du côté de la majorité. Rien ne l'indique. La vertu la plus pure peut lutter contre le vice éhonté ; son triomphe ou sa défaite dépendent uniquement du hasard de la composition du collège. Les intérêts économiques les plus importants du pays, pour si peu qu'ils

concernent plutôt l'avenir que le présent, seront écrasés par l'ignorance profonde où en sont les électeurs. La science, ce lot de l'élite, sera toujours battue par l'obscurantisme, cet habitat des masses. Tous les facteurs de progrès, d'existence des sociétés : talent, science, vertus, richesses, courage, sont dépouillés de tout le pouvoir, attribué à ce fait glorieux d'être un de plus que ses adversaires.

Cette souveraineté du nombre n'a même pas ce fondement barbare, la force. Rien ne prouve que la majorité ait en mains la force nécessaire pour imposer le respect de ses arrêts. D'abord il y a autre chose que la force des bras, et les facteurs sociaux que nous avons énumérés suffisent pour donner la suprématie à une minorité qui les possède. Même la force corporelle peut ne pas être avec les vainqueurs du scrutin.

Le pouvoir personnel, dit-on, ne se justifie pas mieux en droit. Soit! En tous cas, il tire son origine très limpide du *consensus omnium* qui veut à tout corps une tête et une seule, qui fait commander une escouade par un caporal, une armée par un géneral, un atelier par un ingénieur, et qui n'a jamais introduit le système des deux Chambres partout où il faut agir et marcher, le réservant pour là où l'on se contente de parler et de piétiner. Il n'est pas, — et nous marquons ici l'opinion de l'éminent M. Alfred Fouillée, — un progrès de quelque genre que ce soit qui n'ait d'abord germé dans le cerveau d'un homme seul, pour se répandre aussitôt dans une minorité étroite d'abord, s'élargissant peu à peu pour s'imposer enfin à la majorité, à tous. Donc, même à ce point de vue que nous abandonnions tout à l'heure, à celui des espoirs de prospérité et de progrès que peut donner un régime, le pouvoir personnel l'emporte encore.

Veut-on le juger d'après ses résultats ? Quel est le peuple d'Europe qui, doté du parlementarisme, toutes choses égales,

ait fait des progrès comparables à ceux qu'a accomplis la Russie depuis vingt ans ?

On ne doit pas oublier, et on oublie trop, qu'en comparant les deux régimes, il faut les prendre tous les deux, ou comme ils doivent être, ou comme ils sont. Un des hommes les plus remarquables de la Russie actuelle, dont le nom est lié pour toujours à l'œuvre de S. M. Alexandre II, nous faisait l'honneur de nous dire : « Le gouvernement personnel mérite en théorie tous les éloges qu'on en peut faire. Il a un grand défaut, un seul, mais capital. Il est impossible. Celui qui nous gouverne, en réalité, ce n'est pas l'Empereur, auquel l'intérêt de sa couronne constitue la plus efficace des responsabilités. Ce sont des fonctionnaires relevant, non pas le plus souvent de S. M., mais de leur supérieur. De l'Autocrate au plus infime des tchinovniks, l'autorité se concentre dans une pyramide où la responsabilité s'éparpille. Les décisions qui concernent d'autres personnes que les habitants des capitales sont prises par des fonctionnaires qui n'offrent aucune garantie. L'Empereur ne les connaît même pas ; leurs erreurs les plus lourdes, les plus dommageables, entraînent seulement, en dehors de leur propre et minime responsabilité, pour les hauts dignitaires, celle de les avoir nommés. Le gouvernement personnel est une fiction, une étiquette. »

Contre de telles paroles, aussi autorisées, nous ne saurions nous inscrire en faux, mais que dit du gouvernement parlementaire un homme d'État du sud de l'Europe, que nous pouvons nommer, celui-là, l'illustre Marco Minghetti ?

« Le gouvernement parlementaire, dit-il en substance, n'est pas le gouvernement du pays par le pays, mais par les comités électoraux dont les députés sont les fidèles agents. Les mandataires du peuple servent, non pas les intérêts généraux, mais uniquement les intérêts privés. Les questions nationales deviennent des questions parlementaires et la politique d'un

grand pays dégénère en intrigues de couloirs. Le régime parlementaire n'est et ne peut être qu'une fiction. Il est le gouvernement absolu livré aux ministres et tempéré seulement par leur instabilité. »

L'autorité de Minghetti nous permet de rappeler ce qui est connu de tous, l'indifférence complète des députés aux discussions où ils votent avec leur groupe, les marchandages entre les différentes fractions d'une assemblée, les membres des deux Chambres ne votant pour le ministère que si le choix des fonctionnaires de leur circonscription leur est laissé. Oui, le gouvernement personnel peut être une fiction. Celui qu'on lui oppose l'est certainement. De ces deux régimes, il faut simplement choisir le plus adéquat aux conditions du pays qu'il doit administrer.

Surtout, il ne faut pas méconnaître ou dissimuler que c'est bien entre eux deux que le choix se présente. Le principe autocratique peut admettre des tempéraments. La souveraineté du nombre n'en connaît aucun. Le jour où une assemblée politique en Russie pourra décider une question à la majorité des voix sera le premier pas dans la voie qui amène au suffrage universel. La masse ne connaît d'autre règle de raisonnement que la logique, stérile, mathématique, et saura bien faire étendre jusqu'à elle la reconnaissance de la suprématie des majorités. Toutes les entraves qu'on opposera au suffrage universel, celui-ci les brisera comme un navire, une fois lancé sur la pente qui le conduit à la mer, broiera les étançons qu'il heurtera. Ce n'est pas une simple discussion académique que celle qui examine s'il convient de reconnaître le système de la pluralité des voix. Elle intéresse la vie même de la Russie.

C'est volontairement que nous n'avons invoqué que des arguments *à priori*. L'expérience en fournit un autre d'une portée plus grande. Si le lecteur veut se donner le plaisir de

relire ce qu'écrivait dans la *Revue des Deux Mondes* M. Leroy Beaulieu le 15 mai 1882, il aura un tableau rapide, mais frappant de vérité, de l'état de la Russie après l'héroïque fin de S. M. Alexandre II. Ce souverain porte cependant le nom de Libérateur, et jamais la gratitude populaire ne décerna un titre plus mérité. Depuis l'émancipation qui embellit le début de son règne, jusqu'à cette constitution qu'il avait accordée aux vœux de son peuple, du moins de la partie de son peuple dont il entendait la voix, et que la bombe des assassins anéantit, tous ses actes proviennent du libéralisme le plus grand, le plus complet. Les résultats, on les connaît : son épouvantable mort, le désarroi dans lequel elle laissa l'Empire.

Dans ce travail, nous essayons de donner à l'homme d'études un compte rendu exact de la Russie productrice au moment où S. M. Alexandre III a rendu à Dieu cette âme que feu son frère, Nicolas Alexandrovitch, disait pure comme du cristal. Ce qu'il faudrait mettre à côté de ces chiffres, ce serait une peinture de l'état moral actuel. Il faudrait comparer la douleur respectueuse de la Russie entière lorsqu'elle apprit le coup qui la frappait, montrer ce deuil qui couvrait l'immense nation et qu'aucun incident ne vint troubler, en rapprocher l'inquiétude, l'angoisse qui étreignaient tous les cœurs en 1881 de la calme assurance avec laquelle S. M. Nicolas II ordonnait que la foule pût environner sa personne. La différence entre les obsèques d'Alexandre III et d'Alexandre II est la même qu'entre les politiques qu'elles terminaient.

AUTOCRATIE

I

Parmi les innombrables étrangers qui contemplaient ces funérailles, aucun ne songeait à trouver étrange que leur ordonnance différât de ce qu'elle eût été chez nous; aucun n'essayait d'établir un rapprochement impossible entre les détails de cette pompe magnifique et ceux dont nous avons coutume. Le caractère propre aux choses russes s'y affirmait avec trop d'éclat pour ne pas être perçu.

Pareillement, c'est en eux-mêmes qu'il faut juger les détails de l'organisation gouvernementale russe. Si une comparaison avec l'organisation occidentale pouvait avoir quelque signification, elle donnerait à croire que ce qui est bon, souhaitable en Occident, est mauvais en Russie et ce serait une conclusion trop générale pour être acceptée.

L'Empereur est autocrate, c'est-à-dire en possession du pouvoir absolu, seul détenteur d'un pouvoir quelconque. Le comte Speransky précise et, si ce mot ne contrastait pas avec le sujet, limite ce droit comme il suit: « Aucun autre pouvoir, ni à l'étranger, ni à l'intérieur, ne peut apporter de bornes au pouvoir souverain de l'autocrate de Russie. Les limites de ce pouvoir sont uniquement, à l'extérieur les traités consentis par le souverain, à l'intérieur la parole impériale, qui doit toujours être sacrée et irrévocable. Tout droit, et aussi le droit de l'autocrate, a un commencement. Ainsi, où

finit le juste et commence l'injuste, là finit le droit autocrate et commence la tyrannie [1]. »

A cette définition, si claire et qui sépare avec une si grande netteté l'autocratie russe des gouvernements personnels dont nous haïssons la mémoire, il n'y a rien à ajouter. Le comte Speransky montre, en effet, les deux sortes de limites que rencontre la toute-puissance impériale. La première, très précise, se trouve dans les lois et ordonnances promulguées, dans les traités consentis. Elle représente, pour ainsi dire, la lettre et, comme telle, pourrait aisément être tournée, sinon franchie. La seconde, au contraire, précisément par son manque de rigueur et de précision, se présentera toujours devant l'autocratie pour la contenir ou la ramener dans son domaine. « Où finit le juste commence la tyrannie. » Les Occidentaux commettent donc une erreur complète en supposant que le souverain de toutes les Russies a « le droit de confisquer les propriétés d'innocents, de mettre à mort ses sujets sans raisons et, bien entendu, sans jugement ». Le « droit », on le voit, est nettement fixé et n'implique aucune de ces horreurs [2].

Quelle sanction serait possible, dira-t-on, si l'Autocrate foulait aux pieds ces limites et commettait les pires iniquités ? Un droit peut parfaitement exister sans une sanction corrélative. Évidemment, un Empereur de Russie peut avoir le malheur de perdre la raison et, dès lors, ordonner les actes les plus insensés, les plus pervers. Il était bien inutile d'édicter des règles pour un cas pareil, où les mesures à prendre seraient inspirées par les circonstances. Ce serait une discussion d'école que celle qui chercherait à prévoir ce qui se ferait en pareil cas.

1. SPÉRANSKY. O zakonakh, Sbornik Rouss. Ist. Ob. T. XXX, p. 371.

2. On nous excusera de réfuter de telles énormités, mais nous n'écrivons pas pour ceux qui connaissent la Russie.

Sans même poser l'hypothèse de démence, un souverain absolu peut commettre des actes directement contraires à la règle que pose Speransky, cesser d'être autocrate pour devenir un vrai tyran. Où est la sanction ?

Nulle part. Du moins, nulle part où on la puisse indiquer. Seulement, c'est le lot commun à tous les pouvoirs souverains, de quelle façon qu'ils soient exercés. Le parlement anglais peut tout, sauf la plaisante exception que cite le proverbe. S'il use de son omnipotence pour l'injustice la plus évidente, la moins discutée, où est la sanction ? Nos deux Chambres ont un pouvoir à peu près égal. Quels moyens de nous défendre contre les lois oppressives, meurtrières quelles voteraient ? Dans la monarchie constitutionnelle, dans une république fédérale, partout enfin, se vérifie cet axiome que les actes du pouvoir souverain sont sans appel [1].

La puissance impériale en Russie a, de plus, un autre caractère, unique en Europe, qui apparaît dans l'art. 1er des lois de l'Empire.

« L'Empereur de Russie est un monarque absolu et autocrate. Dieu même ordonne d'obéir à son autorité souveraine, non seulement par crainte, mais par conscience. »

La mode est passée de faire dans la polémique un emploi exclusif de la raillerie, et il nous paraît que les adversaires même du pouvoir personnel ne peuvent tourner en dérision une prescription dont la noblesse est

1. Une objection peut nous être faite, dont nous reconnaissons la valeur. En Amérique, par exemple, le Parlement et le président exercent le pouvoir dans les limites d'une constitution que le peuple seul peut modifier. Donc, s'ils violent les droits dont cette constitution prescrit le respect, les détenteurs du pouvoir judiciaire annuleront leurs ordonnances et sauvegarderont les droits du peuple. En réalité, cela prouve uniquement qu'aux États-Unis et dans les pays constitués à leur usage, ces Parlements unis aux chefs d'État détiennent les pouvoirs législatif et exécutif, mais que le pouvoir souverain reste aux mains de la majorité du peuple. Ce que nous disons plus haut se vérifie encore, car quel est donc le recours laissé à la minorité ?

incontestable. Ce n'est pas la peur, mais aussi la conscience qui doit pousser le sujet à l'obéissance. Le souverain veut plus que la soumission, il demande l'affection, attend l'amour de ses peuples. La date où cet article fut rédigé, le pays pour lequel il l'a été, prouvent évidemment que le rédacteur était inspiré par une pensée religieuse, théocratique, qu'il songeait au droit divin. Notre Occident de 1895 est peu apte, — ne disons pas heureusement, — à comprendre de tels motifs, mais il peut cependant apprécier toute la portée de l'idée en lui donnant des facteurs sociologiques. Qu'un conquérant demande à la race conquise de lui obéir « non seulement par crainte, mais par conscience », et ce sera la dérision la plus sanglante, mais qu'un Russe, auquel tous les Russes confient sans réserve le pouvoir souverain, leur dise : « Je ne veux pas régner sur vous uniquement par la force que je tiens de vous. Je veux, au contraire, que mon pouvoir s'exerce librement par votre respect du contrat qui me le délègue. M'obéir, c'est obéir à la Russie, à cette patrie que vous espérez voir devenir florissante sous le sceptre que vous me confiez. M'obéir, c'est vous acquitter de la dette que chacun de vous contracte envers tous les autres, tous les jours, à toute heure. Et, comme nous sommes un peuple religieux, que nous prenons le Seigneur à témoin de notre pacte, chaque fois qu'il place sur une autre tête la couronne que ma famille tient de vous, m'obéir c'est accomplir votre devoir envers Dieu, envers vos concitoyens », et nous trouvons qu'il exprime là une conception très claire et très juste des rapports entre gouvernants et gouvernés.

Cet article I[er] prête si peu à la raillerie qu'il pourrait être transporté, à peu près intact, dans les constitutions les plus démocratiques. Ou la conscience n'est qu'un mot, ou elle nous ordonne d'obéir aux pouvoirs établis, mais son côté caractéristique, c'est précisment qu'il figure dans les lois

russes et même ailleurs, parce que la Russie ne veut pas connaître le matérialisme de nos pays, qu'elle est encore et sera longtemps cette nation où les paysans étaient appelés des « âmes », qui les appelle à présent des « chrétiens ».

D'ailleurs, nous reconnaissons que ce n'est pas de vues sociologiques que s'inspire l'art. Ier. Le principe de gouvernement se modèle sur le principe religieux, mais cela n'affaiblit pas la particularité du régime. Il n'était pas besoin d'y ajouter, comme on le fait trop souvent, une sorte de papauté laïque donnée trop gratuitement à S. M. L'Empereur est curateur et protecteur de l'Église orthodoxe, « fidei defensor », précisément comme la reine Victoria, mais ne jouit d'aucune autorité en nature de dogme. Son gouvernement intervient dans la nomination des prélats, exactement comme le nôtre et la ressemblance serait plus parfaite encore si notre Église était nationale, n'était pas soumise à la curie romaine. Le pouvoir laïque aide l'autorité religieuse comme cela avait lieu naguère en Espagne. Cependant, nul n'a songé à attribuer la dignité pontificale à nos présidents de la République ou aux souverains espagnols.

En revanche, le pouvoir législatif dans son intégralité appartient à l'Empereur. Lui seul peut faire des lois et, seul, les abroger. La Haute Assemblée chargée de les préparer ne peut faire autre chose. A Sa Majesté de donner aux projets le caractère législatif.

Le pouvoir souverain implique donc, entre autres : le pouvoir législatif et le Conseil de l'Empire qui aide S. M. à l'exercer; le soin de veiller à l'exécution des lois et le Sénat en est chargé, sous l'autorité souveraine[1] ; la défense de la foi qui est déléguée au Saint-Synode ; enfin le pouvoir exécutif qui est exercé au moyen des ministres.

1. Les fonctions juridiques du Sénat rentrent dans cette définition.

Tels sont les quatre organes au moyen desquels l'Empereur de Russie vient à bout des immenses devoirs qui lui incombent.

II

Le Conseil de l'Empire a peut-être offert une analogie assez complète lors de sa fondation avec notre Conseil d'État d'alors. Depuis, les modifications subies par l'un et l'autre de ces grands corps ont beaucoup diminué la ressemblance[1].

Sa compétence qui, bien entendu, n'entrave en rien le pouvoir absolu du souverain, comprend :

La publication des lois générales et des lois spéciales.

L'élaboration des budgets actifs et passifs.

L'examen des comptes.

La mise en jugement des personnes appartenant aux trois premières classes.

De plus, il participe, comme conseil, à plusieurs matières gouvernementales, surtout au point de vue doctrinal. Les questions de fait lui sont rarement soumises. Le conseil des ministres en connaît, lorsqu'elles nécessitent un examen collectif. Quant aux affaires internationales, le souverain n'en confère qu'avec son ministre des Affaires Étrangères.

Enfin la compétence du Conseil de l'Empire comprend aussi quelques fonctions judiciaires qu'il exerce sur des causes à lui renvoyées par le Sénat.

1. Il n'est pas rare cependant de l'entendre appeler Conseil d'État. Son nom russe « Gosoudarstvennii Çoviet » peut en effet se traduire ainsi. De même, la Banque « Gosoudarstvennii » est appelée, en français, tantôt Banque de l'État, tantôt Banque de l'Empire. Officiellement et mieux vaut, semble-t-il, suivre cet exemple, on dit « Conseil de l'Empire ». D'ailleurs, si on choisissait l'autre expression, ce ne serait pas « Conseil *d'État* », mais « Conseil *de l'État* » qu'il faudrait dire.

Le Conseil n'a aucun pouvoir que celui de donner son avis; mais ce n'est pas là un pouvoir négligeable. Sa Majesté peut bien ne pas en tenir compte, mais il est évident *à priori*, et constant en fait, que, dans l'immense majorité des cas, il s'en remet à l'opinion du Conseil. Aussi le titre de Conseiller de l'Empire est-il un des plus hauts auxquels puisse aspirer un fonctionnaire.

Tous les membres, sans exception, sont nommés par l'Empereur. Nul n'entre au Conseil par droit de naissance, pas même les membres de la famille impériale, qui doivent recevoir cette fonction à titre personnel. Actuellement, quatre Grands Ducs seulement ont été l'objet de ce choix, LL. AA. II. les Grands Ducs Michel, Vladimir, Alexis et Serge. Les ministres en font partie par droit de leur charge, mais uniquement pendant la durée de leurs fonctions.

L'article II du règlement organique du Conseil de l'Empire ne soumet la nomination des conseillers qu'à une seule condition. « Ils doivent jouir de la confiance des souverains; » donc, le titre nobiliaire, le tchin civil ou le grade militaire ne sont d'aucune importance. L'Empereur peut y nommer qui il veut. En pratique, il n'y appelle que les plus hauts dignitaires. Dans la liste actuelle, sauf les ministres, nous ne trouvons que deux membres civils qui soient seulement « conseillers privés », ce qui constitue déjà un titre très élevé (le 3e sur le tableau des rangs, le second en réalité). Ces membres militaires sont tous du second tchin, à l'exception du feld-maréchal Gourko, en possession du premier. De même que l'Empereur peut nommer à son gré les conseillers, il peut de même les révoquer. Le cas se produit si rarement que l'on cite de mémoire les personnes qui ont été l'objet d'une telle mesure depuis 1810. Une seule fut révoquée à la suite d'un arrêt de justice, le prince Adam Czartorisky, en 1812. Les demandes de mise à la retraite sont moins nombreuses encore,

et cela est aisé à comprendre. Le conseiller auquel son âge et sa santé imposent le repos quitte « les départements », ce que nous appellerions les comités, et peut facilement s'acquitter des devoirs qui incombent à un simple membre des assemblées plénières.

Le nombre des conseillers est illimité, mais varie dans des limites assez étroites. De 35 à l'origine, il a augmenté jusqu'à 75 et se tient toujours assez près de ce chiffre[1]. Leurs fonctions peuvent se cumuler avec tous emplois militaires, civils ou près de S. M., à l'exception des fonctions judiciaires. Un règlement de S. M. Alexandre II, en effet, interdit à tout magistrat d'accepter un emploi quelconque en dehors de la magistrature. Seuls, les juges de paix honoraires, qui sont électifs, peuvent entrer au Conseil.

La présidence du Conseil appartient à S. M. et le président qu'elle désigne ne fait que la remplacer lorsqu'elle ne vient pas au Conseil. Dans les 85 ans d'existence de la Haute Assemblée, elle n'a été présidée que treize fois par l'Empereur. Il en résulte que le président effectif a en réalité un rôle des plus importants, que de tous les représentants que le souverain est forcé de se donner, c'est un de ceux dont le choix est le plus délicat. On a toujours cherché, et on a réussi quelquefois, à trouver des hommes réunissant les qualités intellectuelles et morales à l'éclat d'un grande situation sociale. Les travaux du Conseil ont été dirigés depuis l'origine par : le comte Roumiantseff, le prince Soltikoff, le prince Lapoukhine, le prince Kotchoubey, le Cte Novosiltseff, le prince Vassiltchikoff, le Cte Levasshoff, le prince Tchernicheff, le prince Orloff, le prince Gagarine et les Grands Ducs Constantin et Michel.

Son organisation est assez spéciale. Elle implique d'abord

1. Au 1er janvier 1895, il était de 59, en dehors des 14 ministres.

trois départements ou comités, celui de la législation, celui des affaires civiles ou religieuses, celui des finances. Chacun d'eux comprend au plus huit membres et délibère utilement si trois seulement assistent à ses délibérations. Le surplus des conseillers n'a pas d'assignation spéciale et se borne à prendre part aux assemblées plénières. Les bureaux du Conseil comprennent d'abord autant de sections qu'il existe de départements, de plus le secrétariat de l'Empire, la direction des archives et celle du service des lois. La division des affaires entre les trois départements et les sections correspondantes se fait aisément. Le premier examine ce qui concerne la législation, le second, les affaires de police et l'administration du clergé et de la justice. Au département des finances revient ce qui touche l'industrie générale, la science, le commerce, les finances, les améliorations agricoles, l'économie rurale et les budgets.

Il est facile de voir que le travail considérable demandé au Conseil de l'Empire est fort inégalement réparti entre ses membres. Les bureaux sont non seulement beaucoup plus nombreux que ceux de toute autre assemblée analogue, mais sont composés de fonctionnaires de haut rang et de haut mérite. Ils préparent la besogne qu'achèvent les départements et l'assemblée générale est plutôt une chambre d'enregistrement qu'un corps délibérant.

Les ministres introduisent les affaires, car il est remarquable que l'initiative des lois est refusée au Conseil. Si le département accepte l'opinion ministérielle, le projet suit son cours. S'il y a divergence, il est retourné au ministre par les soins du secrétaire de l'Empire. Le ministre accepte-t-il les modifications proposées, il signe le procès-verbal qui lui est remis et en donne connaissance dans le courant de la semaine.

Le département procède à une nouvelle délibération, et s'il

maintient son opposition, ses motifs sont soumis à l'assemblée générale en même temps que l'opinion du ministre. Une exception est faite à la règle pour certaines affaires que les départements soumettent directement à S. M. Ce sont, entre autres, les plaintes dirigées contre les dignitaires des trois premières classes, certaines questions financières, les questions judiciaires sur lesquelles le département ne partage pas l'avis du Sénat.

Toutes les autres viennent en assemblée générale par l'intermédiaire des secrétaires d'État. Le rapport consiste dans la lecture du procès-verbal du département. La lecture achevée, le président donne les éclaircissements nécessaires, le secrétaire d'État énonce ses conclusions et chaque conseiller peut prendre la parole. Le président résume la discussion générale et, aussi, la discussion intervenue sur chacun des articles. Avant le vote, et dans les cas de grande importance, le président peut renvoyer l'examen à une séance ultérieure. Le compte des voix ne s'opère que lorsqu'il y a divergence manifeste, et dans ce cas le scrutin a lieu au moyen de formules imprimées, sur lesquelles chaque membre écrit en regard de son nom : « J'adopte telle conclusion » ou « Je suis de telle opinion ».

Les procès-verbaux des séances générales ne mentionnent que deux opinions, celles qui ont réuni le plus grand nombre de voix après que le président a essayé en vain de rallier les dissidents. Le souverain choisit entre ces deux opinions, la plus ou moins grande importance de la majorité n'exerçant aucune action sur ce choix. S'il préfère l'opinion qui a triomphé, l'Empereur confirme le procès-verbal par sa signature. Si, au contraire, il décide d'adopter l'avis de la minorité ou d'y substituer sa propre opinion, il en informe le Président du Conseil et c'est l'avis souverain qui devient la loi.

Les mots en politique sont bien peu de chose et il est cer-

tain qu'en fait ce n'est que dans de rares occasions que le souverain remplace par sa volonté l'avis du Conseil de l'Empire, plus rarement que des chefs d'État constitutionnels n'exercent leurs droits de veto, dans les pays où ils en sont investis. Supposons un instant que ce qui est vrai en pratique entre dans la loi, que le Conseil de l'Empire reçoive le pouvoir législatif sauf le veto impérial. Par le seul fait de cette loi, l'Empire deviendrait constitutionnel. Certes, il serait très loin du gouvernement parlementaire, mais il aurait absolument une constitution, et qui en vaudrait bien une autre. Le fait que la dignité de membre du Conseil de l'Empire n'est pas héréditaire enlèverait jusqu'au danger d'une oligarchie, absolument inacceptable à notre époque. Le soin de légiférer serait confié à une aristocratie qui n'est pas seulement celle de la naissance, mais aussi celle des talents, surtout celle des services rendus au pays. Le nombre des conseillers est restreint, mais paraîtra suffisant à ceux qui connaissent la stérilité des parlements nombreux et la productive activité des corps pareils, par exemple, à notre Conseil d'État. Cette constitution pourrait être très libérale, pour si peu qu'on veuille bien accorder à ce mot sa vraie signification, car on ne voit pas ce qui empêcherait cette Assemblée, émanée d'un pouvoir sûr de lui-même, de voter des lois civiles et administratives aussi larges que pourrait le faire le Parlement d'une nation où le gouvernement doit se défendre. Où donc est la raison qui empêche de souhaiter une mesure pareille ? Simplement dans son inutilité. Elle ne ferait que donner un autre nom à ce qui existe et ce changement, qui ne modifierait rien dans les choses, agiterait vainement les esprits, ferait craindre aux uns, espérer aux autres une déperdition du caractère propre de la Russie où, ne l'oublions pas, le mot « Constitution » n'existe pas.

Les publicistes étrangers, principalement, doivent se garder

d'une erreur que l'insuffisante définition des organes législatifs russes rend fréquente. Le précepte énoncé par Speransky est toujours en vigueur. La parole et les actes d'un souverain engagent et lui et ses successeurs. Les lois promulguées sont donc autant de garanties données aux sujets et on ne sait pas trop pourquoi l'on imposerait au gouvernement russe d'appeler « constitution » le résumé de ses lois et des règlements administratifs, alors que cette terminologie n'ajouterait aucun élément de stabilité. Ces lois, ces règlements se modifient certainement, en certain cas dans un sens régressif. Les constitutions occidentales assurent-elles davantage la continuité du mouvement en avant ? Sont-elles des obstacles aux actes arbitraires ?

C'est une observation que l'on peut placer après ce rapide examen du Conseil de l'Empire et qui se pourrait répéter après celui de tous les autres détails du gouvernement russe. La Russie a toute une organisation destinée à accomplir, autant que possible, les devoirs qui incombent à l'État, et qu'elle s'exagère peut-être, en garantissant les droits de l'individu. Que ces garanties soient de toute autre nature que celles auxquelles nous sommes accoutumés, rien n'est plus vrai. Le tout est de savoir si elles sont équivalentes, en tenant un compte exact du développement de la civilisation dans ses diverses classes.

III

Après le Conseil de l'Empire vient, hiérarchiquement, le Sénat. C'est ici surtout que l'analogie serait trompeuse. Par une bizarre interversion, il ressemble beaucoup plus aux Parlements de l'ancien régime que notre parlement actuel et n'a aucune des attributions de celui-ci. Il réunit la compétence

de notre Cour de cassation à celle de notre Cour des comptes et y ajoute celle de la Cour des comptes d'Italie, chargé qu'il est de la promulgation des lois. Il est encore la chambre héraldique de l'Empire, connaît des conflits d'attribution et est la plus haute juridiction administrative, comme il forme la plus haute des juridictions civiles et criminelles.

IV

M. Anatole Leroy-Beaulieu attribue, peut-être avec raison, une assez singulière origine au Saint-Synode. D'après le savant écrivain, Pierre le Grand, en remplaçant le patriarche de Moscou par ce qu'il nomma d'abord le « Collège spirituel », était guidé surtout par le désir d'imiter ces conseils que le Régent avait mis à la place des ministres. Il est malaisé d'être un grand réformateur et de se tenir toujours éloigné des utopies, et il est très vraisemblable que Pierre III ait été frappé à son second voyage en France de cette idée de « polysydonies », qui excita tant d'espérances suivies de tant de déceptions. Il l'est plus encore que le fondateur de l'Empire n'a fait que trouver là un moyen de réaliser un plan qui lui était cher, supprimer ce patriarcat dont la puissance eût très facilement pu rivaliser avec la sienne. Il atteignit mieux que ce but égoïste, car il assura l'éternelle indépendance de l'Église russe. Un patriarche n'est qu'un homme, et rien n'assure que dans la suite des temps, la tiare patriarcale ne serait pas échue à un partisan de l'unité des églises qui eût replacé cette Église sous la domination spirituelle de la confession grecque, ou même à un homme corruptible qui eût fait servir son immense pouvoir à des vues incompatibles avec l'autonomie de cette Église. Rien de cela n'est plus à craindre lorsqu'il faudrait, pour qu'il y eût un danger, que

cette chimère ou cette faute fussent partagées par toute une réunion de prélats. C'est de cette réforme que date l'union intime entre le gouvernement impérial et la religion orthodoxe, union si parfaite que la distinction est incertaine entre le patriotisme et la foi d'un Russe. Un résultat plus grand encore lui était réservé. Ce n'est pas seulement d'un patriarche étranger que le Saint-Synode rend la foi indépendante, mais du pouvoir impérial lui-même. Si jamais l'autorité civile tâchait de détourner l'Église de sa vraie voie, ne trouverait-il pas dans l'organisation actuelle un obstacle autrement difficile à renverser que ne le serait une individualité.

Le Saint-Synode n'a d'ailleurs qu'hérité du patriarche moscovite. Il administre l'Église, veille à sa discipline, en défend les intérêts. En matière de dogme, il ne décide rien. Seule, la réunion des prélats orthodoxes pourrait ajouter ou retrancher quelque chose à la liste des articles de foi d'une Église qui met sa fierté dans son immutabilité. Aussi, la part qui est réservée au pouvoir civil dans ses actes comme dans ses délibérations est-elle toute naturelle. Tant bien au point de vue de la doctrine du droit divin qui impose à l'oint du Seigneur, comme le premier de ses devoirs, la protection et la défense de l'Église qui l'a sacré, qu'à celui de la doctrine simplement politique où l'État ne peut se désintéresser de la conduite temporelle de l'Église, cette intervention est inévitable.

Les membres du Saint-Synode le sont, les uns par droit de leur charge comme l'exarque de Géorgie, les métropolites de Kieff, Moscou et Saint-Pétersbourg, ce dernier siège donnant la présidence à son titulaire, les autres par la nomination de S. M. Ces derniers sont actuellement les archevêques de Finlande, de Novgorod, de Varsovie, l'évêque de Voronèje, MMgrs Hermann et Markell. Le procureur général, ce fonctionnaire qui représente directement la personne de Sa Majesté, est M. Pobédonotseff.

Son rôle est important et ne peut que l'être, non seulement à cause de l'auguste personne dont il est le délégué, mais parce qu'il représente la société civile, ce côté temporel dont ne sauraient se détacher les choses spirituelles sans devenir à peu près des abstractions. Aussi, cette importance varie suivant la nature des affaires soumises au Saint-Synode. La justice ecclésiastique, la censure qu'exerce le clergé sur les diverses publications intéressent assez faiblement la société laïque. Par suite, le procureur se borne à émettre son avis. Les écoles qu'entretient le clergé, au contraire, formeront des hommes que le clergé n'absorbera pas tous. La société doit savoir quelle empreinte on y donne aux générations dont le rôle commencera bientôt. Les finances ne peuvent être entièrement confiées aux soins d'hommes vénérables que leur caractère rend impropres à les bien gérer. Le gouvernement ne saurait se désintéresser de l'emploi donné à ses libéralités sans limites auxquelles toutes les classes de la nation sont toujours prêtes. Il s'ensuit que les écoles et les ressources financières du clergé sont administrées à peu près entièrement par le procureur général. Enfin, le synode est une cour de justice dans bien des cas que nous réservons à nos tribunaux. Comment le pouvoir civil n'interviendrait-il pas? Dans les instances en divorce, par exemple, ne doit-il pas être l'avocat des intérêts de la société, comme l'est chez nous le ministère public?

En totalisant tout cela et en n'oubliant pas que l'Église russe, vraiment nationale, ne cherche ni ne trouve au dehors une aide contre le pouvoir laïque, on peut affirmer sans crainte d'erreur qu'elle est autant sous la dépendance de ce pouvoir que l'Église romaine l'est en France.

V

Le quatrième corps de l'État est le Comité des Ministres. Nous trouvions tout à l'heure un souvenir de l'organisation que Philippe d'Orléans avait donnée aux ministères. Elle n'a persisté que pour le Saint-Synode, et partout ailleurs on en est revenu aux ministres. Cette même mesure, qui supprima les conseils pour remettre des individus à la place qu'ils avaient occupée quelque temps, fut plutôt un retour en arrière qu'un pas en avant.

Ce n'est guère que sous Louis XIV que les ministres prirent l'importance qu'ils ont eue jusqu'à la Révolution. Jusqu'au Grand Roi, en cette qualité de ministres, ils étaient des commis supérieurs. Ils ne la cumulaient pas forcément avec le titre de secrétaire d'État et celui-ci, qui existait séparément, ne leur eût pas apporté un grand prestige. Il exprimait alors une réalité, désignant cette fonction que remplirent jusqu'au XVI[e] siècle les clercs du secret. La Russie a conservé ces deux choses, la distinction entre ministres et secrétaires d'État et la nature exclusivement administrative des fonctions ministérielles. Des ministres actuels, ceux de la Guerre, des Voies de Communication, de l'Agriculture, de la Justice et des Finances ne sont pas Secrétaires d'État. A la tête des diverses sections des bureaux du Conseil de l'Empire, se trouvent au contraire des Secrétaires d'État. En somme, ce mot, qui ne répond plus chez nous à une réalité, qui n'y désigne que ce que les anthropologistes nomment une survivance, a gardé en Russie sa signification originelle.

Le Comité des Ministres ne rappelle en rien notre Conseil des Ministres. La responsabilité solidaire n'existe pas. Les ministres sont les chefs de leur administration, les plus hauts

fonctionnaires de leur département, et c'est tout. Ils ne sont pas « le gouvernement ». Bien des questions se présentent, pourtant, qui intéressent deux ou plusieurs d'entre eux et doivent, par suite, être traitées collectivement. Dans d'autres, l'avis de tel ministre est utile à recueillir sur tel point qui n'est pas de son ressort, mais qui rentre dans sa compétence personnelle. Enfin, la haute dignité dont ils sont revêtus est au moins une présomption de haute capacité et l'utilité de réunions où chacun d'eux puisse émettre ses vues est évidente. De là, ce Comité des Ministres qui, si l'on voulait absolument lui trouver un analogue, devrait être rapproché du Conseil Privé qu'avait fondé Napoléon III. D'autres personnes peuvent en faire partie, et le cas se présente toujours pour les membres les plus âgés de la famille impériale, souvent pour les anciens ministres. C'est parmi ces derniers, jamais parmi les ministres en fonctions, qu'est choisi le président du Comité. Celui-ci est donc purement un organe consultatif comme les ministres sont, de par la loi très explicite, les agents d'exécution des volontés de l'Empereur. C'est la division entre eux des diverses branches de l'activité nationale qui peut nous intéresser. Elle nous donnera en même temps un cadre tout naturel, un plan tout tracé pour étudier les manifestations de cette activité.

Les différents ministères sont :

La Cour Impériale.
Les Finances.
L'Agriculture.
Les Voies de Communication.
L'Intérieur.
La Justice.
L'Instruction Publique.
Les Affaires étrangères.
La Guerre.
La Marine.

A côté d'eux se placent le contrôle de l'Empire, la chancellerie des établissements de l'impératrice Marie et la charge de procureur général du Saint-Synode, qui donnent à leurs titulaires les prérogatives ministérielles. Nous devons les laisser en dehors de notre étude, de même que la Guerre, la Marine et les Affaires étrangères. A moins de posséder une compétence qui n'est pas la nôtre, qu'en peut-on dire qui ne se réduise à une nomenclature ou à des chiffres de statistique ?

En revanche, le ministère de la Cour nous donnera l'organisation de la chancellerie privée de S. M. Aux Finances, en dehors des données purement financières, nous trouverons dans la section « Commerce et manufacture », l'état présent de la Russie économique, comme celui de la Russie agricole prendra sa place naturelle au ministère de l'Agriculture et des Apanages. Les chiffres des Voies de communication nous diront l'incroyable progrès fait récemment par l'outillage du pays et les œuvres gigantesques qu'on prépare. Les rouages de l'administration civile, l'organisation provinciale et municipale appartiennent au ministère de l'Intérieur. C'est aussi de lui, en commun avec celui de la Justice, que relèvent les institutions paysannes si curieuses, mais, grâce à M. Leroy-Beaulieu et à M. Mackensie-Wallace, trop connues pour que nous redisions ce que nous en avons écrit il y a dix ans. En revanche, au ministère de la Justice se rattache directement le Droit Civil russe qu'il n'est pas sans intérêt de résumer. L'Instruction Publique ne peut guère nous donner que des statistiques, mais celles-ci ne sont-elles pas le signe le plus sûr de la marche rapide ou lente du progrès intellectuel populaire, de l'éveil à la civilisation de cette masse humaine innombrable, que nous ont trop cachée jusqu'ici les classes européanisées, et qui est la vraie Russie, la Russie russe ?

Les ministères offrent tous un trait commun qu'il est nécessaire de relever. Ils sont tous soumis à une loi très

explicite, et parfaitement impérative, qui règle leur fonctionnement dans le moindre détail, définit leurs attributions et limite absolument le pouvoir ministériel. Nous sommes, nous Occidentaux, très fiers de nos constitutions et, à nos yeux, le Code Napoléon est un invincible palladium des droits privés. Il faut cependant reconnaître que les bornes que ne saurait franchir l'autorité ministérielle sont assez mal indiquées chez nous. Que doit faire un ministre et, surtout, que doit-il ne pas faire ? La constitution de 1875 n'en dit rien. Celle du second Empire, pas davantage. Certes, la responsabilité ministérielle répond à l'objection, puisqu'on peut admettre que les ministres ont tous les droits si le Parlement les approuve, n'en ont aucun s'il leur refuse sa confiance. Ce sont là des limites qui manquent de précision et qui sont singulièrement impropres à rassurer les citoyens. Trois réflexions ne s'imposent-elles pas ? Avant tout, il s'agit d'un contrôle *post hoc*, qui ne peut empêcher les actes arbitraires. De plus, comme sanction au blâme que votera le Parlement souverain, il n'y a que la démission, la révocation, si l'on veut, des ministres, et ce n'est qu'une réparation illusoire à la partie lésée, activement ou passivement.

Enfin, que devient cette prétention à la supériorité des pays de droit écrit et codifié ? On est forcé de répondre, ce qui est parfaitement vrai d'ailleurs, que ces abus qu'on pourrait craindre ne se produisent pas, que les mœurs, les coutumes, et aussi le rapprochement de divers textes de lois ou de règlements sont d'accord pour les empêcher. C'est précisément aussi vrai pour le gouvernement personnel, et cela amène à énoncer une fois de plus cette grande vérité politique, qu'on ne doit jamais condamner un régime d'après les abus que son organisation rend possible, mais uniquement d'après ceux qu'il commet.

MINISTÈRE DE LA COUR IMPÉRIALE

Dans les multiples fonctions du souverain, il en est qu'il ne peut qu'exercer directement. Telles, par exemple, la « représentation », les cérémonies. Leur ensemble absorbe toute son activité et il ne peut en distraire la moindre parcelle pour veiller à des détails d'ordre inférieur, mais nécessaire. De là est venue la création du ministère de la Cour, aidant l'Empereur dans certaines occasions, remplaçant l'impossible surveillance impériale dans d'autres.

Il existe en Angleterre, sous une dénomination différente, mais le fait que son titulaire est solidaire du cabinet démontre suffisamment qu'il est vraiment ministre, et non un grand maître de la cour ou un intendant de la liste civile. En Italie et en Angleterre, le Ministre de la Cour partage avec le Préfet de la Cour et le premier aide de camp les soins qui lui incombent tous en Russie. En Autriche, il est en même temps ministre des Affaires étrangères. En Prusse, enfin, il est aussi revêtu d'une juridiction héraldique.

En Russie, le ministère de la Cour fut chargé lors de son organisation, en 1856, de l'administration de la Maison Impériale, de la surintendance des Apanages, de la direction du cabinet. La nouvelle organisation du 1er janvier 1885 a ainsi délimité ses attributions:

Le ministère de la Cour comprend la chancellerie du ministre, son cabinet, le chapitre des Ordres, le département des apanages, le contrôle de service médical et la haute main sur celui du grand Maréchal, l'expédition des affaires de céré-

monial, les livrées, les chasses impériales, la chapelle de la cour, l'administration des terres personnelles de la principauté de Lowitz, les musées et, en somme, les beaux-arts.

Le ministre est le chef de toutes les affaires de la cour. Il est en même temps directeur des apanages et chancelier des Ordres impériaux. En cette dernière qualité, il assiste au comité qui examine les projets de récompense. Placé sous la dépendance directe de S. M. I., il ne rend compte qu'à elle de son administration. Les fonctionnaires de son département reçoivent par lui, et par lui seul, les volontés souveraines. Contre ses actes, aucune plainte ne peut être adressée au Sénat et tout recours doit être présenté à la Chancellerie privée de S. M.

Le ministre a un aide, comme d'ailleurs la plupart de ses collègues, et commande à un personnel extrêmement nombreux, où figurent de hauts dignitaires et qui forment comme le cadre permanent de cette véritable armée de fonctionnaires honorifiques qui sont les chambellans, écuyers, etc.

Ce sont d'abord les premières charges, grands maîtres de la cour, grand échanson, grands chambellans, grands écuyers. Puis, les secondes charges, écuyers, maîtres de la cour, veneurs, seconds grands maîtres des cérémonies. Nous comptons 13 des premières, 12 des secondes, mais à côté d'elles, sont les « en fonctions de... », au nombre de 50. Les troisièmes charges, maîtres de cérémonies, ont 7 titulaires et 7 « en fonction ». Les chambellans, au nombre de 170, les gentilshommes de la chambre, qui dépassent celui de 350, forment, on le voit, une véritable armée. C'est en nous occupant du tableau des rangs que nous pourrons apprécier la portée sociale de cette hiérarchie de cour. Mais il est d'abord évident qu'ils font plus qu'ajouter à « l'éclat du trône ». La distribution de ces titres, les promotions aux titres supérieurs ne sont pas pour diminuer l'importance du ministre qui en est chargé.

FINANCES

I

L'importance de ce département est grande dans tout les pays, mais elle ne peut que l'être davantage dans un pays aussi fortement organisé que la Russie. Le commerce, n'y ayant pas un ministère particulier, vient élargir encore la sphère d'attribution du ministre des finances, d'autant plus que la tutelle gouvernementale subsiste pour un grand nombre d'entreprises commerciales ou industrielles. Alors que l'administration des finances publiques peut, en Angleterre, en Belgique, même en France, n'influencer en rien l'économie privée, la vie matérielle de la Russie en dépend. En effet, l'immense Empire semble donner raison aux sociologues qui appellent la société un super-organisme. Autant que cela est possible, la Russie est un être, collectif évidemment, mais un être doué d'une vie propre. Chacun de ses membres a son existence individuelle, mais elle est inférieure en intensité à sa part d'existence commune. Cela est vrai à tous les points de vue, surtout au point de vue économique. — Les hommes qui ont dirigé le ministère des finances ne sont pas oubliés, alors que le Russe le plus au courant des affaires publiques chercherait en vain dans sa mémoire la liste des autres ministres. Le comte Cancrine, sous Alexandre et Nicolas, le comte Reutern et ces deux hommes de très grand mérite qui viennent de disparaître, M. C. Bunge et I. A. Wischnegradsky, ont laissé un souvenir qui, loin de s'effacer,

s'incruste d'autant plus que se développent les intérêts matériels sur lesquels ils ont influé. C'est aujourd'hui M. Witte qui occupe leur place. Il est aussi connu en Occident par les nombreuses réformes qu'il a apportées dans les finances russes que par les attaques dont il a été l'objet. Son œuvre, en vérité, semble échapper à nos jugements. Certes, nos idées d'économiste la condamnent, mais, on en récuse la juridiction en niant que leurs conclusions soient applicables à la Russie. Les résultats ne sont même pas une base de jugement. Certes, ils sont excellents, mais obtenus si vite que la prudence s'impose. Cependant, ils créent une présomption favorable au ministre des finances et portent déjà en eux-mêmes une sévère condamnation contre les calomnies dont le ministre a été couvert.

M. Witte a pour nous un grand mérite. Comme ses deux prédécesseurs immédiats, MM. Bunge et Wischnegradsky, c'est un « self-made man » ou, pour mieux parler, un fils de ses œuvres. En France, nous avons si souvent l'orgueil de voir les grands intérêts du pays confiés à des hommes qui ont su se créer eux-mêmes que nous le remarquons à peine, mais il est bon qu'un exemple aussi éclatant montre à tous que la Russie n'est pas ce pays dominé par une caste qu'on nous dépeint trop souvent. Si elle a conservé la monarchie absolue, si elle n'admet pas les idées de nos maîtres en économie et en sociologie, du moins sa monarchie ne ressemble guère à celle que subit notre pays, lorsque les ministères se transmettaient de père en fils et que la naissance était ou une compensation suffisante à l'incapacité, ou une condition d'exclusion du talent le plus avéré.

Sous les ordres de M. Witte, nous trouvons : la Chancellerie générale, quelque chose de plus que nos « Directions du cabinet et du personnel » ; la section des affaires de crédit qui gouverne les banques privées et les sociétés anonymes; les

douanes, et leur rôle n'est pas négligeable dans cet immense Empire protectionniste ; les contributions indirectes qui s'occupent aussi des monopoles; les contributions directes; la section du commerce et de l'industrie, qui chez nous fournirait matière à un ministère séparé, au moins, et qui en Russie travaille comme trois ministères d'ailleurs; celle des chemins de fer, dont l'activité est, d'ailleurs, limitée à la partie financière des réseaux; la commission d'amortissement de la dette publique; la Banque de l'État; les banques foncières de la noblesse et des paysans; enfin, le service de la Trésorerie.

Le budget de l'Empire est répandu avec une telle profusion, les chiffres en sont cités si souvent qu'il est inutile de le reproduire ici avec quelque minutie. En 1894, les dépenses ordinaires ont atteint 986 millions de roubles, les recettes ordinaires 1,153 millions, laissant un excédent de 169 millions de roubles. A l'inverse, le budget extraordinaire donne 153 millions en dépenses, 73 en recettes ou un déficit de 80 millions. Au total, l'excédent est de 89 millions de roubles, ou 240 millions de francs [1].

Les douanes ainsi que le département du commerce et de l'industrie seront examinés dans un chapitre indépendant, de même que ceux des impôts indirects dont l'importance est toute spéciale. Les impôts offrent matière à une constatation importante. Les contributions directes en 94 ont donné 102 millions, les contributions indirectes 581 millions [2]. C'est-à-dire que les impôts directs sont aux impôts indirects comme 17,5 est à 100. A priori, un pays qui rend son budget dépendant de la volonté des contribuables, maîtres dans une large mesure de consommer ou non les produits taxés, prouve une puissance financière, une sécurité économique plus grandes

1. Ce chiffre serait plus élevé si le chapitre des recettes ne se bornait exclusivement aux encaissements matériellement opérés.

2. Les prévisions étaient, respectivement, 101 millions 1/4 et 481 millions.

que la nation qui demande ses ressources aux impôts directs, que le contribuable ne peut éluder, dût-il les acquiter aux dépens de son existence. L'expérience le prouve : si nous prenons 100 pour représenter le montant des contributions indirectes, les taxes directes montent à 34 en Autriche, 52 en Hongrie, 104 en Espagne, 19 en France, 120 en Italie, 76 en Portugal.

Le personnel des douanes est nombreux; au contraire, les agents de perception le sont relativement très peu. Les percepteurs ont affaire, non pas à chaque contribuable, mais aux communautés paysannes ou aux gros propriétaires. La Banque de Russie prête son concours. Le seul rouage un peu compliqué se trouve dans les 60 chambres de contrôle, placées dans chaque gouvernement, comme autant de cours des comptes[1].

Toutes ces institutions ne diffèrent guère de leurs congénères du reste de l'Europe. En revanche, la Banque de l'Empire, quoique fondée sur le modèle des Banques d'Angleterre et de France, a subi, nous ne dirons pas la déformation, mais du moins la modification nécessaire pour qu'elle s'adaptât au milieu. De multiples différences de détails sont nées plus tard, mais elles proviennent toutes de cette différence initiale, énorme : la Banque de Russie n'a pas d'actionnaires. A sa fondation, collabora puissamment celui qui devait la diriger longtemps avec une si haute compétence, Eugène Lamansky. Il avait séjourné longtemps à Paris, avait étudié soigneusement les rouages et l'organisation de la rue de la Vrillière. Reçu affectueusement dans le groupe

1. Pour l'énumération des organes administratifs russes, nous ne saurions mieux faire que de renvoyer au livre de M. Skntupéry, *L'Europe politique*, auquel la Société de Géographie commerciale a accordé en 1895 la médaille d'Europe qu'en 1894 elle a bien voulu décerner à mon livre *La Sicile sous la Monarchie de Savoie*.

d'économistes qui préparait, alors, l'éclosion du libre-échange, il y avait affirmé des convictions libérales dont il n'avait jamais fait mystère. Il ne voulut pas les sacrifier lors de la rédaction des statuts primitifs. La banque fut, dans sa pensée, comme dans celle des gouvernants d'alors, une banque commerciale et non pas une section du Trésor public. Ce fut sur ses conseils que la présidence en fut donnée, non pas à un grand seigneur, non pas à un haut fonctionnaire, mais à un « marchand », très riche il est vrai, mais « très marchand » le baron Stieglitz. Ce ne fut pas sa faute si le capital ne fut pas demandé à des actionnaires et, de là, vint la faiblesse de l'édifice qu'il éleva. Pendant sa longue gestion, la Banque, cependant, fonctionna à peu près comme elle l'eût fait s'il avait pu l'assujettir à une assemblée d'actionnaires, mais, lui parti, cette banque appartenant à l'État devait devenir une banque d'État, et il en fut ainsi. Que ce soit pour le mieux, c'est possible, mais il n'en est pas moins vrai que le grand établissement de crédit a cessé d'être une institution commerciale pour devenir un élément de l'activité collective étatiste. Qu'un propriétaire vînt demander une ouverture de crédit, E. Lamansky répondait, ne pouvant pas opposer les règles tracées en faveur des actionnaires : « Ce n'est pas pour vous que la Banque fut fondée. » Si son successeur eût répondu de même, on lui eût objecté : « La Banque de l'État a été fondée pour le développement de tous les intérêts matériels des Russes et celui d'un propriétaire est aussi essentiel que celui d'un commerçant. » Pour repousser l'argument, il fallait la foi libérale de Lamansky, le prestige qui l'entourait, la confiance qu'avait en lui le souverain qui, en 1861, l'avait appelé malgré sa jeunesse à la Commission d'Émancipation. Toutes ces choses rendaient difficile pour un ministre d'obtenir, de la Banque qu'il dirigeait, les facilités que la politique rend précieuses.

M. Bunge qui, grâce à lui, avait échangé sa charge contre un poste à la Banque, le brisa dès son arrivée au pouvoir et se garda bien de le remplacer par une personnalité aussi peu maniable. Il nomma un fonctionnaire du ministère et bientôt l'autonomie de la Banque ne fut plus qu'une illusion déçue. Pour affirmer que cette constatation doit exciter des regrets, il faudrait une certitude beaucoup plus grande que la nôtre des conditions où se trouve l'absolue vérité économique. La non-intervention de l'État peut être un dogme. Il n'est pas sûr que ce dogme soit universel. De même que l'avenir seul jugera la politique protectionniste, de même, de lui seulement relève l'orientation donnée à la Banque par Bunge et ses successeurs. Ce qu'on peut louer sans réserve, c'est la franchise avec laquelle le ministre actuel a mis d'accord les statuts réformés et la vérité.

Dans les nouveaux statuts, confirmés le 6-18 juin 1894 par S. M. Alexandre III, nous voyons, dès l'art. Ier, une fonction caractéristique de la Banque :

« Elle a pour but, dit cet article, de favoriser..... la production agricole et, en outre, *la stabilité du rouble crédit.* »

Son capital, de 25 millions de roubles crédit, pourra être porté à 50 millions. Ses bénéfices ou ses pertes vont au Trésor ou sont supportées par lui. Le règlement de ses opérations appartient au ministre et la haute surveillance est dévolue au Conseil de l'Empire. La direction est exercée par un gouverneur et un conseil, où sont représentés la noblesse et le commerce, mais le vote de ce conseil n'enchaîne aucunement le ministre.

Le titre IV[1] contient une seule innovation, au milieu de la liste des opérations usuelles à toutes les banques, mais elle est de la plus haute gravité. L'art. 77 dit : « Est reçu à l'escompte,

1. Qui, d'ailleurs, autorise très rationnellement l'escompte à deux signatures.

non seulement le papier qui repose sur une base commerciale (opérations antérieures), mais aussi le papier créé en vue d'opérations commerciales ou industrielles ultérieures. » C'est évidemment le renversement de toutes nos idées en matière de banque. Nous avons toujours admis que la garantie principale du crédit public était dans la prohibition que s'imposaient les banques d'escompter du papier dit de complaisance ou « tiré en l'air », dans leur obligation de n'accepter que du papier soldant une opération accomplie, ne donnant lieu à aucun aléa réel[1]. La base de la circulation nous semblait être le fait que les billets de banque ne sortaient des caisses qu'en représentation de papier de commerce dont le paiement n'était pas subordonné à l'issue d' « une opération commerciale ou industrielle ultérieure ». Contre une telle innovation, ou les arguments abondent ou, à l'inverse, ils font entièrement défaut si on n'admet aucune des bases sur lesquelles ils se fondent.

L'art. 89 permet des ouvertures de crédit sur des sûretés que le ministre aura reconnues suffisantes, ou sur un gage mobilier que l'art. 8 permet de laisser entre les mains de l'emprunteur. C'est, en somme, le crédit à découvert, et cette disposition a une portée plus grande que le danger plus ou moins considérable qu'elle entraîne pour le capital de la Banque. Elle implique la nécessité, reconnue par l'art. 90, d'examiner les projets que l'emprunteur veut réaliser, de les juger d'abord, d'en surveiller la réalisation ensuite. Selon nous, la Banque versera dans un dilemme : ou cet art. 90 restera lettre morte, et la Banque oubliera l'emprunteur jusqu'au jour de l'échéance, ou elle deviendra non pas la tutrice, mais la geôlière de la productivité nationale. Nous croyons fermement que la première hypothèse se vérifiera, à l'encontre des rédacteurs du projet qui attendent, de la Banque, la réalisa-

1. Ne laissant subsister que l'aléa personnel.

tion de bien des aspirations que l'Occident appellerait de utopies.

Le matériel acquis avec des prêts consentis par la Banque doit être de fabrication russe, en règle générale (art. 94). S'il n'y avait dans les statuts que des innovations de ce genre, nous ne les critiquerions pas. Celle-ci provient d'un sentiment qui, grâce au ciel, disparaît à mesure que la civilisation progresse et qui est absolument indépendant du litige entre l'État et l'individu. Mais, presque aussitôt (art. 97), nous voyons que les prêts ainsi accordés ne pourront dépasser 500,000 roubles pour une entreprise industrielle, 600 roubles pour un petit commerçant et, dans l'énorme différence de ces maxima, apparaît clairement l'architecture de l'édifice économique qui se constitue. En bas, l'énorme masse des paysans, petits industriels, des artisans, du petit commerce. En haut, les grandes entreprises. Entre les deux, rien, ou peu de chose.

Nous verrons, en nous occupant du crédit foncier, la force irrésistible avec laquelle la propriété foncière court à la collectivité, mais il en sera de même pour la propriété mobilière industrielle ! Lorsqu'une entreprise nouvelle aura (art. 100) emprunté à la Banque 75 0/0 de la somme nécessaire à son fonds de roulement, 50 0/0 de la valeur du matériel qu'elle acquerra, que devient l'art. 99 qui prescrit le remboursement en 3 ans ? Quelle est l'industrie assez prospère, dès ses débuts, pour gagner en 36 mois les 3/4 du capital nécessaire à son fonctionnement, la moitié de la valeur de son matériel ? Forcément, la Banque deviendra l'associée de ses emprunteurs.

Les statuts fixent les conditions des prêts sur marchandise, connaissements et lettres de voiture. Ils autorisent les prêts appelés « *on call* » c'est-à-dire remboursables à première réquisition. Ceux-ci remplacent en Russie nos reports, qui y sont inconnus. Ils offrent aux maisons de crédit un emploi excellent des fonds reçus en dépôt, leur exigibilité étant aussi

prompte que celle des comptes de chèqués, mais mettent à leur discrétion les clients qui y ont recours. Une mesure récente les a interdits aux banques privées. La Banque de Russie, en les continuant, affermit encore sa domination sur le commerce et l'industrie. Une autre catégorie de prêts, dite par intermédiaire, rompt ouvertement avec le formalisme des Banques de France et d'Angleterre. La Banque de Russie ouvre des crédits à des intermédiaires pour prêter aux artisans, paysans et ouvriers sur nantissement de leurs produits ou des avances destinées à des achats de matériel. Ces intermédiaires sont ou les Zémtsvos, ou les Sociétés mutuelles, ou des particuliers, ou les Compagnies de transport, celles-ci uniquement pour les avances sur les marchandises en cours de route. Tous ces intermédiaires étant, bien entendu, responsables des prêts qu'ils consentent.

Certes, partout ailleurs, si les conseils provinciaux, des sociétés coopératives importantes, des particuliers solvables, les compagnies de chemins de fer ou de navigation prêtaient à de petits entrepreneurs, ils n'auraient pas de difficulté a réescompter à la Banque le papier ainsi créé. La différence n'est pas simplement qu'ici la Banque avance les fonds avant l'opé ration, car ce n'est qu'un détail, mais c'est qu'elle provoque ces prêts. Elle donne, pour ainsi dire, mission à ces diverses catégories d'intermédiaires d'aller chercher dans tout l'Empire la plus infime matière escomptable, d'aller dans les isbas offrir du crédit, et nous sommes fort effrayés des résultats possibles. Ce ne sont pas des arguments théoriques qui inspirent nos craintes, mais des exemples recueillis un peu partout et qui montrent combien le crédit, si bienfaisant quand il est mesuré aux besoins qu'il veut desservir, est dangereux lorsque rien ne vient l'y proportionner. Ce qui a eu lieu en Italie, pour ne rien dire des autres peuples, montre que la production d'un pays peut rester stationnaire lorsque les commerçants

courent après les banquiers, mais qu'elle vole à l'abîme si les banquiers courent après les commerçants. Les entreprises des plus aléatoires s'exécutent. Elles sont dirigées avec l'imprévoyance de ceux qui exposent les fonds d'autrui, et à la prospérité d'un édifice fantasmagorique succède la misère de ruines trop réelles. Moins de six mois après la promulgation de ces statuts, nous avons vu ces intermédiaires faire insérer dans les journaux publiés dans les villages les réclames les plus séduisantes, pour attirer à eux les plus modestes emprunteurs. Encore une fois, nous ne jugeons pas, mais, s'il y aurait témérité à le faire, ce ne serait pas avec sincérité que nous nous dirions être sans terreur, devant une aussi formidable expérience.

Enfin, les statuts limitent les opérations permises à la Banque, ou plutôt en élargissent le cercle. Cette simple énumération n'est pas sans intérêt. Elle prouve qu'il n'est aucune branche de l'activité économique où la Banque ne doive intervenir, non pas indirectement par l'escompte du papier, mais par des avances, par le prêt de ses guichets aux Sociétés par actions, par des crédits, par sa surveillance.

II

Après avoir déclaré à plusieurs reprises que nous nous sentons doublement incompétent, nous Occidental et économiste, pour juger ces nouveaux statuts, nous avons le droit de proclamer notre admiration profonde pour l'admirable logique qui dicte les nouvelles mesures du gouvernement russe. Lorsqu'un État veut concilier entre eux deux systèmes contradictoires, les juxtaposer, il arrive le plus souvent qu'il n'en recueille que les défauts et qu'il en neutralise les avantages. La situation critique de la Russie en 1881 provenait en

grande partie de l'application des doctrines libertaires coïncidant avec une administration traditionnellement et inévitablement rigoureuse, de l'imitation des coutumes d'Occident par une partie de la population, alors que tout le reste restait attaché aux habitudes sinon d'Orient, moscovites au moins. La liste des antinomies ne s'arrête pas là, qui avaient amené le profond désordre moral dont les crimes de 1880 et 1881 n'étaient que des symptômes. L'œuvre colossale de S. M. Alexandre III a été de rebâtir cet édifice dont les parties juraient entre elles, d'y substituer un édifice homogène et de le faire sans secousses, par des transitions à peine senties. L'avenir dira s'il eut raison de choisir le style russe ou s'il eût mieux valu adopter le style européen, si, fondée sur la liberté et l'individualisme, sa création eût été plus grande que basée sur l'autorité et l' « étatisme », mais dès maintenant, nul ne saurait nier que, quel que fût son choix, il valait mieux que le style composite, que ces fondements sans solidarité de l'administration qui précéda son règne.

La nouvelle constitution de la Banque de Russie procède directement de ceci : Lorsqu'en France, en Angleterre, on parle des capitaux de la France ou de l'Angleterre, du commerce de la France ou de l'Angleterre, c'est une métaphore qui indique les capitaux ou le commerce des Français ou des Anglais. En Russie, cette métaphore est ou tend à devenir l'expression mathématique d'une vérité. Le socialisme d'État y aura franchi dans un délai extrêmement court, si l'on songe de quel grand pays il s'agit, l'étape qui conduit à sa destination forcée, j'entends le collectivisme. Par la concentration du grand commerce et de la grande industrie dans les mains de puissantes Compagnies à charte, en favorisant, d'autre part, les minuscules entreprises placées dans l'absolue dépendance de la Banque, en rendant celle-ci l'associée nécessaire de tous les industriels, enfin en confiant au ministre des

Finances la tutelle de toute la production, on a constitué ce collectivisme que l'Occident se borne à vanter, mais auquel il n'ose se résoudre. Il est fort admissible, d'ailleurs, qu'il réussisse en Russie et qu'il devienne funeste au reste de l'Europe. Les siècles nous ont faits individualistes. Nous sommes catholiques, mais si la doctrine chrétienne devait être appliquée parmi nous dans son esprit d'abnégation et de solidarité, ce serait la plus immense des révolutions sociales qui puisse être rêvée. A côté de nos instincts égoïstes, et s'harmonisant parfaitement avec eux, vient notre culte de la famille, qui nous constitue dans la société un petit territoire que nous défendons jalousement contre toutes lésions. Le sentiment de la responsabilité et de la dignité personnelles est aussi développé chez le membre le plus obscur de nos pays que chez le citoyen le plus illustre. Ce sont là des obstacles bien forts à notre immolation à l'omnipotence de l'État. Le seront-ils assez pour faire reculer le socialisme aujourd'hui victorieux? Ils le sont à l'excès, en tous cas, pour rendre cahotante, périlleuse, impossible peut-être, la marche du collectivisme qui ne peut manquer de lui succéder. La Russie est dans des conditions absolument opposées. La plus grande partie de ses habitants, loin de connaître l'individualisme, n'a jamais mené civilement qu'une existence collective. L'égoïsme n'y a jamais pénétré, les masses profondes sont illettrées, ignorent la lettre de l'Évangile qu'elles ne sauraient lire, mais sont imbues de son esprit de renoncement et de solidarité. Bien avant que M. Léon Bourgeois, entre son passage à un cabinet conservateur et sa présidence d'un ministère socialiste, eût inventé cette doctrine compromissoire de la solidarité, le peuple russe l'a appliquée dans toute sa largeur. La famille en Russie est une unité de la communauté paysanne, mais il n'est pas besoin de montrer une fois de plus que, si le sentiment qui la détermine y est plus large que chez nous, il y est infiniment moins

profond. La conscience de la responsabilité individuelle ne peut pas exister dans les classes mises en communauté. Dans les couches supérieures, elle est forcément moindre dans un pays où l'obéissance est de règle que là, par exemple, où la maison du plus humble, du plus pauvre, la protège comme une forteresse.

Nous voyons d'ailleurs tous les États envahis peu à peu par le collectivisme. Celui-ci, d'ailleurs, doit se proportionner à la mesure dans laquelle il est tolérable. Par exemple, nous l'avons vu jusqu'à ces derniers temps se glisser parmi nous sous la forme libérale. La mise en sociétés par actions de la propriété foncière a été l'épisode saillant de cette importante évolution. Il est probable qu'il ne s'arrêtera pas là, qu'il sévira sous sa forme coactive, soit sous l'apparence de monopoles nouveaux donnés à l'État, soit sous une autre. En tous cas, il procédera par étapes, laissant entre chacune d'elles le temps nécessaire pour que l'individualisme se tasse dans l'espace restreint qui lui sera laissé, pour s'imposer à lui-même les modifications nécessaires et se mouler, si j'ose dire, sur la place laissée libre par la disparition de ces doctrines libérales qui firent vivre nos pères heureux et permirent à notre pays de réparer en moins d'un siècle les ruines laissées par Napoléon. Mais si l'individualisme n'existait pas, la transition serait abrégée et, en fin de compte, c'est en tout et partout que dominerait le collectivisme. La Russie est précisément dans ces conditions. Les Russes, pour accepter de n'être qu'une cellule du grand corps national, n'ont pas à renoncer à tout ce qui a semblé jusqu'à présent constituer la personnalité de l'homme civilisé. Notre rêve à nous, c'est de diriger notre petit atelier. Ils sont heureux d'être ouvriers, au plus contremaîtres, de l'immense manufacture. De toutes les prétentions qu'on reproche aux Latins, la pire serait de vouloir que nos amis fussent heureux seulement à notre façon.

De plus, et c'est sur cette considération que doit se terminer cet examen des nouvelles bases de l'organisation du crédit, sommes-nous bien qualifiés pour juger sévèrement le collectivisme d'État ! En examinant l'état économique des pays à doctrines libérales, nous devons reconnaître combien ils ont peu progressé depuis un quart de siècle, si on excepte l'Allemagne qui a joui de circonstances exceptionnelles. Naturellement, on peut rejeter la faute sur la portion de protectionnisme, — ou de socialisme, ce qui est la même chose, — qui partout, est restée mêlée, à doses diverses, à la liberté du travail. Justement, ce qui nous frappe, c'est l'impossibilité absolue où nous avons été d'éliminer ce facteur et nous nous demandons : Les incontestables avantages de la liberté du travail et de l'échange ne sont-ils pas ceux d'une pure abstraction ? Que deviennent-ils, s'il suffit pour les annihiler d'une restriction partielle à ces libertés et, surtout, s'il est pratiquement impossible d'éviter toute restriction de ce genre, si la liberté absolue peut se concevoir, mais non se réaliser ?

Or, comme la doctrine collectiviste a une incontestable beauté métaphysique, si on ne peut lui opposer des preuves par le fait, on doit se résigner à la voir prendre possession de l'esprit de peuples que la métaphysique séduit, en s'en consolant par ce dilemme : Ou elle leur donnera la prospérité, — et nous en profiterons tous, — ou elle échouera par des motifs symétriques à ceux qui ont amené la déroute du libéralisme et son règne sera de peu de durée, en vertu de ces mêmes règles de l'économie, dont nous pouvons admettre l'oubli par les masses, mais dont nous ne méconnaîtrons jamais en nous-mêmes l'impérieuse exactitude.

INDUSTRIE ET COMMERCE

Le côté intéressant de notre étude, si elle en a un, c'est principalement la possibilité qu'elle donne d'apprécier l'avenir économique de la Russie. Pour que cette appréciation soit exacte, il faut non pas seulement envisager la situation actuelle, mais mesurer le temps si bref dans lequel elle a été acquise, voir que dans moins de deux siècles la production de l'Empire est passée du néant, ou peu s'en faut, aux chiffres que l'on va trouver ici, se rappeler même que cette progression, indubitablement commencée sous le règne de Pierre le Grand, a marché pendant de longues années, lentement, très lentement, enrayée moins par sa nouveauté que par la forme patriarcale de l'organisation sociale. En vérité, la grande industrie remonte à un demi-siècle et le chemin qu'elle a parcouru est immense.

Ce serait fort exagérer les conséquences de l'observation que d'y voir le gage que la progression industrielle continuera ses pas de géant. Précisément parce que la production a fait d'immenses progrès, il lui en reste moins à faire, mais ce que l'on peut augurer avec certitude, c'est qu'elle occupera bien vite le champ qui lui est assigné dans le domaine de la production universelle, que bien vite elle tendra à l'élargir et que, toutes choses restant égales, elle y parviendra.

I

Jusqu'à la fin du XVII[e] siècle, la Russie avait trop de peine à se former pour que le commerce et l'industrie y fussent

possibles, au milieu de guerres perpétuelles, dans une société dont l'insécurité publique formait le ressort. Lorsque le Grand Réformateur eut constitué l'Empire et qu'il y eut importé les germes du développement économique, les guerres étrangères en entravèrent la fécondation. Dans notre siècle, les premières années furent aussi absorbées par les luttes napoléoniennes. La période de paix qui les suivit demanda, pour réparer les ruines amoncelées, trop de forces pour qu'il en restât au service de la création de richesses nouvelles.

D'ailleurs, cette création devait trouver d'autres obstacles : le servage et l'aisance, plus ou moins fictive, qui en dérivait pour le noble[1]. Celui-ci trouvait sur son « bien » tout ce qui lui était nécessaire, et même le moyen de faire venir de l'étranger ce que la Russie ne produisait pas. Ce n'est que dans les régions où la population toujours croissante devenait disproportionnée avec la production rurale locale que des usines commencèrent, vers 1850, à s'élever, de façon à donner à ces régions un moyen de payer les céréales des autres régions. Ce fut là, dans la partie de l'Empire dont Moscou est le centre, que germa d'abord l'industrie russe.

L'émancipation, dont les résultats peuvent être diversement appréciés au point de vue social, n'en eut, en ce qui touche l'industrie, que de parfaitement concordants. Les nobles durent demander au dehors ce que les serfs n'étaient plus là pour faire. Les opérations de crédit, occasionnées par le rachat, amenèrent une circulation d'argent beaucoup plus grande qu'auparavant. Des capitaux mobiliers se constituèrent. Des activités, jusque-là absorbées par la culture, furent contraintes de chercher un autre aliment. Ces besoins de la masse paysanne, tout en restant bien loin de ce qu'ils sont en Occident, s'accrurent. Enfin, les chemins de fer commencèrent

1. C'est-à-dire, avec la constitution de la noblesse russe, pour tous ceux dont les initiatives pouvaient être espérées.

à sillonner la Russie, à transporter aisément les produits, plus encore, à faire circuler les idées, à activer les effets de la loi d'imitation. Tous ces facteurs, issus directement, sauf le dernier, de la libération des serfs, rendaient presque forcé le développement industriel.

Il procéda assez inégalement, au début. Le tarif douanier promulgué en 1857 protégeait uniquement les industries existantes à cette époque et laissait livrées à elles-mêmes celles qui surgirent depuis, les plaçant ainsi dans une situation beaucoup plus malaisée que si aucune n'avait été protégée. Les unes et les autres étaient en général, des industries de façonniers ; nous voulons dire qu'elles recevaient, pour la plupart, de l'étranger, toute préparée, la matière à laquelle elles ne donnaient que les dernières transformations. Par exemple, c'était de la fonte importée que se retiraient le fer et l'acier, de la chaux et du charbon de l'étranger que se faisait le ciment. En dépit de ces défectuosités, dont la moindre n'était pas de laisser inemployées les richesses naturelles de l'Empire, l'activité industrielle grandit jusqu'en 1877. A ce moment, les besoins du Trésor, forcé de satisfaire aux frais de la guerre de Turquie, firent écouter les demandes des industries mal protégées par le tarif de 1857 et un nouveau tarif fut rédigé, prévoyant tout ce qu'il est possible de prévoir. Le but, sans parler de celui fiscal, était nettement délimité : retenir en Russie le capital enlevé par l'importation des objets fabriqués, augmenter le pouvoir d'achat des classes nombreuses et, par là même, augmenter leur demande qui, à son tour, viendra accroître la production. Les chiffres que nous donnerons en examinant la politique douanière de 1877 à 1895 prouvent que le premier desideratum a été atteint en partie. La demande des articles manufacturés restant à peu près la même, chaque année la partie qui en est fournie par l'industrie nationale augmente de 40 millions de roubles

en moyenne, au détriment de celle que fournit l'importation.

Un autre but, moins commercial que financier, était évidemment le maintien du cours du rouble papier. De 1869 à 1881, la Russie, avec ses immenses gisements de fer, avec ses larges dépôts de houille, a payé à l'étranger un milliard cent millions de roubles pour le charbon et la fonte qu'elle en a fait venir, et cent roubles crédit qui, en 1869, valaient 339 francs n'en valaient plus que 255 en 1880, 225 en 1882. Ils valent aujourd'hui 272 francs, et ce cours serait dépassé depuis longtemps si on n'avait tout fait pour en empêcher la hausse.

On peut voir un moyen artificiel dans celui qu'on a employé en frappant charbons et fontes d'un droit presque prohibitif, mais le gouvernement ne dispose guère, nulle part, que de moyens artificiels. Un autre s'offrait à lui, celui de créer les voies de communication nécessaires pour que la matière première fût mise à portée des usines. Seulement, les chemins de fer ne se construisent nulle part sans coûter très cher. Il aurait donc fallu demander à tous les contribuables un sacrifice au moins aussi considérable au total que celui qui est résulté du renchérissement des matières autrefois importées, mais cette analogie du total laissait subsister deux différences : pour construire les chemins de fer, le sacrifice devait être préalable, s'accomplir sans aucune certitude que le résultat vînt plus tard compenser l'effort irrévocablement, car on ne réalise pas une ligne improductive comme on fait d'un outil qui ne sert plus. De plus, le renchérissement a frappé le contribuable dans la mesure précise où il a profité de la production développée. Enfin, les mesures prises ont permis la construction des voies ferrées en toute connaissance de cause, et elles coopèrent aujourd'hui. Le marché national, s'il n'est pas conquis, le sera bientôt. L'accroissement considérable de la production amènera une diminution des prix. On songera alors au marché étranger. Les droits disparaîtront et les che-

mins de fer resteront. La marche inverse n'eût peut-être pas conduit au même résultat [1].

Ce n'ont pas été des politiques à courte vue, ceux qui ont délibérément sacrifié les céréales dans leurs arrangements douaniers, ou se sont résignés à paraître le faire. Ils se sont inclinés devant ce fait indiscutable que la baisse du blé est forcée, que tous les progrès, toutes les conquêtes de la science tendent à l'accélérer. A s'y opposer, ils se seraient en vain fait broyer par la force des choses. Impuissants à augmenter les profits agricoles, ils se sont appliqués à augmenter ceux des agriculteurs en développant l'industrie.

Comme le montrerait, si on ne le savait déjà, la brève revue des industries russes que l'on va lire, la Russie possède à peu près toutes les ressources naturelles sur lesquelles peut se baser une production considérable : tous les minerais se trouvent dans ses entrailles, une population dont le peu de densité favorise l'accroissement rapide, des ports nombreux, des moyens de communication grandissant, et enfin, et surtout, pourrions-nous dire, une organisation sociale qui semble répondre mieux que toute autre au développement de l'industrie, sinon à une industrie développée.

Les trois éléments que réclame l'industrie avant tout autre, c'est-à-dire, l'abondance des voies de communication, de combustibles, et la population ouvrière sont inégalement répartis en Russie. De là, les différences entre les régions.

1. Ce n'est pas une apologie de la protection. Nous nous flattons même que c'est tout le contraire. Le libre-échange est évidemment l'état vers lequel tend toute nation en progrès. L'exemple de la Russie le démontre, puisque nous voyons ses économistes, ses gouvernants proclamer que c'est l'idéal qu'ils rêvent pour l'industrie russe. Il ne s'ensuit pas qu'il soit propre à tous les organismes sociaux. Ce que peut faire un pays dont l'exportation consiste en une denrée de première nécessité, qui a, sous ce point de vue, des siècles à regagner, dont la masse, libérée d'hier, ne peut être tenue à des qualités d'initiative efficaces, est un remède violent qui convient mal à un peuple qui a des prétentions à une santé florissante et robuste.

RÉGION CENTRALE

C'est celle que l'on appelle d'ordinaire la région industrielle. Elle comprend les gouvernements de Moscou, Vladimir, Kalouga, Kostroma, Nijni-Novgorod, Smolensk, Tomsk et Jaroslaff, donnant une superficie d'environ 380 mille kq. et 12 millions d'habitants.

C'est la partie de la Russie qui est russe depuis le plus longtemps. Elle n'a pas, comme les autres, perdu le meilleur de son activité dans les guerres et les conquêtes. Aussi, l'esprit industriel y compense le peu de fertilité d'un sol que la rigueur du climat rend plus infertile encore. Avant la naissance de la grande industrie, le commerce y avait son centre. Moscou et la foire de Nijni étaient les deux points de trafic entre l'Europe et la Russie et entre les diverses contrées russes. Depuis l'origine même des chemins de fer en Russie, Moscou a été le point central du réseau, comme Paris l'est chez nous. Le combustible y abonde, soit le charbon extrait à Riazan, Toula et Kalouga, soit les forêts. En outre, la houille y arrive soit du Donetz, par le chemin du fer, soit de l'Oural, par la Kama et le Volga. Enfin, les résidus des naphtes[1] de Bakou remontent aisément le Volga, et la tourbe, qui se trouve partout, dépouillée de l'eau par la pression, constitue un combustible satisfaisant.

Le célèbre ingénieur Imphey Murchison a affirmé que la région moscovite repose sur un gisement de houille, et ses conjectures ont été si pleinement justifiées, en ce qui concerne les dépôts d'or australien, qu'il n'est pas téméraire d'y croire.

1. Pour abréger, nous appellerons *naphte* le pétrole tel qu'il sort des puits et *pétrole* le liquide raffiné, propre à l'éclairage, que les Russes nomment kérasine.

La région baltique et de Pétersbourg ne rachète pas par sa population l'ingratitude de son sol. Les gouvernements de Pétersbourg, Novgorod, Pskoff, de Livonie et d'Esthonie comptent, à eux tous, 6 millions d'habitants sur 300 mille kq. Leur situation près de la mer, avec des ports comme Pétersbourg, Riga, Reval, le système de canaux qui les traverse en faisant communiquer le Ladoga et le Volga, en font surtout des pays de grand commerce. Les industries qu'on y trouve y ont été créées surtout en raison du voisinage de la capitale et pour profiter de forces hydrauliques, telles que les chutes de Narva, par exemple. Le combustible n'y est cependant pas cher, les forêts y abondent et le charbon anglais est livré à quai de Pétersbourg à raison de 16 copecks le poud, soit 27 francs la tonne.

Les gouvernements d'Olonetz, Arkhangel et Vologda forment la région du Nord, entre les deux que nous venons de voir et l'Océan glacial. Ses 1.300 mille kilom. carrés nourrissent mal leurs 2 millions d'habitants. Olonetz seul a quelque activité industrielle, avec ses minerais de cuivre et de fer.

La région de l'Est, bordée par l'Oural et le Volga, comprend les gouvernements de Viatka, Kazan, Oufa, Orenbourg, Perm et Samara. Sur un million de kilom. carrés, vivent 15 millions d'habitants descendant, pour la plupart, des émigrants de Novgorod. On y trouve le Tchernozème entre la steppe et les forêts. A l'est, l'Oural plein de minerais. A l'ouest, le Volga qui en assure le transport. Les minerais, surtout ceux de cuivre et de fer, deviennent d'une exploitation moins lucrative depuis que la chute des forêts diminue les ressources combustibles, mais la qualité exceptionnelle des fers de l'Oural, spécialement les fers doux, leur permettra de profiter des nouvelles conditions de transport. La construction du Transsibérien et son outillage vont rendre toute son énergie à l'industrie métallurgique de l'Oural.

D'ailleurs, les usines de tout genre, d'armes, de produits chimiques, etc., commencent à employer le naphte de Bakou et, grâce à ce combustible, espèrent être en mesure de profiter du débouché qu'ouvrira le Transsibérien sur l'Extrême-Orient.

La Sibérie, avec ses 12 millions de kq., ses cinq millions d'habitants, compte pour bien peu dans la puissance industrielle russe. Elle est, certainement, digne du titre qu'on lui donne: Un puits d'or. Il n'est guère de richesse minérale qu'elle ne contienne. Tous les métaux y abondent, de l'or jusqu'au zinc. Les pierres précieuses s'y trouvent toutes, et non seulement celles connues, mais d'autres, telles que cette singulière alexandrite, tour à tour saphir ou rubis, suivant qu'on la regarde à la lumière artificielle ou à celle du soleil. Le charbon y est à l'état de puissants gisements. Les forêts semblent inépuisables. L'industrie proprement dite n'y existe pas. En additionnant ces quatre facteurs : le Transsibérien, les richesses minérales, la déportation pénale et le climat, arrivera-t-on jamais à faire de la Sibérie un pays industriel et agricole, qui envoie à l'Europe du blé et des métaux? Nous trouverons en étudiant le Transsibérien des données pour discuter la question. Elle semble, malheureusement, facile à résoudre *à priori*.

La région Asiatique Centrale a pour limites : au N.-E., la Sibérie; au N.-O., les départements de l'Est de la Russie; à l'Est, Astrakan et la Caspienne; au S.-E., la Perse ; au Sud, l'Afghnistan, au S.-E. la Chine.

C'est là que se trouvent les steppes kirghises, les provinces dénommées Asie Centrale. Sur les six millions d'habitants qui peuplent mal 3,200,000 kq., l'immense majorité est formée d'Asiatiques, au milieu desquels quelques colons et des fonctionnaires russes. La portion nomade ne joue aucun rôle, ni dans la production, ni dans la consommation. La partie

sédentaire fournit du bétail, du coton, quelques minerais, en échange d'articles manufacturés qu'apporte le Transcaspien. Ce sera pendant longtemps une région plus agricole qu'industrielle.

Le Caucase, entre la Caspienne et la mer Noire, le gouvernement de Stavropol et le Kouban à l'ouest, et le territoire des Kosaques de Terek à l'est, compte 8 millions d'habitants sur 500 mille kq.

Au point de vue agricole, tout y vient : coton, vignes, soies, bétail, fruits. Comme minerais: le sel gemme, la soude, le cuivre, le charbon, le zinc, le manganèse, le pétrole. Comme débouchés, deux mers et un réseau aujourd'hui complet de chemins de fer. Là, sera le grand atelier qui desservira une portion de l'Asie régénérée.

La région méridionale comprend un territoire, celui du Don et cinq gouvernements : Astrakan, Ekaterinoslaff, la Tauride ou Crimée, Kherson et la Bessarabie. Potemkin n'aurait plus besoin d'éblouir sa souveraine par ses villages de carton. Dans ce désert d'il y a un siècle, des millions d'hommes prospèrent et ont élevé ces cités : Astrakan, Odessa, Ekaterinoslaff, Kherson, etc. Nous allons l'étudier au point de vue agricole, et c'est de l'agriculture qu'est venue sa prospérité. Le Tchernozème y produit le blé qu'exportent Odessa, Roscoff, Taganrock. Depuis quelques lustres, la mise en exploitation des charbonnages du Donetz, où se sont manifestés l'initiative et les capitaux français, a été le début. Puis, à proximité de ces réservoirs de combustible, on a trouvé du sel gemme, des pyrites, des gisements de fer, du cuivre, du zinc, du mercure, de l'argent, du plomb, de la terre réfractaire. Les usines qui se créent chaque jour ont à leur service tout un réseau fluvial qui porte les produits à la mer Noire. On s'explique aisément qu'on ait ri, en Russie, d'un de nos compatriotes voulant acheter une usine

dans le Donetz. Ceux qui en ont en font construire d'autres, bientôt insuffisantes.

Le Sud-Ouest n'a que trois gouvernements: la Podolie, la Volhynie et Kiew. Sauf les industries agricoles, comme la sucrerie, elle trouve un obstacle dans l'absence de combustible et utilise mal la densité de sa population (150 mille kq., 9 millions d'habitants.)

La Pologne, la région la plus peuplée de l'Empire russe, a 120.000 kq. et 9 millions d'habitants. A côté de ses distilleries et de ses sucreries, elle a de nombreuses usines métallurgiques et de tissus. Elle est aussi un entrepôt naturel, placée comme elle l'est entre l'Empire, l'Autriche et l'Allemagne.

La région du Nord-Ouest contenant la Russie-Blanche et la Lithuanie est simplement agricole.

La Petite-Russie (Kharkoff, Chernigoff et Poltava) de même. Au contraire, dans la région centrale du Tchernozème, les forêts des gouvernements d'Orel et de Kazan, les charbonnages de Toula ont développé une activité industrielle qui existait déjà dans ce dernier district qui a eu si longtemps le monopole des armes et des articles de ménage, tels que le samovar national. Les usines de Briansk, dans le gouvernement d'Orel, les sucreries, les distilleries vont mettre cette contrée, célèbre par sa fécondité, en rivalité industrielle avec la région moscovite, moins bien servie qu'elle, d'ailleurs, sous bien des rapports.

Cette esquisse géographique était nécessaire pour grouper ensemble les diverses industries que nous allons examiner successivement. Il nous semble que c'est après cet examen que seront mieux placés les considérations générales et les renseignements statistiques sur les progrès de la production industrielle.

INDUSTRIE DU COTON

Le voisinage de l'Orient, où le coton est employé depuis longtemps, peut seul expliquer l'ancienneté de cette industrie en Russie. Le mot « industrie » est d'ailleurs un peu prétentieux pour désigner la production domestique avant le XVIII[e] siècle. Des filés importés étaient tissés à la main et convertis en toile à voile, en calicot, en indienne. Puis de rudimentaires usines de tissage furent érigées, où se fabriquaient simultanément des étoffes de lin et de coton, celles-ci détrônant celles-là. Vers 1750, près de Wladimir, on commence à teindre et même à imprimer sur calicot et voilà une véritable industrie créée. Le rouge d'Andrinople, venu en Russie par Bokhara et le Turkestan, jouit d'une telle vogue que des Persans viennent, eux aussi, installer des fabriques. Le moment vint où la consommation des filés étrangers devient si forte que l'avantage qu'offrirait une filature locale apparaît clairement. En 1808, un marchand moscovite, Pantéléiew, fait le premier essai dans cette voie. Son exemple est suivi, mais 1812 vient ruiner ces tentatives. La paix en suscite de nouvelles. La grande difficulté, c'est de se procurer des machines. L'Angleterre en a le monopole et elle punit ou, du moins, menace de la peine capitale toute tentative d'en exporter. On triomphe de cet obstacle et, en 1832, lorsque cette barrière est levée, la Russie est déjà outillée en partie. En 1843, elle possédait déjà 43 usines avec 350.000 broches, chaque broche filant 16 kilos de coton. Dix ans après, un million de broches filaient, chacune,

1,200 k. La progression continue. En 1877, les usines russes ont travaillé 3 millions 600 mille pouds et plus de seize millions en 1892.

En même temps, l'importation des tissus de coton diminue. On l'évalue à la trois centième partie de la consommation, comme métrage, au quart comme valeur. Cette dernière proportion doit être complétée par l'observation de la différence des estimations, les tissus importés étant comptés au prix majoré de tous les frais, et les indigènes au sortir de la fabrique. De plus, il faut tenir compte de l'exportation des produits russes dans l'Orient et l'Extrême-Orient.

Elle compense l'importation. En 1892, 109 filatures produisaient 3 millions 500 mille pouds et 519 usines de tissage vendaient pour 145 millions de roubles de leurs produits. Ensemble, 265 millions de roubles ou 720 millions de francs.

La durée du travail varie de 12 à 24 heures par jour et il y a dans l'année environ 85 jours chômés. En 1889, l'industrie cotonnière employait 210 mille ouvriers: 100 mille fileurs pour 6 millions de broches, 100 mille tisseurs pour 200 mille métiers, soit deux métiers et 60 broches par homme. M. Langovoy fait remarquer que, de cela, on ne doit pas conclure à une moins grande productivité de l'ouvrier russe. Le but visé par tous les industriels russes ou anglais, c'est de produire au meilleur marché possible; par suite, d'employer pour la production la plus grande partie de ce qui coûte le moins cher: ce sont les machines en Angleterre, c'est l'homme en Russie.

En Angleterre, les chariots du « self-acting » font moins de trajet à la minute qu'en Russie, ce qui a réduit la production, mais, en même temps, donne moins de rattachage par l'ouvrier. En Russie, c'est le contraire et par conséquent, on ne peut y donner à l'ouvrier que moins de broches ou de métiers.

En 1891, les broches en activité se répartissaient ainsi :

Angleterre	44	millions
Europe Continentale	25	
États-Unis	15	
Indes Orientales	3	
Total	87	millions

En 1870, ce total était de 70 millions. Il a donc augmenté en vingt ans de 22 0/0. Il s'est accru en Russie de plus de 100 0/0 et la Russie a un million de broches de plus que la France ou que l'Allemagne, trois millions de plus que l'Autriche.

Chaque broche russe consomme le double d'une broche anglaise, ce qui dérive de la qualité du fil produit. En Russie, ils ne dépassent jamais les fils moyens, au plus le n° 70, la moyenne étant le 28[1]. Ces numéros sont employés pour le calicot, qui est ensuite blanchi, teint ou imprimé. On a essayé assez vainement de combattre la concurrence anglaise pour le coton à coudre, mais la grande majorité des usines en est restée aux bas numéros. Toutefois, elles ne fournissent guère de spécialités et produisent suivant les demandes, en mélangeant le coton suivant les numéros des fils. Par exemple, du coton américain, de 6 à 10 ; de l'égyptien ou de l'américain, de 30 à 50.

Les usines d'imprimerie ou les teintures, Moscou et Lerpoukhoff, ont très certainement atteint tout ce que peut donner l'industrie. La qualité de la teinture est irréprochable. Il manque à leurs produits, cependant, ce que nous admirons chez les nôtres, peut-être moins durables ; c'est la variété, le goût, l'harmonie des couleurs.

1. Numérotation anglaise indiquant combien de fois 80 yards de fil entrent dans 455 grammes.

A côté des étoffes de coton habituelles, se placent celles où le coton vient prendre la place de la laine : les draps de coton, les tricots, les flanelles.

Ces étoffes sont teintes en pièces, de couleur sombre, puis imprimées. Elles sont lourdes, donnent au moins l'illusion de devoir être chaudes et les paysans, sacrifiant comme toujours le bon marché vrai au bon marché apparent, en sont grands consommateurs. Ils n'y gagnent guère, car une industrie accessoire s'est fondée qui recueille tous les déchets de la filature, du cardage ou du battage, en fait, avec un matériel spécial, un fil dont on constitue la trame de ces étoffes lourdes, à tel point qu'on n'a plus assez de déchets.

A côté des fabriques de coton, existent celles de drap vigogne, provenant d'un mélange de coton teint et de 10 0/0 de laine. Dans les qualités inférieures, celle-ci est remplacée par des déchets de lin blanchi.

Les frais de production sont estimés de 9 à 12 cop. par numéro et par poud, c'est-à-dire que le n° 10 coûterait de 9 à 12 cop. ou de 90 c. à 1 r. 20 et le n° 100 de 9 à 12 roubles. Voici une moyenne des détails de ces frais pour un fil n° 25.

	Copecks.
Combustible	90
Salaires	75
Graissage	2.5
Éclairage	3
Cardage, bobines, courroies, etc	22
Amortissement des machines	25
Administration	10
Amortissement, hôpital, écoles, taxes	50
	2 r. 77.5

De ce détail, pris dans la région de Moscou, on pourrait rapprocher ceux des régions pétersbourgeoise ou polonaise,

qui en diffèrent par les divers articles, mais présentent un total semblable. La chose s'explique par la compensation entre le prix du travail[1]. Moscou et Pétersbourg sont désavantageusement placés pour le combustible. Le second brûle du charbon anglais. Le premier paie très cher le bois qui se raréfie, la tourbe dont le transport est disproportionné à la valeur calorifique et doit acheter les deux en assez grande quantité pour que le charroi se fasse en hiver. Cela suffit pour que le combustible nécessaire à un poud de fil n° 28 anglais coûte 70 cop. à Moscou au lieu de 53 à Pétersbourg et amène une infériorité énorme sur la région polonaise où le charbon est à pied d'œuvre, pour ainsi dire, et transportable toute l'année. Mais, en Pologne, les salaires sont énormément plus élevés. Par exemple, on paie par semaine :

	A Moscou.			En Pologne.	
Les mélangeurs.........	de 1 r.	75	à 3 r.	de 3 r.	à 4
Les cardeurs...........	1	75	2 50	4	5
Fileurs................	4		7 50	8 50	9
Tisseurs	2		3 80	4	7

La compensation, on le voit, est presque rigoureuse, étant posé l'importance respective de la main-d'œuvre et du combustible. Nous trouvons là une difficulté que nous examinerons dans une autre section et que n'ont pas pu ne pas voir les rédacteurs du nouveau tarif des chemins de fer. En établissant dans une large mesure l'égalité des prix de transport quelle que soit la distance, ils ont obvié aux inégalités de situation géographique, sans tenir compte que les choses y avaient obvié d'elles-mêmes.

1. Il est intéressant de réduire ces chiffres en valeurs françaises. On sait que les numéros usités par nos filatures indiquent le nombre de 1,000 mètres contenus dans 500 grammes. Dès lors, le n° 25 anglais correspond à notre n° 16. Donc 50 kilos de n° 16 coûteraient 38 francs à produire.

Les tissus de coton les plus généralement produits le sont aux prix suivants :

	Largeur	Nombre de mètres aux 100 kilos	Prix par mètre filage, etc., et tissage FR. C.
Calicot	0.70	1.280	0.27
—	0.70	1.865	0.22
Cachemire	0.88	5.800	0.44
Futaine	0.70	600	0.48

A ces chiffres, s'ajoutent les prix du blanchiment, de la teinture, de l'impression, ainsi que le déchet et la perte de poids. Ceux que nous trouvons s'appliquent à une pièce de calicot large de 70 cent., longue de 45 mètres et pesant 110 k.

Le blanchiment représente 18 à 25 cop. (50 à 70 cent.). La teinture, par 70 cm., 12 à 15 centimes pour l'indigo foncé, 6 à 9 pour l'indigo clair ; 8 cent. pour le rouge à l'alizarine, 7 pour le ponceau, 5 1/2 pour du noir, autant pour des couleurs à la fuchsine, un peu moins pour celles au naphtol.

La matière première est considérablement plus chère en Russie qu'en Angleterre. En 1890, le cours moyen étant à Londres de 148 fr. les 100 k., il était à Moscou de 192 francs et il est difficile d'espérer que les plantations du Turkestan ou du Caucase viennent enlever cette cause d'infériorité à brève échéance lorsqu'on voit que le transport de 100 k. de coton de Kokand à Moscou coûte 33 fr. 50 et seulement 11 francs, moins du tiers, de la Nouvelle-Orléans à Moscou ou à Londres.

Les objets manufacturés de coton paient, à leur entrée en Russie, un droit de douane très élevé. Les filés de coton jusqu'au 40 anglais (29 français) acquittent 105 fr. les 100 k., s'ils sont écrus, 130 fr. s'ils sont teints, 140, s'ils le sont en rouge d'Andrinople.

Le coton brut même n'est pas exempt. Importé par voie de mer, il est taxé à 1 r. 40 en or, plus 15 % de majoration, soit 1 r. 60 le poud, ou 40 centimes le kilo. C'est à peu de chose près la différence du prix entre le marché de Londres et celui de Moscou. Nous ne saurions comprendre, et encore moins expliquer, les bases de ce dernier droit. Qu'aux tissus on applique une taxe presque prohibitive, c'est une mesure qui se discute et qui, en tout cas, aura pour elle tous les protectionnistes, mais que l'on impose de 40 francs par 100 kilog. c'est-à-dire à 25 % de sa valeur, un produit dont on doit importer 150 millions de kilogrammes pour faire travailler 200 mille ouvriers, ce n'est plus de la protection, car elle ne peut protéger encore les planteurs du Turkestan. Ceux-ci sont limités par les difficultés d'irrigation, qu'on ne surmontera pas de sitôt. Pour arriver à leur faire produire encore cent mille pouds de plus, on impose de 6 francs les huit millions de pouds que doit importer la Russie d'Europe. C'est faire payer à celle-ci 500 francs le poud produit en sus par le Turkestan. En outre, nous avons vu que le port du coton russe coûte 20 centimes de plus par kilo et, à cette cherté, le remède est possible en dépensant beaucoup moins que ces 50 millions de taxes annuelles. Nous ne trouvons d'autre explication possible que la nature fiscale de cette taxe, et elle semble peu faite pour aider à l'exportation souhaitée des cotonnades russes.

Bien au contraire, en ce qui touche les tissus, nous sommes en face d'un droit dont l'élévation même indique le caractère nettement protecteur, puisqu'il confine à la prohibition. Nous craindrions d'exposer assez mal, par trop d'inexpérience, les arguments qui militent en sa faveur. Mieux vaut laisser la parole à M. Langovoy. « Il est possible, dit-il, que cette protection ait obligé les consommateurs à faire des sacrifices aux manufacturiers russes, mais ces sacrifices sont,

sans nul doute, compensés par le gain évident des industries indigènes. Les articles de coton fabriqués ne sont pas des objets de luxe, de fantaisie, mais bien de première nécessité. Leur fabrication donne de larges salaires aux habitants, la main-d'œuvre tenant la grande place dans leurs frais de production. Si on admet que chaque ouvrier gagne annuellement 200 roubles, on trouve que le total des salaires payés chaque année par les fabricants de coton atteint 40 millions de roubles. Outre ce travail, donné aux ouvriers, les soins pris par le gouvernement atteignent leur autre but, le développement de cette industrie. La demande de coton brut est, nous l'avons vu, de 11 millions 1/2 de pouds, dont 8 millions sont importés, pour 80 millions de roubles, soit 22,5 °/₀ des importations totales. Mais cette somme considérable semble petite si on la compare avec ce qui serait payé par le pays aux manufacturiers étrangers si c'était des articles ouvrés et non pas simplement de la matière brute qui fût importée. En réalité, si on admet que 11 1/2 millions de coton brut consommé par les usines russes donneraient à peu près 10 millions de pouds d'articles finis, même en supposant que les manufacturiers étrangers fassent payer seulement 25 r. le poud, ce serait 250 millions de roubles qui sortiraient chaque année. L'influence de ces exploitations troublerait le change. Enfin, le développement de l'industrie cotonnière en Russie a créé la culture du coton et on peut dire qu'un splendide avenir lui est réservé[1] ».

1. Nous avons arrêté nos relevés au jour de l'avènement de S. M. Nicolas II. Il n'est pas inutile de remarquer que le 20 décembre 1894 (v. s.) les droits sur le coton ont été augmentés ainsi : Coton en laine 2 r. 10 c. *or* au lieu de 1 r. 20 *or*.

Coton filé (inférieur à 38 écru)	4	80	»	4	20
Blanchi	6		»	5	40
Teint en rouge	6	30	»	5	70
Du 38 au 50 écru	6		»	5	70
Blanchi	7	10	»	6	80

Au-dessus du 50 les droits restent les mêmes.

Nous ne sommes pas absolument convertis par l'argument de M. Langovoy où nous voyons, courageusement confessée, cette vérité que, si la protection n'était pas aussi considérable, les consommateurs russes paieraient 250 millions ce que cette protection leur fait payer 400 et qu'avec les 150 millions restant, de bonnes choses pourraient être faites. Les consommateurs ont la consolation de se dire que sur ces 400 millions, 80 vont dans les mains des 200 mille ouvriers des usines russes, mais deux cent mille personnes, ce n'est guère sur une population de cent millions et ce chiffre laisse voir beaucoup plus de consommateurs se sacrifiant sans autre profit.

Nous aurions préféré une autre sorte d'argument, qui se tire de la théorie des droits éducateurs. Il est même plus exact de dire qne ces droits ont été mis pour permettre à ces usines de prospérer en attendant que la prospérité nationale ait permis de supprimer les obstacles qui placent l'industrie russe en état d'infériorité et que, ce jour-là venu, les consommateurs, en payant leurs produits moins cher que les similaires étrangers, trouveront le dédommagement de leurs sacrifices. Et nous croyons ne pas nous tromper en ajoutant que, de ce fardeau imposé à celui qui n'est pas consommateur, on attend un autre résultat, la nécessité pour tous de produire. Ce n'est qu'en nous rappelant sans cesse que c'est là une des conséquences espérées des tarifs, que nous pouvons soustraire ceux-ci aux jugements de la norme économique pour les laisser juger par la politique, dont ils relèvent.

LE LIN — LE CHANVRE — LE JUTE

La protection, — la phrase est vieille, mais tout aussi juste, — est une arme à deux tranchants. Elle sert l'industrie du coton, précisément en faisant que la matière arrive brute en Russie et y est travaillée par des mains russes, mais elle a tout à fait l'effet contraire sur le lin.

Ce textile est produit sur le territoire de l'Empire en quantité presque égale à celle du coton qui y est employé (10 à 11 millions de pouds.) Elle sert à fabriquer des articles beaucoup plus chers que ceux de coton, à cause de la plus grande main-d'œuvre qu'ils exigent et le marché russe n'offre pas un débouché suffisant pour absorber les étoffes faites de ces 160 ou 176 millions de kilogrammes de lin. Les raisons que nous disait tout à l'heure M. Langovoy font voir de quel avantage il serait pour la nation que tout le lin y fût travaillé, cependant, pour être exporté à l'état ouvré. Si un poud de coton coûte, filé, de 2,50 à 3 roubles, un poud de lin coûte de 9 à 10 roubles. Ce ne serait donc plus 40, mais cent millions de roubles qui s'ajouteraient au fonds des salaires. Seulement, étant donné la théorie de la réciprocité, les autres pays n'acceptent pas plus en franchise les lins ouvrés que la Russie n'accepte leurs fils ou leurs tissus de coton et l'immense majorité du lin est exportée à l'état brut.

Le chanvre est resté à la fois une culture et une industrie des paysans depuis le commencement de l'histoire russe.

Pierre le Grand commença à protéger l'industrie linière

en subventionnant ceux qui s'y consacraient, en prohibant l'entrée du linge étranger. Des usines furent installées à Moscou, à Jaroslaff, plus tard à Kalouga, lorsque la création de la flotte fit naître la demande des voiles et des cordages. Le gouvernement avait même la haute main sur toutes ces usines. Elles se développèrent sans se perfectionner beaucoup.

En 1830, le progrès vint, et de ce Français admirable, pour lequel le jour de la justice s'est levé tard, mais dont nous devons tous saluer le nom, de Philippe de Girard. Sur ses plans et sur son initiative, on créa la grande entreprise, toujours florissante, de Girardoff. Les débuts furent accidentés. Les machines n'avaient pu être importées d'Angleterre. Construites sur les lieux, elles fonctionnaient mal. Les numéros très fins coûtaient cher à produire. L'Angleterre tenait le marché étranger et par ses toiles et par ses cotonnades, et, dès lors, elle commença à acheter et à ouvrer le lin russe. Mais c'est à Girardoff que se sont instruits tous les chefs des usines qui ont maintenu vivante l'industrie linière en Russie.

Celle-ci eut à subir deux crises de prospérité, et ce n'est pas un paradoxe, car la prospérité anormale conduit forcément à son contraire. La guerre de Crimée nécessita des commandes énormes de toile et empêcha l'exportation de la fibre. D'où, demande et renchérissement des fils et tissus, diminution de prix de la matière, prospérité subite, création d'usines nouvelles. La paix signée, la matière exportée à nouveau retrouve son prix qui s'augmente par la concurrence des usines nouvelles. La demande normale répartie entre tous ces rivaux ne suffit à aucun. Le prix des articles ouvrés s'écroule. Une crise nouvelle vient conjurer les effets de celle-ci : La guerre de sécession délivre le lin de la concurrence du coton. Comme les leçons de l'expérience sont souvent négligées, on bâtit encore des filatures de lin.

En somme, ce qui a pris le moindre essor relatif, c'est la fabrication du linge. Les grandes fabriques produisent les modèles allemands ou français et les paysans ont, malheureusement, renoncé au tissage à la main. Malheureusement, tout au moins pour ceux qui appréciaient le charme de ce linge multicolore, brillant et durable qu'on appelait proprement le linge russe.

La récolte linière de l'Empire est, en moyenne, de 17 1/2 millions de pouds. Onze millions sont exportés. Il reste 6 millions 1/2 dont 1,800 mille sont filés par les filateurs, le reste par des paysans. Cette récolte de lin est à peu près égale aux 3/5 de la récolte universelle.

Le chanvre récolté en Russie pèse 8 millions 1/2 de pouds. Trois millions 1/2 sont exportés, 2 millions 1/2 vont aux usines, le reste à l'industrie villageoise.

Le lin russe est réputé de qualité supérieure et donne du n° 160[1]. Son grand défaut est dans le soin laissé aux paysans d'en préparer la fibre, et par l'inégalité qui en résulte dans les matières provenant de tel ou tel district. Les écoles d'agriculture s'en préoccupent et espèrent propager les méthodes occidentales. Le lin se divise en lin trempé, dont la fibre est longue, tenace, uniforme, et lin arrosé. Chacun de ces groupes se subdivise en trois classes suivant la qualité de lin peigné et de déchets et aussi en proportion de leur aptitude à la filature.

En 1892, la production russe a donné les chiffres suivants : 45 usines ont produit 2 millions de roubles de lin et étoupe ; 25 autres, 12 millions de filés de lin et de jute et 143 autres ; 17 millions 752 mille r. de tissus de lin, soit au total : 213 usines produisant 57 millions 572.000 r. d'articles ouvrés à

1. Le nombre d'écheveaux de 3,600 yards contenu dans 12 livres anglaises. — Dans la numérotation française cela correspondrait à environ 120.

divers degrés. La Russie occupe le second rang dans cette industrie, mais beaucoup plus près de la France, qui est au troisième avec 400.000 broches, que de la Grande-Bretagne qui se tient au premier avec 1.150 mille. Elle n'en a, en effet, que 412 mille et cette légère supériorité disparaît pour les métiers dont elle n'a que 12,000, la France en ayant 18,000 et l'Angleterre 52,000.

L'usine de Girardoff existe toujours. Elle, et celle de Gribanoff, ont le privilège des filés très fins. Après elles, beaucoup de moindres entreprises filent jusqu'à 70 (anglais) et même 100, mais avec de la fibre de Flandre. Le tissage donne les toiles écrues, demi-écrues et blanchies, comme les toiles à voiles, le shirting de 70 cent. à 1 mètre de large, la toile de Flandre, de 70 cent. à $2^{m}10$, les draps de $2^{m}80$. Les batistes et linons, ne sont guère faits que sur commande et avec du lin étranger.

La manufacture de jute, hors des sacs, des tapis d'escalier grossiers, donne les nattes dont on enveloppe tous les colis destinés au charroi.

Le coût moyen de fabrication d'un mètre de toile de 30 cent. de largeur est à peu près, avec des fils de 40 à 50, 37 cop. pour le fil, 1 r. 20 pour le tissage, soit 1 r. 57 ou 4 fr. 30 centimes.

Le tarif des douanes, moins illogique qu'on ne le croirait, n'a pas mis de droit sur l'entrée des fibres dont la Russie a trop. En revanche, les filés de lin paient 1 fr. 50 par kilo plus 30 0/0, soit 1 fr. 95, à peu près 50 0/0 de leur valeur. Les tissus acquittent une taxe de 5 fr. par kilo, plus 30 0/0 ou 3 fr. 50, s'ils sont épais, 3 fr. (tout compris) pour le linge de table ou les toiles fines ; les mouchoirs 16 francs, s'ils sont très simples, 26 francs s'ils sont marqués, 32 francs s'ils ont

un entre-deux ou même une broderie à jour. (Circulaire du 11 novembre 1886.)

Dans ces conditions, la statistique peut bien prouver la prospérité de l'industrie du lin et de la toile en Russie. Elle ne suffit pas pour établir que cette industrie ait su atteindre l'habileté de ses rivales étrangères.

INDUSTRIE LAINIÈRE

Nous savons que la Russie est le pays d'Europe qui possède la plus grande quantité de moutons. Il y en avait certainement un nombre plus élevé encore, lorsque le pâturage était à peu près la seule forme d'agriculture. Le coton pénétrait difficilement. Les tissus de lin, propres aux usages domestiques, l'étaient peu pour les vêtements, sous un climat sévère. Il est donc évident que la fabrication des lainages est très généralisée, et depuis longtemps. La laine préparée dans le village y était filée par les femmes, tissée par les hommes, et fournissait ces draps grossiers, mais inusables, dont se vêtaient les paysans.

Pierre le Grand introduisit les manufactures de drap et, outre les subventions qu'il leur accorda, assura leur prospérité en leur réservant les fournitures de l'armée. Il se préoccupa de la qualité de la laine, en important des espèces de choix, et n'imposa aux fabricants qu'une condition, celle d'enseigner à tous leurs procédés. Ce n'est cependant que lorsque les métiers mécaniques furent répandus, que ces usines russes prirent leur essor, et on note que c'est en 1822 qu'elles produisirent plus que n'exigeaient les besoins de l'État.

En 1830, 67,000 ouvriers travaillaient la laine dans 400 usines et produisaient 5,500 mille mètres de drap. Les filatures de laine s'installèrent et, dès lors, la progression est incessante, jusqu'en 1880. A cette époque, la surproduction

coïncidant avec de mauvaises récoltes, affecta simultanément le prix et la qualité des produits. Afin de ne pas trop souffrir de la baisse, les fabricants de la région polonaise eurent recours à une dépréciation de la qualité et le vieux renom de leurs articles disparut. Les déflochages remplacèrent la laine. La suspicion encourue hâta la chute des prix, qui engloba les produits des fabricants restés fidèles aux méthodes loyales. Beaucoup d'usines durent se fermer, d'autres restreindre leur production. En 1886, un mouvement de reprise s'est dessiné. Les draps sont encore dans une stagnation marquée. Les lainages reprennent leur essor, surtout en Pologne où sont les 3/4 des filatures de laine peignée.

La matière première est fournie en grande partie par la Russie. La race dominante de mérinos est la *chtofni* qui donne une laine longue de six centimètres, apte surtout aux lainages doux et tendres. Elle est résistante et peu exigeante.

La laine propre au peignage n'occupe que le second rang. Les moutons infantados sont encore trop peu répandus. Les bêtes à laine courte sont de moins en moins recherchées. D'ailleurs, à elles toutes, elles ne dispensent pas la Russie de recourir à l'importation, pas plus que les droits de douane ne l'en empêchent. Les peignages ne suffisent pas à alimenter les filatures et celles-ci doivent recourir aux laines étrangères. De plus, les qualités supérieures ne se trouvent que par exception en Russie et sont importées ou de Buenos-Ayres ou d'Australie. Le grand avantage des laines étrangères, c'est la constance des types, alors que les fermiers russes ont trop souvent des laines de qualité différente d'une année à l'autre.

Le premier degré de finesse AAA, n'est jamais obtenu en Russie, le second, AA, se trouve dans moins de 1 0/0 de mérinos. On comprend la nécessité de l'importation, si l'in-

dustrie russe veut s'élever au rang de ses émules de l'étranger. Afin d'éviter, dans la mesure du possible, qu'elle n'en imite les pires coutumes, les douanes grèvent lourdement les laines artificielles et les chiffons étrangers.

En ce qui touche les quantités importées, les laines cardées sont insignifiantes. Au contraire, les laines peignées indigènes sont insuffisantes et suppléées par celles de Saxe ou d'Angleterre. La moyenne des importations depuis dix ans est de 180 mille pouds ou 3 millions de kilog. avec un maximum de 252 mille p. (5 mill. de kgs.) en 1885. Elles semblent baisser, mais il est très difficile d'être d'accord avec les statisticiens officiels quant aux pronostics à tirer de cette baisse. Ils affirment que c'est un signe évident que la laine indigène prend la place de la laine importée et, en même temps, que le chiffre encore élevé de l'importation de 1893 comparé à celui de 1870, démontre combien l'industrie a progressé. Il est, comme nous le répétons, très difficile de réfuter cet argument à double effet qu'ils poursuivent jusqu'au détail. « En effet, disent-ils, les filateurs russes, en important 97,000 pouds de laines peignées, en ont tiré 92,000 pouds de fil, avec une valeur approximative de 6 millions. Ainsi, grâce à l'importation de laine peignée, l'importation de fil a diminué et 7,600,000 r. sont restés dans l'Empire. Cette somme, si on avait prohibé l'entrée de la laine peignée, aurait payé le travail du filateur étranger. » C'est rigoureusement vrai, mais le raisonnement gagnerait à être étendu aux tisseurs, aux marchands et aux consommateurs des lainages.

L'importation des tissus diminue très régulièrement. De 7,171 mille r. en 1881, elle est à peine de 3 millions en 1892, et sans qu'aucune circonstance anormale ne vienne fausser l'observation. En rapprochant la diminution des importations de laine et de filés et celle de l'importation des tissus, on se convainc absolument de l'importance chaque fois plus grande du

tissage russe. La seule part qu'il laisse à l'étranger sont les lainages très fins, ceux qui dépendent de la mode, soit 5 °/₀ de la consommation.

En 1889, mille manufactures avec 100 mille ouvriers s'occupaient de la laine. Leur chiffre d'affaires, d'un total de 109 millions de roubles, se décomposait ainsi :

Usines de préparation : 8 mill. 5. Filatures : 20 mill. 1.

Manufactures de drap : 42,7 ; de lainages : 33,9 ; de tapis : 1,1 ; de tricots : 2,1 ; et de feutre : 600,000 r. En 1892, ces chiffres deviennent :

Laine peignée et lavée....	8.378.000 r.
Filés de laine...........	34.425.000
Tapis..................	1.229
Feutre.................	658
Tissus de laine et 1/2 laine	75.480.000

Le budget d'une filature va nous donner les frais de production des filés.

En peignés (moitié indigènes, moitié importés) elle fait les qualités suivantes : A A A 75 à 96 ; A A de 64 à 75 ; A de 20 à 74. La production annuelle, avec 295 jours de travail, de 24 heures, est de 65 mille pouds de fil ou 50.334.096 écheveaux de mille mètres.

La production par broche et par 12 heures est donc de 75,5 grammes.

La laine russe en suint perd 67 0/0 au dégraissage. De la laine dégraissée, 78.5 0/0 peuvent être peignés, 27 0/0 de la laine brute. Enfin, de la laine peignée, on obtient 93 0/0 de filés.

La production annuelle du peignage est de 30.796 pouds. La dépense : 18.234 roubles pour l'assortissage, 31.093 pour le peignage, 53.347 pour le matériel, 27.410 pour l'amortissement du matériel et des bâtiments, non compris l'intérêt

du capital. Au total, 130.094 r. Par poud, 4 r. 5 ou 70 centimes par kilog.

Les frais de la filature, pour 50.334.086 écheveaux de 1000 m. sont: Salaires, 129.930; combustible, 14.451; éclairage, 4.461; matériel 78.017 ; taxes douanières et port, 10.943 ; outils. 3.283 ; amortissement, 5,846 ; assurance, 8304; amortissement, des machines et des bâtiments, 5053 ; intérêt de banque, 14.310 ; dépenses diverses, 34.616 ; bénéfice, 42.978. Total, 314.532. Dans la filature, l'écheveau de 1000 m. de peigné coûte 78 cop. ou 7.16 le poud, soit 1 fr. 17 le kilog.

En laine cardée, la filature coûte en moyenne 1 fr. par kilog.

De tout ce qui précède, il résulte que l'industrie de la laine cardée est parfaitement implantée en Russie. Le bas prix de la laine indigène et de la main-d'œuvre la servent mieux que toute protection douanière. Elle a, sans partage, la clientèle de l'armée et des classes nombreuses. Les laines peignées, au contraire, pour pouvoir rivaliser avec les lainages fins de l'Occident, n'ont pas assez de ces tarifs. Elles doivent attendre soit que l'élevage national fournisse des laines fines qui se vendront d'autant meilleur marché que la réciprocité des tarifs les confinera en Russie, soit que les usines de peignage soient assez nombreuses pour qu'on puisse fermer la frontière aux importations.

Il n'est que juste de reconnaître l'excellente qualité des draps fabriqués en Russie, mais c'est un sujet d'étonnement que leur cherté. Les petits producteurs ne peuvent lutter contre les grands. Ceux-ci sont presque tous constitués en sociétés anonymes à un énorme capital. Par suite, les entreprises sont en nombre limité, ne craignent que très peu la concurrence intérieure, sont mises à l'abri de la concurrence extérieure et vendent à des prix de monopole.

En 1890, il existait 18 sociétés lainières. Chacune a fait

un bénéfice moyen de 111,000 roubles ou 300,000 fr. Cela leur constitue un dividende plus que raisonnable, assuré comme un revenu foncier.

Les droits d'entrée sont fixés ainsi :

Laines non peignées ni filées, non teintes, le kil.	0 fr.	50 c.
— — teintes	0	75
— peignées et non teintes	1	30
— — teintes	1	75
— filées, non teintes	2	25
— — teintes	2	75
— retorses, non teintes	2	75
— — teintes	3	»
Couvertures et lainages grossiers	5	»
Étoffes tissées et tricotées avec ou sans coton.	12	»
Tissu de laine peignée, le kilo	15	»
Imprimés 30 °/₀ en sus.		
Tissus, chales, fichus, écharpes genre cachemire, avec ou sans coton. Vrais cachemires et cachemires français	30	»
Tissus de laine et demi-laine, ainsi que draps et feutres pour les fabriques, lisières	1	30
Tapis de laine	4	»

SOIES

L'étranger ne manque pas, pendant un séjour à Pétersbourg, de parcourir les bazars pour y chercher des antiquités vraies ou fausses et, au milieu de tous les objets hétéroclites qu'on essaye de lui faire prendre pour des curiosités, il ne manque pas d'admirer ces morceaux de vieille soie, authentique et inimitable qu'on appelle des sarafans. Moins précieuses par leur broderie que par leur étoffe, ces anciennes draperies prouvent jusqu'à l'évidence que la Russie ancienne connaissait la soie et sa fabrication, bien avant que Lyon ne pût lui en envoyer. En 1809, cette industrie, encore dans la période familiale, produisait 5 millions de mètres de soie, 300 mille de rubans, 6.400 pièces de dentelle et 12.000 paires de bas. En 1825, l'introduction du métier Jacquard transforma l'industrie qui devint manufacturière et abaissa les prix plutôt qu'elle n'augmenta la production. L'accroissement du luxe et de la richesse rendit moins rare l'usage de cette étoffe, mais l'importation en profita tout d'abord. Puis, les tissages russes reprirent leur marche progressive.

De 1855 à 1880, l'importation de soie grège ou filée est passée de 7.796 k. à 21,241 k. pendant que celle des tissus diminuait seulement de 6 millions à 4.000.000 de roubles.

La Russie produits des cocons. Elle les mouline assez mal. De plus, leur fil est trop gros pour les usages ordinaires[1].

1. La numérotation des soies exprime le poids d'un écheveau de 476 mètres exprimé en deniers (0,5313 gr.) Les numéros demandés sont du 22 au 30. La soie russe pèse 50.

De là, double nécessité de recourir au Milanais, à la Chine, au Kokhand, à la Perse.

En 1894, il a été importé 41 mille pouds de soies grèges, teintes ou non, et 18.000 de soie torse de toute espèce, la moyenne de 89 à 93 étant de 21 mille pour les deux chapitres.

La valeur de ces 21 mille pouds est de 1.700.000 roubles en ce qui touche les soies grèges, de 7.600 mille pour les soies filées. Pour 1894, cette valeur s'élève à 6 millions pour les grèges et les cocons, à 7 millions pour les filés. Quant aux tissus de soie, leur importation est insignifiante, sept à huit millions de francs, tout au plus.

L'importance des manufactures de soie ressort assez mal des chiffres que nous allons donner. La statistique n'est sûre d'elle-même que vis-à-vis des grandes entreprises, surtout des sociétés par actions, mais, forcément, ignore bien des productions de l'industrie domestique. Toutefois, ils sont suffisants pour montrer le développement, le taux de progression.

Les tissages de soie, y compris les rubans, faisaient en 1880, 9.100.000 roubles d'affaires; en 1889, 14 millions, soit 50 °/₀ en plus ; en 1892, 14 millions 300,000.

Cet accroissement trouve un obstacle dans la différence de prix des soies à Lyon et à Moscou. Si nous exceptons celles de l'Asie Russe, dont nous avons expliqué en quoi elles desservent mal les besoins, les prix pour les autres sont de 30 à 35 °/₀ plus chers à Moscou. Il est donc naturel que les fabriques nationales soient protégées; du moins pour les soies de petite ou moyenne valeur. Quant à celles de qualité supérieure, elles continuent encore à venir de Lyon.

Le tableau suivant offre un intérêt peut-être un peu spécial, c'est le sort de cette étude que chacun de ses chapitres s'adresse plus spécialement à une catégorie de lecteurs.

NOMS, DIMENSIONS POIDS DES PIÈCES	MATIÈRES ET LEUR PRIX		TRAVAIL par pièce		TOTAL	
	CHAINE	TRAME	Tissage	Autres	p. pièce	p. mètre
Faille gros grain 75 mètres sur 60 centimètres 5,670 gr.	Organsin bouilli, 6,040 fils noirs et 240 jaunes double, 2,460 gr., 3 °/° perte. 117 fr. 35.	Trame souple, noire, triple, 3,210 gr., 8 °/° perte, 88 fr. 05.	31 11	38 31	283 83	3 80
Satiné de Lyon 75 mètres sur 60 centimètres 6,200 gr.	Organsin bouilli, 1,760 fils noirs, 240 doubles, blancs, pour lisières, 2,870 gr., 3 °/° perte 148 fr.	Trame souple noire, triple, 27 à 1 centimètre, 3,330 gr., 8 °/° perte. 103 fr. 05	43 04	58 35	351 »	4 86
Satiné, 88 mètres 1 mètre 10 largeur 8,400 gr.	Organsin 26-28, bouilli et teint 2,305 gr. 285 fr. 63	Cordonnet de coton quadruple 6,200 gr. 66 fr. 15.	86 40	67 80	405 «	9 45
Peluche, 22 mètres 4,300 mètres	Organsin 38 d. pour le duvet, 2,000 gr., double fil coton pour le corps, 700 gr. 143 fr.	Cordonnet coton, 2,000 gr., 7 fr. 50.	99 »	49 »	297 »	13 50
Brocatelle 36 mètres sur 1 mètre 10 15,390 gr.	Organsin 24-26, couleur gendarme, 2,860 gr., 230 fr. 60.	Trame souple, 2 couleurs, 2,900 gr. Fil de lin, 10,000 gr., 142 fr. 20.	177 80	118 »	583 53	20 25

PAPIER

Pierre le Grand institua une usine impériale pour la fabrication du papier, à Moscou même, qui, dans sa pensée, devait être comme une école pratique. Lorsqu'il eut créé Saint-Pétersbourg, une seconde manufacture fut ouverte dans le voisinage, et des mesures prises pour assurer l'approvisionnement des chiffons. Catherine II réserva aux fabriques russes la fourniture des cours et des tribunaux, et, grâce à cette protection, leur nombre atteignait 25, en 1780. Il augmenta rapidement, mais les machines à papier ne furent introduites en Russie qu'en 1815. Ce fut l'usine impériale de Peterhoff qui, en 1817, inaugura les machines continues. Après des vicissitudes, attribuées un peu légèrement à l'extranéité du directeur, la fabrication donna de bons résultats quoique avec des produits assez chers. En 1849, jugeant que la prohibition douanière avait permis un développement suffisant des usines particulières russes, l'établissement impérial fut fermé. En 1850, sur 159 usines fabriquant pour 3,300 mille roubles de papier, 29 employaient les machines continues et produisaient 60 °/₀ du total.

Le développement de cette industrie fut ininterrompu jusqu'en 1862. A cette époque, il subit un arrêt, un recul même. D'abord, le tarif de 1857 avait réduit à 5 roubles le droit de 22 roubles par poud sur les papiers étrangers. De plus, la fabrication de ce produit subissait la loi commune. Tant que les industries ont employé seulement la main de l'ouvrier ou des

instruments simples, faciles à construire ou d'un achat peu onéreux, la Russie a imité rapidement les autres peuples, a vite regagné l'avance qu'ils avaient sur elle, grâce à l'extension de son marché, à l'abondance de la main-d'œuvre, à l'intelligence remarquable de ses ouvriers, et aussi à l'action éducatrice du gouvernement qui veillait à ce que l'essor d'une industrie nouvelle trouvât aussi peu d'obstacles que possible. Lorsque l'industrie européenne est entrée dans l'ère du machinisme, les qualités propres à la Russie, les avantages spéciaux dont elle jouissait n'ont pu compenser l'infériorité provenant de sa courte existence économique, de l'impossibilité pour elle d'avoir acquis, en un temps aussi bref, et, d'ailleurs, aussi tourmenté, ces réserves de capital qui permirent à l'Angleterre, à la Belgique, à la France, plus tard à l'Allemagne, de transformer en un clin d'œil, dirait-on, leur outillage industriel. Pour le papier, comme pour tous les produits fabriqués, la Russie a dû concourir, pendant une certaine période, avec les machines, n'ayant à sa disposition que la force ou l'habileté de ses ouvriers. L'industrie russe et l'industrie occidentale avaient été jusque-là pareilles à deux coureurs, dont l'un, parti bien à l'avance, s'était vu rattraper par son concurrent, plus sobre, plus résistant, ménageant moins ses efforts, incité par son maître. A l'instant dont nous parlons, le premier coureur cessait d'être un piéton, sautait sur un cheval d'acier, et le second n'avait plus que faire de ses dons exceptionnels. Le problème, c'était de pouvoir acquérir une monture semblable, et pendant qu'il s'y ingéniait, chaque jour la distance s'accroissait entre lui et son rival.

Le capital étranger vint en Russie, avide de partager les profits espérés de la transformation. Si, entre 1862 et 1870, le développement de la fabrication n'est que de 8 0/0, de 1870 à 1879, il est de 60 0/0, de 1879 à 1884, de 50 0/0, de 60 0/0 de 1884 à 1892 où la fabrication du papier a donné 52 mil-

lions de roubles comme chiffres de vente. Les prix varient de 50 francs à 250 fr. les 100 kilos. Le droit de 100 fr. les 100 kgs. est donc prohibitif pour les qualités moyennes ou communes.

Le papier russe est toujours collé à la colle végétale. Seules, les usines impériales, pour les papiers de valeur, celles de Kondirevsk et des frères Vargounine, pour les cartes à jouer, emploient la colle animale. Quelques maisons, comme Pallisen, à Pétersbourg, et Polivanoff à Moscou, font le parchemin végétal. Les papiers de tenture constituent une branche importante de l'industrie et donnent une production supérieure à 2 millions de roubles.

Une revue des principales papeteries doit commencer par la Manufacture Impériale. Elle est aux usines privées ce que notre Imprimerie Nationale est aux entreprises particulières. Non loin d'elle, les usines des frères Vargounine emploient 4 machines à papier, six cents ouvriers. Elles disposent d'une force de 800 chevaux et pourraient produire pour 1.500.000 roubles. Leur production actuelle est d'environ un million.

L'usine Pallisen date de 1881. Elle est la propriété d'une compagnie au capital de 150,000 roubles et a donné 8 p. 0/0 au dernier exercice. Elle a une annexe pour la fabrication de la cellulose qui en produit 2.000 tonnes. La papeterie proprement dite a trois cylindres, six machines à vapeur.

La manufacture de papier d'imprimerie de Golodaeff fabrique pour 340.000 roubles. Dans le gouvernement de Pétersbourg, se trouvent encore, l'usine Pechatkin : 175 chevaux, 150 ouvriers, 4 machines à papier ; 60 mille pouds de production, pour 280.000 roubles La fabrique de MM. Nebe, avec une force tirée moitié de machines, moitié de turbines, fait le papier et le carton, 60.000 roubles. Celle de M. Luidgart n'a pas de spécialité et vend pour 500 mille roubles.

Les onze usines de Livonie ont une production globale de 1.200 mille roubles. Les cinq du gouvernement de Novgorod emploient 750 ouvriers, mais la plus grande partie est occupée par l'usine Pasbourg, fondée en 1863 et dont la fabrication de papier d'emballage dépasse 300 mille roubles.

Près de Kalouga est l'usine de Troitsk-Kourowsky, la doyenne de ses rivales. Elle date du règne de S. M. Catherine II. Sa production moyenne est de 1.500.000 roubles, dont 800,000 pour le papier à écrire. Elle a sa propre fabrique de cellulose et emploie 4 machines à papier, 15 machines à vapeur.

Dans le gouvernement de Mohilew, nous trouvons l'établissement fondé en 1871 par le prince Paskevitch. Il comprend une machine pour la pâte de paille, une autre pour celle de bois, une fabrique de soude caustique, un embranchement de voie ferrée, etc. Sa production est d'une valeur d'un million de roubles et il occupe 550 ouvriers.

Parmi les spécialités, l'usine fondée par un Français, M. Camuset, fait 450 mille rouleaux de papier peint et occupe cent hommes. M. Victorson livre chaque année 350 millions de tubes à cigarettes. L'Hospice des Enfants trouvés a le monopole des cartes à jouer et, pour si intéressante que soit une fabrication dont les frais seuls s'élèvent à un million de francs, il y a là un fait plus intéressant encore, c'est cette forme inusitée de subvention, si contraire à nos idées d'unité budgétaire. Pour doter un établissement hospitalier, nous lui assignons une somme quelconque sur les ressources générales du budget national ou municipal. Ici, nous voyons le contraire : on le dote d'un monopole qu'il gère à ses risques et périls. Le manque d'habitude, peut-être, nous fait voir à ce mode bien des inconvénients : le peu de fixité des ressources de l'établissement de bienfaisance, le débit des cartes variant forcément d'une année à l'autre ; des frais de

production que l'on ne saurait demander à des philanthropes de restreindre habilement. De plus, un côté moral désobligeant, la transformation des personnes charitables qui ont la tutelle de cette maison en commerçants, ou plutôt en exacteurs des impôts. De nombreux économistes russes sont de cet avis.

On a fait de diverses consommations le thermomètre de la culture des peuples. L'un prétend mesurer celle-ci par la quantité d'acide sulfurique employée, l'autre par celle de la houille. Ce ne serait peut-être pas une grande audace que de réclamer ce rôle pour la consommation du papier. Les lumières pénètrent chaque jour plus profondément dans les classes nombreuses de la Russie et le papier en est le véhicule nécessaire. En 1870, on a importé 900 mille kilog. de papier ; en 1880, 2 millions ; en 1890, 6 millions 811 mille, pendant que la production nationale augmentait comme on l'a vu. La progression sera plus significative encore si l'on songe que la langue russe étant peu répandue ailleurs qu'en Russie, les journaux et les livres russes sont peu exportés, que c'est donc la nation même dont le besoin s'augmente avec une telle rapidité.

CUIRS

I

Avant ces derniers temps qui nous ont fait connaître le pays que nous aimions d'instinct, on pouvait presque affirmer que le nom de la Russie évoquait infailliblement, chez le Français qui l'entendait, l'idée de ce cuir rouge, brillant, à l'odeur plus ou moins agréable, et connu partout comme « cuir de Russie ».

A l'Exposition Universelle de 1867, on avait même fabriqué de petits sacs de mousseline, remplis de rognures de ce cuir et destinés à parfumer les armoires à linge. On commence à savoir en France que tout le cuir russe n'est pas doté de ce parfum, très heureusement pour les personnes qui en font usage. En tout cas, odoriférant ou non, le cuir tanné et corroyé en Russie a toujours été célèbre, et presque toujours mérité de l'être.

C'est Kazan qui a tenu pendant longtemps la première place dans cette industrie. Pierre II la trouva florissante et, chose rare chez lui, ne l'obligea à adopter aucune méthode étrangère. Le développement du trafic était la seule chose qui lui fût nécessaire. Les tanneries étaient au nombre de 25 à l'avènement de Catherine II, de 84 à sa mort. Vingt ans après, grâce aux besoins militaires, on en comptait 1530. C'est une des industries auxquelles le règne de Napoléon Ier a été profitable. La chose est assez rare pour être notée.

Sans être très versé dans la science du tanneur, on sait que le temps y joue un grand rôle et, par suite, on prévoit aisément que cet accroissement prodigieux de la fabrication

ne se fit qu'aux dépens de la qualité. Les consommateurs russes étaient bien obligés de s'y résigner, mais l'exportation qui, d'ailleurs en 1815, ne dépassait pas celle de 1792, diminua de plus de moitié en 1825, alors que celle des peaux augmentait de 400 %.

Le tannerie était aux mains de petits industriels se rendant assez mal compte du tort que leur causait la perte du marché extérieur. La consommation nationale leur était réservée et leur suffisait. Vinrent les abaissements de tarif. Ils coïncidèrent avec la fabrication en Occident des cuirs bon marché, et les tanneurs russes furent concurrencés en Russie même. Ce fut vers 1855. Aussitôt se créèrent des tanneries importantes, Ossipoff, la Cie de Vladimir, Pfeiffer. D'autres furent agrandies, Schouvaloff et Bakrouchin à Moscou, Zverkoff à Pétersbourg. Cependant, pendant que la production nationale croissait à peine de 100,000 roubles, passant de 16,752,000 roubles à 16,865,000, entre 1860 et 1868, l'importation augmentait de 200 % et de 9,700 pouds passait à 19,300. Depuis lors, la tannerie russe s'est développée. En 1892, elle atteignait 35 millions de roubles, l'importation restant au même chiffre.

Le centre de la tannerie, c'est Pétersbourg. Des 41 établissements du district, le premier est celui des fils Brounitsin. En 1847, ils livraient 4,000 cuirs pour 50,000 roubles. Leur production en 1878 a été de 40,000 cuirs pour 800,000 roubles (ce qui est une preuve du renchérissement, 20 roubles au lieu de 12 roubles 50). Depuis, ils sont arrivés à travailler 90,000 cuirs, plus spécialement pour semelles et ceinturons. Après eux, viennent les usines d'Ossipoff et de Paramonoff. Dans le gouvernement de Tver, Ostatchkoff est la ville du cuir par excellence. La dynastie des Savine y possède 13 tanneries, dont l'une, fondée en 1740, spéciale pour ce célèbre cuir de Russie, dont nous rappelions la gloire, tanne 116,000 cuirs de petites dimensions, estimés 550,000 roubles.

Dans l'Est et le Sud-Ouest, la petite industrie prédomine. Dans le Sud, à Kieff, à Berditcheff, la métropole israélite, à Odessa, se trouvent de grands établissements outillés à la moderne.

En Pologne, le gouvernement de Varsovie compte 58 tanneries, produisant 5,600,000 roubles ; le reste de l'ex-royaume, 152 tanneries, faisant 1,100,000 roubles. C'est dire qu'auprès de la capitale, chaque tannerie a une vente moyenne de 95,000 roubles et que, ailleurs, cette moyenne touche à 6,000. — En effet, ces petites tanneries ressortent plutôt de l'industrie domestique, car il faut tenir compte des trois grandes fabriques du gouvernement de Radom qui ont un chiffre de vente total de 300,000 roubles. Il reste donc 800,000 roubles pour les 149 autres, ou 5,400 roubles pour chacune.

L'importation peut être divisée en quatre sections :

A, les cuirs bruts et les peaux ;
B, les cuirs tannés et préparés ;
C, les fourrures ;
D, les objets de cuir confectionnés : chaussures, sacs, harnais, etc.

Pendant les cinq dernières années, elles ont varié comme suit :

A	de	2.485.000 r.	à	3.600.000
B	de	4.600.000	à	4.415.000
C	de	8.237.000	à	5.489.000
D	de	1.133.000	à	670.000

Il ressort de ces chiffres l'évidence d'une augmentation de la production russe d'objets fabriqués, peut-être d'une diminution durable de l'importation des fourrures. Les deux autres sections n'offrent aucun élément de pronostic.

Les cuirs importés proviennent surtout d'Amérique. Ils sont plus grands, plus épais que les cuirs russes. Quant à

l'exportation, elle offre deux particularités : celle des gros cuirs est influencée exclusivement par la rareté des fourrages ; celle des fourrures est inférieure à leur importation, certainement contre la croyance générale. C'est pourtant naturel, si l'on réfléchit que les fourrures américaines sont meilleur marché, à qualité égale, qu'elles approvisionnent les fourreurs russes eux-mêmes, et que la Russie n'a le monopole que des espèces très belles et très chères, dont le débouché est limité à la fois par leur rareté et par leur prix.

II

Les cuirs travaillés en Russie sont : ou tannés, ou mégis, ou chamoisés.

Dans les cuirs tannés, sont d'abord les cuirs lourds pour traits ou semelles. Ils proviennent soit des cuirs d'Amérique, importés salés, soit des cuirs du Caucase (bœufs et buffles) qui arrivent frais.

Le côté spécial de cette fabrication est l'absence du traitement à la soude, à la chaux ou à la potasse. Les cuirs sont soumis à la liqueur tannique mêlée à de la farine de seigle. Le cuir préparé avec la farine jouit d'une popularité ancienne dans les classes pauvres. On le lave, on le lessive dans la farine et on le tanne par cinq ou six immersions dans l'écorce de chêne. L'autre mode de tannage est connu.

Le cuir demi-épais subit un lessivage avec un mélange de chaux et de cendres, puis est traité comme le précédent. Le cuir souple est pris chez les veaux, les génisses, sauf le cuir de Russie qui vient toujours de génisses. Après le lavage et le grattage, les cuirs sont traités par les cendres, passent au rouleau, sont parés, pressés, tannés dans une liqueur faible, d'abord, puis dans la glaise, et par arrosage. Les cuirs blancs,

les meilleurs, sont enduits à l'envers d'un mélange de graisse de phoque et d'essence de bouleau. Le rouge est teint avec une solution d'alun et de santal rouge, le noir avec des sels de fer. L'apparence extérieure, grainée ou unie, est donnée par des cylindres imprimants ou par le frottement au verre.

Le maroquin provient ou des moutons ou des chèvres. Les peaux de celles-ci exigent un travail spécial et, pour l'abréger, on les coud à l'envers en forme de sacs où l'on verse la liqueur tannique. Une fois tannées, elles sont ou chagrinées au rouleau pour l'étranger ou lissées à la pierre pour la Russie.

Une industrie beaucoup plus répandue en Russie que dans l'Occident est celle de la préparation des peaux de mouton avec leur laine. Si ces peaux sont de premier choix et sont tannées avec soin, elles deviennent notre astrakhan ou notre karakul. Sont-elles prises à des moutons ordinaires et traitées sans grandes précautions, elles servent à ces touloupes sous lesquelles le paysan russe brave toutes les rigueurs du climat.

Le cuir mégis offre de nombreuses variétés : ou il est simplement agité dans un mélange chaud de farine de seigle et de sel, puis traité à la farine et à l'alun et graissé, ou bien on ajoute à cela une lessive aux cendres. Il s'appelle alors le mégis allemand. Si les poils sont enlevés au racloir, sans intervention d'agents chimiques, c'est du mégis hongrois.

Le procédé kalmouk est simple, comme on le devine, et donne d'excellents résultats, ce qui est plus surprenant. Le cuir, absolument brut, est coupé en lanières, gratté sur ses deux faces, avec un couteau très aiguisé, puis graissé avec du suif, de l'huile ou de la graisse. Plusieurs lanières sont attachées ensemble pendues à un crochet et leur extrémité commune porte un poids que l'on fait tourner tantôt en un sens, tantôt dans un autre, de façon à tordre le cuir. On

graisse de nouveau et on obtient des courroies d'une extrême résistance.

Les cuirs chamoisés n'offrent rien de particulier dans leurs préparations.

III

Les chiffres ci-dessus s'appliquent à ce que l'on pourrait appeler l'industrie régulière, celle qu'exercent les marchands d'une guilde quelconque. Mais, en dehors d'eux, plus de cent mille paysans tannent ou façonnent le cuir. C'est l'industrie villageoise ou rurale. Les chiffres qui nous en apprennent l'importance ne peuvent être qu'approximatifs. Fît-on une large part aux possibilités d'erreur, qu'ils n'en démontreraient pas moins que cette industrie parcellaire a un chiffre d'affaires plus considérable de beaucoup que l'industrie organisée. Neuf mille cinq cents familles, soit à peu près 21,000 ouvriers, s'occupent du tannage et leurs produits valent environ 12 millions de roubles. 85,000 paysans s'occupent au travail du cuir et vendent leurs produits 26 millions. Enfin, 40,000 ouvriers tannent les peaux de moutons destinées aux touloupes et en livrent pour 20 millions. Au total, 58 millions représentent le chiffre d'affaires de 130 ou 140,000 paysans.

Les deux industries, la grande et la petite, vivent paisiblement à côté l'une de l'autre. Elles satisfont des besoins différents. Les tanneurs de village, par exemple, travaillent à très bon marché. Leur temps n'est pas précieux. Amortir leur capital n'est pas onéreux. A la condition de ne pas être pressés, de pouvoir vaquer à leurs autres occupations, ils se contentent d'un bénéfice imperceptible. Naturellement, les peaux qu'ils livrent ne sont pas de premier choix, mais elles

sont conformes à ce que demandent les 85.000 ouvriers en cuir, auxquels les tanneurs ne pourraient absolument pas fournir des peaux au prix dont ils peuvent les payer.

L'origine de l'industrie villageoise est aisée à trouver, tellement que ce sont surtout les causes de sa restriction qui sont ardues à découvrir. Il y a eu de tout temps des corroyeurs et des tailleurs de peaux de moutons en Russie, comme dans nos montagnes il y a des sabotiers. Ceux-ci perdent leur utilité lorsque les souliers confectionnés peuvent arriver dans le canton qu'ils habitent, surtout lorsque leurs voisins ont les moyens d'en acheter et le goût de sacrifier la durée à l'aspect. C'est exactement de même en Russie. Leurs procédés sont primitifs, on le devine, et l'on ne doute pas que les articles qu'ils confectionnent pèchent du côté de l'élégance. Ils ne sont même pas à aussi bon marché qu'ils pourraient l'être, avec le faible gain dont se contentent les ouvriers. Ceux-ci achètent tout à crédit: cuirs, instruments, écorce de chêne. Aussi, le bénéfice net est-il estimé à moins de 6 °/₀ du chiffre de vente, environ 3 millions de roubles, à diviser entre 150,000 paysans, 20 roubles pour chacun.

Lorsque, comme il arrive aux environs de Moscou, les paysans travaillent pour le compte d'un fabricant, tout change. Les matières, et souvent les outils, leur sont avancés par le patron. Des procédés meilleurs leur sont imposés, et l'on calcule qu'une famille de quatre personnes y trouve sans difficulté un gain net de 250 r. ou 675 francs.

Si nous ne nous sommes trompé ni sur l'origine de l'industrie villageoise, ni sur les causes qui la font survivre, sa disparition doit être un indice de la prospérité générale croissant chaque année. Le gouvernement n'en disconvient pas, mais il voudrait faire subsister simultanément cette industrie et cette prospérité qui la menace. Il estime qu'il importe au plus haut degré de maintenir cette source de

profits, pour les classes que l'agriculture ne pourvoit pas suffisamment. Il a institué des musées où se trouvent les meilleurs produits de cette industrie. Des cours techniques sont adjoints aux écoles primaires. On ne peut que souhaiter la réussite de ces efforts, mais on peut ne pas l'espérer. La production paysanne est menacée de deux côtés. Souvent elle diminue parce que les progrès de la culture ou la création d'une usine promettent au paysan un gain plus élevé, et surtout plus sûr, en travaillant la terre ou en s'embauchant à l'usine. Comment l'empêcher de chercher son avantage ou éviter l'amélioration de la culture ou l'ouverture d'une usine? Le reste du temps, ce sont ses clients qui renoncent à lui parce qu'un usinier peut leur donner pour un prix moindre des articles meilleurs. Il est difficile d'admettre qu'après avoir imposé des sacrifices au consommateur pour que les usines se créassent, on puisse chercher des mesures pour que les usines se ferment.

L'industrie rurale est un reste de la vie patriarcale et il convient de saluer celle-ci, non seulement parce qu'elle fut l'existence de nos ancêtres, qu'elle leur rendit moins dure leur traversée terrestre, mais encore parce qu'elle disparaît à jamais, dans les ténèbres où vont les choses mortes.

Les prix suivants peuvent être considérés comme le maximun de ce que les marchands en gros donnent aux cordonniers paysans.

Pour une paire de	bottes hautes........	8 roubles.
—	bottes de chasse.....	9 —
—	— vernies.......	13 —
—	bottes hautes en veau.	7 —
—	bottes ordin^res en veau	3 r. 50.
—	bottes de Hambourg (peau de cheval).....	4 r. 50.

Bottines chevreau élastiques	3 r. 60
Les mêmes avec galoches	7 r.

La fabrication des touloupes se trouve surtout à Viatka, Perm, Chernigoff, Kiew et Poltawa. Suivant la qualité de la peau, et aussi suivant la richesse des broderies de soie et de fils métalliques qui les ornent, leur prix varie de 9 à 20 roubles. On a beau se blâmer de ne pas souhaiter la persistance de l'industrie domestique, on aspire au jour où les peaux seront tannées suivant les règles, alors qu'on se trouve au milieu d'une douzaine de touloupes gardant trop soigneusement l'odeur du troupeau d'où elles proviennent. Cependant, et dans des degrés inégaux, c'est un défaut commun aux tanneries russes, et les fourreurs de la capitale se plaignent eux-mêmes de la préparation insuffisante des peaux qu'ils ont charge d'ouvrer.

L'INDUSTRIE DU BOIS

En examinant brièvement les régions agricoles de la Russie, nous verrons avec quelle abondance le pays est doté de forêts. Nous ne ferons ici qu'exposer les conditions de l'industrie qui en tire ses matériaux.

C'est plutôt du commerce qu'il faudrait dire, car l'usage principal que font les Russes de leurs trésors forestiers, c'est de les vendre. En revanche, ce trafic constitue une des sources les plus considérables de revenu national. Le seul vœu à former, c'est qu'il soit conduit de façon à ce qu'elle ne soit pas trop rapidement épuisée.

En faisant abstraction de la Finlande, la Russie a exporté en 1890, 55 millions de roubles, — 150 millions de fr. — de bois, sans y comprendre les bois ouvrés. Il convient d'y ajouter un million pour la pulpe du bois, dont la production est à ses débuts, autant pour la résine qui pourrait rendre à la Russie le service qu'elle a rendu à nos Landes. Les scieries en 10 ans ont triplé leur chiffre d'affaires.

La grosse menuiserie n'occupe aucune usine importante. Elle est laissée à l'industrie paysanne, et de même l'article que nous appelons de Saint-Claude. C'est seulement dans les arsenaux, dans les ateliers de construction de voitures et de vagons, dans les fabriques d'allumettes que le travail est fait à la mécanique. Les mêmes efforts sont faits pour conserver à l'industrie domestique cette branche d'activité que pour lui permettre de lutter avec les grandes maisons

de cuir. L'intervention de l'État peut même, ici, être plus active puisqu'elle va jusqu'à donner aux paysans le bois nécessaire en le prenant dans les forêts de l'État. D'ailleurs, les petites industries du bois sont d'autant plus aisées à défendre qu'elles ne sont encore pas attaquées, la grande industrie n'ayant pas encore fait entrer cette branche dans celles dont elle s'occupe.

Les paysans pratiquent largement la division du travail. On cite le district de Semenowsky, dans le gouvernement de Nijni-Novgorod, où les habitants d'un hameau ne font que dégrossir des cuillères qu'un autre hameau tourne et qu'un troisième peint, sans qu'un seul village et encore moins une seule famille soit capable de faire une cuillère entière.

Lorsque les forêts voisines ne donnent pas assez de bois, ou donnent des bois de qualité inutilisable, les paysans s'associent, envoient un, deux des leurs, acheter au dehors ce qu'il leur faut. De même, quand ils veulent écouler leurs produits dans une des foires qui subsistent encore. Les pièces qu'ils livrent aux charrons et aux carrossiers sont grossières, mais d'un bon marché inouï. Une paire de roues, avec les jantes de peuplier coûtent de 1 r. 50 à 2 r. Dans le gouvernement de Wladimir, les paysans d'un seul village fabriquent par an 2.000 traîneaux, de bois de genévrier. C'est de celui de Saratoff que viennent des charrettes toutes faites, des brancards, des roues, des jantes. Quant aux rayons, ils sont généralement de bouleau et goudronnés avant d'être livrés. Un village du gouvernement de Kieff produit presque uniquement les *dougas*, cette pièce caractéristique et pittoresque de l'attelage russe et qui a l'aspect d'un arceau, surmontant le garrot du cheval et allant d'un brancard à l'autre. Elle est spéciale à la Russie et devient presque un symbole, comme l'ancienne coiffure des femmes. Comme la douga est pliée à un angle assez brusque, pareille à un V un peu élargi, et qu'elle ne

peut être que d'un seul morceau, elle requiert un bois facile à courber. Dans les gouvernements de Koursk et de Voronège, les paysans cultivent une espèce de cytise qu'ils vendent aux fabricants de dougas du gouvernement de Kieff.

La tonnellerie est aussi entre les mains des paysans. Dans un canton du gouvernement de Tver, 17 villages sur 21 n'ont que des tonneliers pour habitants. Le sapin est surtout employé et fournit toutes sortes de vaisseaux. Le gain de l'ouvrier semble être de 2 roubles par semaine. Dans le district de Borovitchy (gouvernement de Novgorod), les objets reçoivent des dessins rudimentaires et recherchés.

C'est, assez naturellement, dans les gouvernements manufacturiers que se fabriquent les objets utiles aux manufactures, tels que les peignes à filer. L'érable, dont on les fait, vient de Kalouga, mais l'article peut supporter ces frais de transport. Les caisses d'emballage se font en aulne, fort léger, et servent aux envois dans l'Orient. Elles sont apportées à la ville ou à la foire, emboîtées les unes dans les autres. C'est à Makharievsk, près de Nijni-Novgorod et à Perm qu'elles se fabriquent en plus grande quantité.

Les meubles de bois courbé se font dans le gouvernement de Kazan. Les matériaux sont, en général, des baguettes de trois quarts de pouce d'épaisseur, de 1 mètre 50 ou 2 mètres de longueur. Elles coûtent 35 cop. le cent. Il en faut 25 pour une chaise, 30 pour un fauteuil. On vend les chaises 50 cop., les fauteuils 80. Leur fabrication est aisée : les baguettes de cerisier fraîches sont courbées sur le genou, leur courbure est maintenue par des liens; elles sont mises à sécher, et lorsqu'elles sont sèches, elles gardent la forme reçue. Quant au siège, une planchette mince de chêne le fournit.

On affirme que les objets ciselés par les paysans des environs de Moscou le sont avec une telle perfection que les

marchands leur mettent une marque de fabrique quelconque et les vendent comme venant de l'étranger. Sans y contredire, nous voudrions observer que c'est là une des formes sous lesquelles la vanité d'un pays aime à se manifester. Nous avons entendu les Espagnols affirmer que les meilleurs couteaux anglais vendus à Madrid venaient d'Albacete, les Belges raconter à demi-voix que les fusils qu'achetaient leurs compatriotes amateurs de belles armes, avaient été envoyés de Liège à Londres pour y être marqués et réimportés ensuite.

La charpenterie se prête moins au travail domestique. Cependant, quelques villages font des bois de fenêtres qu'ils envoient assez loin. Sur les bords du Dnieper, les bateliers utilisent le chômage hivernal à construire des canots de peuplier qui, larges de 55 centimètres, longs de six mètres, se vendent 5 ou 6 roubles.

On sait que les Russes ont conservé l'usage de l'abaque pour toutes les additions et toutes les soustractions. Analogue à un boulier d'école primaire qui serait horizontal, ce petit appareil se trouve sur toutes les tables où doit se faire un compte, n'importe lequel. Leur fabrication est donc importante. Elle se fait près de Moscou. Le gouvernement du Viatka produit les boîtes à musique et les orgues mécaniques qui sont l'accessoire obligé d'un restaurant russe. C'est des saules que se servent les vanniers russes du gouvernement de Kieff qui fournissent tout le Sud. Dans le gouvernement de Novgorod, ils emploient les jeunes branches de pins.

L'écorce de tilleul donne lieu, elle seule, à une industrie étendue. Au printemps, on la détache, on en pèle le côté extérieur et on la coupe en lanières de 2 centimètres de large et généralement de 2 mètres de long. Elles servent à faire des semelles aux chaussures que portent tous les paysans de la Russie du Nord et de l'Est. Ces chaussures sont, d'habitude,

confectionnées à la maison par le plus vieux membre de la famille. Cependant, dans le gouvernement de Nijni, on trouve des centres de fabrication de ces chaussures, à Ardatoff, par exemple, 300 ouvriers en font chacun 400 paires par an. A Myt, 500,000 paires sont fabriquées pour Moscou.

Ce n'est là qu'un des emplois de l'écorce de tilleul. On en retire en outre un textile grossier et la façon dont on opère vaut d'être décrite. Vers la fin du printemps, on abat l'arbre que l'on place en porte-à-faux sur deux billots. Deux incisions circulaires sont faites à 4 ou 5 mètres l'une de l'autre. Une incision verticale les réunit et l'écorce est enlevée. Deux hommes arrivent à dépouiller ainsi quinze arbres par jour. Il ne faut pas songer à transporter l'écorce sur un véhicule à roues, dans des forêts où il n'existe aucune route, où le sol est couvert de branches cassées, d'arbres tombés. On bâtit une sorte de traîneau avec de jeunes sapins. On y attelle un cheval et on apporte les écorces, les plus grandes enveloppant les autres, près d'un étang ou d'une rivière où on les plonge pendant deux ou trois mois. Après ce délai, on la réduit facilement en une sorte d'étoupe ou plutôt de filasse. En quatre mois, deux hommes aidés d'un cheval font aisément 280 pouds de cette matière. On s'en sert pour confectionner des nattes, des sacs, au moyen d'appareils assez primitifs, beaucoup plus semblables à ceux dont se servait le tisserand il y a trois siècles qu'à ceux de nos tissages mécaniques.

Cette industrie, pour être rudimentaire, n'en est pas moins fort importante. Dans le seul gouvernement de Viatka, on abat annuellement 500,000 tilleuls, on tisse 900,000 sacs et 600,000 nattes. Près de Kostroma, 700 hommes travaillent 4 mois à produire 100,000 pouds de filasse et 650 à tisser des sacs ou des nattes.

C'est encore l'industrie rurale qui fabrique la poix, la térébenthine, le goudron, l'acide acétique et extrait la résine.

Il est trop aisé de voir l'impossibilité absolue de réunir, dans une statistique, même seulement vraisemblable, les résultats de l'industrie paysanne du bois. A l'encontre de ce qui se passe pour le cuir, elle ne lutte pas contre l'industrie manufacturière. Elle produit des articles qui ne peuvent être produits que par elle, qui apportent aux paysans un supplément de ressources, à tous une utilité. Évidemment, ils pourraient être suppléés par des produits différents, mais forcément plus chers où ne pourraient pas entrer comme éléments des ressources naturelles qui n'ont pas d'autre utilisation possible. On peut espérer que tant que les forêts seront abondantes, les paysans continueront à en tirer seuls la matière première de leurs modestes ateliers et l'on doit s'en réjouir pleinement.

MÉTALLURGIE

Dans toutes les branches de l'industrie qu'elle cultivait déjà, la Russie se voit forcée de lutter contre la production manufacturière, que la puissance de ses capitaux, la perfection de son outillage font triompher sans combat de la production domestique. Pour ne pas être envahie par les produits étrangers, elle doit, elle aussi, constituer ces capitaux, se procurer cet outillage. La première partie de cette tâche ne peut être remplie seulement par l'épargne, trop lente, et nécessite une hypothèque sur un incontestable avenir. De là, les emprunts. Ceux-ci pèseraient lourdement sur cet avenir, si l'or emprunté devait aussitôt ressortir de l'Empire pour payer les machines nécessaires. On risquerait de ne voir s'accomplir le progrès qu'au bénéfice exclusif des créanciers étrangers qui, en somme, auraient avancé l'outillage. Pour éviter ce danger, il est essentiel d'arriver à construire cet outillage en Russie même, d'y conserver le bénéfice en résultant, d'autant que cette industrie de construction, par les qualités qu'elle doit avoir sous peine d'être écrasée par ses rivales étrangères en dépit des tarifs, peut servir d'exemple à bien d'autres.

Dans les branches de la production même qui ne sont pas directement concurrencées par le machinisme, celui-ci ne laisse pas de s'imposer. Les variations de prix qu'il détermine sur le marché universel ont pour effet d'ensemble de diminuer les gains de l'industrie patriarcale et d'augmenter les besoins

de ceux qui s'y livrent. Enfin, l'agriculture elle-même a besoin, non seulement de machines qui compensent par la diminution des frais de production celle du prix de vente, mais encore de moyens de communication obviant à l'immense étendue de l'Empire et à la rareté relative de ses ports. Tout cela : outils, machines, voies de communication, ressort de la métallurgie dont le développement devait suivre de près sa possibilité financière et n'y a pas manqué.

La Russie est loin de l'époque où elle fabriquait uniquement des cloches et des armes. La religion est encore et sera longtemps la synthèse des âmes de ce pays. La guerre ne sera pas de longtemps reniée par les descendants des belliqueux Moscovites, mais à côté d'elle s'est introduite l'industrie, et c'est celle, aujourd'hui, qui prend la large part de l'activité nationale.

I

C'est au début du siècle passé que remonte l'industrie métallurgique. Pour profiter des minerais et des forêts de l'Oural, deux usines y furent construites ; l'une, celle de Neviansk en 1699, l'autre, celle de Kamensk, en 1704. D'autres les suivirent en Finlande, dans le gouvernement d'Olonetz et près de Riazan. Ces dernières recevaient le métal de l'Oural par la voie offerte par la Kama et le Volga. La confection des objets utiles resta ou entra dans les mains des paysans. Il faut répéter encore que ces industries rurales, n'étant pratiquées que pendant le chômage, constituent un supplément de ressources absolument net pour ceux qui s'y livrent. Ce serait mal juger les efforts que fait le gouvernement pour les faire prospérer que de les croire dictées par le seul souci de percevoir sans difficulté les impôts mis sur la classe paysanne,

puisque ces impôts transférés sur la grande industrie seraient aussi productifs au moins et d'une exaction plus sûre. C'est probablement une préoccupation d'un autre genre qui les inspire : L'industrie domestique est aussi propice au maintien de la vie patriarcale que l'industrie manufacturière lui est funeste. Les grandes usines s'accommodent assez mal de diminutions périodiques de travail. Elles veulent avoir la possibilité de garder leur personnel toute l'année ou de le restreindre, suivant leurs besoins à elles et non pas suivant les nécessités agricoles. De là, éloignement croissant des paysans de leurs associations, amincissement du lien qui les attache à la terre, inutilité pour eux de l'isba qui est leur homestead. Enfin, du moins dans les craintes de quelques-uns, naissance de ce prolétariat nomade si redouté.

La fonderie des cloches, pour commencer par la plus ancienne des branches métallurgiques, a toujours été renommée, et les cloches géantes de Moscou sont célèbres. De grandes fonderies existent dans les gouvernements de Moscou, de Penza et de Poltawa. Les paysans font des grelots ou des clochettes, mais la fonte est un travail trop spécial pour ne pas nécessiter un atelier. Sur une production totale de 950.000 roubles, 2 °/₀ proviennent de l'industrie villageoise. En revanche, celle-ci a fait son domaine exclusif de la fabrication des ustensiles de ménage en cuivre, au premier rang desquels est le samovar. Grâce aux contacts toujours plus nombreux que nous avons avec la Russie, il n'est plus nécessaire de rectifier l'erreur autrefois si commune qui traduisait « samovar » par « théière ». Ce meuble primordial est une bouilloire, ancêtre ignoré de la chaudière tubulaire de Seguin. Il ne produit que de l'eau chaude, dont on fait du thé le plus souvent, mais dont on peut faire tout autre usage. Toula est le centre renommé de cette production. Elle emploie quelques usines et surtout de nombreux paysans. Ils reçoivent le cuivre

d'un entrepreneur quelconque, d'un magasin, et rendent le samovar fini. La production paysanne du district dépasse 3 millions de roubles.

L'industrie des bronzes d'art a été créée par le duc Maximilien de Leuchtenberg. Le prince construisit une usine, fit venir des ouvriers d'élite, — parmi lesquels il aimait à se compter. — Un atelier de galvanoplastie fut installé. Les résultats artistiques furent excellents. Les autres le furent moins et les successeurs du duc, obligés, eux, de compter, ont renoncé à l'entreprise. Une autre maison prospère, mais l'initiative du prince a été surtout féconde par les ouvriers habiles qui en sont dérivés et qui ont fondé de petites entreprises, dont les produits ont de la valeur. La production de ces objets artistiques s'élève à 2,000,000 de roubles.

Les forges existent depuis longtemps comme, d'ailleurs, dans tous les pays européens. Elles ont commencé auprès des gisements de fer, puis se sont propagées le long des voies que suivaient les minerais transportés. Quelquefois, ces voies ont changé de direction. Les ateliers ont subsisté. De là, l'apparente anomalie que présentent des centres métallurgiques placés dans un lieu où rien ne les favorise.

Dans le gouvernement de Novgorod, les clous à la main ont disparu, et seuls les clous de navire y sont encore forgés. Dans ceux de Tver, de Nijni et de Viatka, la production mécanique est de 1,000,000 de roubles. Dans ces deux derniers, on fait les chaînes, les ancres, les accessoires de voitures ; à Perm, des outils aratoires.

Les deux usines de la Couronne, Kolpinsk, près de Pétersbourg, Votkinsk, dans l'Oural, font des chaînes de marine, d'une qualité supérieure, soumises à des épreuves rigoureuses, et des ancres. Elles emploient des marteaux-pilons de grande dimension. Kolpinsk fabrique des ancres de 8 tonnes, dont le prix varie entre 2.500 et 3.000 francs la

tonne. Les usines de Dobriansk, propriété du comte Strogonoff, n'en livrent que de beaucoup moins lourdes, mais d'excellente qualité.

Une seule usine livre des produits émaillés. Ils sont de bonne qualité, mais sont tenus à un prix élevé. Les tuyaux sont fabriqués par trois établissements qui sont loin de suffire aux nouvelles distributions d'eau et aux extensions des réseaux existant. Le fer-blanc est employé principalement à Batoum, où l'on consomme 16 mille tonnes de fer-blanc étranger, affranchi de droits, pour la confection du bidon à pétrole.

Mais le grand progrès accompli l'a été dans les usines de fonte et d'acier. La fonte est préparée en Russie depuis le XVIIe siècle. Qu'elle provienne des hauts-fourneaux ou des fours à réverbère, elle est l'apanage des manufactures. Celles-ci emploient soit le charbon de bois de l'Oural, le coke, l'anthracite, soit le charbon du Donetz.

L'acier qui, jusqu'à ces derniers temps, venait de l'étranger, est fabriqué en Russie en proportion toujours croissante. Les usines de la Couronne, à Kolpinsk, en font des plaques de blindages, des hélices, des éperons de navire. Celles d'Oboukhoff et de Poutiloff fournissent les chemins de fer, et en partie la Marine. La dernière a un chiffre d'affaires de 1,500,000 roubles.

D'ailleurs, il vaut mieux donner à cet égard des chiffres détaillés. En ce qui concerne la fonte, sa production était de 28 millions de roubles en 1881, de 32 millions en 1886, de 56 millions en 1890, de 63 en 1893, de 81 en 1894. Les usines de l'Oural qui appartiennent au comte Strogonoff, au prince Abamélek, à la famille Demidoff, au prince Biélosselsky, à M. Polotsoff, en ont produit 31,000,000. Celles du Sud, où beaucoup de Français sont intéressés et qui comprennent les usines de Briansk et du Donetz, 22 millions. Depuis que ces chiffres ont été réunis, on a fondé la Société

Maltzeff, capital 4.000.000 de roubles, celle de Sormovo, 3.000.000, de la Russo-Belge, 8,000,000. Le sort de ces Sociétés se voit à la cote de leurs actions. Les usines d'Oufa voient les leurs portées de 1.000 à 1,575 et donnent 60 roubles de dividende, celles de Kolomna, de 250 sont à 700, dividende 37,50. Briansk donne 22 r. 50 et ses titres, de 100 roubles, font 537. Sormovo, fondé depuis moins d'un an, est passé de 100 à 311. Les usines Maltzoff, de 500, sont à 1,125 et, pour en finir avec la cote, les usines Baltiques de construction des wagons ont leurs actions de 500 cotées 2,425.

Les mesures douanières ont certainement aidé à cette prospérité. Elle ne leur est pas due tout entière. Elle devait fatalement survenir le jour même où les Russes auraient acquis les facultés d'initiative nécessaires. Ils ont tous les matériaux nécessaires à la métallurgie. Les débouchés en Russie même ne seront pas encombrés de bien longtemps. En supposant, contre toute vérité, que les aptitudes techniques fussent rares, elles ne sont indispensables, grâce à l'outillage, que dans les chefs d'ateliers qu'il est facile de faire venir. Les machines ont une valeur assez grande pour que les frais de transport puissent ne pas faire une différence appréciable. Le jour, disons-nous, où une classe s'est constituée qui s'est vouée à la grande industrie, celle-ci a été fondée. Sa fondation a été servie par d'autres éléments que ceux que nous venons d'énoncer, par ce que nous demandons à appeler des éléments sociologiques. Ce n'est pas sans dessein que nous avons cité les possesseurs des usines de l'Oural. Quels sont-ils? L'un est le chef d'une famille historique, alliée récemment à la Maison Impériale, et jouit d'une immense fortune. L'autre, originaire du Caucase, occupe de hautes fonctions. Les Demidoff nous sont bien connus. L'*usinier* qui vient après eux est le petit-fils de princes souverains, possède dans Pétersbourg même un

parc immense qui vaut un trésor. De tous les particuliers de l'Empire, il est certes un des premiers, par son rang, et par lui-même. Celui-là descend d'une race industrielle, mais a consacré son immense fortune et l'influence qu'elle lui donne à encourager la science. Pas d'historien qui ne doive de la gratitude aux mémoires publiés grâce à sa libéralité. Voilà une admirable classe industrielle, qui réunit tout, les larges moyens d'action, l'intelligence, — car ceux-là seuls qui sont intelligents sacrifient à ce travail, à ce souci, les douces joies des sports élégants, — et enfin ce don particulier dont la réalité est indéniable, l'autorité. Comme il y a beaucoup plus de nobles intelligents que de grands seigneurs très riches, cette classe industrielle risquerait de ne pas produire tout son effet utile si les entreprises de ce genre devaient être forcément individuelles. Celles-ci, au contraire, se prêtant à la possession collective, l'esprit d'association qui est le propre des Slaves seconde ces initiatives. Dès lors, dès que les règles sévères sur les sociétés ont rendu inévitables la régularité et la prudence dans l'exploitation, comment ces entreprises ne réussiraient-elles pas ?

Avant de reprendre l'étude des autres branches de la métallurgie, nous voudrions rappeler un fait qui précise l'orientation de la politique économique russe. L'Usine Russo-Belge a, disions-nous, été récemment fondée, au capital de 8,000,000 de roubles. Son but est l'exécution d'une commande très importante dont, à en croire le bruit public, la plus petite part serait 8,000 locomotives. En tous cas, il est certain que cette commande est énorme, et qu'il s'agit, non seulement de construire et d'outiller le Transsibérien, mais de la réfection de toutes les lignes importantes en rails d'acier. Lorsqu'il en fut question, des maisons américaines envoyèrent des offres certainement avantageuses, mais la condition première fut que

cette commande serait exécutée dans des usines construites en Russie. Condition qui fut très discutée, car elle provient d'une théorie qui, poussée à ses limites, empêcherait surtout de donner une commande à des étrangers. « De plus, disait un économiste, si on me propose de me construire une voiture chez moi pour un prix plus élevé qu'en la construisant chez le carrossier, je serais bien fou d'hésiter et encore plus de choisir la solution onéreuse. »

L'État organique n'offre aucune analogie avec un particulier. Dans l'hypothèse de l'économiste, celui-ci se serait trouvé, dans l'un et l'autre cas, avoir une voiture pour son argent et rien de plus. Mais l'État qui paie le prix des locomotives est bien le même qui, ces locomotives finies, percevra chaque année le fruit direct ou indirect des usines spécialement construites. La comparaison aurait été plus juste en invoquant l'idée d'un propriétaire disant à un industriel : Établissez-vous sur mon terrain, je paierai vos produits plus cher, confiant dans l'accroissement de valeur que le voisinage de votre atelier donnera à ma terre.

II

Les armes à feu, sauf les fusils de chasse, sont fabriquées par l'État et leur qualité ne regarde pas l'économiste. Cependant l'acier dont elles sont fabriquées est demandé aux usines privées. Poutiloff, Alexandrowsky et les usines Franco-Russes en fournissent des quantités énormes.

La coutellerie, qui comprend aussi les armes blanches, appartient à l'industrie domestique. Son centre est à Pavlovo, gouvernement de Nijni-Novgorod. Son origine remonte au siècle passé où le comte Cherémétieff répandit parmi les paysans de ses domaines l'art de faire les couteaux. Le bon

marché est obtenu par la division du travail ; un ouvrier fond la lame, un autre la polit et l'aiguise, d'autres taillent et gravent le manche. Lorsque les paysans travaillent pour le compte d'une usine, celle-ci d'ordinaire emploie ses machines aux façons préparatoires, telles que la fonte des lames, l'estampage des fourchettes, l'équarrissage des manches.

Les prix que voici permettent de deviner la qualité des articles qu'ils rémunèrent :

		r.	c.
Couteaux de table et fourchettes..........	la douz.	0	55
Couteaux plaqués d'acier forgé...........	—	1	20
Couteaux de poche.......................	—	1	50
Rasoirs................................	—	4	00
Ciseaux de tailleur.....................	—	2	00
Ciseaux de barbier...........................		4	00
Couteaux à pain et de cuisine, les 10.............		0	60

Les outils de menuisier et de charpentier se fabriquent dans la même région. Récemment, le ministère de la marine y a fait des commandes importantes, mais en exigeant que les outils livrés fussent conformes à des modèles envoyés. Il a ainsi fourni l'occasion d'un vrai progrès. Les haches, cet outil dont le paysan russe se sert si admirablement, viennent de Pavlovo, des gouvernements du Nord, mais surtout d'Ostatchkoff, près de Tver où un marchand appelé Mossiaguine en fabrique des centaines de mille. Leur prix varie de 20 à 100 roubles le cent.

Les limes et les scies, grâce à la cherté de l'acier, sont jusqu'ici venues de l'étranger, ainsi que la plus grande part des faux et faucilles.

La fabrication du fil de fer a profité en Russie, et partout, de l'introduction du télégraphe électrique. Il servait surtout jusqu'alors à la confection des hameçons.

En 1863, dans l'ère où l'on demandait beaucoup aux libertés de tout genre, on accorda l'exemption douanière aux ateliers de construction pour le fer qu'ils importaient. Les tréfileries en profitèrent, achetèrent du fer à l'étranger, le filèrent, et il servit à la fabrication mécanique des clous.

En 1881, non seulement l'exemption cessa, mais le droit fut porté de 40 cop. or à 1 rouble 10 or, pour les baguettes de fer d'un diamètre inférieur à 12 mm. Les tréfileries en furent très éprouvées. Les maîtres de forge installèrent l'outillage indispensable et tréfilèrent eux-mêmes. Si les fabricants russes de fils de fer se résignèrent, leurs anciens fournisseurs, les Allemands, ne consentaient pas à perdre un aussi large marché. Ils s'installèrent dans les gouvernements de l'Ouest et, en possession d'une clientèle, de machines éprouvées, d'une longue expérience, d'un vaste capital, prirent non seulement la tréfilerie, mais encore la clouterie. Après de vains efforts, après avoir obtenu pour résultat l'appui de nouveaux tarifs, les clouteries russes se résignèrent et ont renoncé à la lutte.

Les fils de cuivre ou de laiton viennent du gouvernement de Vladimir. Ceux de cuivre chimiquement pur étaient importés de France. Les frères Siemens les fabriquent maintenant dans le Caucase. La principale usine de toiles métalliques appartient aux barons Steinckel, à Kieff. Elle fabrique en outre toute la quincaillerie.

Quant à la serrurerie commune, elle est tout entière aux mains de l'industrie paysanne et échappe à toute statistique. Sa qualité est défectueuse et seulement les produits importés ou ceux des rares usines des gouvernements de l'Ouest satisfont les besoins de la population urbaine.

MACHINES ET OUTILS

C'est un Écossais, Haskoyn, qui construisit, pour S. M. Catherine II, deux usines dans le gouvernement d'Olonetz où l'on fondait des canons et où, en 1750, fut construite la première machine à vapeur russe. C'est lui qui érigea les fonderies de la Couronne, près de Cronstadt, et c'est son successeur, Wilson, qui, à l'usine Alexandroff, fabriqua tous les métiers à tisser de Russie que l'on ne pouvait importer d'Angleterre.

C'est un Français, Baird, qui créa, en 1790, le premier atelier particulier de construction, et c'est à lui qu'est due la diffusion des machines à vapeur. C'est lui qui, grâce à un privilège obtenu en 1817, a créé la navigation fluviale à vapeur en Russie. C'étaient aussi des étrangers qui élargirent ce mouvement, les Lilpope et Raw, les Vilson, les Ilis. La remarque n'a pas d'autre intérêt que de faire observer à cette occasion que le « Timeo Danaos... » n'est pas juste si l'on exagère. Les Russes n'ont pas que des ennemis au monde mais, même de ceux qu'ils y ont, ils peuvent accepter un concours qui ne saurait cacher une embûche. En proscrivant, comme ils sont enclins à le faire, le travail étranger, ils sous-évaluent la valeur humaine. Lorsqu'un travailleur, ingénieur, docteur ou manouvrier donne son travail et ses forces à un pays moyennant salaire, c'est toujours le pays qui gagne à cet échange. L'argent payé a une valeur certaine et qui ne saurait augmenter. Le travail fourni, en outre de cette utilité immé-

diate que l'on rémunère seule, peut, après des générations, enrichir le pays qui se l'est acquis.

De 1825 à 1844, la construction ne fit guère de progrès en Russie. Les droits d'entrée sur les métaux étaient presque prohibitifs et les rares initiatives étaient enchaînées. En 1844, les premiers chemins de fer vinrent donner, ou redonner, la vie à cette industrie. L'usine d'Alexandroff fut concédée à une compagnie américaine pour y construire des locomotives. Les temps n'étaient pas venus où l'on pouvait annoncer des commandes de 8.000 locomotives à la fois. Dans une période de 24 ans, la Cie Américaine a construit 200 locomotives, 253 voitures à voyageurs, 2.700 wagons. C'est dans cet intervalle que naquirent, modestes d'abord, les établissements qui prennent aujourd'hui une si grande importance : l'usine Ogareff, aujourd'hui Poutiloff, du nom de celui qui l'a relevée, de Maltseff qui a commencé par des outils agricoles et entrepris la fabrication du matériel de chemin de fer à un moment inopportun, a dû l'abandonner, et aujourd'hui la reprend sur une échelle considérable ; de Shipoff, qui subit une transformation ; de Sormovo, dont les destinées inspirent une telle confiance que ses actions faisaient 200 p. 0/0 de prime avant d'être gravées. Dans le Sud, les usines du comte Bobrinsky subsistent, mais il fallait attendre la découverte des gisements houillers pour y voir venir les compagnies françaises.

Lorsque après la guerre de Crimée, pour remédier aux défectuosités d'outillage qui avaient si lourdement pesé sur la défense nationale, on permit la libre entrée des métaux, de grands ateliers se fondèrent aussitôt qui subsistent encore : les chantiers de la Néva qui font des steamers et des locomotives ; ceux de Macpherson, devenus les chantiers de la Baltique, d'où sortent des bateaux de guerre ; ceux de San-Galli, un « self-made man » qui a prouvé par l'exemple

que le travail, à notre époque, peut enrichir un homme bien vite, aidé de la loyauté et de la hardiesse; ceux de Lessner, qui font des machines-outils. A Astrakan, la Société « Caucase et Mercure » créa de grands ateliers, d'autres furent installés sur la mer Noire, d'autres à l'embouchure du fleuve Amour. Tous ces établissements ont dû la vie à l'exemption des droits sur les métaux qu'ils employaient. Quant aux taxes sur les machines dont on les protégeait, ils étaient relativement insignifiants : 5 cent. par kilog. sur les machines en fer, de 12 cent. sur les parties en cuivre.

La production nationale se développa. En 1870, elle occupait 27.000 ouvriers avec un chiffre d'affaires de 27 millions de roubles. En 1880, 56.000 onvriers et 72 millions de vente.

En 1881, la politique douanière changea brusquement; les parties en fer ou en fonte des machines payèrent 80 cop. en or par 16 kilog., soit 20 francs par 100 kilog. et la franchise accordée aux métaux fut abolie. Il se produisit aussitôt un fait qui démontre combien est difficile la tâche des hommes d'État qui dirigent le jeu des tarifs et quelle admiration il convient d'avoir pour ceux qui parviennent à en prévoir les péripéties. La suppression de la franchise annihila absolument l'effet du relèvement simultané. Les importateurs de métaux s'empressèrent d'importer des machines qui ne coûtaient pas beaucoup plus cher ni de port ni de douane et qui étaient elles-mêmes beaucoup meilleur marché que leurs concurrentes russes, et les constructeurs qu'on aurait voulu protéger n'eurent plus qu'une ressource : celle de fermer les portes de leurs usines.

Si l'on prend pour unité la construction russe et l'importation de machines en 1850, on voit que la production indigène était devenue 19 en 1860, 65 en 1870, 170 en 1880, et qu'après être descendue en 1883, elle se tient à 100. L'importation qui était 29 en 1870, c'est-à-dire dont l'apogée coïn-

cidait avec la plus grande prospérité de cette industrie en Russie, est de 9 aujourd'hui.

Une remarque curieuse peut être faite sur ces données. En 1880, pour cette énorme production de 85 millions de roubles, on avait dû enrôler 50 millions d'ouvriers. Depuis lors, elle est passée à 40 millions, 42, 44, et est en 1890 de 50 millions à peu près. Et il y a toujours les 50.000 ouvriers! Comme il n'est pas permis de supposer que le progrès accompli en dix ans consiste à faire le même ouvrage avec beaucoup plus d'ouvriers, c'est une preuve que l'on compte, dans le chiffre des ouvriers, ceux qui ne travaillent à l'usine que six mois de l'année, et, en même temps, des admirables conditions où est le marché du travail en Russie[1].

En 1891, le nouveau tarif douanier a été approuvé par S. M. Les métallurgistes russes s'accordent à déclarer qu'il serait injuste de ne pas se contenter de la protection qui leur est donnée.

	fr.	
Fer en barres, fer à maréchal, fer en gueuses, en débris, les 100 kilos........................	15	»
Rails en fer..................................	15	»
Fer en feuilles, jusqu'au n° 25, en plaques de plus de 18 pouces, fer profilé....................	22	»
En feuilles au-dessus du n° 25................	25	»
Fonte (ce droit ne pouvant être diminué jusqu'en 1898)..	10	»
Acier (comme le fer).		
Cuivre en saumons, les 100 kilos........	62	50
— en barres ou feuilles, —	80	»

1. Est-ce à ces tarifs nouveaux qu'est dû l'élan qu'a pris la production? Mais le *Bulletin Russe de statistique* (1894, p. 430) nous dit qu'elle est passée en 1892 à 181,471,000,000 de roubles, et encore en faisant abstraction de la tréfilerie et de la clouterie.

	fr.	
Machines où le cuivre prédomine, les 100 kilos....	120	»
Gazomètres, compteurs à gaz et à eau, pompes à incendie en fer, fonte ou acier.................	42	50
Locomotives, vagonnettes à vapeur, pompes à vapeur.	62	50
Locomobiles...............................	35	»

BIJOUTERIE

La bijouterie n'a pris une importance industrielle qu'au début de ce siècle. On en attribue, en grande part, le mérite à Vazikoff qui fut à la fois un commerçant prospère et un artisan de valeur. Ses ateliers, qui occupaient 75 ouvriers, ont été fermés à sa mort, en 1880, mais ses anciens élèves continuèrent à exécuter ce repoussé sur argent qui l'avait rendu célèbre.

L'émail russe, ce travail d'un effet si joli et qui a un cachet si parfaitement byzantin qu'on est porté à croire que le secret en remonte sans interruption à l'époque des empereurs de Constantinople, ne s'est perfectionné qu'en 1845. C'est le bijoutier de Moscou, Avtchinikoff qui en fit une spécialité. Il en garde le sceptre et a récemment créé des émaux translucides qui sont des merveiles de ton et de formes. Leur double défaut, c'est d'être trop chers et trop fragiles.

L'argenterie russe a su garder une originalité, à une époque où elle n'en a nulle part. Les pièces ordinaires, telles que fourchettes et cuillers, sont fabriquées par des paysans, surtout du gouvernement de Kostroma. Les ouvriers ruraux travaillent l'argent, le cuivre et même les pierres fausses. Le travail de l'argent leur est payé 6 copecks par zolotnik, ou 5 roubles 76 la livre russe, ou enfin 38 francs le kilo. La baisse du métal-argent n'a pu diminuer ce maigre salaire. L'argenterie confectionnée étant vendue 22 cop. le zolotnik, ou 146 francs le kilo, il ne reste donc que 108 francs pour le prix de l'argent, le

bénéfice du marchand, etc. Il est vrai que l'argenterie russe est au titre de 840/1000 seulement.

Près de Kazan, la bijouterie fabriquée dans les villages fournit aux Tatars les bibelots dont ils se parent. Moscou et Wladimir font surtout les couverts de table.

Une tradition veut que du temps d'Iwan le Terrible, le secret de la niellure ait été apporté de Novgorod à Veliki-Oustioug, près de Vologda. Pendant longtemps, en effet, ce village a produit les objets niellés les plus remarquables. Ceux du Caucase, moins chers, moins soignés, les remplacent maintenant.

Si le battage de l'or et de l'argent va naturellement à l'industrie rurale, la tréfilerie de métaux précieux est entre les mains d'usines considérables. A Moscou, la maison Alexieff a un chiffre d'affaires d'un million de roubles, qui dépasse deux fois le total de la petite production.

L'importation de la bijouterie ou de l'orfèvrerie semble dépasser l'exportation de 200 0/0. En réalité, la différence est plus grande, car on ne tient pas compte dans les statistiques des bijoux apportés par les nombreux Russes qui voyagent, et que la douane laisse forcément échapper. Leur grande valeur sous un petit volume rend presque ridicule le chiffre de 211,000 roubles qui est donné comme celui de la joaillerie importée en 1892.

VERRERIES ET CRISTALLERIES

I

Sous le règne de Michel Fedorovitch Romanoff, la première verrerie fut fondée en Russie sur l'imitation de celles de Venise et de Bohême. Seulement sous celui de Catherine la Grande, pendant la période de paix civile et étrangère où la nation commença à récolter ce qu'avait semé Pierre Ier, l'industrie du verre s'établit réellement. Alors déjà, il se trouvait parmi les grands seigneurs russes des hommes dont l'initiative n'était pas moins obstinée parce qu'elle était désintéressée. Affranchis du souci de leur fortune, ils poursuivaient le progrès économique ou moral de leur patrie avec la même énergie, le même acharnement que déploieraient un négociant avide de projets, un politicien affamé de popularité.

Un d'eux a laissé un nom qu'on rencontre dans toutes les branches où l'activité russe pouvait être stimulée. C'est Iwan Akimovitch Maltseff, et il est impossible de le citer sans songer quel admirable terrain offrait la Russie à un esprit aussi énergique, aussi audacieux. Devant ses initiatives, un horizon sans limites s'ouvrait, comme devant le pionnier des terres vierges. Mais, au lieu d'agir sur une nature insensible et muette, c'étaient des hommes qu'il remuait, non pas pour obtenir d'eux ce que l'on demande d'ordinaire aux foules, mais pour les amener de l'oisiveté au travail, de la gêne à la richesse. Tout était à faire, mais tout pouvait se faire. Les bases même de l'édifice n'étaient pas posées, mais les maté-

riaux étaient là, près de la main qui allait les mettre en œuvre. Dans l'espace, si court, de la vie humaine, Maltseff a donné à sa patrie la culture de la betterave, la construction des machines, enfin la verrerie. Sans être fouriériste, il est permis de croire qu'un jour viendra où la gratitude nationale et la notoriété universelle iront à de tels hommes. Ils n'ont pas gagné de batailles meurtrières, mais ils ont dépensé dans la lutte journalière contre les difficultés naturelles, contre l'ignorance, plus de forces, plus de courage que bien des chefs d'armée, dans les occasions où ils eurent le plus de soldats tués. Ils ne se sont pas jetés à l'eau pour sauver un de leurs semblables. Ils n'ont pas partagé avec l'indigent leur pain ou leur manteau, mais ils ont donné leur vie, heure par heure, au bien de tous leurs semblables. De leur travail, ils ont sorti du pain, des vêtements, non pas pour un, mais pour mille indigents.

Les usines créées par Iwan Akimovitch furent après lui dirigées par son fils, Serge Iwanovitch, son digne héritier. Elles se divisent en deux groupes ; le plus ancien est situé dans les gouvernements d'Orel, de Kalouga et de Kasan, le nouveau dans ceux de Kasan et de Riazan.

En Sibérie, près de Tobolsk, une verrerie commune existe depuis longtemps, mais c'est après la fondation des usines Maltseff que la verrerie russe produisit d'une façon appréciable. C'est surtout, grâce à la quantité de soude qui existe en Russie, le verre qu'on y fabrique. Le cristal n'y est produit que coloré et pour des objets de fantaisie. Le cristal de table vient ou de France ou de Bohême.

Les 200 verreries, petites et grandes, qui existaient en 1850, n'ont pas augmenté de nombre, mais leur production, de 3 millions est devenue 8 millions de roubles en 1879, 10 millions en 1883, 10 millions 1/2 en 1884. C'est vers cette époque que le verre à vitre a commencé à être produit par le procédé belge. Les usines Maltseff inau-

gurèrent cette fabrication, suivies par les usines de Bolotin.

En 1889, 258 usines emploient 24,000 ouvriers et font pour 11,200,000 roubles d'affaires. Ce chiffre devient 11,500,000 roubles en 1890. Les grands chapitres sont la gobeletterie (3 mill.), les verres à vitre (3 mill.), les bouteilles (2 mill.).

II

La grande particularité de la verrerie en Russie est le mode de chauffage. Les usines sont toujours placées à proximité de forêts, et c'est justement pour les ménager qu'on utilise autant que possible les débris de bois, branches mortes, arbres tombés. On emploie des fours à gaz régénéré pour la fusion, et des fourneaux à gaz pour brûler le sable. A défaut de débris, on coupe les arbres, mais toute la partie équarrissable est vendue, les extrémités ou les racines servant seules au chauffage. Dans le S. et le S.-E., en Pologne ou dans la région du Don, le charbon a remplacé le bois. Moscou emploie les résidus de naphte.

En 1890, les verreries russes ont brûlé 2,431,000 stères de bois, 40,000 tonnes de charbon, 6,500 tonnes de naphte, et environ 10,500 tonnes de tourbe. Le bois a coûté 5 fr., le charbon de 18 à 24 fr., les résidus de naphte de 11 à 25 fr. les 1,000 kilos.

Les ouvriers verriers russes suivent d'ordinaire cette profession de père en fils. Ils sont payés à la façon. Un chef d'équipe et ses deux aides reçoivent 50 cop. pour un cent de verres communs de 25 centilitres et pesant 130 ou 135 grammes. Ils en font d'ordinaire 700 en huit heures, soit par mois 80 à 100 roubles, de 210 à 270 fr. pour eux trois. Les ouvriers de verres à vitre gagnent un peu moins.

Le cristal de bonne qualité, taillé, se vend 9 roubles le poud, ou 1 fr. 50 le kilo, moins 25 0/0 à l'acheteur en

gros. Le « baccarat » fabriqué chez Maltseff est beaucoup plus cher et vaut 4 fr. le kilo. Le verre à vitre de bonne qualité est de 60 à 75 cent. le kilo, la vitre commune la moitié de ce prix. C'est certainement celle dont on se sert le plus, alors que ce pays, où les fenêtres restent fermées hermétiquement cinq mois par an, devrait employer des vitres de cristal.

Les bouteilles varient de prix suivant les régions. Elles ne sont pas d'un transport assez facile, dans les district, où n'arrive pas le chemin de fer, pour que l'offre se modèle sur la demande. En Asie Centrale, où il y a des vignes et pas de verrerie, elles coûtent 40 francs le cent, en Russie d'Europe 12 fr. en moyenne.

Les glaces étamées ne sont pas encore de nature à effrayer Saint-Gobain. Les glaces sans tain se vendent de 28 à 40 fr. le mètre carré, celles étamées 110 à 130 fr. C'est beaucoup.

Les droits qui donneront à la Russie la possibilité de ne pas redouter la concurrence étrangère, en attendant qu'ils lui permettent de la dominer, sont :

Verres à bouteille, les 100 kilos..............	15 fr.
(Exempts par la mer Noire ou d'Azoff).	
Objets en verre blanc ou mi-blanc pressés.....	50
— — — soufflés	100
— — polis, taillés,........	150
Objets de couleur simple, ou imitant la glace..	150
— — polis et taillés.......	250
Glaces et miroirs jusqu'à 100 verschoks carrés,	
chaque verschok carré..................	0,04
De 100 à 200, chaque verschok	0,06

Remarque. Les fragments de miroirs et de glaces brisés en route, ayant plus de 25 verschoks carrés de superficie, acquittent les droits correspondant au plus grand quadrilatère qui peut y être inscrit.

CÉRAMIQUE

Dans la céramique, comme dans bien d'autres branches de production, l'industrie parcellaire a devancé l'industrie manufacturière qui l'a remplacée. La région appelée le Ghgel, près de Moscou, située au-dessus d'un banc d'argile, était remplie de petites entreprises, d'où sortaient non seulement des poteries, mais des porcelaines, grâce au kaolin envoyé des environs de Tchernigoff, et qui trouvaient un facile débouché par Moscou, Poltava ou Kasan. Aujourd'hui, elles se sont en quelque sorte fondues dans la maison considérable de S. Kousnetzoff. Les usines Goujoff ont absorbé les ouvriers des gouvernements de Tver et de Novgorod qui travaillaient à leur compte.

La faïence anglaise, dite terre de fer, fut produite d'abord dans le district de Korsheff par un Lithuanien, Auerbach, mais ce n'est qu'après 1870 que le Suédois Körstrand établit en Finlande une succursale de ses usines de Stockholm et fabriqua des faïences vraiment comparables à celles d'Angleterre. Elles conquirent vite le marché et, en même temps, furent imitées par les faïenciers du Centre. C'est surtout par le bon marché qu'elles veulent lutter contre les articles importés, et il en résulte que leur production ne comporte guère que les sortes sans grande valeur.

La briqueterie trouve, dans le gouvernement de Novgorod, une réserve inépuisable de matière. Elle doit lutter contre une préférence séculaire pour les briques anglaises, préfé-

rence dont les paysans donnaient une preuve en estampant sur les briques qu'ils fabriquaient un lion et une licorne. Jusqu'en 1886, outre cette tradition, un autre obstacle empêchait les briques russes de lutter contre celles d'Angleterre, admises en franchise: le fret de la tonne était, de Londres à Pétersbourg, 7 fr. 50, et de Borovitchi à Pétersbourg, 12 francs. Les droits de douane actuels, de 10 francs, ont racheté une infériorité que diminuent les nouveaux tarifs de chemins de fer.

Les articles de terre réfractaire sont produits en quantité restreinte, mais en progression constante. Les briques de ce genre sont fabriquées au nombre de 15,000,000 et on évalue à 900,000,000 le nombre total de briques de tout genre. Ce n'est qu'une partie des briques consommées, dont le surplus est importé.

C'est dans le Sud que se porte actuellement l'industrie porcelainière. Les gouvernements de Crimée, d'Ekaterinoslaff, de Chernigoff, de Kieff profitent des argiles de Gloukhoff. Elles sont grasses, résistantes, d'un blanc pur. De plus, à Kieff, sont des dépôts de kaolin; de même en Crimée. La maison Kousnetzoff est en train de faire dans ces gouvernements ce qu'elle a fait dans le Centre et d'absorber les petites industries. En Volhynie, l'usine Boulkowsky a réuni les fabriques de la comtesse Potocka et du prince Czartorisky. Mais, et tant que les nouvelles faïenceries du Sud n'auront pu se développer, on peut dire que le marché russe est pourvu par la maison Kousnetsoff.

A la tête de l'industrie de luxe, se place évidemment la manufacture impériale de Pétersbourg. Elle dessert la Cour impériale et fabrique de la porcelaine d'art. C'est notre Sèvres, non pas qu'elle ait pu profiter de tout ce qui a amené la perfection de notre fabrique nationale, mais parce qu'elle est, comme elle, au-dessus de toute comparaison avec les usines

du pays.— La fabrique Korniloff, qui vient après elle, produit d'admirables articles dans le vieux style russe. Le choix des modèles évite le rapprochement avec les grandes manufactures de l'Occident et permet de rendre à ces porcelaines toute la justice qui leur est due. Une particularité de sa fabrication réside dans le mode employé pour purifier la porcelaine fluide. On y arrive par des électro-aimants qui attirent les parcelles ferrugineuses.

Les usines de M. S. Kousnetzoff produisent pour 2.100 mille roubles. Celle d'Ivan Kousnetsoff, pour 400,000 et les 42 autres fabriques pour 1.500,000.

Le combustible brûlé représentait, en 1890, 175,000 tonnes de bois (ou 410,000 stères) et 27,000 tonnes de houille.

Les ouvriers sont payés au mois, sauf les mouleurs qui le sont à la pièce. Les enfants servent de porteurs. Les femmes sont chargées du nettoyage. Les salaires mensuels varient de 15 à 18 roubles, plus le logement. Les mouleurs arrivent à gagner de 40 à 60 roubles. En traduisant en monnaie française, c'est de 40 à 48 fr. dans le premier cas, de 108 à 162 fr. dans le second. Le mois ne comprenant guère que 22 jours de travail, le salaire journalier varie donc de 1 r. 60 à 2 r. 18 ou de 4 fr. 90 à 7 fr. 30.

Les prix de gros nous sont donnés au poids, ce qui ne les rend utiles que pour les personnes au courant de cette industrie.

Assiettes de 10 pouces (3 douz. au poud) les 16 kos	9 r.
(C'est 8 francs la douzaine).	
Services à thé	13
Saladiers, terrines, pots au lait	15
Cuvettes	20
Plats ovales	25

La moyenne, en tenant compte de la consommation rela-

tive de ces articles ressort à 12 roubles les 16 kilogs ou 1 fr. 50 le kil.

En résumé, la céramique russe a produit en 1890 :

Porcelaine et faïence	4.000.000
Poterie	1.789.000
Briquetterie	10.110.000
Total	15.800.000

En 1892 :

Porcelaine et faïence	209.000
Poterie	2.105.000
Brique	8.007.000
Total	14.321.000

Le tarif douanier semble accorder une large protection aux faïences et porcelaines russes. Il est fixé comme suit :

Blancs ou unicolores colorés en pâtes, sans ornements, les 100 kilos	25 fr.
Les mêmes, avec dessins d'une couleur	35
Les mêmes, avec dessins de diverses couleurs	90
Porcelaines : Blanches et unicolores, même avec bords colorés ou dorés	140
Vaisselle en porcelaine avec peintures, fleurs ou figures, objets d'ornements sans peintures ni garnitures de cuivre	280
Autres	500

Cependant l'importation a été de 800,000 roubles en 1894, dont moitié en porcelaine, moitié en faïence. Pour les trois catégories de chacun de ces produits, la douane admet une

valeur moyenne respective de 100, 150 et 600 fr. les 100 kilos pour la faïence; 400, 780 et 1.400 fr. pour la porcelaine. Le rapport du droit d'entrée à la valeur serait donc 25, 24, 15, 35, 37 et 35 °/₀.

Les faïences viennent d'Angleterre, d'Allemagne surtout. L'Autriche importe des porcelaines en concurrence avec Limoges.

INDUSTRIES CHIMIQUES

La période économique, dont la Russie voit la fin, ne laissait guère de place aux industries chimiques. L'agriculture n'avait pas du tout et n'a guère recours aux engrais artificiels et les manufactures parcellaires fabriquaient elles-mêmes le peu de produits chimiques dont elles avaient besoin : les couleurs simples, demandées au règne végétal, le goudron, la térébenthine. Les chimistes ne manquaient pas, mais ils travaillaient dans des usines vouées à une autre industrie : sucreries ou distilleries. C'est tout récemment que l'industrie des produits chimiques s'est spécialisée. Elle a fait de rapides progrès, mais qui éclairent surtout ceux qu'il lui reste à faire. De 1870 à 1890, la production nationale est passée de 6 à 15 millions de roubles, pendant que l'importation passait de 3 à 14. Nous laissons de côté les soudes pour le moment.

Les usines établies ont choisi leur situation géographique, soit pour profiter de l'éloignement des centres d'importation, soit pour utiliser des ressources naturelles. Par exemple, les usines d'Oushkoff, sur la Kama, ont en vue l'extraction des sels chromiques des minerais de l'Oural. Les usines de Bakou extraient, des soufres de Sicile ou du Caucase, l'acide sulfurique nécessaire à la distillation du naphte. Cependant, malgré ce voisinage de la matière première ou cette sécurité de la vente, l'industrie chimique en Russie n'a pu se développer que lorsque les tarifs l'ont protégée.

En 1891, s'appuyant sur ce double fait qu'à toute élévation

des droits avait correspondu celle de la production et que toutes les matières premières se trouvaient dans les confins de l'Empire, on éleva ces tarifs dans des proportions considérables. On a visé à l'utilisation du sulfate de soude natif, dont les lacs de l'Asie Centrale sont pleins, qu'on trouve en abondance dans le Caucase[1]. De ces mêmes dépôts, l'on espère du soufre que, d'ailleurs, on trouve dans le Daghestan et en Transcaucasie en qualité et en quantité égales à celles de Sicile, tout en étant d'une exploitation plus facile. Dans le Caucase, aussi, se trouve l'alumite en immenses amas, près d'Elisabetpol. A Borovitchy et dans le Donetz, les pyrites abondent.

Les conditions naturelles semblent devoir diriger les usines chimiques vers la fabrication de produits minéraux et c'est ce qui est arrivé. Les usines de Borovitchy, celles de MM. Oushkoff font surtout de l'acide sulfurique. La majeure partie des autres livrent de la soude caustique et du carbonate.

L'alun est surtout préparé à Pétersbourg par l'usine Oushkoff qui emploie ou l'alumine du Caucase ou des bauxites importées. C'est la même maison qui, avec celle de MM. Polotsoff, fait le plus de produits chromiques avec les fers chromés de l'Oural.

Les acides acétique, tartrique et gallique commencent à être fabriqués, mais sur une assez petite échelle. C'est encore de l'industrie de laboratoire.

Le phosphore, protégé par un droit de 2 fr. 75 par kilo, est produit en suffisance. Les produits tinctoriaux doivent être considérés différemment, suivant qu'ils sont naturels ou non. Les premiers sont à peu près tous importés : 1,000 tonnes d'indigo, pour 20 millions de francs ; de 20 à 30,000 tonnes de

1. L'extraction de la soude de son sulfate offre cet avantage sur le procédé de Leblanc qu'elle n'amène pas une production d'acide chlorhydrique inutilisable dans l'état actuel de l'industrie russe.

campèche, santal et autres bois, pour 4 à 6 millions de francs ; 2 à 3,000 tonnes de cachou pour 1.500.000 fr., 100 tonnes de cochenille pour 300,000 fr. Ensemble, de 25 à 30 millions de francs. Des produits artificiels, la Russie fournit surtout ceux qui ressortissent du règne minéral, les argiles ocreuses, le blanc de plomb, le minium, quoique en quantité insuffisante. Les dérivés de la houille n'y sont guère fabriqués et, tout au plus, y compose-t-on des mélanges avec les éléments reçus d'Allemagne.

Les produits pharmaceutiques proviennent aussi en grande partie de l'étranger. Cependant, dans les dernières années, il s'est créé des Sociétés importantes qui semblent vouloir introduire ces fabrications.

En 1893, il y en avait 20, avec un capital total de 20 millions de roubles et des bénéfices d'un million 1/2 à peu près. Depuis, trois autres ont été autorisées, avec 1.000.000 de roubles de capital ; deux autorisations ont été demandées, pour 900,000 roubles de capital.

Une industrie connexe, celle des allumettes, est importante. Elle a livré en 1891, 144.747.325.000 allumettes. La précision de ce chiffre peut sembler problématique, mais, depuis 1888, la production est surveillée pour la perception de l'impôt spécial et enregistre tout ce que la fraude ne lui soustrait pas. Les impôts comprennent un droit d'exercice perçu au moyen de banderoles et les licences d'exercice.

Les banderoles coûtent 1/4 de cop. par 75 allumettes de sûreté, 1/2 cop. par 75 allumettes phosphorées. La licence est de 50 roubles pour les fabriques sans moteur, 100 pour celles qui utilisent la force animale, 150 pour celles qui possèdent une machine à vapeur.

LE NAPHTE[1]

Rien n'est plus surprenant que les nombreuses analogies entre la plus grande République et le plus vaste Empire de l'univers. Certaines de ces analogies proviennent de cette immensité qui leur est commune et l'explication en serait facile. Par exemple, la rapidité avec laquelle la civilisation a conquis un sol qui lui avait longtemps été fermé, l'amplitude des variations produites par une modification douanière, les douanes elles-mêmes ou, du moins, l'importance de leur rôle. Mais d'autres ressemblances paraissent être fortuites et l'on ne saurait ne pas s'étonner de leur nombre et de leur exactitude. Le climat moyen diffère. La situation géographique est tout autre. Aucun culte ne s'éloigne plus du culte orthodoxe que celui qui est pratiqué aux États-Unis. Le génie slave paraît l'antithèse du génie anglo-saxon. Malgré tout cela, les similitudes sont indéniables et il n'en est pas de meilleure preuve que l'unanimité qui les reconnaît. Harry James affirmait que la jeune fille américaine trouvait sa reproduction exacte dans la jeune fille russe[2] et ne faisait qu'exagérer un peu. Entre la « société » américaine et celle de Pétersbourg, les

1 Nous réunissons ce qui concerne l'extraction du naphte, son traitement et le commerce qui en résulte. Tout en nous soumettant quelquefois à la nécessité de diviser un sujet entre les diverses sections de ce livre, nous tâchons autant que possible de rassembler en un chapitre tout ce qui a rapport à lui. Le désir de faire de courtes, mais complètes monographies est notre excuse pour les répétitions qui ne peuvent manquer.

2. « French Poets and Novelists. »

ressemblances sont plus grandes que les différences. Les hommes d'affaires russes ont pris le meilleur des habitudes des « businessmen » américains. En bloc, les Russes se sont débarrassés d'une masse d'idées transmises qui nous tient encore et que les Américains n'ont jamais connues. Pour rester, ou mieux pour rentrer, dans le domaine économique, n'est-ce pas extraordinaire que de voir la grande industrie succéder directement à l'industrie villageoise, l'usine colossale prendre la place de l'atelier domestique sans passer par ce stade intermédiaire qu'ont traversé toutes les nations d'Europe et qui constitue la moyenne industrie, l'ère des industries individuelles ? N'y a-t-il pas là une preuve nouvelle d'une conformité de nature entre les deux pays, si inattendue soit celle-ci ?

De plus, ils se partagent le monopole des huiles minérales. En Autriche, en Alsace, en Italie, on a trouvé du pétrole, mais dans des proportions si réduites qu'il a été impossible de l'exploiter sur une échelle tant soit peu large, même dans les cas assez rares où son exploitation était profitable. La Russie en est dotée et non seulement dans la célèbre péninsule d'Apchéron, mais encore dans le gouvernement d'Arkhangel, dans celui de Samara, dans l'Oural, dans le Turkestan et jusque dans cette île de Sahkalin, où le règne minéral semble vouloir dissimuler sous sa richesse la misère du règne végétal.

C'est cependant des seules régions caucasiques que l'industrie s'est emparée pour en tirer l'huile minérale. La péninsule d'Apchéron est, jusqu'à présent, le centre de ses opérations, mais déjà dans le Caucase du Nord, à Groznii, elle a obtenu des résultats considérables. Dans un avenir très prochain, nous la verrons exploiter l'isthme de Taman, la vallée du Kouban, les flancs de Caucase dans la province de Terek, la production n'ayant d'autre limite que la nécessité de se proportionner aux débouchés.

L'exploitation russe du pétrole n'a cependant pas débuté là.

Elle eut lieu au commencement du siècle dernier, sur les rives de l'Okhta, où, en 1749, existait déjà une raffinerie, probablement bien primitive, qui desservait les environs où l'huile végétale parvenait difficilement. Dans les Khanats de Bakou, Derbent et Kouban, cédés à la Russie par la Perse, au traité d'Houlestan (12 octobre 1813), l'exploitation des sources de naphte datait, affirme-t-on, du IX[e] siècle avant l'ère chrétienne. Les Russes en firent d'abord moins bon usage que les Persans. Le naphte est impropre à l'éclairage domestique. Il doit être raffiné et les procédés employés au début donnèrent d'assez médiocres résultats. Jusqu'en 1860, on l'employa ou comme combustible ou au graissage des machines. Le succès remporté par le pétrole américain stimula l'initiative européenne qui n'eut, d'ailleurs, qu'à imiter les méthodes américaines. En 1864, les usines de Bakou commencèrent à travailler et la production qui, en 1863, était de 300 mille pouds, passait à 1,000,000 en 1867, à 1,700,000 en 1870.

Au début, le naphte avait été donné en ferme. L'extension de la production se heurtait à un dilemme : ou bien les fermiers devaient exécuter des travaux disproportionnés à leurs ressources, ou ils devaient renoncer à satisfaire aux besoins manifestes. Une loi du 1[er] février 1872 abolit le système du fermage et déclara libre l'industrie du naphte. En même temps, la raffinerie de l'huile minérale et la manufacture du pétrole furent soumises à l'exercice. Les lots mis à l'enchère atteignirent des prix énormes. Au lieu de creuser des puits, on fit des sondages. La première source jaillissante apparut en 1873. Aussitôt, de 45 cop., le poud de naphte descendit à 2 cop. D'autres travaux furent conduits dans le but d'avoir le plus possible de sources jaillissantes. En 1870, la production russe entière était de 1,700,000 pouds, de 2,000,000 en 1872. Dès 1873, les districts de Balakhana et de Sabountcha, à eux seuls, donnaient 4 millions, 5 millions en 1874, 6 millions en 1875.

L'excès de biens est un défaut. Des raffineries nombreuses s'étaient élevées, basant leur outillage sur cette production croissante, prévoyant ses futurs accroissements et négligeant de considérer les possibilités d'absorption de ces produits par le marché. Une crise survint, des faillites eurent lieu, et sûr d'élargir la consommation en réduisant le prix, le gouvernement en 1877 enleva l'exercice. En dix ans, la production monta à 170 millions de pouds de naphte, dont les raffineries retirèrent 46 millions de pouds de pétrole (800 millions de kilogs). L'industrie était désormais assez solide pour supporter un impôt. En 1887, on taxa de 30 copecks (1 fr. 08), le poud de pétrole léger, de 40 copecks (0 fr. 81), le poud d'huile d'éclairage. L'augmentation ne cessa pas, puisqu'en 1890, on fabriquait 70 millions de pouds de pétrole. En 1892, un règlement sur la matière est intervenu dont les deux points principaux concernent l'établissement des tuyaux souterrains et les réunions périodiques des propriétaires de sources, afin de régler leurs intérêts communs.

Le naphte de Bakou a, en moyenne, une densité égale à 0 gr. 86. Sa distillation produit :

Huile légère (benzine, gazoline) de	5 à 7	%
Pétrole	27 à 30	
Huile solaire (huile lourde d'éclairage)	13 à 15	
Huiles de graissage : pour les broches	» 7	
— pour les machines	18 à 25	
— pour les cylindres	2 à 5	
Vaseline	» 1	

En préparant uniquement le pétrole, on obtient :

Pétrole	35 %
Résidu	55
Huiles légères et perte	10

L'exploitation est faite par sondages, exécutés par des tiges rigides avec marteaux à libre chute. Elle est à peu près concentrée dans les mains de puissantes maisons, à la tête desquelles sont les frères Nobel et M. Ragosin.

Les Nobel ont toute une flottille de bateaux-citernes sur la Caspienne et sur le Volga. Leurs wagons citernes circulent sur tous les réseaux russes. Le nouveau chemin de fer Transcaucasien leur permet d'embarquer leur pétrole dans les ports de la mer Noire. Les Ragosin ont surtout développé la fabrication des huiles de graissage et de la vaseline.

La quantité produite est telle que la Russie ne peut l'absorber entièrement. De là, l'importance des débouchés étrangers. Ils s'augmentent rapidement. De 600.000 pouds en 1881, nous les trouvons devenus 56,000,000 en 1894. La presque totalité est embarquée à Batoum, ce qui montre l'utilité du Transcaucasien.

Le naphte de Bakou, privé par la distillation de ses huiles légères, et les naphtes du Kouban ou des districts transcaspiens qui contiennent très peu, ou point, de ces huiles, forment un combustible de premier ordre. Il coûte peu, son pouvoir calorique est énorme, il se transporte et se garde aisément, il alimente les feux d'une façon mathématique. Introduit à l'état pulvérisé, il produit des températures extraordinaires.

Pour les vaisseaux, pour les industries citadines, il est incomparable. C'est à lui qu'est due la possibilité des réseaux transcaspiens et transcaucasiens. Partout ailleurs, les résidus de naphte seraient d'une utilité de premier ordre. En Russie, ils répondent à une nécessité. Les combustibles n'y abondent pas dans toutes les régions, et leur transport est cher, à travers les longues distances russes. On voit combien celui-là est avantageux qu'un simple tuyau peut amener sur le lieu de consommation, son poids suffisant à l'entraîner. Il ne détrônera pas le charbon, puisqu'on consomme annuellement

500 millions de tonnes de celui-ci et qu'il y a un peu plus de 10 millions de tonnes de résidu de naphte, alors qu'en tenant compte des valeurs caloriques respectives, il en faudrait 300 millions pour équivaloir au charbon consommé.

Dans la généralité des cas, le charbon remplit toutes les conditions demandées, mais le naphte existe en quantité suffisante pour les cas où il l'emporte et surtout pour ceux où lui seul rend possible une industrie qui n'eût pu se créer avec le charbon.

Quelques chiffres, pris dans le rapport de M. Mendéléieff, nous semblent intéressants :

Produit de la distillation................		1.460.000 tonnes.
Dont :		
Huile d'éclairage vendue en Russie.	30.000	
— exportée........	47.000	
— en magasin.....	5.000	
Benzine, huile de graissage, etc..	8.000	
Résidus..........................		2.240.000 —
Perte au raffinage....................		720.000 —

Prix par poud de naphte :

à Bakou... 3-5 cop. ou de 0 fr. 50 à 0 fr. 85 les 100 kil.

Prix par poud du pétrole nu ;

à Bakou...	7-20 cop.	ou de	1 fr.	20 à	3 fr.	40	les 100 kil.
à Tzaritzin.	25-40	—	4	20 à	6	80	—
à Moscou..	45-60	—	7	60 à	10	20	—
à Batoum..	30-45	—	5	05 à	7	60	—

Port de 3.200.000 tonnes naphte et dérivés en Russie et aux points de sortie à 20 cop. le poud.......... 40.000.000

Valeur du naphte et denrées exportés en partie avec les fûts	30.000.000
Frêt sur vapeurs russes à 18 cop. le poud.....	10.000.000
Revenu de l'exercice sur la consommation nationale	10.000.000

Sur un chiffre de 118 millions de roubles, montant de la circulation créée par le naphte, 28 millions seulement paient le naphte et 90 vont à des industries connexes.

CIMENTS

Lorsque notre compatriote Vicat indiqua le moyen de préparer un ciment de qualité au moins égale à celle du ciment romain, qu'il eut dressé une carte de France où les gisements des matières propres à cette fabrication étaient minutieusement relevés, il ne pouvait s'attendre à ce que le fruit de ses travaux fût recueilli par l'Angleterre, et ce fut ce qui arriva. Le Portland a joui d'un monopole pendant trente ans et aujourd'hui encore profite de son ancien renom. En 1850, Boulogne vit s'établir la première usine française. En 1852, une se créa à Stettin qui eut, dès ses débuts, l'entier marché russe que la guerre de Crimée enleva à l'Angleterre.

En Russie, c'est un Français, Raucourt de Charleville, qui, vers la fin du règne de S. M. Alexandre I, avait examiné les diverses régions dont le sol contient les matières premières de cette industrie, et ses indications servirent de base au colonel Rogé, lorsqu'en 1851 il installa la fabrique de ciments de Schlusselbourg, en utilisant la pierre à chaux de la Tosma. Plus tard, on y employa la pierre des bords de la rivière Volkhoff.

L'usine de Schlusselbourg ne fabriquait que du ciment romain. Le Portland fut obtenu en Russie d'abord par l'usine de Grodsetzy, dans le gouvernement de Petrokosk. L'élan donné, des fabriques se créèrent un peu partout, mais surtout en Pologne et près de la Baltique. Récemment, une usine a été créée à Novorossisk, dans le but de desservir le littoral des

mers d'Azoff et Noire. Elle ferme là un débouché à notre chaux hydraulique du Teil qui a servi à construire tous les ports du Sud.

En 1875, la Compagnie Moscovite a acheté les usines de Podolie. Depuis 1883, on a fondé les usines de Laxa près de la frontière autrichienne, et celles de Gloukhozersky.

En somme, sept grandes usines, auxquelles il est bon d'adjoindre celle de Rudniki, entre Granitza et Varsovie, appartenant à une Société française. La majorité préparent leur matière par le mélange artificiel de l'argile et de la chaux. Le broyage se fait à l'eau. L'usine de Gloukhozersky opère le mélange à sec. L'usine de Novorossisk traite un portland naturel produit par le grillage d'une certaine pierre à chaux argileuse.

La production est d'environ un million de barils de 164 kilos. La plus grande partie est en portland. Les prix sont, ou étaient en 1893, de 73 francs la tonne de portland, 30 francs celle de ciment romain. Le droit d'entrée est de 25 francs par tonne.

SUCRERIES

L'exactitude chronologique veut que nous rappelions la première fabrique russe de sucre de betterave, fondée en 1802 par le général Blankenagel dans le gouvernement de Toula. Elle n'était, comme toutes celles qui furent établies à son imitation, qu'une annexe d'une distillerie qui, elle-même, ne formait qu'une branche d'une exploitation agricole. En 1834, cette industrie prit un caractère plus commercial et en même temps plus scientifique. Un comité de fabricants se forma, comprenant des hommes tels que Iwan Akimovitch Maltseff, le comte Bobrinsky, Chichkoff et d'autres. Un droit protecteur existait déjà. De vraies usines s'élevèrent. Les plantations de betterave se développèrent et, à travers les péripéties que nous allons retracer, l'industrie en arriva à conquérir l'énorme importance qu'elle a aujourd'hui.

I

Tous les gouvernements du monde ont depuis longtemps porté leur attention sur l'industrie sucrière. Le sucre supporte facilement l'impôt, son prix de revient n'est pas très élevé, il n'est guère de contribuable qui n'ait ou le besoin ou l'habitude d'en consommer, et pourtant la consommation qu'en fait chacun n'est pas telle qu'un impôt frappant cette denrée puisse être durement senti. Aussi, depuis que sa production

a atteint un certain degré de développement, le fisc s'en est servi. Comme il a quelquefois la main lourde, il lui est arrivé de compromettre la vitalité de cette industrie dont il voulait profiter et d'être obligé de la maintenir, de l'étayer, quitte à l'écraser dès qu'elle lui semblait solide. Cette sorte de résumé de la politique sucrière, si nous osons ainsi parler, s'applique avec une égale justesse à tous les pays où le fisc a pris le sucre comme matière imposable, à la Russie aussi bien qu'à tout autre. Mais, chez elle, l'importance relative de l'industrie betteravière, c'est-à-dire par rapport aux autres industries russes, est plus grande qu'ailleurs. Les bénéfices qu'elle fait représentent 9 0/0 de tous les bénéfices industriels et commerciaux. Les vicissitudes que lui imposent la protection ou l'indifférence de l'État, les divers degrés de cette protection ou de cette indifférence ont donc une toute autre portée en Russie qu'ailleurs.

La première mesure protectrice, pour ne pas parler des 50.000 roubles prêtés sans intérêt au général Blankenagel, fut l'oukase de 1841, interdisant l'importation par terre et frappant d'un droit de 3 roubles 80 par poud les sucres importés par mer. Les propriétaires fonciers sèment la betterave. Tant bien que mal, chacun remplace par une sucrerie la distillerie que possédait chaque domaine, comme dans notre Midi chaque propriété a son chai, ou son pressoir en Italie. En 1848, la production atteint à peu près 4,500,000 kilos[1]. Le moment était venu où le fisc allait pouvoir charger l'industrie qu'il avait aidée à prospérer. Les fabriques seront exercées et elles payeront 7 fr. par 100 kilos du rendement présumé. La pro-

1. Tous les chiffres de cette étude sont empruntés au *Bulletin russe de statistique financière*. Ce n'est que grâce à eux que nous pouvons envisager des faits aussi récents. Nous dépasserons la date à laquelle notre titre devait nous limiter, mais la crise sucrière actuelle a une telle importance qu'on ne saurait nous le reprocher.

duction s'accroît encore, non pas parce que le nombre des fabriques augmente, mais parce que les fabriques manufacturières, industrielles, remplacent les sucreries agricoles. En 1854, le rendement présumé est de 13 millions de kilos, ayant presque triplé en six ans. Le fisc se demande s'il ne s'est pas trompé à son préjudice, s'il n'a pas laissé à l'industrie plus qu'il n'est strictement nécessaire pour qu'elle subsiste et double l'impôt qui devient 14 francs par 100 kilos. Ce qui rendait la taxe supportable, c'étaient les défectuosités de son assiette. Les droits étaient perçus sur le rendement présumé qui, en 1848, s'écartait assez peu du rendement réel, mais l'art des inventeurs ayant un double intérêt à augmenter ce dernier, puisque sur l'excédant il y avait un bénéfice initial de 7, puis de 14 centimes par kilo, était arrivé à accentuer la différence, qui atteignait près de 100 °/₀. Dès 1863, on cherche à y parer et, convaincu d'atteindre le rendement vrai, on met sur celui-ci la taxe réduite à 20 cop. par poud, soit 4 fr. 70 environ par quintal métrique. C'est le signal d'une course au clocher entre le fisc et les fabriques : celles-ci progressant tous les jours, celui-là s'efforçant de les rattraper. Elles augmentent les rendements. Il augmente l'impôt. C'est 30 cop. en 1866 (7 fr. le quintal), 50 cop. en 1867 (11 fr. 75), 70 cop. en 1872 (16 fr. 50), et 80 cop. en 1875 (18 fr. 80). A ce taux-là, les fabricants auraient été durement frappés s'ils n'avaient pas été les premiers dans la course, mais les rendements vrais atteignaient en moyenne 250 °/₀ et, dans les meilleures usines, 400 °/₀ du rendement taxé, ce qui réduisait la taxe à 35 et même 20 cop. (7 fr. 50 et 4 fr. 80 les 100 kilos).

En 1876, la production légale ayant atteint 6.200.000 pouds et la production vraie 9 millions 1/2, on songea à l'exportation et pour cela on décida de rembourser l'accise des sucres exportés. Seulement, alors que le fabricant payait uniquement 80 cop. par poud présumé et rien pour l'excédant,

ce qu'il vendait à l'étranger était une quantité très précise, très visible, dont chaque poud lui valait 80 copecks. En 1877, par exemple, la production totale fut de 10 millions de pouds, la production légale de 6 millions, donnant par suite une accise de 4.800.000 roubles. L'exportation ayant atteint 3.900.000 pouds occasionna un remboursement de 3.120.000 roubles, soit 80 0/0, alors que l'exportation n'était que de 40 0/0 de la production. Ces chiffres sont d'ailleurs approximatifs et les exportations de l'année suivante, de 4 millions de pouds, descendaient à 300.000 pouds.

Cependant, on ne méconnut pas le danger, le côté pernicieux de la base choisie. Les lois de 1881 assirent les droits sur le sucre effectivement produit. Dans les sucreries qui raffinent, c'est le sucre raffiné qui est pris en considération. Les agents du fisc arrêtent chaque jour la somme due. Au 1er août, les comptes sont arrêtés et, sous peine d'une amende de 2 0/0, doivent être acquittés le 31 août.

Les raffineries sont, en tant que raffineries, exemptées de l'accise ainsi que du droit de patente de 5 roubles par 1.000 p. et doivent seulement, par mesure d'ordre, tenir registre des entrées et sorties. Les droits étaient fixés à :

50 cop. par poud jusqu'au 1er août 1883
65 — du 1er août 1883 au 1er août 1886
85 — du 1er août 1816 au 1er août 1889
1 rouble à dater de 1889, sous la réserve que toute augmentation sera publiée deux ans avant d'être applicable.

On essaya, en 1890, d'un impôt spécial sur les raffineries, mais pour le transformer en 1893 en une surtaxe de celui sur les sucres bruts, porté ainsi à 1 rouble 75 à dater du 31 août 1894 ; ou 22 fr. 82 les 100 kilos.

Le nouveau système de taxe n'avait pas été funeste aux sucreries. De 1881 à 1883, les cultures de betteraves avaient

augmenté de 55.000 hectares (24 0/0). Les sucreries gagnaient en moyenne 16,75 0/0 de leur capital versé et une d'elles distribuait 54 0/0 de dividende. La quantité de racines ouvrées était à peu près, en 1883, pareille à ce qu'elle était en 1882, mais donnait 1.500.000 pouds de sucre en plus. La crise de 1884 n'en survint pas moins.

Doit-on en attribuer exclusivement l'origine aux clauses qu'indique le mémoire présenté alors au ministre par les fabricants ? Ils inculpent la mauvaise récolte de céréales de 1883, et semblent craindre uniquement que les betteraves en donnent une déplorable en 1884. Il est difficile de ne pas remarquer que cette même année 1884, était la première où le poud de sucre produit payait 85 cop. A la vérité, on comprend que, s'adressant au gouvernement pour en obtenir une faveur, ils ne lui disent pas brutalement : « Vous nous écrasez, » mais la coïncidence ne peut pas ne pas être signalée. Le palliatif qu'ils proposaient est singulier, par sa modestie même, et aussi par toutes les complications auxquelles il a donné origine. Ils sollicitaient que l'amende de 2 0/0 pour retard dans le payement des droits fût réduite à 1 1/2 0/0. On la leur accorda, mais l'année suivante tout était empiré. On avait cultivé en betteraves 18.000 hectares de plus, et produit, aussi de plus, 2 millions de pouds de sucre, précisément en un moment où l'agriculture générale souffrait et limitait le pouvoir d'achat du pays. De 1878 à 1884, le cours le plus bas avait été 4 r. 80 le poud, le plus haut 8 r. 10, la moyenne 5,90. En 1886, il tomba à 4 r. et même 3,70.

Encore une fois, on songea à acquérir le marché étranger. En juillet 1885, un décret parut ordonnant que jusqu'au 1er novembre de la même année, les sucres exportés recevront d'abord le remboursement des droits et, de plus, 1 rouble par poud, la date prévue cessait même avant la date indiquée si une exportation de 2 millions de roubles était constatée. Les

primes seront remboursées par les fabricants qui les auront reçues sous forme de centimes additionnels sur la campagne 1885-1886.

II

Le plus grand intérêt que puissent présenter des études comme la nôtre réside dans la preuve qu'elles fournissent de certaines vérités absolues. L'une d'elles, non pas la moins importante, c'est l'impuissance complète de l'action gouvernementale sur une industrie qui reste soumise par certains côtés à la liberté et à ses effets. Le problème ici paraissait très simple. Les gens les plus experts estimaient à 2 millions de pouds la quantité excédant les facultés d'achat du marché national. En sacrifiant 5.500.000 roubles, le gouvernement envoyait à l'extérieur ces 2 millions de pouds et tout devait rentrer dans l'ordre habituel. Le contraire se produisit.

Les deux millions de pouds étaient déjà sortis, et par suite le jeu de la prime suspendu, que les chemins de fer étaient encore encombrés de sucres prenant trop tard le même chemin. La baisse s'accentuait. Le fisc allait devoir exproprier les usines qui n'avaient pu satisfaire à l'échéance sacramentelle du 31 août. Le 1er novembre, S. M. voulut bien décider que les sucres déjà en cours de route bénéficieraient de la prime, dérogeant ainsi au décret de juillet, à la fois pour la date et pour la quantité. De plus, le Comité des Ministres opine que la prime sera accordée jusqu'au 1er mars 1886 et sans limitation de quantité, mais réduite à 80 copecks, en outre, que la restitution de ces primes se fera non pas, dans la campagne 1885-86, mais en la répartissant sur quatre exercices. De plus, et voici le point tout spécial de la mesure, celui qui la rend extrêmement remarquable, ce ne sont plus les fabricants qui

ont reçu la prime qui la rembourseront, mais tous les fabricants, au prorata de leur production.

On peut deviner à peu près les objections qu'eût faites à cette innovation un économiste occidental. Il aurait revendiqué pour les fabricants habiles, qui savaient s'arranger pour ne pas être menacés par la crise, le droit de ne pas payer les remèdes appliqués aux autres. Il aurait plaidé la cause de ceux qui s'étaient décidés à vendre leurs sucres au bas cours et qui, à cette perte, voyaient s'ajouter leur part dans la restitution des primes dont leurs concurrents auraient seuls profité. Il aurait prouvé que l'exportation n'était pas également facile pour tous, sa possibilité même étant fonction de la distance des frontières. Enfin, surtout, il se serait élevé contre cette solidarité imposée soudain à des industries exploitées de façon indépendante, qu'aucun autre lien n'unissait encore, auxquelles l'on imposait la plus rigoureuse des conséquences de la vie corporative sans qu'elles eussent rien d'une corporation.

Les motifs qui emportèrent la décision du Conseil des Ministres furent tout autres :

Cette prime de 80 cop. par poud n'était pas destinée à amener des bénéfices individuels. Par hypothèse, elle ne le pouvait pas, puisque, si elle l'avait pu, son chiffre aurait dû être réduit. Elle n'avait qu'un but, double à la vérité : empêcher les prix de s'avilir ; débarrasser le marché d'un stock qui eût pesé sur lui l'année suivante et même probablement les années ultérieures. Dès lors, tout producteur en profitait, et il était juste qu'il la remboursât au prorata du profit qu'il en tirait, proportionnel évidemment à sa production.

Était-ce irréfutable ? Le profit n'aurait-il pu être aussi considéré comme proportionnel au peu d'habileté de la fabrication, à l'élévation du prix de revient ? Était-il égal pour deux producteurs d'un chiffre pareil, le premier à la tête d'une entreprise solide, et qu'il faudrait plus d'une crise pour ébranler,

et l'autre menacé de l'expropriation par le fisc ? Ne pouvait-on étendre l'argument, montrer que le fisc profitait de la mesure qui empêchait l'insolvabilité de ses débiteurs et devait, par suite, se charger d'une part de la prime ; ajouter qu'en Russie beaucoup de propriétaires d'immeubles, de banquiers, de constructeurs, de courtiers souffriraient profondément d'un cataclysme de l'industrie sucrière, et qu'on pouvait donc justement les inviter à contribuer aux frais de sauvetage ?

On ne tint naturellement pas compte d'objections qui ne furent pas faites, et l'avis du Conseil des Ministres fut confirmé, après qu'on y eut ajouté que la prime serait réduite, ou même supprimée, soit si le sucre montait à Londres au-dessus du cours coté le 1er novembre, et en proportion de cette hausse, soit si le cours du rouble crédit baissait, et en proportion de cette baisse.

La prime de 80 cop. devant, en effet, permettre l'importation en rendant la vente possible à un prix égalant les frais, moins ces 80 cop., devenait inutile au cas où le prix de Londres couvrirait à lui seul ces frais de production ou si, par la baisse du rouble crédit, ce prix perçu en shellings donnait, une fois transformé en roubles, une somme égale à ces frais. C'est une constatation mémorable de la foi dans ce qu'on nomme le paradoxe économique.

Nul ne doutera que, stimulée ainsi, l'exportation ne prît des proportions énormes. Nous l'avons trouvée de 4 millions de pouds en 1878, mais pour redescendre à 300. 000 en 1879, à 160. 000 en 1880, à 175. 000 en 1881. Dans l'hiver 1885-86, elle atteignit 5.700.000 pouds[1].

Les dieux contraires envoyèrent en 1886 une bonne récolte. C'était un hasard malheureux. Ce qui était aussi malheureux,

1. Sur ce chiffre, 3.114.000 reçurent la prime de 1 rouble, les autres celle de 80 copecks.

mais beaucoup plus prévoyable, c'est que l'étendue des terres mises en betteraves avait encore augmenté de 10,000 hectares. On comprend aisément pourquoi l'industrie sucrière devenait en quelque sorte garantie par l'État qui la soustrayait aux conséquences des faits naturels. Ces causes réunies : extension de la culture, récolte meilleure, amenaient une fabrication probable de 29 millions de pouds, 9 millions de plus que l'année précédente, 11 millions de plus que ce qui avait été considéré comme répondant aux besoins nationaux.

Le palliatif de l'autre année allait manifestement être insuffisant. Par ce qu'on serait tenté d'appeler une aberration assez usuelle, au lieu de chercher le remède dans un système opposé, ou du moins différent, on crut le trouver dans l'exagération de celui-là. Une pétition circula dans le groupe sucrier de Kieff, Kharkoff, etc., demandant au gouvernement de limiter la production en la répartissant par voie d'autorité entre les intéressés.

Il est au moins inutile d'affaiblir par des réflexions l'énormité du fait.

Les fabricants du Centre et de l'Est, soit un tiers à peu près, protestèrent énergiquement. A les entendre, ils n'avaient jamais exagéré leur fabrication, sans tenir compte des ventes possibles. Autour d'eux, ils avaient tous les débouchés nécessaires. Une limitation n'aurait qu'un effet, les condamner à voir leurs rivaux du Sud-Ouest ou de Pologne venir desservir leur clientèle.

Le ministre des finances était alors Nicolas Christianovitch Bunge, un des esprits les plus lucides, les plus énergiques qui se pussent trouver. Les économistes ne peuvent se flatter d'avoir eu en lui un de leurs adeptes, et leurs théories ou même leurs chiffres l'influencèrent fort peu toute sa vie. Cependant, il émit, dans sa circulaire de mars 1886, des principes qui sont les leurs. S'adressant aux chambres de commerce de

Kieff, de Varsovie et de Kharkoff, il leur rappelait d'abord que le ministre des finances russes n'a pas à tâcher de fournir aux étrangers des denrées bon marché, au détriment des consommateurs russes ou aux dépens du Trésor russe. D'ailleurs, ajoutait le ministre, la France, l'Allemagne et l'Autriche sont trop bien outillées pour que la Russie puisse espérer envahir leur marché grâce à des primes. Celles-ci ont pu être justifiées par un besoin passager, celui de dégager le marché de l'excédent d'une production antérieure à leur établissement. Elles ne sauraient devenir une ressource fixe pour les usines, les rendre indépendantes des besoins de la consommation. Elles ne sauraient donc être appliquées à la campagne 1885-1886, et par suite les fabricants, loin de pouvoir y compter, devaient se préparer à se passer d'elles.

L'idée de limiter la production était rejetée péremptoirement par M. Bunge. Ce qu'il admettait, c'était de continuer la prime aux sucres exportés en Orient, de réduire les droits sur les sucres étrangers et de systématiser le remboursement des primes. Il admettait que l'on pourrait ne pas l'exiger de *tous* les fabricants au prorata de leur production, mais en proportion du développement de leurs affaires depuis une date fixée.

Quelques jours après, cependant, le régime des primes était prolongé de deux mois.

En dépit des avertissements donnés par le ministre et de ceux plus bruyants encore donnés par les faits, la surface ensemencée ne fut que de 8 0/0 inférieure à celle de l'année précédente. La récolte encore une fois était bonne. On n'eut pas cependant 29 millions de pouds, mais en cette campagne 1886-1887, les prévisions étaient de 26 millions 1/2, soit 8 ou 9 millions de trop. Les fabricants, sans tenir compte de l'avis du ministre qui leur avait signifié qu'il n'examinerait même pas les suppliques s'écartant des points qu'il avait reconnus seuls possibles, en revinrent à leur espoir de limiter la pro-

duction. 185 d'entre eux demandèrent que la production normale fût déclarée être de 19.500.000 pouds, qu'elle fût répartie entre les fabriques au prorata de la moyenne des cinq années précédentes, que tout ce qui dépasserait cette limite dût être obligatoirement exporté, et sans l'aide d'aucune prime ou remboursement. Cependant, et afin que nul danger ne vînt pour le consommateur de cette restriction de l'offre, l'État pourrait ordonner la mise en vente du surplus, si les cours dépassaient 5 roubles 50 copecks.

Des dissensions, d'ailleurs, se montraient dès le début entre les pétitionnaires. Quelques-uns d'entre eux proposaient de réduire la production, la première année, à 13 millions environ, se basant sur les disponibilités considérables qui existaient. D'autres s'en tenaient au chiffre de 19 millions, mais souhaitaient qu'il fût fixé pour une période de trois ans. Les fabricants du Centre et de l'Est s'étaient ralliés à la pétition sous deux conditions : la répartition devait tenir compte des régions et attribuer à la leur au moins 6 millions de roubles ; de plus, ils se refusaient à la voir s'opérer au prorata de la production des cinq dernières années, ce qui eût constitué une prime à l'imprévoyance de quelques-uns, et voulaient la baser sur la puissance productrice des outillages respectifs. Sous ces réserves, 210 fabricants sur 250 se ralliaient à la pétition.

Les ministres ne pouvaient pas méconnaître la terrible responsabilité dont on voulait les charger. Passant même sur la question de principe, comment jamais arriver à une répartition qui satisfît les intéressés ? Ils auraient pu méditer le « Patere legem quam fecisti », se dire qu'ils avaient donné le mauvais exemple en répartissant le remboursement des primes. En tous cas, ils jugèrent que se créer de nouvelles difficultés était un mauvais moyen de résoudre les anciennes.

Cependant, dans les réunions de novembre 1886, le Comité des Ministres, tout en repoussant résolument cette limitation en principe, l'accepta pleinement en fait. Voici comment :

Les primes restant à rembourser s'élevaient à 6.750.000 roubles et ce remboursement avait été réparti sur trois exercices, par des centimes additionnels. Ceux-ci représentaient pour 1885-1886 une surtaxe de 6 copecks par poud. Pour les années suivantes, la crise devant enrayer la production, cette surtaxe ne serait pas entièrement perçue. Le ministre proposa d'y parer en instituant une seconde surtaxe, mais frappant seulement les sucres fabriqués au-dessus de 19 millions de pouds et de la porter au double du droit, soit à 1 rouble 70 par poud. Quant à la répartition des 19 millions de pouds non surtaxés, on laissait la question pendante et on ne décidait pas entre le système du Sud-Ouest, basé sur la moyenne quinquennale, et celui du Centre, fondé sur l'outillage.

Le Comité approuva ce projet, mais la confirmation souveraine lui manqua, et il retomba dans le néant, pour lequel il semblait admirablement préparé.

Celui qui lui succéda s'inspirait d'une idée très juste. Le fisc, en exigeant que tous les droits, computés au 1er août, lui fussent versés le 31, obligeait les fabricants à vendre leurs produits à tout prix, pourvu que ce fût vite. Ces droits étaient alors de 85 copecks, plus du quart du prix de vente, et bien peu avaient devant eux une somme égale à la valeur de leur production après avoir payé tous les frais de la campagne.

On les autorisa à s'acquitter en nature, c'est-à-dire en versant dans les magasins du Trésor du sucre, compté à 3 roubles 25 le poud (montant présumé des frais de production, y compris l'accise) pour un chiffre au plus égal à l'impôt arriéré de 1885-1886.

Le Trésor était chargé de la vente, mais s'imposait à lui-même de ne pas vendre si les cours étaient inférieurs à

4 roubles le poud, et d'exporter seulement dans la saison où la hausse est usuelle. S'il vendait plus de 3 roubles 25, le profit viendrait en diminution de l'impôt 1886-1887. S'il vendait moins, les fabricants devaient solidairement le rembourser, sous forme de surtaxe.

Cette décision, que S. M. daigna sanctionner le 11 février 1887, n'est peut-être pas à l'abri de toute discussion. Il y perce toujours cette solidarité établie artificiellement entre les fabricants. Puis, cette perception de l'impôt en nature est hors des coutumes modernes[1]. Cependant, on peut lui pardonner tous les défauts qu'elle a en considération de celui qu'elle n'a plus : ellé livre à elle-même l'industrie ouvrière. Elle ne lui laisse plus ces appuis factices qui l'empêchaient de marcher, mais non pas de tomber. On ne paya rien, ou bien peu, en sucre, et c'est parce qu'elle ne servit à rien que cette mesure est la plus utile dont ait profité l'industrie qui nous occupe.

III

Le gouvernement n'avait pas voulu réglementer les fabricants, mais rien ne s'opposait à ce qu'ils le fissent eux-mêmes. Nous rougirions d'oser montrer la différence qui sépare ces deux natures de réglementation.

Le 28 avril 1887, 171 fabricants sur 219 signèrent une convention par-devant notaire. Chacun d'eux, agissant aussi librement qu'une créature humaine peut le faire, ayant jusqu'au

1. En 1867, dès que l'empereur du Japon eut abaissé définitivement le parti du Shagoun, la première réforme qu'il donna au pays qu'il voulait mettre sur la voie du progrès, ce fut la suppression des impôts perçus en riz. Ce souverain asiatique vit qu'il ne pouvait s'échapper à ce dilemme : Ou le riz garderait son prix et le souverain serait taxé d'accapareur, ou il baisserait et l'État n'aurait pas de revenus stables. Le résultat fut acquis après des efforts heureusement couronnés d'un plein succès.

bout faculté de rester isolé ou de devenir solidaire, s'engagea à observer certaines règles. La production de chaque fabrique, pendant les trois premières campagnes, ne pouvait dépasser les 2/3 du chiffre le plus élevé qu'elle eût jamais fabriqué. Tout l'excédent devait être exporté. L'exécution du contrat était confiée à un comité élu par le syndicat et l'obligation d'exporter, c'est-à-dire en somme le contrat lui-même, était suspendue lorsque le sucre coterait 4 roubles 50 à Kieff.

De prorogation en prorogation, ce contrat est valable jusqu'au 1er septembre 1899. Il a subi quelques modifications. On a tenu compte du désir des fabricants du Centre et pris en considération dans la répartition la puissance de l'outillage. Les droits ayant augmenté suivant le tarif de 1884, les prix prévus pour la suspension de l'exportation forcée ont été relevés d'une somme égale. On a constitué un dépôt de réserve en cas où la récolte serait mauvaise, mais l'essence du pacte est restée la même.

M. Yanjoul, professeur à l'Université de Moscou, a jugé, très équitablement selon nous, cet énorme syndicat. D'après lui, ses avantages sont multiples. Il a évité une catastrophe certaine, et il a donné aux prix des sucres une stabilité qu'ils ne connaissaient pas. En effet, de 1888 à 1892, les prix ont été 4,22, 4,47, 4,40, 4,20, 4,67, alors que dans la même période, à Londres, les variations étaient autrement sensibles. A côté de cet avantage, un défaut, un vice terrible. La base du syndicat c'est l'exportation forcée, donc l'exportation à perte. Donc, le but avoué et évident d'ailleurs de ces fabricants associés, c'est de répartir entre eux, et par suite de répartir entre leurs clients nationaux, la somme qu'ils perdent en vendant à l'étranger à des prix inférieurs aux frais de production.

M. Yanjoul note que ce qu'on a limité, ce n'est pas la production, puisque chacun reste libre de produire autant qu'il veut, c'est la consommation du pays, bornée rigoureusement

entre cette obligation mutuelle d'exporter ce qui dépasse 20 millions de pouds et les tarifs prohibitifs de l'importation. Et que deviendra la fabrique le jour où une des nombreuses clauses possibles se réalisera, empêchant l'exportation ? Un changement des tarifs douaniers des pays consommateurs, une guerre, que sait-on ? Comment exécuter dès lors l'obligation d'exporter ? Et, demande M. Yanjoul, que deviendraient les stocks énormes du syndicat ? Les brûlerait-il ? Les jetterait-il à la mer ?

Remarquons que l'intervention gouvernementale n'est pas absolument innocente de ce à quoi elle a renoncé à remédier et de ce qui a motivé la création de ce syndicat. C'est en 1881 qu'ont été promulgués les droits actuels absolument prohibitifs de toute importation, et c'est de 1882 que date le développement irréfléchi de la culture et de la fabrique. Les droits étaient de 2 roubles 20 or (8 fr. 80) pour le sucre brut, de 3 roubles 30 or (13 fr. 20) pour le sucre raffiné. En 1891, ils furent encore augmentés et devinrent respectivement 3 et 4 roubles or, soit 12 et 16 francs par 16 kilos. Mais une clause importante y est ajoutée: « Dans le cas où le prix du sucre brut se maintiendrait à Pétersbourg entre 6 et 6 roubles 50, et à Kieff ou Odessa entre 5 roubles 50 et 6 roubles le poud, les droits de douane pourront être abaissés jusqu'à concurrence de 1 rouble 50 or, cette diminution devant être précédée d'un préavis de 2 mois. »

En 1892, la hausse se produisit. En 1891, on avait exporté 7 millions 1/2 de pouds, la récolte était mauvaise. Les quelques millions de pouds en stock seraient vite épuisés. Le syndicat formé pour gagner en perdant allait gagner trop... en gagnant. Le Ministère intervint. M. Witte, depuis deux mois seulement titulaire des Finances, estima qu'en abaissant le tarif, il exposait la fabrique indigène à se voir submergée par la production étrangère, contre laquelle elle serait impuis-

sante à lutter en Russie, puisque c'est de sa vente en Russie qu'elle paie ses pertes à l'étranger. Il décida qu'un seul importateur serait autorisé et que ce serait le fisc lui-même.

Il n'agit pas directement, mais prit comme agent d'exécution la Banque Internationale de commerce à Pétersbourg, d'autant plus sûr de trouver là un concours intelligent et fidèle qu'elle était présidée par Iwan Alexéiévitch Wyschnegradsky, le prédécesseur immédiat de M. Witte au ministère. La Banque Internationale fut chargée d'acheter en Europe du sucre qu'elle devait vendre 5 r. 25 à Kieff, 5.30 à Odessa, 5.60 à Moscou, 5.65 à Pétersbourg. Une commission de 3/4 °/₀ lui était allouée.

Elle a importé 1.700.000 pouds qui lui ont coûté 5.634.259 roubles. Les frais de tout genre ont porté cette somme à 6.224.023 roubles. Les ventes ont atteint 9.436.562. Le bénéfice du Trésor a été de 3.212.539 ou près de 2 roubles par poud. Il ne reste plus de stock actuellement.

IV

Avant d'examiner les procédés techniques des usines, leur répartition dans les diverses régions, nous avons à compléter l'ordre de renseignements dans lequel nous nous sommes engagés.

A la fin de la campagne 1893-94, il existait 84 Compagnies ayant pour objet la fabrication et la raffinerie du sucre. Leur capital global était 61.926.820 roubles ou 167.200.000 francs. Le bénéfice total a été 12.040.923 roubles, ou 32.500.000 francs, soit 19,44 °/₀. Du 20 mars 1894 au 10 mars 1895, quinze Sociétés ont été autorisées avec un capital global de 9.080.000 roubles et 16 personnes ont demandé cette autorisation avec un capital de 10 millions. Elles sont en instance.

Ce serait donc 52 millions de francs à ajouter aux sommes employées dans la fabrique du sucre.

En 1893, les droits sur les sucres ont donné 30.282.744 r., le chiffre le plus élevé qu'ils aient atteint.

En 1892, 255.000 hectares étaient en betterave, en diminution de 36.000 sur les semailles de 1891, les plus étendues qui se soient faites. Le rendement moyen à l'hectare a été de 14.700 kilos. Elles ont donné 11,1 °/₀ de sucre, soit 29,600,000 pouds de sucre brut qui ont laissé 18,800,000 pouds de raffiné.

Il nous paraît que dans ce long exposé des vicissitudes de l'industrie sucrière en Russie, on trouve un enseignement d'une portée générale. La protection officielle par les douanes se produit dans tous les pays. La prime d'exportation se donne ailleurs qu'en Russie, et chez nous même on a méconnu cette règle si simple rappelée par M. Bunge : « Ce n'est pas l'affaire d'un ministre des finances que de procurer à l'étranger des denrées bon marché aux frais du trésor national. » Ce qui est absolument spécial, c'est cette industrie entière demandant à être limitée, se limitant elle-même, puis le gouvernement prenant le monopole de l'imqortation, réalisant un bénéfice en vendant à un prix que cette importation réduisait, et surtout cette prospérité énorme d'une branche de la production qui a dû recourir à cet étrange procédé de baser ses bénéfices sur des pertes.

Les vieux procédés disparaissent rapidement. Le système de la diffusion est employé à peu près partout, dans 97 0/0 au moins des usines. L'épuration des jus se fait généralement par simple filtration.

Dans le Sud-Ouest et dans le Centre, le bois fournit le combustible. En Pologne, on profite du voisinage des houillères.

Cette industrie occupe environ 90.000 ouvriers, en

moyenne 390 par fabrique ; 85 0/0 sont des hommes. Le salaire peut être ainsi fixé, en faisant abstraction de l'unique fabrique de Sibérie où ils sont beaucoup plus élevés : tous les hommes reçoivent par mois de 5 à 12 roubles, les femmes de 3 à 10, les enfants de 4 à 9 roubles, le tout par mois[1].

1. Nous devons signaler un arrêté ministériel du 28 juillet 1895, ordonnant :

1° Qu'au-dessus de 4 r. 75, cette année et 5 r. en 1896, le sucre pourra être vendu librement ;

2° Que les usines doivent constituer des réserves en cas de hausse trop forte ;

3° Qu'il ne sera donné aucune suite aux demandes tendant à obtenir l'autorisation de créer de nouvelles fabriques ou d'agrandir celles déjà existantes.

Le tout en vertu d'un oukase de S. M.

ALCOOLS

L'impôt sur l'alcool donne environ 120 millions de marks à l'Allemagne, 40 millions de florins à l'Autriche, 45 à la Hongrie, 35 millions de francs à la Belgique, 470 millions à la France en y comprenant celui supporté par les boissons dites hygiéniques, 16.400 000 l. st. à l'Angleterre, 260 milllions de roubles à la Russie. Si on place en regard de son importance financière l'influence puissante qu'a, sur une nation, la plus ou moins grande consommation de la matière de cet impôt, on apprécie toute la gravité de la question.

I

Il serait difficile de fixer la date où, pour la première fois, l'eau-de-vie de grain, la vodka, fut distillée en Russie. Au XVIe siècle, les cabarets existaient déjà. Cent ans plus tard, l'État en prend le monopole. Il y renonce bientôt. Une distillerie fait bientôt partie de tout bien seigneurial. Les lois fiscales que nous trouverons tout à l'heure amènent la concentration de cette industrie dans de grandes usines, 2,000 à peu près. Si on les divise en trois catégories, les grandes, avec une production de 40,000 vedros (8 vedros = 1 hectolitre) d'alcool à 94 0/0; les moyennes avec une fabrication de 10 à 40,000 vedros, les petites au-dessous de 10,000 vedros, on voit que la première prend 38 0/0 de la production, la seconde 42, la troisième, la petite, 20 0/0.

La prospérité de la distillerie est subordonnée à une bonne récolte, à la fois parce que la matière distillable est alors à bon marché et parce que cette bonne récolte met les agriculteurs à même d'acheter le produit distillé. La récente introduction de la pomme de terre comme matière distillable a diminué cette subordination, en ce qui touche les approvisionnements, mais l'a laissée intacte en ce qui concerne la facilité des ventes.

Cet avantage partiel, joint à la moins grande variabilité des récoltes de pommes de terre, a suffi pour donner à celles-ci, et rapidement, une place prépondérante dans la distillerie. En 1880, on n'en employait pas, pour ainsi dire. En 1890, on en distillait 1.500 000 tonnes et seulement 600 milles de céréales. Outre ces deux matières, la distillerie traite aussi les mélasses de betterave et encore, mais en petite quantité, une masse de plantes, peu saccharines, mais dont on ne saurait faire autre chose. Elles n'entrent d'ailleurs que pour 1/10 0/0 dans la production totale. C'est surtout le seigle qui fournit le gros contingent, soit en grain, soit en farine. L'orge vient après, suivie par le maïs. Naturellement, cette substitution des pommes de terre aux céréales, de même que le choix de celles-ci, dépend des régions où sont placées les distilleries. De même, c'est dans le voisinage des usines à sucre que les mélasses sont traitées pour en extraire l'alcool.

Sur les 2,055 distilleries qui ont pris part à la campagne 1890-1891, 582 ont des extracteurs en bois, à vapeur, et 1,034 des extracteurs métalliques à haute pression. C'est surtout dans les riches contrées de la Tchernozème, de la Baltique ou du Centre industriel que se trouvent les extracteurs perfectionnés. Dans le N.-O., on se contente de ceux en bois. En Sibérie ou dans le Turkestan, on n'en a pas du tout.

55 0/0 des distilleries ont un moteur à vapeur. En Pologne,

on emploie la force animale. L'eau n'actionne que 25 usines, 1,21 0/0, et 250, ou 12, 17 0/0, travaillent à la main.

Les appareils continus sont encore en minorité, mais leur proportion s'accroît chaque jour. L'avantage qu'ils offrent d'économiser le combustible devenant sans cesse plus précieux, c'est le bois qui est surtout employé (76 0/0). Puis, vient un mélange de bois et de houille, de bois et de paille, de houille et de tourbe (15 0/0). Le charbon est rarement employé seul (3,3 0/0). La tourbe seule est plus usitée et il n'y a pas jusqu'à la paille qui n'arrive à chauffer seule 31 fabriques (1,5 0(0).

Le soin de diriger les distilleries est rarement confié à des personnes capables d'améliorer l'exploitation. 96 0/0 sont dirigées par des chefs ouvriers, 4 0/0 par des hommes ayant appris leur métier. Évidemment, la proportion serait tout autre si, au lieu de compter les usines, nous considérions la production.

Une moyenne, trop largement prise pour être très significative, est donnée pour le coût moyen de production. Ce serait de 75 cop. par 100° et par vedro, soit 16 fr. 50 l'hectolitre, non compris la matière première. Avec celle-ci, l'on arrive à 44 francs, mais tant de corrections doivent être faites, suivant la puissance de l'usine, la position géographique, l'abondance de la récolte, le loyer des capitaux, qu'elle exagère absolument le défaut commun aux moyennes.

L'alcool, en Russie, sert à très peu d'usages industriels. Sous une forme ou sous une autre, il est bu. Il doit donc être rectifié. Ce travail est accompli le plus ordinairement au moyen de colonnes de déflegmation, soit aux distilleries même, soit dans des usines spéciales. Elle se fait à chaud dans quelques établissements, à froid partout ailleurs.

Les liqueurs alcooliques, autrement dit les vodkis plus ou moins parfumés, colorés, aromatisés, ne peuvent être ven-

dues qu'en récipients de verre, scellés d'une banderole. La promulgation de cette loi a déterminé la fermeture d'une masse de petites fabriques, où se préparaient les plus atroces mélanges. De 1,000 fabriques, il en reste à peu près 250. Elles ont une importance suffisante pour que la surveillance ne s'éparpille pas ; leurs ressources sont assez grandes pour l'exécution des mesures qu'on leur prescrit, et les résultats cherchés par la loi sont à peu près obtenus.

Nous pouvons maintenant passer en revue les divers régimes auxquels le fisc a assujetti l'alcool.

II

Sous Pierre I[er], l'État se réserva le monopole de la distillation. La distillerie avait lieu ou dans les usines de l'État, ou dans celles de particuliers choisis par lui. La vente s'opérait dans des débits, gérés par des agents du fisc ou affermés. En 1705, on trouva plus sûr d'affermer les droits sur l'alcool.

Le système ne donna aucun des bons résultats prévus, pas même celui de la régularité dans la rentrée des impôts. En 1811, nous trouvons un arriéré de 37 millions de roubles. L'État reprit en 1819 la gestion du monopole, mais dut céder à la coalition des anciens fermiers et des consommateurs. En 1826, la ferme fut rétablie.

L'histoire, le roman et la légende nous montrent à quel degré cette organisation était préjudiciable, non seulement aux intérêts fiscaux, mais à l'hygiène publique, à la moralité nationale. Le règne qui a pu libérer les serfs ne pouvait laisser subsister cet opprobre à côté de cette gloire. La ferme des eaux-de-vie cessa en 1863.

A cette date la situation était complexe. Le régime était triple:

partout, sauf dans les 19 gouvernements ci-après, l'alcool ne pouvait être vendu qu'aux fermiers et ceux-ci le revendaient à des prix et dans des proportions fixés pour chaque ville ou district. Dans 16 gouvernements compris dans la Lithuanie, le Sud-Ouest, la Petite-Russie et le Midi, la vente était libre, sauf l'imposition d'une patente, et les fermiers n'avaient affermé que l'exaction des bases de fabrication. Dans les 3 gouvernements Baltiques, pas de fermiers, mais des droits de fabrication et de vente.

De cette différence de système en naissaient de plus grandes. Pour assurer la surveillance et aussi pour pouvoir acquitter un impôt très onéreux, les distillateurs de la région du fermage absolu s'étaient concentrés. Les fermiers, peu préoccupés des questions de morale, employaient tous les moyens pour augmenter la vente, en dépit de toutes les précautions insérées au cahier des charges. Ce résultat paradoxal était obtenu que la consommation par habitant était beaucoup moindre dans cette région que dans les deux autres et que l'alcoolisme y était beaucoup plus fréquent.

Dans les pays à ferme, chaque habitant buvait par an 2 litres 70 d'alcool pur. Cette quantité devenait 6 litres 15 dans les gouvernements Baltiques, 7 litres 75 dans les gouvernements dits privilégiés, mais alors que, dans ces régions, l'alcool entrait dans la consommation domestique, dans le régime alimentaire, il n'était dans les pays à ferme qu'une débauche rare et copieuse, stimulée par le cabaretier, facilitée par du crédit, et d'où sortait, non pas le supplément de vigueur demandé par le climat, mais l'abrutissement de l'ivrogne habituel.

Le revenu de l'État, dans les années qui précédèrent immédiatement la suppression de la ferme, était de 106 millions de roubles. C'était une grosse somme, mais il était de notoriété publique, — et les preuves en abondaient, — que le bé-

néfice des fermiers dépassait 60 0/0 de ce chiffre. Pouvait-on admettre que le recouvrement d'un impôt coûtât les 2/3 de son montant, surcharger le contribuable sans remplir le Trésor, surtout lorsqu'à cette déperdition se joignait une influence évidemment démoralisatrice?

Au 1er janvier 1863, tous les pays de l'Empire furent soumis à un système unique, celui de l'accise. L'impôt est assis à la fois sur la fabrication et le trafic des alcools. Le fabricant déclare, et l'on vérifie son dire, la capacité des appareils, la durée de la campagne, la nature de la matière employée. De ces éléments, on déduit le minimum légal, sur lequel il doit l'accise. D'après la loi de 1861 (en vigueur en 1863), les excédents ou sont affranchis du droit ou n'en paient que la moitié. Au début, cet impôt fut fixé à 4 roubles le vedro d'alcool pur (32 roubles l'hectolitre). Depuis, il a été successivement porté à 5 roubles en 1864, 6 roubles en 1869, 7 roubles en 1873, 8 roubles en 1881, 9 roubles en 1885, 9 roubles 25 en 1888, et enfin à 10 en 1892 (80 roubles ou 216 fr. l'hectolitre d'alcool pur). A peu près à chacune de ces dates, la présomption légale du rendement était modifiée, ce qui rend encore plus marqués ces divers relèvements de taxes.

La valeur de l'alcool, indépendamment des droits, est très inférieure à ces droits. Un vedro d'eau-de-vie à 40° se vend d'ordinaire 45 cop., soit 3 roubles 60 l'hectolitre ou 9 fr. 75, ce qui met l'hectolitre d'alcool pur à 37 francs. Cette valeur est donc proportionnellement à la taxe comme 1 est à 6, à peu près.

En dehors de l'impôt d'accise, les distilleries supportent un droit fixe, égal à 30 roubles par 6, 60 mètres cubes de leurs chaudières de cuite[1].

1. Les alcools de vin ont d'autres conditions que nous retrouverons en nous occupant des Cognacs de Russie.

Sauf ces divers relèvements, le régime de 1863 est resté intact. Il a été complété par trois lois qu'on pourrait appeler des lois de détail : celle qui s'occupe des liqueurs alcooliques, celle qui régit la vente des spiritueux, enfin celle qui concerne les distilleries agricoles.

La première est purement fiscale. On avait décidé que l'eau-de-vie devait titrer au moins 40°, mais exempté de cette règle les liqueurs aromatisées. Le commerce usa de cette dispense pour fabriquer une foule de liquides aux noms divers, pesant 30, 25 et même 20°.

Le fisc, à chaque consommation d'une bouteille, au lieu de percevoir les 4 /10 de 10 copecks, n'en percevait que 2/10, 3/10. On invoque bien le caractère quelquefois nuisible des essences employées, mais sans grande conviction. Ce fut seulement pour que les liqueurs à 25 0/0 d'alcool ne prissent pas dans la consommation la place de l'eau-de-vie à 40°, au moins, que les liqueurs durent payer une surtaxe de 1 rouble par vedro d'eau-de-vie à 40° employé à les fabriquer et porter une banderole prouvant le versement de cette surtaxe.

La loi de 1885, sur la vente des spiritueux, a un tout autre caractère. Elle fait passer les intérêts fiscaux en ligne très secondaire. Par ses visées, sinon encore par ses résultats, c'est une loi sociale.

A la suppression de la ferme, succéda une liberté presque absolue du commerce de détail des spiritueux. A la condition de payer la patente, qui voulait établissait un débit de liqueurs fortes. L'aisance générale ayant de beaucoup augmenté, les facilités d'aller au cabaret étaient plus grandes, et bientôt des avertissements s'élevèrent de partout sur l'envahissement de l'intempérance. Une Commission fut élue. En Russie, comme ailleurs, c'est par là que l'on commence, mais en Russie les travaux des Commissions aboutissent souvent. Elle fut inspirée par le fait que nous signalions : dans les gouvernements

où l'ivrognerie domine, le paysan boit de l'eau à table ou du thé, et de l'alcool au dehors. Pourrait-on amener l'inverse?

Pour l'essayer, tout au moins, la loi de 1885 prohibe la vente d'eau-de-vie au détail partout où l'on ne sert pas à manger. Les spiritueux, au contraire, se servent au verre dans les restaurants ou les traktirs[1]. Dans les débits, l'alcool ne peut se vendre qu'en récipients bouchés et des précautions spéciales préviennent la fraude. Des Commissions spéciales autorisent ou refusent l'ouverture des traktirs ou débits et peuvent en prononcer la fermeture.

L'alcool déjà frappé par l'accise, ou droit de fabrication, paie aussi un droit de consommation. La Russie n'a pas songé à adopter le système de nos règles sur la circulation. Elle n'a pas voulu imposer aux contribuables un système tellement compliqué, qu'un particulier n'est jamais sûr de n'avoir pas encouru une pénalité quelconque, et que l'habitude seule le rend tolérable. Tous les droits, autres que celui de fabrication, sont donc compris dans le droit de patente. Ces patentes ont été fixées en 1885, ainsi qu'il suit :

Traktirs (dans les campagnes)........	de 100	à 1.100 r.
Restaurants, hôtels, traktirs (dans les villes)........................	140	550
Débits (dans les villes)..............	75	150
— (dans les campagnes).........	30	90
Vins et spiritueux en gros...........	100	400
Buffets (cercles, gares, bateaux)......	40	70
Brasseries	10	30
Vins exclusivement russes...........	5	25

1. Le mot traktir, provient d'une corruption de « traiteur » dont les Français rient assez volontiers, mais les Russes sont autorisés à leur rendre la pareille. Un de nos chefs, en Crimée, ayant vu ce mot écrit sur une enseigne, crut y voir un nom de lieu, en baptisa l'engagement qui avait lieu et nous possédons à Paris, XVI[e] arrondissement, la rue du Restaurant, sous la forme de rue de Traktir.

Nous avons vu combien les grandes distilleries l'emportaient sur les petites. En outre des raisons techniques, il y a eu à cette concentration un motif artificiel. Pour l'alcool comme pour les sucres, on exemptait de droits, en tout ou en partie, les excédents sur le rendement présumé. Une fabrication perfectionnée augmentait cet excédent; elle n'était possible qu'avec une vaste entreprise. Tout devait donc amener la défaite des distilleries agricoles.

A cela, la loi de 1830 a voulu remédier, par un système tout opposé de taxation. D'abord, elle supprime tout dégrèvement pour l'excédent, et elle diminue l'impôt (qui est à 10 roubles le vedro).

1° De 2 0/0 sur les 1,250 premiers hectolitres d'alcool pur.

2° De 1 1/2 0/0 sur les seconds 1,250 hectolitres et les troisièmes.

3° De 1 0/0 sur l'alcool pur jusqu'à une production de 15,000 hectolitres où toute diminution cesse.

De plus, toute distillerie agricole, — et est réputé tel tout établissement annexé à un domaine d'au moins 64 hectares de labour et qui ne produit pas plus de 3 hectolitres 1/2 d'alcool par hectare, — reçoit une bonification variant de 4 à 1/2 0/0 sur sa production, excepté celle obtenue du 1er juin au 1er septembre.

Enfin, l'établissement d'une distillerie par actions, ou dont les cuves auraient une capacité supérieure à 1,100 hectolitres est prohibé.

Cette loi, dont le principe est fort attaquable, son but avoué étant de donner une prime à la fabrication la moins perfectionnée, aura un résultat moins mauvais qu'on n'était autorisé à le prévoir, par suite de la nouvelle et importante modification que va subir le régime des alcools.

III

Mathématiquement, à chaque accroissement du droit d'accise, aurait dû correspondre, soit une augmentation correspondante du rendement de l'impôt, soit une diminution de l'ivrognerie. Par exemple, l'alcool payait 4 roubles par vedro et donnait 121 millions. Il aurait dû en donner 317 en 1890, l'accise étant 9 roubles 25, ou sinon, on aurait dû constater les progrès de la tempérance. Il en a produit 240 et l'ivrognerie a augmenté.

Lors de la loi de 1885, on avait prévu l'un de ces résultats. En raréfiant les cabarets, en leur interdisant de vendre de l'alcool à d'autres qu'à ceux qui devaient y prendre un repas, on espérait rendre moins considérable la consommation de l'alcool, donc le revenu de l'accise, mais on espérait aussi diminuer l'intempérance. Celle-ci est seule restée à son niveau et l'État s'est imposé une perte sans aucune utilité.

Les raisons de cet état de choses sont multiples. Le ministère donne le premier rang à celles d'ordre psychologique, dirons-nous. Il estime que les seuls qui ont diminué leur consommation sont les gens sobres qui prenaient un verre d'alcool, mais sans y tenir assez pour payer ce plaisir ou d'un peu plus d'argent, ou d'un peu plus de peine. Ceux-là y ont renoncé, lorsque ce petit verre a coûté plus cher, lorsqu'il a fallu pour l'obtenir, soit aller dans un restaurant, soit acheter une bouteille entière et l'apporter chez eux. Les autres, au contraire, les ivrognes parfaits ou les candidats à l'alcoolisme ne se sont trouvés gênés ni par le renchérissement, ni par le règlement des fermiers, ils y ont paré en mangeant un peu moins. Peu leur importe le second. Ils vont au traktir et, devant une portion de gruau à 5 cop., avalent autant d'alcool qu'ils en

pourront contenir. De plus, ils achètent volontiers la bouteille pleine. Elle leur dure si peu! Or, comme les tempérants sont, grâce à Dieu, beaucoup plus nombreux que les autres, l'accroissement de consommation des derniers ne compense pas l'abstention des premiers et le fisc perd, alors que le vice ne perd rien, au contraire.

Une autre raison qu'on ne donne pas doit cependant exister. Toute élévation du droit augmente la prime des fraudeurs.

En résumé, le ministère s'avoue impuissant à moraliser le régime de l'alcool tant que le commerce de cette denrée restera entre les mains de l'industrie privée. Selon lui, le régime actuel a tous les inconvénients auxquels il voulait mettre fin: la stimulation par le cabaratier déguisé en *traktirchik*, le crédit fait aux ivrognes, la sophistication des boissons et, en même temps, leur vente à un prix double de leur valeur. Et ce grand mal moral n'est accompagné d'aucun bien fiscal. Le ministre affirme que le régime opposé, c'est-à-dire le monopole, aurait des effets inverses et diminuerait l'ivrognerie en accroissant les recettes. Nous avons vu que ce n'est pas là un paradoxe, puisqu'il ne s'agirait que de substituer la consommation modérée à l'autre et à supprimer la fraude. Cette augmentation du rendement de l'alcool, a ajouté le ministre, ne se manifestât-elle pas, que le Trésor n'en gagnerait pas moins ce qu'absorbent les gains illicites, abusifs, immoraux du cabaretier et qui lui viendrait par des impôts indirects

Le Conseil de l'Empire n'a pas acquiescé sans résistance. Un monopole d'une telle importance, dans un pays prospère, mérite qu'on y songe, et c'est peut-être sans croire beaucoup au succès de l'expérience que la Haute Assemblée consentit à ce qu'elle fût faite. Son avis, sanctionné par S. M. l'Empereur défunt le 8 juin 1893 et le 6 juin 1894, a autorisé le Ministre des Finances à soumettre les gouvernements de Perm, Oufa,

Orenbourg et Samara au régime du monopole à titre d'essai, à dater du 1er janvier 1895.

Le monopole concerne uniquement la vente des produits alcooliques. La distillerie reste libre, sauf l'exercice et les règlements actuels. Toutefois leur production ne devra pas dépasser la moyenne des trois dernières années. Elles fournissent les 2/3 de la consommation prévue pour le gouvernement, au prorata de leur production-limite, à des prix fixés chaque année, d'avance, par le ministre. Le troisième tiers est demandé aux enchères, à défaut, à des commandes libres.

L'excédent de la production-limite peut, en payant l'accise, être transporté dans le reste de l'Empire. Au contraire, toute importation dans la zone du monopole est interdite. La régie opère et fait opérer la rectification.

La vente en gros s'opérera de la façon habituelle. La vente au détail aura lieu de deux façons : ou bien par des débitants nommés par le ministre, ou par des traktirs, d'une part, ou par des restaurants dans les villes.

Les agents ou les traktirs ne pourront vendre que des bouteilles cachetées, au prix fixé par le ministre et sans qu'aucune différence soit faite entre celui du gros et celui du détail. Ils recevront une allocation du fisc.

Les restaurants, dans les villes exclusivement, vendront au verre, le prix qu'ils voudront, sur autorisation spéciale, et naturellement ne recevront rien du fisc.

Il est encore trop tôt pour apprécier les résultats de l'expérience, et d'ailleurs cela excéderait les limites que nous nous sommes fixées. On peut, tout au moins, louer sans réserve la méthode à laquelle on les doit. C'est une application considérable des doctrines de la politique expérimentale, de ces doctrines que soutenait, avec un si grand talent et une si rare énergie, notre ami Léon Donnat. La Russie, mieux peut-être, que tout autre État du monde, peut les adopter. Son unité

repose sur des bases inébranlables et cependant la multiplicité de ses races, de ses climats, y est particulièrement propre. Débarrassée de vieux préjugés, elle n'est pas tenue de confondre l'unité et l'uniformité. Il ne nous appartient pas de souhaiter que l'expérience qu'elle tente amène tel ou tel résultat, mais nous désirons vivement qu'elle réussisse, c'est-à-dire qu'elle démontre pleinement la supériorité de la solution qu'elle indiquera. Certainement, dans l'appréciation de sa portée, en tiendra compte de l'influence qu'a ce fait qu'elle est limitée, qu'elle doit se défendre contre une fraude infiniment plus difficile si le régime était étendu à tout l'Empire.

Dans les 260 millions produits par l'impôt des boissons, les quatre gouvernements figurent pour 12 millions 1/2. Ils ont donc été choisis à peu près dans la moyenne, également loin de ceux qui rapportent 20 millions comme Moscou, ou 300,000 roubles comme Olonetz, pour ne parler que de la Russie d'Europe.

IV

Aucun de ces gouvernements ne contient de vignobles et, par suite, l'expérience ne compromettra pas une jeune industrie, celle des cognacs russes. L'alcool de raisins, on se le rappelle, est avantagé par la loi fiscale. On a donc, depuis longtemps, fait de l'esprit-de-vin, mais il n'a fait, pendant longtemps, que lutter avec celui de grain qui l'a à la fin battu. C'est récemment, précisément à l'aube de cette renaissance industrielle dont jouit la Russie, que des propriétaires de Crimée, du Caucase et de Bessarabie ont implanté la fabrication des cognacs dans ces domaines qu'ils dotaient de tous les progrès viticoles. On a cessé de brûler ensemble les résidus, le marc et le vin, et aujourd'hui la qualité du cognac est très suffisante.

Elle ne peut être comparée à celle de nos grandes eaux-de-vie, mais celles-ci sont introuvables pour le commun des mortels, et il faut reconnaître que le cognac russe, vendu au détail à Saint-Pétersbourg 2 fr. 70 la bouteille, contenant très peu plus d'un litre, est supérieur infiniment à ce que nous achetons en France 4 fr. le litre, et à ce que nous vendons en Russie, droits et port compris, 8 francs la bouteille de 65 centilitres. Ce n'est pas une constatation fâcheuse pour notre commerce. Bien au contraire, les cognacs importés, de qualité ordinaire, viennent d'Allemagne, et nos vrais cognacs ne seront pas de longtemps détrônés par ceux du Caucase. Seulement, cette observation prouve qu'il n'est pas raisonnable de faire faire 3,000 kil. de chemin de fer et d'imposer une taxe douanière de 3 francs par kilo brut à une marchandise commune, qui se trouve en Russie à meilleur compte qu'en France.

COMMERCE ET INDUSTRIE DU TABAC

Nous verrons, dans une autre partie de cet ouvrage, comment s'exerce la culture du tabac et les récoltes qu'elle donne. Une des particularités de cette plante, c'est d'être impropre à la consommation dans l'état où elle est récoltée. Elle donne donc lieu à toute une industrie. Une autre particularité, c'est de fournir un produit imposable par excellence et, par suite, d'être l'objet du tout un système d'impôts.

En Russie, cette industrie transforme une quantité considérable de *Nicotiana rustica* ou faux tabac. Les classes pauvres sont les seules à l'employer. Les autres fument ces cigarettes réputées que nous appelons les cigarettes russes, d'un nom qui n'est pas absolument exact, car les meilleures sont faites de tabac d'Orient. La régie des tabacs ottomans a ouvert, dans les grandes villes de l'Empire, des débits de ces cigarettes. Elles sont très chères, mais il n'est pas un amateur russe qui ne les préfère à celles du pays.

On croirait volontiers que les Russes consomment beaucoup plus de cigarettes faites que de tabac. L'usage de la pipe est très rare. De plus, aussi bien dans les salons que dans les rues, on ne voit jamais un fumeur confectionner lui-même sa cigarette. La statistique prouve que ce serait une erreur. En 1891, il a été vendu 716,000 pouds de tabac et seulement 164,000 de cigarettes, et, bien entendu, nous ne comptons pas dans le chiffre du tabac le faux tabac qui, à lui seul, représente plus de 2 millions 1/2 de pouds.

Le tabac ayant une valeur assez grande, relativement à son poids, voyage facilement et les manufactures se sont installées plutôt à proximité des lieux de consommation que près de ceux de production. C'est près de Moscou, de Pétersbourg, de Varsovie, qu'elles abondent et ce n'est certes pas là que se récolte l'herbe précieuse.

C'est près de Pétersbourg que sont les usines Bogdanoff. En 1891, elles ont payé 2,000,000 de roubles (5,400,000 fr.) pour les banderoles qui ont dû entourer leurs produits.

C'est, en effet, au moyen de banderoles, ou de ce que nous appelons des vignettes, que la Russie perçoit des droits sur les tabacs. Le choix entre les divers modes de perception n'est pas absolument aisé. Le monopole soulève mainte objection de principe. De plus, en Russie, il trouverait un obstacle dans l'usage du faux tabac et, si l'on taxait celui-ci, dans celui des succédanés qu'on trouverait aussitôt. Le fisc n'a pas voulu recourir à ce moyen suprême et flotte entre divers moyens. En 1861, on frappa le tabac d'un droit *ad valorem*, 20 0/0 pour la qualité inférieure, 33 0/0 pour les qualités supérieures. Dans un pays à régie, les qualités sont tranchées. Nous avons du « caporal supérieur » et du « caporal ordinaire ». Là, où la fabrication est libre, la distinction est moins facile. Le droit était trop léger pour les sortes supérieures de chaque qualité, trop lourd pour les autres. On fit trois classes et on taxa le faux tabac. La fraude ne tarda pas à profiter de la prime qui lui était offerte. Les tabacs fins et moyens se vendaient sous de fausses étiquettes et payaient comme tabac inférieur. Le faux tabac manufacturé était délaissé par les paysans qui le fumaient en feuilles.

En 1877, on unifie les droits, tout en surimposant les tabacs étrangers, indispensables à la confection des articles de luxe. Le défaut primitif s'accentue. L'impôt devient, plus que jamais, progressif à rebours. En 1882, on réforme complète-

ment le système. Le tabac en feuilles ne peut être vendu qu'aux fabricants ou courtiers payant une patente spéciale. Les usines ne doivent produire qu'une certaine proportion de tabac de 3e qualité. Tout particulier peut se faire livrer les tabacs mis en vente, au prix indiqué par les banderoles.

Au point de vue fiscal, du moins, le résultat fut atteint et le revenu monta de 14 à 20 millions de roubles. Mais peut-on dire de même au point de vue économique ?

On nous blâmera de poser une question aussi importante au milieu d'une étude sur les tabacs. Le fisc de tous les pays donne à ce produit une telle place dans les budgets qu'on ne peut le traiter dédaigneusement.

Le monopole peut revêtir une forme complexe. Par exemple, en France, nous avons celui des tabacs, absolu, élémentaire, dirons-nous ; à côté d'autres, moins rigoureux peut-être, celui de la Compagnie des Omnibus, ceux des Compagnies de chemins de fer. Ce sont des monopoles explicites ou implicites, mais voulus, dérivant si évidemment de la nature des choses que, même lorsque l'État n'a pas énoncé sa volonté de les créer, cette volonté est hors de doute. Mais, en outre, il existe des monopoles de fait, dérivant fréquemment de mesures officielles, mais n'en dérivant pas directement, en étant une conséquence secondaire. L'industrie des tabacs en Russie offre un fait de ce genre. A mesure que l'importance de la taxe accroît la sévérité de l'exercice, cette industrie suit plus rapidement la tendance actuelle à la concentration. En deux ans, le nombre des usines a passé de 432 à 350. La plupart disposent de gros capitaux. La concurrence individuelle est impossible. La création de Sociétés rivales est rendue malaisée par la nécessité de faire approuver par le pouvoir suprême toute constitution nouvelle. De là, ce double fait : diminution du nombre d'entreprises, développement des entreprises existantes.

Ce monopole inavoué ne serait-il pas remplacé avantageusement par un monopole voulu, dont les clauses seraient soigneusement étudiées, afin de pouvoir en attendre un plus grand bien pour l'État, un moindre mal pour l'individu? En 1887, les droits furent majorés : portés au double pour le faux tabac, augmentés du tiers ou de la moitié pour les autres sortes, et la question se posa plus directement. Cependant, le monopole de l'État ne fut pas adopté, non pas par une de ces raisons de principe qui jouent si souvent un trop grand rôle, mais par des motifs de fait : la difficulté de surveiller la culture sans la restreindre, la facilité démontrée qu'a le paysan à renoncer à l'usage du tabac, d'où sortait celle qu'il aurait de se soustraire à un impôt qui dépasserait sa puissance contributive.

Nous demandons la permission de voir là une reconnaissance formelle d'une grande vérité, la justice plus grande de l'impôt indirect. Celui-ci est toujours subordonné à la puissance contributive. Même si l'individu n'est pas matériellement incapable de l'acquitter, il suffit qu'il le trouve trop élevé en raison de charges qu'il est seul à connaître, et, au prix d'un sacrifice, en renonçant à tel ou tel détail de bien-être, il se dispense de le payer. L'impôt direct n'a point de ces ressources. Il ne se préoccupe pas de savoir si c'est le pain même qu'il arrache au contribuable. Celui-ci peut renoncer à tous les superflus, l'impôt direct ne l'en frappe pas moins. Sauf l'indication, si aisément méconnue, que donnent les frais de recouvrement, l'impôt direct ne porte pas en lui cette sorte de manomètre qui montre que la limite va être atteinte ou dépassée. L'impôt indirect, au contraire, ne permet pas d'erreur. Si l'on en exagère le taux, son rendement cesse d'augmenter, diminue même si le taux est encore aggravé. La force contributive est ainsi automatiquement prouvée. Automatique est le frein mis aux entraînements budgétaires. Si un ministre des finances nous dit : « Les impôts indirects rendent

tous les jours davantage », nous croirons au développement économique du pays. S'il veut le prouver par le rendement des impôts directs, nous en conclurons à l'habileté des recors, à la cruauté du gouvernement, et nous attendrons le jour où le peuple épuisé cessera d'être.

Le droit a encore été augmenté en 1892. Son rendement en 1893 a été de 32 millions de roubles, non compris les recettes de la douane. Pour en assurer la perception, aucune espèce de tabac ne peut être vendue autrement qu'en paquets (minimum : 50 grammes de tabac, 3 cigarettes, 1 cigare) recouverts de la banderole. Cela prive les fumeurs du plaisir de choisir leurs cigares d'après leur odeur, le craquement qu'ils font entendre lorsqu'on les froisse à proximité de l'oreille, mais pour leur laisser au moins le plaisir de la vue, les boîtes qui contiennent les cigares ont un couvercle de verre.

SUBSTANCES ALIMENTAIRES

C'est surtout de la farine de blé que nous devons nous enquérir. Dans un pays où le grain est si abondant, l'industrie de la mouture doit avoir devant elle un large avenir.

Plus large que son passé, jusqu'en 1825, elle demeura patriarcale. Les moulins à vent, tout au plus les petits moulins à eau, étaient des progrès rares. La généralité pratiquait la mouture à bras. Vers cette date, un Américain installa de grands moulins perfectionnés, sur les divers affluents du Volga. Puis, vers 1845, les moulins à vapeur se créèrent avec une rapidité considérable,— trop considérable, peut-être, car beaucoup se lancèrent dans cette entreprise, dénués d'un capital suffisant d'argent et d'expérience. On fit de la farine sans trop savoir où la vendre. Le stock grandissant ne permettait pas de payer les créanciers. Quelques catastrophes survinrent. Puis, l'industrie nouvelle se tassa et aujourd'hui, elle prospère,.

Les petits moulins ont survécu. Ils suppléent aux besoins locaux, surtout par la mouture du seigle. Ils résisteront longtemps, et ce n'est pas de sitôt que les colossales usines de minoterie approvisionneront les villages situés à 2 et 300 verstes d'une voie ferrée. Les grands ont, à peu près, le monopole de la farine de froment. Autant le Russe accepte volontiers que la farine de seigle reste mêlée d'une grosse portion de son, autant il exige que celle de blé soit pure. Aussi des nettoyeurs perfectionnés sont-ils employés partout. La mouture est généralement opérée avec des cylindres, soit

en acier fondu de chez Gruson, de Magdebourg, soit en porcelaine, de chez M. Wegmann, de Zurich.

Les vieux moulins produisent jusqu'à 9 qualités de farine et 2 de son. Celui-ci se divise en fin et grossier et entre pour 14 0/0 dans le produit. La farine est, pour 40 0/0 de farine supérieure, 28 0/0 de farine moyenne, 16 0/0 de farine inférieure, chacune des trois se subdivisant en sortes dénommées d'après l'emploi auquel elles sont le plus propres. Les moulins nouveau système ont une classification moins nombreuse.

Le prix de la mouture est en moyenne de 1 fr. 60 par hectolitre, mais, au moins dans les grands moulins, on ne moud que rarement à façon et les meuniers sont minotiers. Cela augmente encore l'importance d'une industrie qui, en 1890, disposait de 19,000 chevaux vapeur, 10,000 chevaux hydrauliques, employait 30,000 ouvriers et produisait 2,500,000 tonnes de farine pour 156,000,000 de roubles.

L'exportation des farines est à peu près nulle, environ 125,000 tonnes[1].

1. On trouvera au chapitre de l'Agriculture des renseignements plus complets sur cette industrie essentiellement agricole.

NAVIGATION ET CONSTRUCTION

I

La Russie est baignée qar les océans Arctique et Pacifique, par les mers Baltique, Noire, Caspienne et d'Azoff. Ses lacs sont les plus grands de l'Europe. Ses fleuves comptent parmi les plus considérables du monde. Enfin, son étendue est telle que les voies artificielles de communication seront toujours en proportion insuffisante avec ses besoins. La navigation est donc un élément très important de l'activité du pays et Pierre Ier ne faisait qu'exprimer l'évidence, en en voulant répandre le goût et la pratique dans le peuple qu'il civilisait.

Tous les modèles de bateaux doivent se rencontrer sur un réseau où sont compris, non seulement la rivière à peine flottable et le fleuve dont l'œil ne peut voir les rivages, mais surtout des cours d'eau situés, les uns dans le climat chaud de la Crimée, les autres près de l'océan Glacial, dont les uns traversent les districts productifs du centre industriel, les autres les solitudes de la Sibérie orientale. En résumé, cependant, et quelque objection que présentent à notre dire les canots du Baïkal, empruntés dirait-on à un musée d'objets de sauvages, les radeaux chargés de foin, à l'apparence de hangars flottants, qui hivernent à Saint-Pétersbourg, la navigation intérieure est mieux outillée en Russie qu'en aucun autre pays d'Europe. Son outillage ne le cède qu'à celui des

États-Unis, comme le besoin qu'elle a du sien n'est surpassé que par celui que les États-Unis ont du leur.

Le halage, soit par des chevaux, soit par des hommes, a été vaincu par le remorquage à vapeur. Les barques à voiles ou celles qu'on poussait à la gaffe ont maintenant des machines. Le type national, en ce qui concerne le transport exclusif des marchandises, n'a pas changé. C'est la « barge », très semblable à ce que nous appelons le chaland (en russe, *plachkout*). Elle est souvent en fer, mais garde son fond plat, ses flancs rebondis. Ses dimensions varient seules, en rapport grossier avec celles du fleuve qui est son parcours ordinàire.

Sur le Volga, elles ont de 200 à 300 pieds de long et jaugent de 1,000 à 1,300 tonnes. Il y en a 2,500 environ, dont les plus grandes, celles des frères Nobel, portent jusqu'à 1,700 tonnes de pétrole. Celles-ci sont en fer, infiniment plus chères. La tonne en bois coûte environ 15 francs. La barge en fer vaut 100 francs par tonne de déplacement.

La flottille du Volga qui, on le voit, n'est pas loin d'avoir coûté 20,000,000 de francs, appartient surtout à des maisons de commerce : Blinoff, Boulitcheff, Jouravieff, Kourbatoff, les frères Nobel. Puis, viennent les Compagnies de transport et, enfin, les petits armateurs qui en possèdent un petit nombre et de faible tounage. En outre des barges, le Volga porte les ferry-boats pour les voyageurs, les remorqueurs, etc., sans parler de ces énormes *bélianas*, à la fois bateaux et marchandises. On les construit en façonnant le moins possible le bois dont on se sert. Chargés de plusieurs millions de tonnes de marchandises légères, ils descendent le Volga, et sont dépecés et vendus dans les régions privées de bois.

Le bassin de la Dvina septentrionale a des barges beaucoup plus petites que celui du Volga et, surtout des kayouks, tout en bois et étroits. Celui de Pétersbourg, où aboutit le système de Marie, c'est-à-dire le réseau qui le relie à la Bal-

tique, a quelques 6,000 bâtiments de 3 à 500 tonnes. Nous trouvons là sur le fait le développement presque trop rapide du trafic en Russie.

Le système de Marie, disions-nous, réunit la Baltique à la Caspienne, mais un peu comme notre système réunit le port du Havre à celui de Marseille, par une voie inaccessible aux bâtiments de quelque importance. On a donc songé à perfectionner cette communication, à l'élargir, afin que les barques du Volga pussent l'employer sans rompre charge. Une somme considérable était assignée, mais pendant que le projet s'instruisait, les armateurs du Volga augmentaient la dimension de leurs barges et il faut maintenant étudier et défrayer un agrandissement beaucoup plus considérable.

Des six mille bâtiments que compte le bassin de la Néva, deux cents navires appartiennent à des bateliers. Ce sont des barques de 50 tonneaux, qui desservent les courtes distances. Analogues à celles du canal du Midi, elles servent, comme elles, de domicile à leur propriétaire. Les autres sont réunies dans les mains de gros industriels. Par exemple, M. W. Ratkoff-Rajnoff, maire de Pétersbourg, qu'un héritage a fait chef de la maison Gromoff, en possède à lui seul près de 300.

Sur le Dniéper, la navigation est entre les mains des vapeurs ou des toueurs. Quelques schooners et bricks font à la fois le service du fleuve et le trajet de mer à Odessa ou Nicolaïeff.

En tout, on peut admettre que les fleuves et les canaux de Russie portent 20,000 mille bâtiments. Cette industrie traverse un état transitoire dont l'issue se devine aisément. Dans l'Empire entier, elle lutte avec des chemins de fer et trouve, dans cette lutte, trois raisons, au moins, de succomber. Les voies ferrées ont fait augmenter le prix du bois et celui des salaires, donc le coût des bateaux. Le partage de la masse à transporter rend la demande de bateaux moins grande et en abaisse le fret. Enfin, la rapidité de livraison est prise en

considération et oblige les bateliers à des dépenses nouvelles.

Après une période que l'obstination peut rendre assez longue, les bateliers réserveront leurs efforts pour les régions, encore nombreuses, où le chemin de fer ne pénètre pas, et, dans les autres, se borneront à être les auxiliaires de leur puissant rival. Ce n'est pas en continuant le grand roulage que nos messagers ont vu s'augmenter leur cavalerie depuis 1840, mais en se faisant les embranchements de la voie ferrée.

II

La navigation fluviale à vapeur a longtemps été entravée par un monopole irraisonné, accordé de 1817 à 1840. Un monopole dont on use peut être nuisible, mais moins que celui dont on ne se sert pas. Baird n'usa pas du sien et c'est après son expiration que les steamers commencèrent à être construits en Russie. En 1849, des services réguliers parcouraient le Ladoga et l'Onéga ; en 1852, le bassin de la Néva avait 45 vapeurs. C'est surtout sur cet immense Volga que le mouvement fut rapide et se porta vers les remorqueurs à vapeur. En 1879, 918 vapeurs existaient dont la très grande majorité venaient de l'étranger. En 1884, ce nombre était 1,246 et tous les nouveaux étaient construits en Russie. Leur prix était de 1,800 fr. par cheval vapeur et de 1,450 par tonneau de jauge. Nous n'avons pas besoin d'ajouter que c'est beaucoup, surtout en considérant que c'est là un prix global qui devient 877 roubles (2,370 fr.) et 644 roubles (1,740 fr.), pour des bateaux à passagers ou mixtes.

Le nombre en a beaucoup augmenté de 1885 à 1890, où il approchait de 1,900. Ce qui s'est surtout développé, ce sont les chantiers de construction russes.

CONSTRUCTION DES VOITURES

Les voitures russes sont d'un modèle bien connu en France, où les livres, les gravures, les expositions les ont popularisées. Elles pourraient se diviser en trois groupes : les voitures de voyage, les voitures de ville, celles de l'un de ces deux groupes qu'on emploie à l'usage pour lequel elles ne sont pas faites.

Ce sont les premières, celles de voyage ou de campagne, qui sont vraiment les voitures russes. Le britchka, la télègue, la tarantasse sont des équipages qui répondent à des besoins spéciaux, qui permettent de faire des voyages d'une longueur énorme, de braver des routes qui ne sont telles que de nom, un climat qui n'existe pas ailleurs. Le droschky, moins résistant, est d'un poids minimum. Le mode de tirage obvie aux ornières profondes qu'il peut trouver.

Les voitures de ville sont pareilles dans toutes les capitales, de modèle au moins. Quant à l'exécution, elle varie moins d'un pays à l'autre que si l'on va d'un bon carrossier chez un mauvais.

La troisième catégorie est forcément défectueuse. Ce sont, par exemple, les droschkys importés dans les villes, avec leurs dimensions réduites qui imposent au voyageur le supplice de Procuste, leur absence de dossier qui entraîne une fatigue d'autant plus grande que les secousses sont fréquentes, le peu de hauteur des roues qui augmente le tirage ; les voitures à l'européenne apportées dans les campagnes où elles ne peuvent sortir des remises.

L'industrie de la carrosserie proprement dite est relativement nouvelle. Jusqu'à S. M. Alexandre Ier, il n'existait que des charrons pour les véhicules de voyage et des ajusteurs, des industriels qui achetaient de diverses mains les parties de l'équipage, les montaient et les faisaient peindre. Sous Alexandre Ier, de vrais ateliers de construction se fondèrent dans les capitales. La difficulté était de trouver en Russie les matériaux nécessaires. Forcés pendant longtemps de faire venir de l'étranger des articles soumis aux droits, ils devaient vendre les voitures à un prix qui égalait presque celui d'une voiture venue toute faite de Vienne ou de Paris, avec l'avantage de flatter la vanité de l'acheteur. Peu à peu, les usiniers métallurgistes livrèrent de bon acier, les fabriques de tissus rivalisèrent avec celles de l'étranger, les ouvriers prirent de l'expérience et la carrosserie russe fut vraiment fondée. La prospérité ne fit qu'apparaître. L'émancipation obligea à compter ceux des clients qui ne calculaient jamais auparavant. Les chemins de fer rendirent inutiles les voitures de voyage. Les tramways diminuèrent l'agrément de celles des villes. La crise agricole, la concentration des fortunes dans les mains des marchands, les goûts moins fastueux réduisirent encore le nombre d'équipages et c'est évidemment une des branches industrielles qui gagne le moins à la renaissance actuelle.

Dans quelques villes, elle a, pour ressource, la construction des fiacres, comme à Odessa et Varsovie. A Moscou et à Pétersbourg, on a laissé les fiacres faire partie de l'industrie villageoise. Au lieu de rechercher dans leur organisation la plus grande et la plus économique satisfaction des besoins du public, on s'est préoccupé de conserver le caractère spécial qu'y a toujours offert ce service public. Liberté du trafic, liberté des tarifs ; concurrence arrivant moins à baisser les prix qu'à diminuer les frais, au premier rang desquels sont la construction et l'entretien des voitures. Un carrossier

ne pourrait guère descendre au-dessous d'une certaine qualité. Les cochers s'adressent à des paysans comme eux. A force d'employer du bois vert et de la fonte, au lieu de bois sec et de fer, de la toile cirée au lieu de cuir, en travaillant lorsque les champs sont couverts de neige, ils parviennent à livrer des droschkys à un prix ridicule de bon marché, payables à crédit.

En 1890, 130 fabriques livraient 2,000,000 de roubles de voitures et ces deux chiffres sont en décroissance régulière depuis 1875. La valeur de l'importation ne dépasse pas 3 0/0 de celle de la production nationale.

Toutes les parties en bois des équipages ordinaires proviennent de l'industrie villageoise. Celle-ci étant surtout développée près de Moscou, cette capitale est le centre de l'industrie des voitures et peut vendre à 20 0/0 meilleur marché.

Les carrossiers se plaignent vivement de l'introduction des bandes de roues en caoutchouc. D'après eux, ce système a tant d'avantages pour le client qu'il ruine le marchand. Non seulement, grâce à lui, le nombre des réparations devient très faible, mais il est presque inutile d'exiger une fabrication soignée. Le caoutchouc supprime les cahots brusques, diminue les vibrations, et un équipage médiocre dure ainsi presque autant que le meilleur. C'est, probablement, non pas en vue de cette raison d'économie qu'il faut quelque temps pour vérifier, mais en vue de l'avantage très grand de pouvoir braver le pavé des villes russes que le public s'est engoué des bandes en caoutchouc au point que pas un équipage de maître n'en est dépourvu.

C'était se montrer un peu d'égoïste, car, à toutes les qualités dont jouit la personne en voiture, elles joignent un grand défaut pour l'infortuné piéton. Elles l'arrosent de boue quand il y en a. Et il y en a toujours, soit de la neige fondue,

soit de la pluie, soit le mélange produit par les arrosages municipaux. Une coupe nouvelle du caoutchouc y a remédié à peu près.

Voilà terminée cette longue revue de détail de l'industrie russe. Les éléments en ayant été réunis par le Ministère des Finances, le mérite de les exposer est fort petit. Ils ne nous ont pas semblé inutiles. Outre qu'ils donnent naturellement des vues d'ensemble sur la production de l'Empire, ils prouvent combien a été général le développement de cette production. Le lecteur, peut-être, sortira de cette trop longue énumération familiarisé avec les choses de l'industrie russe et en jugera plus impartialement les mesures d'ensemble prises pour la protéger.

POLITIQUE DOUANIÈRE[1]

Avec des différences de degré, la politique russe est nettement protectionniste depuis le commencement du siècle. Une aussi longue expérience doit être concluante. Que prouve-t-elle ?

En posant cette question, on la limite, bien entendu. Des résultats obtenus en Russie par la protection, on ne peut pas conclure à son efficacité ailleurs, dans des pays dont le climat, la géographie, la constitution politique et sociale diffèrent grandement. Sous le bénéfice de cette réserve, que prouve pour la Russie la longue période qui n'est pas près de finir ?

La réponse est fort difficile, pour celui qui veut y répondre en toute conscience, en parfaite bonne foi. Au point de vue industriel, commercial, financier, elle est donnée par les chiffres eux-mêmes. Oui, l'industrie, le commerce et les finances de Russie ont prospéré infiniment avec la protection et, chose remarquable, presque exactement dans la mesure où cette protection leur était donnée. Et cependant, nous n'oserions dire que l'expérience a parfaitement réussi, encore moins que la Russie doive craindre le libre-échange. Non qu'il nous en coûte de renoncer à notre foi d'économiste. *Amica scientia, sed magis amica veritas*. Non pas même parce que toutes les expériences possibles ne nous convaincraient

1. Les chiffres de cette étude sont pris dans l'ouvrage de M. Timiriazeff et dans le Tarif des douanes russes, publié en français par M. Joseph Belin, consul de France, chancelier de l'ambassade à Saint-Pétersbourg.

pas que la protection puisse faire le bonheur d'un peuple, pas plus qu'elles ne nous persuaderaient que $2 \times 2 = 5$. Devant l'évidence, nous nous tairions, attendant que la suite apportât l'explication d'une anomalie; en vérité, cette prospérité, nous entendons celle qui est due à la protection, n'est pas tellement évidente qu'elle nous réduise au silence.

Ex nihilo, nihil. En quoi l'impossibilité de faire venir des marchandises étrangères a-t-elle amené dans le pays de plus grandes ressources? Elle n'a pas augmenté la somme de travail utilisée, car les étrangers n'auraient pas donné leurs marchandises pour rien et auraient pris en échange un produit quelconque qui, lui aussi, aurait représenté du travail national. Elle a pu avoir, elle a eu certainement pour effet de changer la forme ou l'emploi de ce travail; en général, de remplacer le travail agricole par le travail industriel.

De plus, elle a concentré les industries, diminué le nombre des ateliers domestiques, écrasé les petites usines, amené la création et la prospérité d'ateliers géants dont le chiffre de production est énorme et plus aisément perceptible que ne l'était celui des minuscules entreprises dont la comptabilité était rudimentaire, lorsqu'elle existait.

Enfin, tout en augmentant très réellement les produits, elle en a augmenté le prix et, dès lors, un départ serait à faire entre l'accroissement véritable de la production et celui qui est surtout apparent.

De rien, disions-nous, on ne fait rien. Comment comprendre que, par le seul fait de payer tout plus cher que ne le seraient les articles étrangers, le pays s'enrichisse? Qu'on ne dise pas le vieil argument protectionniste: « Mieux vaut payer plus cher et avoir du travail que chômer à côté d'articles bon marché, » car ces articles ne seraient venus en Russie qu'après échange contre des produits russes, dont l'obtention aurait réparti des salaires.

Cependant, nous voyons de nos yeux la prospérité du commerce ? Certes, mais convaincus que les richesses amassées depuis quelques années viennent de quelque part, nous rendant compte qu'elle ne viennent pas du trafic avec l'étranger que l'on diminue à l'exportation en le réduisant à l'importation, nous croyons que ce que gagnent certains producteurs vient simplement de ce que perdent les autres et la totalité des consommateurs. Pour le prouver, comme pour prouver le contraire, il faudrait une enquête bien autrement approfondie que celle dont nous donnons les résultats. Ce serait, non pas seulement les livres de régie des douaniers et des fermes, mais l'humble budget des paysans qu'il faudrait consulter. Alors, mais alors uniquement, si la balance du gain des uns, des pertes des autres, se soldait en crédit, on pourrait affirmer que la protection a eu un résultat heureux, quant à présent et en Russie.

Est-ce à dire que nous doutions de la réalité de cette prospérité qui éclate dans les statistiques, que nous ne voyons en elle qu'une somptueuse et éblouissante façade élevée devant des ruines ? Certainement non, parce que, pas plus que nous ne nous sommes arrêtés devant la première et heureuse apparence, nous ne nous en tenons à la seconde, parce que nous voulons aller au delà et voir si ce mal, que nous avons découvert, n'est pas simplement, lui aussi, une illusion ou, tout au plus, un état rigoureusement passager.

Cette prospérité industrielle ou, pour matérialiser notre pensée, cet accroissement des gains de l'industrie a deux sources. L'une, c'est l'essor de l'industrie russe, l'essor naturel, celui qu'elle aurait pris en dehors de toute protection, sous l'impulsion des hommes d'initiative que compte la classe productrice, sous la garantie des lois du monde les mieux faites pour donner à l'industrie la sécurité qui lui est essentielle. La seconde, c'est qu'elle a profité de ce qu'ont perdu les autres

classes. Mais, parmi ces dernières, toutes ont-elles également perdu ? Le paysan, l'ouvrier voient-ils rapetissé leur « standard of life »? Si oui, le mal est grand. Il l'est beaucoup moins si l'évolution actuelle n'a eu pour effet que d'achever ce qu'avait commencé le Grand Acte de 1861, que de rendre impossibles ces existences archaïques de grands seigneurs oisifs, ou du moins d'en rendre la possibilité très rare. Le mal est beaucoup moins grand, non pas à cause d'une morale nuageuse qui voudrait imposer à tous une activité d'un genre déterminé, mais à cause de l'intérêt général. La nation a maintenant un trop gros budget pour que l'agriculture soit sa seule ressource. Elle doit devenir industrielle, commerçante, puisque les profits en sont plus gros. Elle sacrifie les agriculteurs. L'avenir dira si le sacrifice a été récompensé, mais ce qu'il faut voir nettement, c'est que c'est une partie de la nation qui paie la prospérité de l'autre, que l'expérience protectionniste n'a donc pas encore duré assez longtemps et n'aura de portée concluante que lorsque le triomphe définitif de l'industrialisme nous aura permis, à nous ou à nos neveux, de la voir à l'œuvre sans les entraves que lui met aujourd'hui sa rivale écrasée.

Cette concentration des industries que nous avons vue se reproduire dans chaque branche, et qui est un facteur important dans l'accroissement de production, n'est ni absolument un bien, ni absolument un mal. Nous la retrouvons partout. En France, à Paris même, elle excite des discussions quotidiennes, appliquées aux grands magasins de détail. Les uns louent l'économie de frais généraux, la moralisation commerciale qu'elle apporte. Les autres en anathématisent la tendance au monopole, l'écrasement du public par le marchand. Quelques esprits chagrins, dont nous avons le malheur d'être, y voient la meilleure école de collectivisme qui soit, et les jugent funestes, meurtriers pour une société dont

la libre concurrence est la base. Ce reproche tombe, et les mérites restent, dans un État qui, chaque jour, étend sa réglementation et qui donnera au monde le spectacle d'un Empire dont toutes les activités recevront leur impulsion du ministère. Ce n'est pas alors que l'édifice se construit qu'il faut en juger ou les proportions, ou la solidité. Encore une fois, l'expérience protectionniste n'est pas achevée. Elle est en cours.

Les tarifs ont toujours été établis moins en vue de l'avantage du fisc que pour protéger l'industrie nationale ou seconder la politique étrangère du Gouvernement.

En 1801, l'exportation de tous les produits russes est interdite. En 1804, les marchandises anglaises de tout genre sont prohibées. En 1810, on essaye de favoriser l'importation des matières premières en restreignant celle des produits fabriqués. Enfin, en 1819, le système prohibitif est abandonné ; les droits très réduits n'offrent même plus le caractère protecteur. C'est presque le libre-échange.

La Russie était seule à l'essayer. Il n'était pas douteux que la balance commerciale allait être à son préjudice et, pour mener l'épreuve à bonne fin, les ministres auraient dû être à l'avance décidés à ne pas s'en rapporter à cette balance, convaincus de son manque de signification. Peut-être, en ce cas, en serait-il résulté une prospérité de toutes les classes. Sir Robert Peel l'aurait osé, le comte Gourieff ne l'osa pas. Trois ans après, en 1822, un tarif rigoureux fut édicté de nouveau et, dès lors, l'orientation économique n'a plus dévié.

Le tarif de 1822 prohibait l'importation des tissus, sauf quelques exceptions, des étoffes de soie, de la poterie fine, du papier. La fonte et le fer ne pouvaient entrer que par les frontières de terre en acquittant un droit de 25 centimes par kilo.

Lorsque le comte Cankrine arriva au ministère, il remplaça la prohibition par des droits prohibitifs. L'intérêt

du fisc fit augmenter tous les autres jusqu'en 1836, où le bon état des finances permit un abaissement modéré. En 1841, on remania le tarif, mais ce ne fut qu'au changement de ministre qu'une réforme vraie fut accomplie.

Deux faits contradictoires caractérisent cette période. Le premier, c'est le développement de l'industrie russe. Par exemple, les usines de coton employaient 47,000 ouvriers en 1825 et 110,000 en 1856, et la même proportion est relevée pour la soie, le drap et le papier. On en fait honneur à la protection, mais comment alors expliquer que si l'exportation des produits russes a augmenté, dans cette période 1824-1849, de 50 à 85 millions de roubles, l'importation se soit élevée de 42 à 82 milllons, que la balance commerciale qui se soldait au profit russe par 8,200,000 roubles en 1824, n'offrit plus à son crédit que 3,800,000 roubles en 1849? Nous avons tort de voir une contradiction entre ces deux faits. La contradiction n'existe qu'entre les conséquences qu'on veut en tirer. Le développement industriel se concilie à merveille avec l'augmentation de l'importation et prouve que la Russie travaillait davantage pour fournir des objets d'échange contre ceux importés et pouvait en importer une plus grande quantité parce que ses bénéfices s'augmentaient.

Le tarif de 1845, surtout celui de 1850, furent édictés par le ministre comte Vroutchenko, mais sous l'inspiration d'un économiste de grande valeur, Tengoborsky. Le but ouvertement poursuivi était complexe. Et, en lisant l'exposé des motifs, on ne peut manquer de regretter que la tentative de Tengoborsky ait duré aussi peu. Il voulait simplifier les classifications; proportionner vraiment le chiffre du droit à la valeur des objets; stimuler l'industrie russe par la concurrence étrangère, en abaissant les tarifs pour les produits à demi ouvrés et les matières premières ; abolir toute prohibition inutile; abaisser les droits, là où la contrebande était

possible ; servir la consommation et développer l'exportation en produisant des objets d'échange. Enfin, préparer le passage à une protection modérée.

Au lieu de 1,176 numéros, le tarif de 1850 n'en contient que 442. Sur 89 articles prohibés, 13 seulement le restèrent. En 1857, la réforme s'accentue. Le nombre des numéros, devient 368, celui des prohibitions 11. En 1864 et 1867, les droits d'exportation sont supprimés et, à cette dernière année, nous pouvons dire que le tarif était le tiers environ de celui de 1840. La fameuse balance commerciale devait s'en ressentir, mais, en vérité, on peut se demander si c'est de bonne foi qu'on utilise cet argument. Pourquoi attendre les indications de cette balance ? Ne sait-on pas d'avance ce qu'elles diront ? Qu'on ferme par une prohibition générale les frontières à l'importation, la balance sera évidemment en faveur du pays qui le fera. Comme les industriels de ce pays en profiteront à bon droit pour hausser les prix, le jour où les frontières seront ouvertes, le pays sera inondé de marchandises étrangères. La question n'est donc pas de savoir ce que dira cette balance, le comte Vroutchenko et Tengoborsky le prévoyaient à merveille, mais le degré d'importance qu'a ce qu'elle dit.

En 1850, l'exportation surpassait l'importation de 8 millions de roubles, ou 10 0/0. De 1869 à 1876, elle lui était inférieure de 55 millions de roubles, ou 12 0/0. Voilà ce que dit la balance. Mais la statistique nous apprend que la filature de coton a produit 16 millions en 1850, 66 en 1876, le tissage respectivement 13 et 36 millions, l'industrie des cuirs 8 et 27 millions, et l'industrie mécanique 400.000 roubles en 1850, 44 millions en 1876. Des 14 industrie envisagées, la production a été de 100 millions en 1850, de 340 en 1876. Les tarifs modérés n'étaient donc pas funestes à la production russe. Cela semble évident, hors de doute. Une indus-

trie qui fait plus que tripler en 25 ans, alors que ces 25 ans ont vu la guerre de Crimée, l'émancipation, l'insurrection, de Pologne, ne peut maudire le régime sous lequel elle travaille, et cependant on arrive à démontrer, par cette prospérité même, le caractère nocif de cette semi-liberté douanière, et voici comment :

En divisant l'augmentation de production par le nombre des années pendant lesquelles ont été en vigueur les tarifs de 1850, 1857, 1868, on obtient le développement annuel sous chacun de ces tarifs et, dans bien des cas, dans même la majorité des cas, ce chiffre procentuel est plus faible dans la troisième période. On démontrerait, par ce procédé, que l'adolescent doit être emmailloté pour se développer à l'aise, car, si on le pèse chaque mois, l'augmentation relative de poids est infiniment moins grande qu'à l'âge du maillot et finit par être insignifiante lorsqu'il atteint la seizième année.

L'année 1877 fut pour la Russie une année de troubles et d'épreuves. La guerre contre la Turquie se termina comme on sait, mais non sans de rudes efforts dont les moins pénibles ne furent pas ceux que dut faire le comte Reutern, ministre des Finances, pour fournir aux énormes dépenses que nécessita la lutte. On consulta donc, et avant tout, les intérêts du fisc. Le 1er janvier 1877, les droits furent payables en or et par conséquent majorés de 50 0/0 (100 roubles or valant 150 roubles crédit à cette date). C'était pour le Trésor un notable supplément, mais plus utile encore par sa forme que par sa quotité.

La Russie avait, de 1865 à 1875, construit ses 20,000 kilomètres de chemins de fer, avec du capital étranger. La même source avait permis à la Banque foncière de placer ses obligations, aux industriels de bâtir et d'outiller leurs usines. Les intérêts de toutes ces dettes étaient payables en métal et le payement en or des droits de douane était une aide précieuse.

Le comte Reutern se retira. C'était un économiste. Ses suc-

cesseurs avaient pour notre science tout au plus de l'estime, et, en 1882, M. Bunge étant arrivé au pouvoir, la marche s'accéléra vers l'épanouissement du système dit de patronage. Les raisons fiscales sont reléguées au second plan. On impose : les filés de laine, pour protéger les éleveurs russes ; les chandelles et le savon, pour lutter contre le bas prix des suifs étrangers ; la cire minérale, dans l'intérêt des abeilles nationales, etc.

En 1885, l'Europe occidentale ayant mis des droits sur certains articles, la Russie élève aussitôt les siens de 20 0/0. On obtient ce résultat énorme que l'accroissement des taxes compense la diminution d'importation qu'elle vise et qu'elle produit; au delà, car le rendement augmente de 33 0/0 et représente, en 1888, le double de celui de 1868.

La supériorité du patronage sur la protection se montre bien vite. Les protectionnistes veulent protéger tout, ou du moins le plus de choses possible. Le patronage choisit, favorise telle industrie, la dirige dans tel ou tel sens, l'arrête sur la pente où l'entraînait la force des choses et lui fait trouver le succès là où elle pouvait craindre la ruine. Il sacrifie, provisoirement bien entendu, telle autre branche de production moins indispensable, moins rémunératrice. En un mot, il substitue l'avis éclairé et réfléchi d'hommes pensant et dirigeant à l'action brutale et aveugle qu'exercent ailleurs les circonstances naturelles du marché. Pour la métallurgie, par exemple, les protectionnistes eussent mis un droit sur les métaux et les ouvrages métalliques. En Russie, on a agi moins simplement. On laisse entrer le fer et la fonte, et on protège seulement les machines. Lorsque le bon marché de la matière a permis aux constructeurs de s'établir solidement, on taxe cette matière et, afin de ne pas diminuer brutalement les bénéfices de ces constructeurs, on surtaxe les machines.

Ce n'est pas seulement des conditions du marché que se joue le patronage. C'est de l'espace même. Tant que les fonderies russes étaient inaccessibles, on a laissé l'étranger apporter ses fontes. Lorsque les voies ferrées ont permis aux usines nationales de transporter leurs produits, il ne s'est plus agi que de compenser les distances par les tarifs et c'est ce qui a été fait aussitôt.

De même pour le charbon, pour les produits chimiques. Les droits imposés sont des droits éducateurs. Les résultats de cette éducation, nous l'avons dit d'abord, sont excellents, quant à tout ce que peuvent exprimer des chiffres.

En 1890, une mesure générale éleva les droits de 20 0/0 et fut basée sur un motif digne de remarque.

Les droits, jusqu'en 1877, étaient payés en roubles papier. En les exigeant en or, on les majora de 50 0/0. Tel qui payait 100 roubles papier, en paya 150 et la majoration varia avec les oscillations du change. On donna à cette époque comme atténuation à la nouvelle règle que, les droits les plus forts étant perçus *ad valorem*, le changement n'était qu'apparent. La première ordonnance du système patronal, en 1882, fut de rendre ces droits spécifiques, et l'atténuation ne put plus être invoquée. En cette année 1890, le cours du rouble papier s'améliora, de sorte que l'importateur qui devait 100 roubles en or les donnait bien comme avant, mais au lieu de débourser 150 roubles papier, n'en déboursait que 129 ou 130. Le gouvernement, les années précédentes, alors que 100 roubles or valaient 176 et 180 roubles papier, avait répondu très justement que peu lui importait. Il devait recevoir 100 roubles en or et ne pas s'inquiéter du prix dont les payait le débiteur. La situation de celui-ci s'améliorant, le point de vue du fisc changea aussi. On lui gâtait son échelle de patronage. Les industries protégées par 150 roubles papier ne l'étaient plus que

par 130. Surtout, puisque tel article pouvait rapporter 150 roubles, pourquoi le laisser n'en rapporter que 130, sous prétexte que 100 roubles or valent toujours 100 roubles or, que la France serait mal venue à dire à un Russe : « Le droit de 10 fr. a été mis lorsqu'il équivalait à 4 roubles? Aujourd'hui il n'en représente plus que trois. Donnez-moi 13 fr. 30. »

Ces surtaxes successives avaient préjudicié à la clarté du tarif. On résolut de le remanier et, de ce remaniement, surgit le tarif actuel, celui de 1891.

La production industrielle que nous avons laissée à 340 millions en 1876 avait atteint 643 millions en 1890, augmentant en 15 ans de 86 0/0 à peu près. N'y a-t-il pas lieu de remarquer qu'en dépit de l'essor des chemins de fer, d'une paix continentale qui n'a pas été troublée pendant ce temps, l'accroissement annuel a été sous la protection de moins de 6 0/0 et qu'il était sous la liberté relative de 9 0/0 $(\frac{240}{52})$?

Ce tarif de 1891, dont nous avons indiqué les chiffres relatifs à la plupart des industries, s'inspire d'un nouvel objectif, celui de développer le traitement des matières brutes dont la Russie est largement pourvue. Nous dirions que c'est le couronnement de l'édifice, si l'on n'avait commencé celui-ci par le haut. D'abord, on a protégé les articles prêts à être consommés ou employés, laissant exempts ou non taxés les matières brutes et les produits à demi ouvrés. Ceux-ci ont été frappés ensuite, afin de protéger le travail national, dont la puissance s'était accrue au point de dépasser la mesure strictement nécessaire aux articles terminés. Sous cette égide, cette productivité nationale s'augmente encore. Aussi, va-t-on amener la consommation à demander exclusivement, non plus les articles créés par le travail russe, mais les matières produites par la Russie même.

C'est une politique, et une politique douée de cette qualité prodigieuse qui est la continuité. Si on la compare à la direction

économique reçue par d'autres pays, variant de la protection au libre-échange, en appliquant les principes sans en peser l'opportunité, non pas parce que telle industrie le requiert, mais parce que les électeurs qui exercent telle industrie sont en majorité, à qui sera l'avantage? Surtout, comment comparer les deux politiques, en admettant que la seconde mérite ce nom, lorsqu'on voit la Russie comprendre et accepter cette évidence qu'on ne peut pas sans ridicule être à la fois protectionniste et libre-échangiste; de plus, que protection implique organisation et que l'organisation ne va pas avec la liberté; enfin, qu'on a perdu le droit de condamner le socialisme lorsqu'on fait intervenir l'État dans telle ou telle branche de production? Chaque esprit peut avoir son idéal et il n'en est pas de plus noble que la liberté, mais, en fait, nous voyons d'un côté une politique raisonnée, persévérante, logique; de l'autre, pas de politique du tout, et le choix n'est pas douteux.

COMMERCE INTÉRIEUR

Le commerce intérieur de la Russie peut se résumer en deux chiffres : celui de ses importations, 463 millions de roubles en 1893, et celui des exportations, 614 millions pour la même année.

Sauf d'insignifiantes exceptions, il n'y a aucune usine ou aucune maison de commerce qui se livre exclusivement à l'importation ou à l'exportation. Nous les trouverons par suite dans une revue sommaire du commerce intérieur. Celle-ci ne peut comprendre guère que des chiffres. Ce que nous avons déjà dit suffit à les commenter.

En 1890, les manufactures et les usines ont produit........................	1.654.000.000 rb.
Les céréales....................	1.400.000.000
Les importations ont atteint........	416.000.000
Et les recettes des chemins de fer et bateaux à vapeur....................	523.000.000

ou, en chiffres ronds, 4.000.000.000 de roubles.

383.000 entreprises faisaient un chiffre d'affaires de 7.344.000.000, ou 22.700 roubles l'une. 740 sociétés par actions avaient un chiffre d'affaires de 6.711.000.000, ou 9.000.000 chacune. Dans ce total de 14 milliards de chiffre d'affaires, les banques et maisons de crédit entrent pour 10, et il est bon de faire remarquer que l'importance de cette somme serait tout autre si elle provenait d'un autre commerce.

Sans vouloir entrer ici dans le détail des impôts qui frappent les commerçants et les industriels, il est nécessaire d'indiquer en quoi ils consistent.

Les Français sont intrigués par cette qualification « Marchand de 1re, de 2e guilde » qui suit le nom des négociants. Forcément, on songe aux corporations florissantes du moyen âge, à ces guildes anglaises par exemple, dont la maison commune est l'Hôtel de Ville de Londres. En réalité, les guildes n'existent en aucune façon et indiquent seulement, sous leur nom sonore, les classes de patentés.

Les négociants en gros, les banquiers, les sociétés anonymes sont dits « marchands de 1re guilde ». La seconde comprend les détaillants et les manufacturiers.

La 1re guilde paie une patente générale de 565 roubles et acquiert ainsi le droit de commerce. Pour exercer celui-ci, on doit acquitter une patente dite spéciale qui varie de 20 à 55 roubles, suivant les localités pour chaque établissement ou magasin. Cependant, si des usines ne sont pas situées dans le même district, chacune donne lieu à une patente générale. Le marchand de 1re guilde peut soumissionner à toute adjudication du Gouvernement.

Les marchands de 2e guilde paient de 80 à 120 roubles de patente générale, et peuvent ouvrir jusqu'à cinq établissements séparés, en payant, pour chacun d'eux, seulement la patente spéciale (de 10 à 3 roubles). Leurs soumissions ne sont acceptées que jusqu'à 30,000 roubles.

En plus, ils acquittent tous le droit de commis qui est de 35 roubles par fondé de pouvoir, de 6 roubles pour un employé ordinaire.

En dehors des guildes sont les petits détaillants, les marchands ambulants, les artisans (bouchers, savetiers, tailleurs, généralement ouvriers-patrons), qui appartiennent presque tous à la classe paysanne.

LES SALAIRES

A ce sujet, les indications doivent être données d'une manière deux fois défectueuse. On ne peut fournir que des moyennes, et elles sont très trompeuses lorsqu'il s'agit de sommes nécessaires à l'existence. Comment faire une moyenne entre un salaire qui permet l'aisance et celui qui n'est compatible qu'avec des privations cruelles ? De plus, même en passant sur cet inconvénient inévitable, il faudrait pouvoir montrer, non seulement le pouvoir d'achat de ces salaires, mais encore quels sont les besoins ressentis par ceux qui les reçoivent, car le point intéressant est de savoir, non pas le chiffre de copecks que gagne un ouvrier, non pas même la liste des objets qu'il peut acheter avec eux, mais le bien-être que ce salaire lui permet, les besoins qu'il satisfait.

Cependant, ces chiffres ne sont pas sans signification. On peut accorder, quelle que soit la légendaire patience du moujik russe, que, certainement, tous les ouvriers industriels ne reçoivent pas un salaire si bas que la plupart de leurs besoins restent sans satisfaction. Par suite, sachant ce qu'ils reçoivent, nous saurons ce qui leur est nécessaire.

On ne doit pas oublier, avant toute chose, que l'ouvrier russe possède sa maison, son jardin et sa part dans la communauté villageoise. Il partage donc son temps entre l'usine et les champs. Mis à l'abri des conséquences extrêmes du chômage industriel, il peut se contenter d'un moindre salaire. De plus, ne se préoccupant guère de se perfectionner

comme ouvrier, il arrive rarement qu'il en mérite un meilleur. A côté de cette majorité, sont les bons onvriers, souvent entrés dans l'usine où travaillaient leurs parents et qui n'abandonnent pas l'atelier, même temporairement, pour le travail des champs moins rémunéré, et, enfin, les ouvriers des villes qui, pour une raison quelconque, ne font partie d'aucune communauté paysanne.

Pour tous, la vie matérielle est bon marché, les aliments sont à bas prix, et ils n'exigent pas qu'ils soient de premier choix. Dans les familles les plus élégantes de Pétersbourg, où pourtant tout est plus cher, les domestiques mâles auxquels on laisse le soin de se nourrir, reçoivent pour cela de 20 à 25 copecks par jour (de 55 à 65 cent.), et ils sont infiniment moins sobres que les paysans. Ceux-ci avec 4 roubles, 4 roubles 50 par mois, s'entretiennent bien : leurs vêtements ne les entraînent pas à des frais, l'idée de s'habiller comme les gens des autres classes ne leur venant même pas. Enfin, toutes sortes de mesures réduisent encore pour eux le prix de l'existence matérielle : le groupement en association de dix, quinze, vingt ouvriers, qui achètent les denrées, les préparent dans une cuisine prêtée par le patron ; les économats qui existent dans toutes les usines importantes ; les marchés spéciaux où les marchands apportent chaque semaine les légumes et les victuailles nécessaires.

Quant au logement, les patrons devaient d'autant plus s'en occuper que les ouvriers appartenant à une communauté paysanne laissent d'ordinaire leur famille au village. Ils ont construit trois types d'habitations ouvrières. Le premier et le plus répandu, c'est la caserne. De grandes pièces sont affectées les unes aux hommes, les autres aux filles, les dernières aux ménages, ceux-ci se séparant par des rideaux tendus à mi-hauteur. La nourriture se prend dans une salle commune et se prépare par les soins d'un buffetier. Le second ressem-

ble à notre cité ouvrière. Les grandes pièces de la caserne sont divisées de façon à ce que chaque ménage, ou chaque groupe de 5 ou 6 ouvriers, en ait une. Par étage, il y a une ou deux cuisines, où les ménagères vont préparer le dîner de la famille ou du groupe. Le troisième enfin, le système des maisons séparées, existe, mais si peu qu'on peut le négliger.

Les deux premiers, — la caserne et la cité ouvrière, — ont des inconvénients évidents. Sans pousser le rigorisme à l'excès, il est impossible de ne pas blâmer cette cohabitation d'ouvriers des deux sexes. Les pièces réservées au ménage sont vastes, aérées, très bien chauffées, mais le rideau n'est véritablement pas suffisant. Les enfants vivent là dedans au milieu d'exemples qui leur enseignent mal la morale et la retenue [1].

Cette organisation offre d'autres dangers, nous ne dirons pas plus grands, mais qui devaient nous frapper davantage. Elle est le premier pas vers le phalanstère et diminue encore le domaine si étroit de l'individualisme.

Si économique soit-elle, elle n'est pas gratuite pour l'ouvrier. Celui-ci paie un loyer, moyennant lequel il est toujours logé et chauffé. L'éclairage lui est donné seulement dans les casernes.

En somme, si l'on s'en tient au point de vue matériel, il y a un progrès dans la construction de ces logements, et si les patrons en ont profité, c'est indirectement, car les loyers leur donnent un faible intérêt de leurs avances. Le bâtiment contient une infirmerie, aux termes de la loi.

Celle-ci, très complète, très étudiée, est venue mettre fin à

1. Nous avons personnellement visité des casernes et des cités où nous avons observé des faits attristants. Dans l'une d'elles, par exemple, les ménages sont répartis, un dans chaque chambrée de célibataires, la femme servant à tous de ménagère et de cuisinière.

une foule d'abus dont souffraient les ouvriers. Le *trock-system* florissait. Les amendes grossissaient les gains de l'entrepreneur. Le crédit lui était un moyen de rattraper par l'usure l'intégralité des maigres salaires qu'il leur donnait. Nous-même, dans un autre ouvrage, avons attiré l'attention sur les faits odieux qui se produisaient dans la région industrielle. En 1886, la loi sur les rapports entre ouvriers et patrons a tout réglé.

Chaque ouvrier, à son embauchage, reçoit un véritable contrat. Le livret qui lui est remis contient l'indication du salaire convenu, la durée de l'engagement et les jours de payement, le loyer des logements, les causes et le montant des amendes et toutes les clauses convenues. Il se termine par le règlement de l'usine, qui doit être d'accord avec les bases de la loi. Bien entendu, l'ouvrier ne peut être renvoyé ou quitter l'usine avant la fin du contrat. De même, son salaire ne peut être diminué avant ce terme ou sans un préavis de 15 jours, s'il a été engagé sans durée précise.

Les amendes doivent rester disciplinaires et ne jamais servir à compenser les malfaçons.

Toutes ces règles sont excellentes, et elles ne sont pas seules à aider à la bonne marche de l'industrie. Le régime paternel est fondamental en Russie. A côté de la loi écrite, se place l'influence de l'administration, prévenant bien des conflits par ses bons avis, les terminant par son autorité. Dans ce cas spécial, elle est représentée par le corps de l'Inspection des Manufactures, qui comprend non seulement toute la hiérarchie des inspecteurs, mais, dans chaque gouvernement, un conseil spécial, à la fois conseil consultatif et cour judiciaire, que l'on nomme Conseil des Manufactures, dont les règlements ont force de loi dans le Gouvernement.

La durée du travail varie. Elle est de plus de 12 heures dans 20 0/0 des usines, de 12 heures dans 40 0/0, de 11 heures dans

21 0/0, de 10 heures dans 18 0/0, et de moins de 10 heures dans 1 0/0.

Sous le bénéfice des explications qui précèdent, voici quelques indications sur la moyenne des salaires annuels:

	Maximum Roubles.	Minimum Roubles.	Moyenne Roubles.
Filatures de coton	220	112	158
Tissage de coton	253	125	175
Apprêtage et teinture du coton	240	150	180
Laine (filature de vigogne)	218	106	139
— — de laine cardée	178	129	156
Tissage mécanique ou à la main	280	135	214
Manufacture de draps	240	124	175
Chapellerie	245	156	206
Tissage de soie	256	140	207
— velours	(1)	(1)	211
Lin (peignage)	155	111	116
— (tissage)	128	112	124
Papier	234	137	175
Fonderies de fer	600	180	321
— d'acier	(1)	(1)	524
Construction de machines et wagons	393	250	300
Fil de fer et clous de maréchal	355	275	325
Produits chimiques	350	135	280
Allumettes	201	88	122
Verreries	363	102	244
Ciments	247	164	190
Paraffine	(1)	(1)	211
Distillerie	434	166	254
Draperie	300	170	211
Sucreries	308	116	160

1. Les chiffres extrêmes manquent.

	Maximum Roubles.	Minimum Roubles.	Moyenne Roubles.
Tabacs	250	117	147
Cuirs	400	220	328
Fabriques mécaniques de chaussures	(1)	(1)	290
Typographie	390	195	308

Le salaire le plus minime serait donc 110 roubles ou 300 francs par an. Le plus élevé, 600 roubles ou 1,600 francs. Soit 1 franc et 5 fr. 30 par jour. Le premier n'est possible que parce qu'il est attribué à un ouvrier ne travaillant à l'usine que pendant la saison où les travaux agricoles sont impossibles, et n'y cherchant qu'un supplément aux ressources qu'il tire d'ailleurs. Pour soutenir que les salaires en Russie sont infimes, ce ne serait donc pas sur cet exemple qu'il faudrait se baser, mais au contraire sur le chiffre le plus élevé : les 5 fr. 30 centimes ne peuvent être attribués qu'à un bon ouvrier qui ne va pas, chaque été, perdre son habileté à cultiver son champ, et le peu d'élévation de ce chiffre maximum laisse entrevoir quelle difficulté aurait l'Europe occidentale à lutter contre la concurrence russe, si le Gouvernement impérial parvenait à concilier ces deux choses : exporter les produits des usines russes et ne pas laisser entrer les habitudes de nos travailleurs, qui enchérissent la production.

1. Les chiffres extrêmes manquent.

L'AGRICULTURE

Plus que partout ailleurs, c'est du sol fécondé par le labeur humain que doivent sortir pour la Russie les ressources nécessaires à son existence et aussi celles, d'une urgence moins immédiate, qui créeront le bien-être matériel et rendront possible le progrès moral. L'industrie a beau y faire des pas de géant, la phase d'éclosion magique que traverse la Russie, les usines qui s'installent de toutes parts ne pourront faire que, de bien longtemps, son commerce n'ait pas d'objet plus important que les produits de l'agriculture. A la vérité, celle-ci n'est pas en rivalité avec l'industrie. Entre ces deux branches de l'activité nationale, il ne saurait y avoir même de l'émulation. Le champ ouvert à chacune des deux est si vaste ! Leurs procédés sont si différents ! Les voies qu'elles doivent suivre ne s'entrecroisent pas, et pourtant, elles sont à peu près infinies. Ce qui les relie, c'est la solidarité de leurs résultats. Une des raisons dominantes de l'essor actuel de l'industrie russe, c'est qu'on lui demande le complément ou, du moins, le perfectionnement de l'outillage national, dont profitera avant tout l'agriculteur, pour tirer un plus grand avantage de son travail, et surtout l'Agriculture, pour s'étendre aux fractions de l'Empire où elle n'existe guère. C'est surtout avec les usines métallurgiques que cette solidarité est évidente. Elle existe, non pas à

un degré moindre, mais avec une visibilité moins grande, pour les autres industries, telles que le tissage, les produits chimiques, la verrerie même, et non seulement à cause de la solidarité générale entre tous les membres d'une même nation, mais même en faisant abstraction de celle-ci. La Russie a une telle diversité du sol et du climat que presque toutes les matières premières se trouvent chez elle. Si forte qu'au début soit la part que l'industrie se réserve, dans le bénéfice donné par la transformation de cette matière première en articles de consommation, le producteur de cette matière, c'est-à-dire, en général, l'agriculteur, saura bien prélever la sienne et, par exemple, le propriétaire vendra mieux son lin à mesure que l'industriel gagnera davantage sur la toile qu'il fabrique.

Aussi, ce n'est pas seulement par indifférence, par résignation que les propriétaires fonciers se résignent, sans trop se plaindre, au régime douanier actuel. Nous verrons que les tarifs protecteurs, appliqués à tout ce qui se fabrique, restreignent la possibilité d'exportation des denrées agricoles, des blés, par exemple, et, par suite, tendent à abaisser leur prix de vente, mais, allant plus loin qu'à une formule économique toute faite, les agriculteurs, tout au moins les principaux d'entre eux, ont vu que la crise dont ils souffrent, et qu'il serait difficile d'exagérer, a de bien autres origines que les tarifs, qu'elle tient à des causes tellement complexes qu'il est malaisé de les voir et de les exprimer clairement. Le libre-échange serait un remède violent à la moins grave de ces causes et ferait obstacle à ce dont ils attendent un soulagement bien plus général, à la prospérité industrielle du pays, qui ne peut manquer d'avoir un reflet sur la leur.

Il est inutile de prouver l'inverse, c'est-à-dire la dépendance où est l'industrie de l'agriculture. Aussi les deux font-elles bon ménage et s'entr'aident, se rendent des services mutuels. Le plus grand, peut-être, que pût rendre l'indus-

trie à sa sœur aînée, ce serait d'inculquer aux agriculteurs de tout ordre l'esprit industriel. Le jour où la nonchalance des cultivateurs serait secouée, où, dans toutes les parties de l'Empire, ils ne se contenteraient plus de demander au sol les ressources strictement nécessaires à des besoins évangéliquement restreints, mais exigeraient d'elle tout ce qu'elle peut donner, où ils le feraient en s'inspirant des coutumes persistantes et rigoureuses de l'industrie, ce jour-là, et sans qu'il fût besoin de pousser ces qualités à l'apogée, la Russie dominerait le monde par sa richesse comme par sa puissance. Certes, si c'est là le seul remède à la crise agricole, il n'est pas immédiat, puisqu'il s'agit de l'éducation du peuple le plus nombreux d'Europe, mais il est sûr et, d'ailleurs, est-il possible de prévoir la durée d'un phénomène quelconque, dans cette Russie où deux siècles ont amené une telle transformation et où, d'un autre côté, l'on voit rester immuables les choses qui semblent les plus aptes à se modifier ?

Évidemment, dans cette transformation qui a fait des semi-barbares de la fin du XVIIe siècle la Russie d'aujourd'hui, la part est grande qui revient au Gouvernement, et il serait difficile de compter qu'un nouveau progrès à marche rapide pût se réaliser sans la coopération officielle.

Elle a lieu, et de diverses façons : par la création de l'outillage des transports, par l'exemple des domaines privés des membres de la Famille impériale et par les Écoles d'agriculture. Ce sont ces dernières que nous étudierons d'abord. Nous retrouverons ensuite dans chacune des divisions de notre inspection de l'agriculture russe la marque de ce qu'elle doit aux deux autres éléments de progrès.

ÉCOLES D'AGRICULTURE

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Au commencement de notre siècle, on a vu la nécessité de créer un enseignement agricole vraiment russe, qui permît d'éviter les deux dangers qui menaçaient le propriétaire : ou rester dans une routine profonde, ignorant le progrès le plus élémentaire et le plus facile, ou imiter mécaniquement une méthode excellente en Occident, par cela même très douteuse en Russie. C'est surtout en agriculture que le progrès ne peut pas s'importer tout fait et qu'il est nécessaire de l'approprier aux besoins qu'il est appelé à desservir.

La première en date des écoles supérieures doit sa création au duc de Richelieu. Elle existe encore sous le nom de Jardin de Nitisk. Son objet très spécial était d'acclimater en Crimée les plantes méridionales. Elle dut son succès à ce double fait qu'elle ne s'occupait pas des branches agricoles déjà dominées par l'habitude et qu'elle était située dans cette partie de la Russie où la race, très complexe, n'est pas pour les traditions une aussi fidèle gardienne que le peuple de la Grande-Russie.

En 1825, la comtesse Strogonoff institua, à Pétersbourg même, une école bientôt imitée par la Société d'agriculture de Moscou. L'enseignement pratique était donné dans une terre de la comtesse, de près de 600 hectares, et située à proximité relative de Pétersbourg. Les frais furent aussi con-

sidérables que le résultat le fut peu, et après une vingtaine d'années, l'école se ferma. Un peu partout, en Russie, des essais similaires furent tentés, ou par l'État, ou par les Sociétés agricoles, et toujours sans fruit. La constitution de la propriété foncière à cette époque aurait dû le faire prévoir, *à priori*. Les nobles qui la détenaient, ou bien trouvaient dans l'étendue de leurs domaines une compensation à leur faible productibilité, ou étaient trop endettés pour songer à un perfectionnement quelconque. Le petit peuple agricole n'avait, au temps du servage, aucun intérêt à accroître la valeur des champs qui lui étaient concédés. A côté de ces deux classes, il ne venait pas se joindre alors cette catégorie toute nouvelle de marchands qui savent faire profiter la terre des ressources et de l'expérience qu'ils ont acquises dans l'industrie. Les écoles d'agriculture devaient rester inutiles. Elles ne furent pas viables et les élèves qu'elles formèrent entrèrent presque tous au service de la Couronne, pour laquelle le désir de donner un exemple bienfaisant remplaçait le besoin qu'elle n'avait pas d'agrandir ses revenus.

L'émancipation de 1861 a changé tout cela. Elle a été, pour beaucoup de seigneurs, une liquidation forcée qui les a mis en présence de leurs vraies ressources et les a obligés à tâcher de les accroître. Elle a permis le développement de la classe des paysans-propriétaires. Surtout, elle a permis le passage des biens entre les mains des marchands.

L'école supérieure d'agriculture de Petrovsk, près de Moscou, fut instituée en 1865, sous le titre d'Académie agricole. Comme tous les essais, Petrovsk a subi de nombreuses vicissitudes. Au début, on y admit indifféremment les élèves pourvus ou non de grades universitaires. Le résultat, très logique, fut d'obliger les professeurs à faire des cours inférieurs à ce qu'exigeait la fraction instruite de leur auditoire, dépassant ce qu'en pouvait comprendre l'autre. En 1873, on exigea que

les aspirants eussent passé par une des écoles moyennes. Le nombre des élèves diminua, mais l'utilité de l'école augmenta. Elle reçut les jeunes gens auxquels l'école de Pétersbourg ferma ses portes en 1883, pour rester uniquement École Forestière.

Enfin, en 1889, les conditions d'entrée ont été modifiées : Outre le passage par l'École moyenne, il faut encore justifier de six mois de pratique agricole. L'École délivre toujours des diplômes équivalents à ceux de l'Université, sauf pour le plus haut de ces grades qui ne peut s'acquérir que par un examen devant la Faculté de physique et mathématiques.

Petrovsk coûte par an 150.000 roubles au Gouvernement pour une moyenne de 322 étudiants et, ce qui est le meilleur éloge de son enseignement, c'est que 83 °/₀ des jeunes gens qui en sont sortis sont devenus des chefs de culture.

Moins importants que Petrovsk, nous trouvons le Nouvel Institut Alexandre et la section agricole de l'École Polytechnique de Riga.

ÉCOLES MOYENNES

Elles sont au nombre de sept. Cinq d'entre elles, Kazan, Goretsk, Kharkow, Mariinsk et Uman sont entretenues par la Couronne qui dépense 43.000 roubles pour chacune. Les deux autres, à Moscou et à Kherson, vivent aux frais des Zemtsvos de ces deux gouvernements. Le total des élèves est de près de 1.200. Cependant, ce n'est pas de ces écoles, où la pratique même ressemble un peu à des expériences de laboratoire, que sortent les chefs de culture les plus recherchés. C'est aux fermes-écoles qu'on les demande. Elles sont en relations constantes avec les écoles moyennes, les servent autant qu'elles le peuvent, mais ont une autonomie toute spéciale. Jusqu'en 1875, elles versaient au Trésor l'excé-

dent de leurs recettes sur leurs dépenses. A cette date, il leur a été accordé de garder leurs bénéfices, et de les employer au perfectionnement des cultures; de plus, à chacune, fut remise une certaine somme, de cinq ou six mille roubles en moyenne, destinée à leur servir de fonds de roulement. Ce capital a doublé depuis lors et constitue comme le fonds de réserve de ces exploitations, qu'il démontre être conduites avec un souci de l'économie assez rare dans les établissements de l'État. Bien entendu, avant de mettre ainsi de côté cette somme, les directeurs ont accompli toutes les améliorations désirables. Les Zemtsvos et des particuliers ont créé de pareilles fermes et presque tous les gouvernements en sont pourvus. Dans une d'elles, est installée une école d'arpentage, dont trente élèves suivent les cours. Si l'on réfléchit à l'immense quantité de terres que la Couronne concède chaque année, aux lotissements fréquents des communautés paysannes, on comprend la nécessité d'arpenteurs officiels, connaissant leur métier autrement que par routine, assez jeunes pour être facilement dirigés sur des points éloignés. Aussi, les élèves diplômés de Gorigoretsk jouissent-ils de divers privilèges dont le moindre n'est pas celui de porter un uniforme.

En Bessarabie, à Penza, à Verny et à Nikitsk, existent des écoles d'horticulture et de viticulture. Le lecteur français éprouvera quelque étonnement en voyant que la viticulture préoccupe à ce point un pays dont l'idée s'associe mal à celle de la vigne. Cependant, jamais création ne fut mieux justifiée par ses résultats. Par exemple, à Nikitsk, la qualité du vin a été assez améliorée pour qu'il se vende, non plus en fûts, mais en bouteilles, et que cette vente ait donné, au dernier exercice, un profit de 18,000 roubles. Outre les élèves réguliers, Nikitsk reçoit des auditeurs. Les uns sont là aux frais de la Couronne; ce sont des lauréats des écoles d'agriculture

qui passent un an, deux quelquefois, à apprendre à bien cultiver la vigne, à bien faire le vin. Ils se répandent ensuite en Crimée, dans le Caucase, dans la Cachétie et n'ont pas peu contribué à l'essor de la production vinicole des trois régions. D'autres entrent dans des écoles simples, comme professeurs.

ÉCOLES PRIMAIRES D'AGRICULTURE

Très naturellement, on a commencé à bâtir par le haut, c'est-à-dire à instituer d'abord l'enseignement supérieur agricole, puis l'enseignement moyen, et ce n'est qu'à la fin que sont venues les écoles primaires. Cela s'explique, en partie seulement, par la nécessité d'avoir des écoles supérieures où les méthodes s'expérimentent, s'inventent parfois, avant de les répandre dans la classe paysanne, où un échec serait funeste à tout progrès subséquent. En réalité, il n'est pas douteux que l'enseignement agricole ne donnera de résultats appréciables que si l'on parvient à le donner aux cultivateurs. Le propriétaire le plus versé dans la science se lassera bien vite d'un mode de culture raisonnée, s'il doit lutter sans cesse contre l'inertie voulue et même la résistance formelle de ses travailleurs. Le chef de culture le plus énergique n'arrivera qu'à diminuer le produit moyen de la terre qu'on lui confiera, si l'exploitation va par à-coups, tantôt suivant ses vues, tantôt suivant celles des paysans. Là est le grand motif des échecs si nombreux qu'ont subis les méthodes nouvelles et du scepticisme avec lequel les propriétaires parlent du progrès agricole.

Le premier en date de ces établissements sans prétention fut celui d'Edimonovo, sur le Volga, gouvernement de Tver. Il est spécialement destiné à l'industrie laitière et 80 élèves des deux sexes suivent ses cours. Il n'y a pas de programme

nettement défini, de règlement formel. On peut seulement reprocher à Edimonovo d'être onéreux pour la Couronne qui dépense environ 362 roubles, 1,000 francs à peu près, pour chaque élève, dans un pays où les subsistances sont à bon compte et où l'on est beaucoup moins soucieux du confortable qu'en Occident.

A Goretsk, l'école pratique s'occupe exclusivement d'enseigner la construction des outils de ferme et l'emploi des machines. Environ quarante élèves la fréquentent et coûtent 8.000 roubles à l'État.

Quatre autres existent en Courlande, dans les gouvernements de Minsk, Kostroma et Wladimir. Afin d'augmenter rapidement ce nombre, tout en n'imposant pas un fardeau trop lourd au personnel et au budget du Ministère des Domaines, on en est arrivé à l'idée de subventionner des fermes libres en leur demandant certaines garanties et leur prescrivant certaines règles.

L'ordonnance du 27 décembre 1883 contient les articles suivants :

2. Les écoles supérieures doivent être fondées par des particuliers, les Zemtsvos ou des sociétés, sur des terres possédées par les fondateurs ou concédées dans ce but par l'État.

4. Les élèves doivent travailler gratuitement, mais après un an, il peut leur être alloué un modique salaire.

9. Après leur sortie, les élèves ne peuvent recevoir un diplôme qu'après un an de pratique dans une autre exploitation.

10. Le Gouvernement alloue de 1,500 à 3,500 roubles par an, suivant la catégorie des écoles et le nombre de classes.

12. Les professeurs sont exempts des devoirs militaires et jouissent de tous les droits attachés au service civil.

13. Les écoles de laiterie peuvent être instituées sur tout

domaine privé n'ayant pas moins de 80 vaches, donnant chacune un minimum annuel de 1,200 litres de lait.

Dès la promulgation de l'ordonnance, 50 écoles primaires ont été fondées, dont 34 avec subvention du Trésor, 5 par souscription, 8 avec l'aide des Zemtsvos. L'État contribue pour 83.000 roubles, les particuliers pour 125.000, les Zemtsvos pour 32.000 roubles.

Au total, la Russie possède une école supérieure, huit écoles moyennes, cinquante-neuf écoles primaires. Ces 68 établissements instruisent 3.200 élèves et coûtent 800.000 roubles. On trouvera ce chiffre d'élèves bien faible, tellement qu'il en devient insignifiant. Le Ministère des Domaines a songé à obtenir l'appui du clergé, celui de l'Instruction publique. Nous savons, en France même, combien les notions d'agriculture données par les instituteurs sont peu efficaces. Les champs de démonstration semblent seuls de nature à éveiller l'attention du cultivateur.

Le Gouvernement semble chercher ailleurs un stimulant efficace pour l'agriculture. Nous trouverons à chaque pas de notre étude la trace de sa volonté de l'aider par les moyens nécessitant moins la coopération de l'initiative individuelle.

PROTECTION OFFICIELLE DE L'AGRICULTURE

En dehors des tarifs de douane et de transport, de la diffusion de l'enseignement, l'action gouvernementale est nécessairement restreinte dans les questions agricoles, du moins dans les États occidentaux, dans ce qu'on pourrait appeler les nations inorganiques. Dans la période qui a précédé le règne de S. M. Alexandre III, où les améliorations étaient d'ordinaire demandées à l'initiative privée, le Gouvernement russe n'a pu trouver le moyen d'intervenir autrement que ne le faisaient les Gouvernements anglais ou belge.

Depuis 1838, les questions agricoles relèvent d'un Ministère spécial, celui des Domaines de la Couronne, chargé en même temps du service des Mines et qui, depuis peu, s'appelle aussi Ministère de l'Agriculture. Dès cette époque, il se proposa un triple objectif, en dehors duquel il ne voyait qu'une activité fictive et stérile. C'était la diffusion des renseignements utiles, l'aide accordée à certaines entreprises spéciales et enfin la suppression de tous les obstacles qui pouvaient restreindre l'essor de l'agriculture.

Dans la première partie de cette tâche, il est aidé par le fait qu'une énorme proportion du sol appartient à l'État et qu'en administrant le mieux possible les domaines de la Couronne, il donne un exemple infiniment plus fécond que ne le serait le meilleur des enseignements. Pour la seconde, il fut servi de même par ces terres inappropriées. De grandes étendues en furent concédées, sous des conditions déterminées, et permirent

la création de cultures de tabac, de plantes tinctoriales, de l'élevage dès moutons à laine fine. La troisième partie, sans nul doute la plus difficile, est un des motifs du développement donné aux voies ferrées.

Dans le Ministère existe ce que nous appellerions une Direction et que les Russes appellent le Département de l'agriculture. Il a un budget d'environ 2.500.000 roubles et possède trois inspecteurs généraux. Sous l'autorité du Comité scientifique du Ministère, il examine les mesures proposées pour le développement de l'agriculture et, s'il les adopte, les emploie dans les domaines et les enseigne dans les écoles.

En province, le Ministère de l'Agriculture a une action plus énergique qu'en France, aidé par les Conseils des domaines impériaux et aussi par les Sociétés d'agriculture. Ces Conseils des domaines régissent chacun un certain nombre de gouvernements, plus ou moins grand suivant l'abondance des terres de la Couronne, et ne bornent pas leur tâche uniquement à la direction des domaines, s'occupant au contraire de surveiller l'application de tous les arrêtés du département.

Les Sociétés d'agriculture ne sont pas tout à fait pareilles aux nôtres. Dans leurs statuts, la différence ne semble pas bien grande, quoique le droit qu'elles ont, et dont elles usent pour la plupart, de posséder des terres et de les exploiter, marque déjà que leurs réunions ont un caractère moins académique, mais c'est surtout en fait qu'elles s'éloignent de nos Sociétés. Celles-ci, pour la plupart, sont des réunions de personnes appartenant au même parti politique, plus ou moins défiantes de l'action gouvernementale, en tous cas jalouses de leur indépendance. En Russie, outre que l'idée de parti n'existe pas, les Sociétés ne désirent rien autre que devenir les auxiliaires du Gouvernement. L'esprit d'association est aussi répandu chez les Slaves qu'il l'est peu chez les peuples où domine le sang latin. De là, l'activité relativement si consi-

dérable de ces Sociétés de province. En dépit de difficultés infiniment plus grandes que celles qui se présentent chez nous, elles ont accompli une œuvre déjà très appréciable, alors que nos Sociétés ressemblent un peu à cette Académie que Voltaire appelait très honnête parce qu'elle n'avait jamais fait parler d'elle.

L'État leur alloue des subventions pour un total de 30,000 roubles. C'est peu. Il ne faut pas oublier que la propriété est peu divisée encore, que les membres des Sociétés ont de grosses fortunes en général, enfin que la libéralité est une vertu russe, souvent poussée à l'extrême.

Outre les grandes enquêtes agricoles comme celles de 1872, 1880, 1884, qui sont trop souvent une occasion offerte aux théoriciens d'exposer leurs théories, de montrer leur érudition, le Ministère procède chaque année au relevé de tous les renseignements nécessaires. Dans ce but, plus de cinq mille propriétaires fonciers sont en correspondance avec lui. Quatre ou cinq fois par an, ils l'informent de l'état des récoltes céréales et fourragères, de celui de l'élevage, des mercuriales, des modifications de culture, etc. On pourrait craindre que ces 20 ou 25,000 rapports ne vinssent inutilement encombrer le beau palais de la place Nicolas, mais deux ordres de mesures parent, à peu près, à ce danger. D'abord, le département en publie à chaque saison le résumé, ce qui permet de croire qu'on les a lus. De plus, les jeunes attachés au Ministère, surtout ceux qui ne font qu'y « compter », et que nous nommerions des surnuméraires, sont fréquemment chargés de rapports sur des questions spéciales et en trouvent les éléments dans l'ensemble des rapports locaux.

Il est rare que le surnuméraire chargé d'un pareil travail n'en soit pas récompensé par la joie de le voir imprimé aux frais du Ministère. La même faveur est libéralement accordée à tous les particuliers, pour si peu que leur ouvrage paraisse

utile. Évidemment, il ne peut pas leur être mauvais d'avoir dans les bureaux des amis garants de leur mérite. Tout cela forme un ensemble de publications dont la valeur est très inégale, mais du moins qui met à la portée de tous les renseignements agricoles.

Les expositions agricoles concourent au même but. Comme nos concours régionaux, elles ont lieu successivement dans le chef-lieu des gouvernements groupés en sections. Les Zemtsvos et les Sociétés ont le soin de les organiser, la Couronne n'intervenant que pour les subventions, sauf lorsqu'elles cessent d'être régionales, comme la grande Exposition agricole de Kharkow en 1887, que le Ministère dirigea directement.

Le département a aussi dans son ressort ce qui appartient en France à la direction de l'hydraulique agricole. Les gouvernements du Sud souffrent de la sécheresse. Ceux du Nord, de l'abondance excessive d'humidité. La compensation est impossible. On a dû songer à guérir les deux maux. Naturellement, il a fallu procéder à une enquête. Si l'on se rappelle combien est bref le temps depuis lequel la Russie possède les gouvernements du Midi, surtout celui depuis lequel ils sont mis en valeur, on reconnaît que cette enquête était plus justifiée que beaucoup d'autres plus retentissantes. Il fallait se rendre compte du niveau exact des cours d'eau, sonder la profondeur des alluvions, rechercher les sources, mesurer la perméabilité du sol. La période préparatoire est franchie. Déjà, quelque six mille hectares sont irrigués, et les sources captées, donnant aussi de l'eau potable, ont servi la colonisation de la steppe, en permettant l'installation de nouveaux villages.

Dans l'Ouest et au Nord, c'était à la surabondance des eaux qu'il fallait remédier, partie par la canalisation, partie par le drainage. On a adopté deux plans différents. A

l'Ouest se trouve une immense plaine de 80,000 kilomètres carrés : la Polessie, entre Kieff, Brest-Litowsky et Mohilew. De ces 8,000,000 d'hectares, le quart à peu près est dans des conditions normales. Le reste est un marécage tellement désolé que la partie cultivable voit ce voisinage lui faire perdre sa valeur, non seulement par l'extrême difficulté des communications, par la difficulté de trouver une population suffisante, mais aussi par les mauvaises conditions sanitaires qui en résultent.

L'utilité de l'assèchement n'était pas douteuse. Restait à savoir s'il était possible. Les eaux étaient, en général, au-dessous du niveau des rivières voisines, dans lesquelles on songeait à les décharger. Des sondages partiels indiquaient pour les marécages une profondeur presque sans limites. Cependant, on ne se découragea pas et le résultat a donné raison à la persistance des initiateurs. Des canaux de dimension et d'importance variables ont été ouverts sur une longueur de 3,500 kilomètres, à travers 2,500,000 hectares. Sur cette superficie, l'amélioration a été immédiate, évidente. 300,000 hectares de marécages absolument inaccessibles sont devenus une immense prairie, 100,000 hectares desséchés ont été convertis en terres arables, 450,000 hectares de bois souffreteux, sans cesse inondés, sont couverts de splendides forêts et 500,000 hectares de forêts de la Couronne, inexploités jusqu'ici, par suite de l'absence de communications, emploient comme voie navigable les canaux d'assèchement. Les revenus des terres amendées ont augmenté de façon diverse, suivant qu'elles étaient plus ou moins inondées, qu'elles se trouvent à une distance plus ou moins grande des canaux. Il a triplé ici. Là, il est aujourd'hui vingt fois ce qu'il était il y a dix ans. Les sacrifices se sont partagés entre la Couronne et les propriétaires qui l'ont imitée. Ils ne sont pas hors de proportion avec l'œuvre. Si l'on considère les

terres directement asséchées, le drainage a coûté 3 roubles par hectare. Le prix diminue de moitié si l'on considère l'ensemble des terres bonifiées indirectement.

Ce n'est pas seulement aux autres régions de l'Empire que l'exemple peut servir. Ils sont nombreux, en Europe, les terrains insalubres que quelques travaux rendraient à la production. Sans doute, on trouvera difficilement 8 millions d'hectares de marécages à bonifier, mais il n'est pas absolument nécessaire qu'une œuvre soit très difficile pour l'entreprendre. En France, jusqu'à ces derniers temps, le sol avait une valeur assez grande pour qu'on ait fait tout ce qu'il était possible, afin de le reconquérir sur les marais. La Sologne, les Dombes, la Camargue sont à peu près livrées à la culture. En Italie, au contraire, il reste de nombreuses régions où une œuvre semblable à celle de la Polessie enrichirait ceux qui l'accompliraient, et où elle ne demanderait qu'un effort moindre.

C'est ce qui a eu lieu dans le Nord de la Russie où les marécages avaient une étendue moyenne de 5,000 hectares.

A côté des mesures d'hydraulique, la question des engrais minéraux est venue se placer toute seule par la découverte d'un grand gisement de phosphates dans les gouvernements du Centre. Qu'on ait exagéré un peu en leur attribuant une étendue de 20,000 kilomètres carrés, c'est probable, mais il n'en sont pas moins immenses. On ne peut pas dire que l'agriculture ait profité avidement de cette découverte et c'est assez naturel, vu le développement de la culture extensive et la rareté des cas où la culture intensive offre un avantage en Russie. Cependant, les Domaines firent des expériences nombreuses et, est-il besoin de le dire? toutes favorables. Elles furent répétées par des propriétaires auxquels le phosphate fut livré gratis. Peu à peu, la demande s'est accrue. Des usines

se sont créées pour la fabrication des superphosphates ou la mouture du phosphate. Une Compagnie a été formée pour la production d'engrais phosphatés, et il est probable que l'agriculture russe va s'habituer à cet adjuvant.

Un fait s'est produit à cette occasion, qu'il est intéressant de mettre en regard de ce qui se passe chez nous pour les phosphates d'Algérie. On sait que les communes propriétaires des gisements en ont affermé l'exploitation pendant vingt ans à des Anglais. Dès que l'importance de ces carrières a été connue, il y a eu en France une levée de boucliers. A côté des réclamations évidemment intéressées, on voit des gens impartiaux se plaindre de ce que le phosphate algérien va améliorer les terres anglaises ou allemandes. Il est peu probable, remarquons-le en passant, que les exploitants poussent le patriotisme jusqu'à livrer leurs produits meilleur marché à Londres qu'à Marseille, mais l'important, c'est de voir demander, sous ce prétexte, l'annulation des traités consentis par les communes et de comparer ces vœux à la mesure toute simple prise en Russie pour éviter de semblables mécontentements. On a frappé le phosphate d'un droit de sortie de 12 copecks or par 16 kilos, soit 30 francs par tonne. C'est un expédient empirique, évidemment. C'est priver la Russie d'un article d'échange qui lui serait précieux. Sans nul doute, mais cette mesure, si blamâble soit-elle en principe, vaut mille fois mieux qu'un excès d'exclusivisme national, allant jusqu'à demander l'expropriation.

Les mesures prises contre le phylloxera sont imitées de l'Occident. Celles qui ont pour but l'amélioration des races de bétail sont plus spéciales. Le Ministère donne aux exploitants des animaux de choix, à la condition que, dans un délai fixé, il en recevra un produit qu'il envoie à un autre cultivateur. L'idée est meilleure que le résultat. La bête de race

importée est le plus souvent accouplée avec une de race indigène et la dégénérescence en provient le plus souvent.

A cette protection du Ministère, il convient d'ajouter l'œuvre des Zemtsvos et celle, plus importante, des Sociétés rurales. En bloc, on peut dire que le département de l'Agriculture n'a pas failli à la tâche qu'il s'est imposée en la délimitant. A la vérité, elle n'a pas produit autant que pouvaient l'espérer les créateurs de cette organisation. La faute en incombe surtout à des raisons d'ordre général. Jusqu'en 1861, le servage était le grand obstacle qu'il ne dépendait pas du Ministre de l'Agriculture de faire tomber. Dans la période qui a suivi immédiatement l'émancipation, les serfs libérés n'avaient pas encore eu le temps de débarrasser leurs esprits des liens des habitudes insouciantes. Plus tard, l'essor de l'agriculture a trouvé encore des barrières d'ordre général. Ce sont, en partie, les difficultés que le tarif des douanes met à l'exportation. C'est le manque de capital. Ce sont les industries de transformation donnant de gros profits et attirant toutes les capacités. C'est le manque d'initiative individuelle, conséquence forcée de la facilité slave d'association, dont nous parlions tout à l'heure.

Aussi, n'est-il pas surprenant que le Ministre actuel des Domaines et de l'Agriculture, S. E. M. Yermoloff, ait songé à des mesures d'un ordre différent, destiné à combattre ces obstacles d'ordre général. L'intervention, pour ainsi dire passive, du Gouvernement, celle qui consiste uniquement à renseigner les agriculteurs et à diminuer les difficultés naturelles qui les entravent, ne suffisait plus. A côté des institutions spéciales de crédit rural que nous examinerons en détail, dont le but est d'aider à la production, on a voulu mettre une aide à la vente des produits. En novembre 1894, le Ministère des Domaines étudiait la création de magasins généraux, de comptoirs de l'État, le nom importe peu, d'établissements, en un

mot, où les cultivateurs pourraient apporter tous leurs produits. Ils recevraient à titre d'avance une partie de la valeur de ces produits, et on leur donnerait le solde après que la vente en aurait été opérée par les soins de l'État. Il ne s'agit point ici d'une sorte de banque de prêts sur gages ruraux, comme on pourrait le croire si les produits acceptés étaient de conservation facile, comme les grains, le vin, les fourrages, ou même de conservation possible, à la rigueur, comme le bétail. C'est bien une sorte de banque de commission que l'on veut instituer, dont l'objet sera plutôt la vente que le prêt, puisqu'elle se chargerait des œufs, du beurre, des fromages, des agneaux, etc.

On a voulu remédier à la mévente des produits.

Il existe en effet un inconvénient dû à l'immensité de l'Empire auquel on pourra obvier, mais qui existera toujours : c'est l'éloignement du consommateur. Il ne peut pas venir acheter lui-même le produit qui lui est nécessaire. Le cultivateur ne peut le mettre à sa portée. De là, l'indispensable intermédiaire, qui doit parcourir de longues distances pour rassembler tout ce qu'il espère vendre, exposer d'assez grands frais pour l'apporter au lieu de la vente possible. Lorsque cet intermédiaire se borne à prendre pour lui la plus large part du prix, ce n'est que demi-mal, mais le terrible, c'est lorsqu'il ne vient pas, ce courtier qu'on a tellement maudit et dont on ne peut se passer. C'est vrai pour les articles de consommation intérieure, plus vrai encore pour les produits d'exportation. Je sais tel gouvernement où les propriétaires ont trois récoltes de grain invendues, où ils doivent avancer tous les frais de garde, d'assurance, de manutention et, bien entendu, vivre et payer les impôts. Ils attendent le courtier qui ne vient pas. Ils pourraient, certes, s'entendre pour apporter leur blé sur un de ces marchés où ils s'en déferaient aisément, en consentant des sacrifices, et sont blâmables de ne pas le faire, mais

comment le demander à des paysans, à de tout petits propriétaires, qui n'ont qu'une idée très vague du mécanisme du commerce général ?

Le projet de S. E. M. Yermoloff devait donc s'attendre à l'approbation générale qui ne lui a pas manqué. Il offrait le moyen d'augmenter la quantité de denrées offertes au consommateur, donc d'en baisser le prix et, en même temps, de débarrasser le producteur d'une pléthore de biens inutiles, de les remplacer par leur prix permettant l'acquisition de choses plus nécessaires et surtout les faisant rentrer, ces producteurs, dans le courant d'échanges, dans la loi de la division du travail.

Pourtant, l'économiste ne peut pas retenir les objections qui se pressent à son esprit. Ce n'est plus seulement ici cette intervention de l'État dans la répartition, c'est, très évidemment, la fixation des prix, à brève échéance. Une circonstance matérielle vient s'ajouter à tout cela : la monnaie russe est en papier. Que son émission soit entourée de toutes sortes de garanties, nul ne le conteste. Aussi, nous ne retenons, disons-nous, que la matérialité du fait qui suffit pour rendre inévitable le souvenir de la Banque d'échanges, chère à Proudhon. Les analogies pourraient être poursuivies très loin. Il suffit d'indiquer la ressemblance toute extérieure si l'on veut. Nous ne redirons pas ici tout ce qu'ont dit nos maîtres sur cette utopie du grand démolisseur, mais tous les arguments, presque tous, peuvent s'appliquer à la mesure proposée. Un seul nous semble suffire :

Que deviendrait l'initiative individuelle ? C'est la seule chose dont la Russie ne soit pas, aujourd'hui, assez largement pourvue, elle en qui abondent tant de richesses, mais c'est la principale. Qu'elle ne puisse être développée par des mesures administratives, c'est, hélas ! le sort commun. Ce n'est pas en voulant à la place d'un enfant qu'on l'habitue à vouloir. Du moins, il est possible d'éviter ce qui en empêche l'éclosion.

Le courtier, en s'enrichissant, montre aux paysans aux dépens desquels il s'enrichit qu'il est possible de s'enrichir. Cette leçon sera comprise, peut-être au bout de plusieurs générations, mais elle le sera. Du jour où ce courtier sera l'État, comment savoir, pour les esprits simples des ruraux, s'il gagne ou s'il perd à ce trafic ? S'il y perd, mieux vaut le laisser chargé de ce service. S'il y gagne, comment le dépouiller de cette source de revenus et, de plus, comment moi, pauvre mougik de village, puis-je espérer réussir aussi bien que l'État ?

Et c'est la moindre des objections. Nous l'avons choisie parce que nous retrouverons l'occasion de l'appliquer à quelques-unes des formes sous lesquelles le crédit est ouvert à l'agriculture et, aussi, parce que nous trouvons dans notre étude assez d'occasions dans lesquelles l'économie politique se trouve déconcertée, pour ne pas laisser échapper celles où elle reprend toute sa certitude, toute son autorité.

DIVISION DE L'ÉTUDE AGRICOLE

C'est le prince de Bismarck qui disait que ce qu'il y a de plus admirable en Russie, c'est de voir 80 millions d'hommes parlant la même langue. Ce n'est là qu'un des nombreux signes de la plus parfaite unité qu'ait jamais réalisée un Empire. Même des États beaucoup moins peuplés, infiniment moins vastes, n'ont jamais abouti à rendre aussi effective, aussi vraie, l'unité que proclame leur constitution. Pour ne pas parler de l'Italie, nous avons vu, sous l'apparence d'un mouvement fuériste, l'Espagne menacée par les séparatistes de Biscaye. En Belgique, on entend périodiquement parler de la division entre pays wallons et pays flamands. L'esprit particulariste n'est pas mort en Allemagne et domine en Autriche. Les États-Unis ont donné à l'univers le spectacle du conflit le plus colossal qui ait déchiré un peuple, dans la guerre de Sécession. En France même, dans ce pays si fortement centralisé, nous ne pouvons oublier les troubles de Vendée, ni même, hélas! le triste courage des meneurs de la ligue du Sud-Ouest au lendemain de nos défaites.

Même en respectant le lien national, les diverses parties de ces nations conservent une sorte de patriotisme local qui diffère en degrés, mais qui existe dans toutes. En Russie, rien de tout cela. Les 100 millions d'habitants qui peuplent ses 22 millions de kilomètres carrés sont russes, rien que russes.

En revanche, les climats des diverses zones y sont très

différents. Depuis la Sibérie orientale, où la moyenne de janvier est de — 52° C. jusqu'à l'oasis de Merv, où celle de juillet atteint + 32°, nous trouvons à peu près tous les climats tempérés et, bien entendu, la gamme des climats froids. Il en dérive une différence énorme entre les natures et les modes de culture. Le climat n'est pas le seul facteur de cette diversité, à laquelle concourent les traditions locales, la plus ou moins grande facilité des communications, enfin la qualité du sol. Il y a peut-être plus d'analogie entre la température normale de Sibérie et la température estivale de l'Asie Centrale qu'entre les plaines glacées des rives de l'Océan Glacial et l'inépuisable Terre-Noire, le célèbre tchernozème.

Ce serait donc rechercher l'obscurité et la confusion qu'essayer de décrire l'agriculture russe. Celle-ci n'existe pas et c'est, répétons-le, le seul côté de la vie sociale russe où la Russie tout entière ne soit pas unie dans une parfaite communauté de coutumes.

Une première division s'impose, empruntée à celle des races originelles. Ce sera d'abord la Russie proprement dite, où sont plus des quatre cinquièmes des sujets de l'Empire et à laquelle, naturellement, nous consacrerons la plus large part de nos études, puis la Sibérie, le Turkestan et le Caucase.

Mais la Russie d'Europe, elle-même, doit se subdiviser. Son territoire de cinq millions de kilomètres carrés est soumis à un climat extrême et la différence est grande entre les diverses zones. Le mieux est de suivre la division établie au Ministère des Domaines. Elle établit quatorze régions agricoles :

La région centrale agricole.
Le Moyen-Volga.
La Petite-Russie.
Le Sud-Ouest.

Novorossisk.
Le Bas-Volga.
La région industrielle Moscovite.
La Russie-Blanche.
La Lithuanie.
La Vistule.
La Baltique.
Les Lacs.
L'extrême Nord,
Et l'Oural.

dont nous devons d'abord rappeler sommairement les particularités.

La région Agricole Centrale, c'est-à-dire les gouvernements de Koursk, Orel, Tula, Riazan, Tamboff et Voronège, occupe le bassin de l'Oka et la partie supérieure de celui du Don. Dans le nord de cette région, le sol, intermédiaire entre le tchernozème et les landes infertiles, a rendu nécessaire le recours aux ressources industrielles, alors que, dans le surplus, l'agriculture absorbe toutes les activités. La population est environ de 55 habitants par kilomètre carré. Dans la portion fertile, les terres à semence atteignent 70 0/0 et là où domine la possession paysanne, la proportion s'élève à 90 0/0. La rotation est le plus souvent tri-annuelle, et les principales cultures ont pour objet le seigle et l'avoine suivis par le sarrasin et le millet. Dans le sud-est, les propriétaires sèment du blé d'hiver et de printemps. Dans la partie orientale, le lin est cultivé autant que le chanvre dans le nord. Dans le gouvernement de Voronège, on sème du tournesol et, en quelques endroits, on trouve des plantations de tabac et de pommes de terre. Les forêts y ont peu d'importance, de même que l'élève du bétail, que gêne l'absence de pâturages. On compte 25 che-

vaux par 100 habitants en moyenne, plus à Tamboff et à Voronège, moins ailleurs ; de même en moyenne, 15 bêtes à cornes et 50 à laine.

La région du Volga moyen comprend les gouvernements de Simbirsk, Saratoff, Penza, Kazan et Nijni-Novgorod. La densité de la population est ici beaucoup moindre et n'atteint pas 30 habitants au kilomètre carré. L'agriculture y prédomine. Comme dans la région précédente, la moitié environ du sol est possédée et exploitée par les communautés paysannes. Dans le sud seulement, on trouve de vastes exploitations agricoles. On y récolte du seigle, de l'avoine, et, rarement, du blé de printemps. Dans les gouvernements de Simbirsk et de Kazan, on fait de l'épeautre, ou seigle blanc. Les forêts occupent 28 0/0 de la superficie, mais dans le nord, jusqu'à 40 0/0. Le bétail à cornes est ici plus abondant que dans la région centrale. Le nombre relatif des chevaux est le même, mais les produits ont moins de valeur.

La Petite-Russie, consistant dans les gouvernements de Kharkoff, Tchernigoff et Poltawa, est à peu près plate. Elle possède presque dans toute son étendue la précieuse tchernozème, sauf dans la partie septentrionale du gouvernement de Tchernigoff où, par suite, les forêts ont quelque importance. La population s'élève à 50 habitants par kilomètre carré. A l'opposé de ce qui existe dans les deux régions précédentes, les paysans y possèdent individuellement et héréditairement leurs terres, qui occupent près de la moitié du sol. La rotation tri-annuelle y prévaut, côte à côte avec la culture de la betterave qui diminue sans cesse, après avoir déçu bien des illusions. Les terres arables (62 0/0) sont labourées avec des bœufs. L'orge apparaît à côté des autres céréales. Le tabac, le chanvre et le sarrasin jouent un rôle important. Tchernigoff, privé sur une portion de son territoire de terres fertiles, a vu s'installer beaucoup d'industries. Il consomme une

partie de la récolte des gouvernements voisins. Comme le fait prévoir la proportion des emblavures, le nombre des chevaux descend à 12 par 100 habitants, celui des bœufs employés au labour s'élève à 25.

La région du Sud-Ouest, ou les gouvernements de Podolie, Volhynie et Kiew, est arrosée par le moyen Dniéper, le Dniester, le Bug et le réseau tributaire de la Pripiat. Elle pourrait être divisée en trois zones, allant de l'est à l'ouest. Celle du nord est marécageuse, peu fertile et la seule production considérable y vient des forêts. La zone du milieu et une fraction de celle du sud retirent du tchernozème, non seulement le blé et les autres grains, mais surtout la betterave que réclament les usines du gouvernement de Kieff, d'où sortent 43 0/0 du sucre fabriqué en Russie. En Podolie, où la proportion de terre arable dépasse 60 0/0, il existe un nombre considérable de distilleries.

La région de la Nouvelle-Russie embrasse les gouvernements de Bessarabie, de Kherson, de Tauride et d'Ekaterinoslaw, à l'extrême sud de l'Empire. Nous trouvons ici une région offrant beaucoup plus d'analogie avec l'Europe méridionale qu'avec la Russie. Son originalité consistait dans les steppes immenses et incultes. Chaque jour, la culture gagne du terrain. Si l'on excepte les rives du bas Dniéper et les territoires salins, dont l'industrie s'est déjà emparée, le reste offre partout le tchernozème. Tous les grains sont récoltés sur les 46 0/0 de la superficie, déjà ouverte à la charrue. La Bessarabie et le midi de la Tauride ont donné une importance déjà considérable à la culture de la vigne. Ekaterinoslaw produit un tabac excellent. L'élève du bétail profite des vastes steppes subsistant encore et la proportion s'élève à 50 bœufs et 170 moutons par 100 habitants. Le chameau s'y trouve, dans le sud et l'est.

Le tiers de la région appartient aux communautés paysan-

nes qui occupent, naturellement, une fraction beaucoup plus grande de la portion mise en culture. Les grands domaines abondent et leur valeur s'accroîtrait sans cesse, avec l'augmentation rapide de la population, sans la mévente des blés et des laines. L'augmentation de la population provient surtout du développement industriel, dû à la mise en exploitation des mines de diverse nature et des gisements salins du gouvernement d'Ekaterinoslaw.

La région du Bas-Volga réunit les gouvernements de Samara, d'Orenbourg et d'Astrakhan. Elle est loin d'être une des plus riches, ainsi que le donne à penser le chiffre de sa population, 8 en moyenne par kilomètre carré, 4 dans le gouvernement d'Astrakhan.

Les terres, dont 1/3 seulement est labourable, sont pour les 2/5 entre les mains des communautés paysannes. Le grand nombre de chevaux, 45 par 100 hab., donne à croire que ce genre d'élevage est en raison inverse de la prospérité agricole. Celui des bêtes à cornes qui, au contraire, lui est étroitement lié, languit dans cette région où celui des chameaux donne de bons résultats.

La région industrielle de Moscou nous occupera moins longuement que lorsque nous enregistrions les conquêtes de l'industrie russe. Elle est un des pays les plus riches, non seulement de l'Empire, mais de l'Europe. Dans les gouvernements de Wladimir, Moscou, Kalouga, Tver, Jaroslaw et Kostroma, les usines abondent et prennent le pas sur une production agricole que restreignent, d'ailleurs, les conditions topographiques d'un sol accidenté, souvent sablonneux, en général infertile. Les terres arables occupent 30 0/0, les forêts 45 0/0.

Les communautés paysannes possèdent la moitié de la superficie, qu'elles exploitent par l'assolement triennal. Les petites industries agricoles sont un palliatif à la faible pro-

duction agricole que tendent à augmenter la culture des pommes de terres sur une grande échelle, l'horticulture et surtout la création de l'industrie laitière favorisée par la densité de la population (60 hab. par kilomètre carré dans le gouvernement de Moscou).

La Russie-Blanche comprend les gouvernements de : Mohileff, Minsk, Vitebsk et Smolensk, bornés par le haut Dniéper et la Pripiat, la haute et moyenne Dvina et le haut Niemen. C'est ici que se trouvent les marais de la Polessie, maintenant asséchés en partie. Les forêts occupent le tiers de la superficie. Le reste est cultivé en seigle ou en avoine, que suivent de l'orge ou du sarrasin. Les paysans possèdent à titre individuel 40 0/0 de la superficie et ce sont eux surtout qui cultivent le lin, alors que les propriétaires sèment des pommes de terre. Le quart de la superficie totale est seul arable et la population est de 20 habitants par kilomètre carré.

Dans la Lithuanie, nous trouvons les gouvernements de Kovno, Wilna et Grodno. Rien n'est très spécial à cette région, où les paysans ne sont pas réunis en communauté, sauf peut-être le résultat satisfaisant qu'elle sait tirer d'un sol très défectueux. Avec 40 0/0 seulement de terre arable, et de qualité secondaire, la Lithuanie produit beaucoup plus de céréales qu'elle n'en consomme et fait du lin une exportation considérable.

La région de la Vistule, qu'on pourrait appeler *la région Polonaise*, a dix gouvernements : Souvalky, Lublin, Plock, Siedlce, Varsovie, Radom, Kielce, Protzkoff et Kalisz. Au sud, les contreforts des Karpathes accidentent le pays, qui est au contraire plat et marécageux dans le nord. L'industrie y est très développée, la population plus dense que partout ailleurs en Russie (62 hab. au kil. c.), les mines y prospèrent et, grâce aux ressources résultant de ces trois faits, l'agriculture y est dans de bonnes conditions. Elle est conduite avec intel-

ligence, les pâturages artificiels s'y rencontrent fréquemment. L'industrie sucrière a développé la plantation de la betterave, comme celle des pommes de terre, par les besoins d'une population considérable.

La région Baltique, ou les gouvernements de Lithuanie, Courlande et Esthonie, est habitée par les races lettes et finnoise auxquelles sont venus se superposer les conquérants allemands. Ceux-ci, aussi bien que les peuples autochtones, sont depuis longtemps en possession des saines méthodes agricoles, et la terre, de fertilité secondaire, a été jalousement soignée. Les paysans jouissent héréditairement et disposent librement de leurs champs. Le commerce des bois si développé, notamment à Riga, donne toute la valeur possible aux forêts qui couvrent 20 0/0 de la région. De même, les distilleries et autres industries agricoles permettent la culture intensive. Tous les propriétaires et une partie des paysans ont remplacé la rotation tri-annuelle par les cultures fourragères. La pomme de terre ne peut manquer d'occuper une large place dans une agriculture dirigée par des Allemands. De fait, sa culture y est, proportionnellement, plus développée que dans tous les autres gouvernements.

La région des Lacs, où sont situés les gouvernements d'Olonetz, Novgorod, Saint-Pétersbourg et Pskoff, au nord-ouest de la Russie d'Europe, occupe le bassin des grands Lacs. Elle possède quelques parties accidentées, le reste étant une plaine marécageuse. Quelques chiffres montrent les difficiles conditions où s'y trouve l'agriculture. Les forêts y couvrent 52 0/0 de la superficie. La population y est de 13 hab. par kil. c. Dans le gouvernement d'Olonetz, la majeure partie du sol est entre les mains de l'État et la proportion de terre arable y est seulement de 10 0/0.

Grâce au voisinage de la capitale, la culture y est conduite du mieux possible. La jachère y est rare. Les prairies

artificielles s'y voient souvent Le lin abonde. Aux environs de Pétersbourg, les maraîchers et les laitiers ont fait quelques progrès, ainsi que les éleveurs, assurés qu'ils sont du débouché.

On devine ce que peut être l'agriculture dans l'EXTRÊME NORD, sur l'immense plaine des gouvernements de Vologda et d'Arkhangel. Les forêts occupent 86 0/0 du premier, 60 0/0 de la moyenne. Au nord du 65e parallèle, les céréales ne peuvent plus être cultivées. C'est à la pêche, à l'élevage du renne que les habitants demandent des ressources. La population, bien peu dense pourtant (1 hab. 5 par kil. c. pour la région, 0 h. 4 pour Arkhangel) doit avoir recours aux gouvernements du Sud pour s'alimenter. 3 0/0 du sol sont aux mains des communautés paysannes, 2 0/0 entre celles de propriétaires, le reste à la Couronne.

Dans le sud seulement, une culture rudimentaire est possible, et vient atténuer le déficit que cause cette région à la production nationale.

L'OURAL (gouv. de Viatka, Oufa et Perm) a un sol très varié. Le tchernozème au sud, de la craie vers le nord, de la pierre sur les hauteurs de l'Oural. La propriété y est divisée à peu près exactement par tiers : l'un appartenant à la Couronne, le second aux communautés paysannes, le dernier à un petit nombre de propriétaires, dont chacun possède une superficie énorme. La surface arable est d'un quart à peu près et les méthodes primitives sont restées en honneur : l'assolement triennal et la jachère. Grâce aux industries minières et métallurgiques, si développées dans cette région, aussi aux voies ferrées créées pour les desservir, la production des céréales est active. Celle du lin est importante et c'est dans l'Oural que se trouve le plus grand nombre de chevaux, après le bas Volga.

Telles sont, très rapidement esquissées, les caractéristiques des divisions agricoles de la Russie Européenne. La prédominance de celle-ci dans la production de l'Empire n'est plus absolument assurée. Évidemment, son immensité en fera toujours la partie principale, mais, relativement bien entendu, le Caucase et même le Turkestan rivalisent avec elle.

Le CAUCASE surtout, avec sa population de 8 millions d'habitants, peuplant à raison de 17 hab. par kil. c., une superficie de 475.000 kil. c., possédant à peu près tous les climats, sauf les climats extrêmes, borné par deux mers, point de transit indiqué entre l'Europe et une grande part de l'immense Asie, le Caucase est appelé à apporter une contribution incessamment croissante à la production générale. Son rôle même ne se bornera pas là et, quoiqu'une telle prévision soit mal à sa place dans ce chapitre, on peut conjecturer sans risque qu'il déplacera par son attraction le centre de gravité de la Russie ; que c'est un peu grâce à lui ou, si l'on veut, un peu par sa faute, que l'Empire conservera, en l'accentuant, son caractère spécial, mi-Asiatique, mi-Européen.

Dans les vallées du Caucase, toutes les céréales fructifient. Peu à peu, à mesure que l'on s'élève sur ses hautes montagnes, le nombre en diminue. Dans le Daghestan, à 7,500 pieds au-dessus du niveau de la mer, on trouve encore l'orge et le seigle. Dans ses plaines immenses, le bétail trouve des pâturages d'une fertilité continue. Les hautes cimes, même, possèdent des forêts qu'un effort léger rendrait productives, en les mettant en communication avec la Caspienne et la mer Noire.

La sécheresse est moindre qu'en Russie, et il y est d'ailleurs pourvu par un système d'irrigation où se reconnaît ce génie oriental auquel les Espagnols doivent leurs *huertas*. Dans le Transcaucase de l'est, la Koura et l'Arak sont divisés en une infinité de canaux qui donnent un total de 500 mètres

cubes d'eau à la seconde pendant les mois chauds. Plus d'un million d'hectares en profitent, et le double pourrait en bénéficier. L'orge et le blé sont, en général arrosés trois fois, les jardins six fois, les vignes deux ou trois. Cinq ou six irrigations sont nécessaires au coton et il en faut davantage pour les luzernes.

On ne s'attend pas à trouver des méthodes perfectionnées dans un pays où la terre est peu exigeante et depuis si peu de temps mise à même de s'approprier les progrès de l'agronomie. La fumure y est restreinte à la culture maraîchère, à celle du tabac et du sésame. La rotation tri-annuelle est même assez peu commune. On en reste, pour le moment, à la traditionnelle jachère. Dans les plaines qu'inondent les rivières débordées en leur apportant leur limon, la même culture est appliquée au même champ sans discontinuer, même lorsqu'il s'agit du maïs, qui est cependant une plante épuisante. La jachère, pendant deux, trois ans, est chargée de fertiliser de nouveau la terre. Là où la population est très dense et, par suite la propriété recherchée, on fait généralement deux récoltes par an. Au seigle ou au blé, succède immédiatement le maïs. S'il n'arrive pas à parfaite maturité, il est consommé comme fourrage. Ailleurs, dès que le seigle de printemps est enlevé, on sème du maïs, et celui-ci, à peine récolté, fait place au blé d'hiver après lequel revient encore le maïs, sans intervalles.

Cette coutume est surtout générale dans l'ouest du Caucase. Elle suffit à montrer que nous ne trouvons plus ici l'insouciance qui peut se déplorer ailleurs. Dans l'est, c'est-à-dire dans la partie irriguée, la petite culture domine et réussit en raison directe de la quantité d'eau obtenue. Le tabac, le sésame, les melons de tout genre, les plantes maraîchères donnent évidemment des résultats plus considérables. Le riz, qui est le produit principal de la région, vient après. La quan-

tité d'eau est-elle insuffisante pour lui, on sème de la luzerne, du sainfoin, de l'esparcette. Le trait le plus caractéristique de cette région, où la fumure des terres se borne à l'écobuage, est que la jachère est employée, non pas pour rendre aux champs leur fertilité par le repos, car le limon est autrement efficace, mais simplement par suite de l'insuffisance des eaux que l'on dirige entièrement sur certaines parties de l'exploitation, préférant irriguer complètement une moitié des terres qu'arroser à moitié leur totalité.

La production en grains de la région du Caucase est importante, et, déduction faite de la consommation locale, laisse, année moyenne, un excédent de 70,000 quintaux, ou environ 85,000 hectolitres.

Le lin y est cultivé pour son huile surtout, en même temps que le sésame et le ricin. C'est au coton que revient la première place dans la production des textiles. La qualité indigène a été remplacée partout par le coton *Upland*. Le Transcaucase en produit 10,000,000 de kilogrammes, à raison de 250 kilos environ par hectare.

Les plantations de tabac couvrent 11,500 hectares dans le Caucase du Nord, dont 9,000 dans le Kouban et 2,500 dans le Transcaucase. En 1891, la récolte a donné 17,000,000 de kilogrammes.

Le safran et la garance ont donné de bons résultats. Le premier est demandé par la Perse, mais les couleurs artificielles restreignent de plus en plus la culture de la seconde.

L'horticulture est depuis longtemps l'occupation d'une grande partie de la population, mais son importance diminue, devant l'extension qu'ont prise les plantations de vignobles, que nous retrouverons en étudiant la viticulture en Russie. Tous les fruits de l'Europe occidentale viennent à maturité,

surtout dans les districts protégés par leur situation contre les brusques changements de température. La grenade, par exemple, croît presque partout à l'état sauvage. L'olivier y donne des fruits. L'oranger est rare et mûrit assez mal. Le mûrier, en revanche, est cultivé sur 35,000 hectares et fournit de larges ressources aux habitants, qui utilisent ses feuilles pour les vers à soie et en extrayent une couleur pour la teinture, son écorce pour lier les pousses de la vigne, ses fruits pour la distillerie.

Depuis 1885, l'industrie de la réglisse a été fondée. La plante pousse à l'état sauvage, en assez grande abondance pour occuper trois maisons de commerce, dont deux anglaises, qui ont construit de vastes usines pour l'extraction du jus. Elles payent environ 2 fr. les 100 kilos de racines vertes. En 1890, elles en ont acheté 70 millions de kilos donnant la moitié de racines sèches.

Aux plantes indigènes ou cultivées depuis longtemps, il faut ajouter celles qui ont été importées depuis l'annexion, l'eucalyptus, le magnolia, le chêne-liège et enfin l'arbre à thé, dont l'exploitation se développe chaque année.

Le pâturage reçoit toutes les formes. Dans le nord, il est encore pareil à celui des tribus nomades. Dans les régions montagneuses, on emploie la migration estivale. Ailleurs, à mesure que la science agricole fait des progrès, le mode d'élevage se rapproche de celui usité en Europe. On peut cependant prévoir un jour ou le Caucase sera le marché de bétail le plus considérable. Il possède 3 millions d'hectares de pâturages d'été, 2 millions d'hect. de pâturages d'hiver et sa situation géographique le fait communiquer facilement avec tous les centres de consommation. Il possédait au dernier recensement 1 million de chevaux, 125.000 ânes ou mulets, 6 millions de bêtes à cornes, 14 millions de bêtes à laine, 1 million de porcs, 25.000 chameaux. Les moutons surtout

peuvent être exportés sans peine et avec grand profit. Amenés à Paris, en dépit des droits et des taxes, ils laissent actuellement un bénéfice net de 35 0/0 du prix de vente, et le seul danger d'un pareil commerce, c'est-à-dire la mortalité en route, peut aisément être diminué par un aménagement et un matériel combinés avec intelligence.

Pour prendre sa place dans le trafic international, il manque encore au Caucase des moyens de communication. Les chemins de fer, le port de Novorossisk ne suffisent pas complètement. Ce n'est que lorsque les routes principales et secondaires permettront à l'influence de ces grands travaux de s'étendre, de rayonner, que le Caucase pourra faire profiter le commerce général de sa puissance productrice exceptionnelle et payera au centuple tout ce que l'on a fait et tout ce qu'on fera pour l'outiller. Dès à présent, il ouvre à l'initiative et aux capitaux un débouché dont l'équivalent est difficile à trouver.

De l'autre côté de la Caspienne est le TURKESTAN RUSSE. Borné par le fleuve Oural, la mer Caspienne, les monts Altaï, la Chine, la Perse, l'Afghanistan et la Sibérie, il comprend 3 millions 1/2 de kil. c. Dans ces limites, sont les Khanats de Khiva et de Boukhara, les steppes Kirghises. Au point de vue qui nous occupe, les seules provinces à étudier, entrées qu'elles sont déjà dans la vie économique de l'Empire, ce sont celles de Syr-Daria, Ferghana, Samarcande et Transcaspienne que les Russes réunissent sous le nom d'Asie Centrale. Elles forment un territoire égal à deux fois celui de la France, peuplé par trois millions d'habitants.

Cette population, si clairsemée, est très inégalement répartie. L'Asie Centrale est, en effet, divisée en deux : la steppe et les oasis. Dans celles-ci, il y a jusqu'à 120 habitants par kil. c. Dans la première, des nomades poussant devant eux leurs

troupeaux. L'agriculture y est donc pratiquée d'une façon essentiellement rudimentaire. Elle donne des résultats satisfaisants au centre des oasis, là où la terre est irrigable, mais l'étendue du sol ainsi favorisé devient chaque jour plus insuffisante. Aussi, dans son voisinage, se trouvent ce qu'on appelle les champs *bogarny*. Ne pouvant pas les arroser, soit parce qu'il n'y aurait pas assez d'eau, soit parce que leur niveau est supérieur à celui du canal, les cultivateurs tablent sur l'humidité qui doit s'échapper des terrains irrigués pour aider les pluies et sèment sans trop compter sur la moisson. Ils réussissent parfois, si les pluies ont été abondantes, si la récolte a pu se faire avant les grandes chaleurs. Ils échouent bien souvent et c'est alors pour eux la disette, tout au moins.

Tant que l'irrigation ne sera pas développée, ce qui est possible en aménageant les grands cours d'eau, il est inutile d'espérer de l'Asie Centrale un excédent de production sur sa consommation. Elle récolte 4,000,000 q. m. de blé ; 1,520,000 de riz ; 1,200,000 q. m. de seigle et les consomme pour ses habitants ou leur bétail.

Le coton, au contraire, fera un pays riche de ces contrées où l'homme ne vit que par une sobriété orientale. 100,000 hectares ont donné plus de 30,000,000 pouds de coton, dont la moitié de qualité améliorée. Le chemin de fer Transcaspien les apporte en Russie.

Dans les oasis seulement, on sème la garance, la luzerne, le tabac. Les steppes ou même les terres sèches sont uniquement consacrées aux pâturages et nourrissent les quantités suivantes de bétail, énormes relativement à la population : 700,000 chevaux, 1,000,000 de bêtes à cornes, 6,000.000 de bêtes à laine, 200,000 chameaux, 80,000 ânes ou mulets.

Le cheval joue, au Turkestan russe, le rôle que lui assignent les légendes dans la vie arabe. Il est non seulement la bête

de selle et de trait, mais encore la race nourricière. La viande chevaline, le lait des juments sont les meilleurs aliments des nomades. Le cheval sauvage diminue en nombre, mais l'élevage est la grande industrie. Les deux races principales sont la race turcomane et la race kirghise ou, de leur habitat principal, la race de Khiva et celle de Boukhara. La première ressemble énormément à celle de nos chevaux arabes de pur sang, avec lesquels les turcomans ont une commune origine. Très rapides, très beaux, ils manquent d'endurance et exigent des soins minutieux. Les chevaux kirghis, petits, équarris grossièrement, sont aptes à toutes les besognes, bravent toutes les températures, supportent toutes les privations. On cite comme exemple de leurs qualités, la course accomplie en 1868 de Tashkend à Samarkande, soit 290 kilom., en 24 heures, par une bête de cette espèce. Ils sont élevés à la mode cosaque, c'est-à-dire en troupeaux de poulains et de poulinières, conduits par un étalon et laissés libres dans la plaine. Le croisement des deux races produit le « karabayer » dans lequel on retrouve, à un moindre degré, la beauté du turcoman et les qualités solides du cheval kirghis ou de Boukhara.

C'est de la viande de mouton que se nourrissent les habitants des oasis. Comme dans tous les pays d'Orient, la brebis remplace la vache. La laine est teinte sur place, filée et employée à faire ces merveilleux tapis qui pénètrent déjà chez nous. Le chameau est le « vaisseau de la steppe », comme une vieille métaphore veut qu'il soit celui du désert. On le traite plus soigneusement que les autres bêtes et, malgré sa réputation de sobriété, il est le seul qui exige une provision de nourriture sèche pour l'hiver. Quant à la steppe proprement dite, son improductivité absolue est établie par ce fait qu'un hectare y donne à peine deux stères de combustible, la seule chose qu'on y puisse recueillir.

Quant à son avenir, il diffère suivant que l'on envisage la

Transcaspienne ou les trois autres provinces. Celles-ci n'attendent que le développement des irrigations pour devenir un centre de production cotonnière. La Transcaspienne restera un pays d'élevage, mais luttera difficilement avec les pays qui offrent au bétail une nourriture moins avare.

LE SOL

I

Cette revue, très sommaire, des diverses régions agricoles de la Russie, ne peut donner qu'une idée très générale des conditions où s'y trouve l'agriculture. Elle était indispensable pour se familiariser avec des contrées aussi distantes, aussi différentes l'une de l'autre, mais nous devons maintenant rechercher les traits principaux de l'industrie agricole.

Avant tous autres, le sol. Sous ce rapport, l'Empire est divisé par une ligne idéale allant du S.-O. au N.-E., laissant à droite ou au S.-E., la région de la terre noire, à gauche ou au N.-O., la contrée moins fertile du Nord. Les points de départ sont, à peu près, la Bessarabie et Oufa. En fait, cette ligne subit de nombreuses inflexions. C'est tantôt la terre noire qui projette au Nord comme des caps, tantôt la zone infertile qui empiète. Au milieu des gouvernements les moins favorisés, on découvre des îlots de terre noire et des districts tout entiers, dans les gouvernements du S.-E., se montrent pareils à la terre sablonneuse ou calcaire de ceux du N.-E. Même là où prédomine la terre noire, elle n'est pas seule, mais accompagnée presque toujours de terres salines ou de terre grise, où croissent les essences forestières. Cette terre noire d'où proviennent les blés de la Russie, cette richesse de l'Empire qui lui a permis d'atteindre le moment actuel où elle

trouve dans l'industrie les ressources que l'agriculture ne donne plus en rapport avec les besoins nouveaux, cette terre noire est célèbre et mérite une étude. On est convenu de lui laisser à peu près son nom russe. Mieux vaut, en effet, l'appeler tchernozème que risquer une amphibologie en traduisant ce mot en terre noire.

Le tchernozème provient de la décomposition incomplète de plantes qui lui donnent sa couleur foncée. Sa richesse en humus va de 4 à 16 0/0, sa profondeur de 30 centimètres à 1 mètre. Sa constitution physique est remarquable. Il contient une quantité de substances amorphes qui agrègent les autres, avec une ténacité plus grande encore que celle de l'argile. Après le labour, il se forme en mottes d'une extrême compacité. C'est seulement lorsque l'humus est séché qu'elles se défont au moindre effort. Il faut, pour qu'elles reprennent la faculté de s'agréger encore, que l'humus ait subi une nouvelle transformation. Par suite, cette agrégation démontre que cette transformation, cette décomposition a eu lieu, et indique au laboureur que le temps est favorable aux semailles. Celles-ci, effectuées quand le tchernozème est pulvérulent, exposeraient le blé à être couvert par une couche dure et imperméable.

Le tchernozème contient et régénère tous les éléments nécessaires à la végétation. Cependant, comme la région où il se trouve est relativement privée de forêts, que les pluies y sont rares, il arrive fréquemment que la sécheresse y compromette les récoltes. Il ne faut pas songer à l'irrigation, mais uniquement à conserver autant que possible l'humidité hivernale. On y parvient par les moyens suivants : d'abord un simple labour au printemps, puis un soin extrême de maintenir friable une couche d'environ trois pouces qui sert de couverture à la couche plus profonde qui ne se déssèche pas et dont, en même temps, l'humus se décompose.

C'est la méthode employée pour les blés d'hiver. S'agit-il

de blés de printemps, elle devient l'inverse. Le labour se donne en automne et profondément, de façon à permettre l'absorption du plus d'humidité possible.

Pour conserver l'extrême fertilité du tchernozème, deux moyens sont employés, suivant qu'il s'agit de culture extensive ou intensive. Dans le premier cas, après huit, dix emblavures successives, on laisse reposer la terre. Dès la première année, elle se couvre de crucifères et d'ombellifères. Les plantes à rhizomes leur succèdent et enfin, après douze, quinze ans, arrivent les graminées de la steppe qui dénotent la fertilité reconquise.

La culture intensive emploie les fumures animales qui exigent comme précaution essentielle la légèreté du labour. Enfoui profondément, le fumier ne décompose pas l'humus; de plus, il interrompt la communication capillaire entre les couches qui l'enchâssent. Le terrain supérieur se dessèche et c'est une des raisons qui font douter le paysan de l'efficacité de l'engrais. Ce n'est pas en Russie seulement que l'impéritie du laboureur impute aux amendements les résultats qu'elle entraîne.

La terre grise des forêts est du tchernozème, modifié uniquement par la forêt elle-même. La neige que retiennent les arbres amène dans le sol une humidité que conserve la couche de feuilles et que ne lui fait pas perdre l'absorption végétale qui se fait, par les racines, dans les couches profondes. Dans un sol ainsi constamment humide, la décomposition des substances organiques est plus rapide. De là, moins d'humus et, par le lessivage des zoolithes amorphes, moins de compacité. La similitude entre les terres grises et le tchernozème est démontrée par deux faits : Le premier, c'est qu'il suffit d'arroser fréquemment de la terre noire contenue dans un vase et recouverte de feuilles, pour la voir, au bout d'un ou deux ans, convertie en terre grise. Le second, c'est que la

terre grise défrichée et cultivée devient absolument pareille, comme aspect et composition, à la terre noire.

Les terres salines sont du tchernozème, avec cette différence que la qualité des plantes qui y vivent y empêche la formation rapide d'une nouvelle couche d'humus.

La région du tchernozème est limitée, avons-nous dit, par une oblique conduite de la Bessarabie à Oufa. Il est aisé de la retracer sur la carte en tenant compte qu'elle passe à peu de distance des villes suivantes, en partant du S.-O. : Jitomir, Kieff, Orel, Toula, Riazan, Tamboff, Nijni-Novgorod, Kazan. Un peu au N.-E. d'Oufa, elle descend droit vers le Sud, jusqu'à Orenbourg et remonte vers le Nord pour s'arrêter à l'Oural. Dans toute la Russie comprise entre cette ligne et la frontière S. et E., le tchernozème règne partout, à l'exception des bords crayeux du Volga, entre Simbirsk et Tsaritsin, et des sables de la Polessie.

II

Dans la région située au nord de cette ligne, tous les sols se rencontrent, sauf le tchernozème, qui ne se trouve à l'état d'îlots qu'aux environs de Wladimir et de Perm. Le seul trait commun à tous est dû à ce qu'ils ont été couverts de forêts et consiste dans leur couleur, grisâtre dès leur défrichement et s'éclaircissant peu à peu jusqu'au blanc. Une autre caractéristique commune, c'est, hélas! leur peu de fertilité. Ils ne sauraient être cultivés sans fumure. La faible densité de la population rend les engrais difficiles à se procurer. Les engrais artificiels sont trop chers et on en est réduit à suppléer par l'amplitude des terrains ensemencés à leur très faible rendement.

III

Les gisements de phosphate de chaux dont nous avons déjà parlé se trouvent surtout en Podolie. La densité de la pierre est de 2,8 à 3, et elle contient en moyenne 80 °/₀ de phosphate, 38 °/₀ d'acide phosphorique. Les gisements de la région centrale sont moins riches avec une teneur moyenne d'acide de 22 °/₀. Ils se présentent d'ordinaire sous la forme de sables argileux agglomérés par le phosphate. Les carrières du Volga offrent un mélange de phosphate et de carbonate de chaux particulièrement riche en acide phosphorique (26 °/₀). Les phosphates de Riazan varient d'un district à l'autre.

POPULATION RURALE

De ce que l'agriculture est la grande, la principale industrie russe, il doit résulter que la population rurale est beaucoup plus nombreuse que la population urbaine. Il en pourrait être autrement, puisque dans le sud de l'Italie, où l'industrie est encore moins développée qu'en Russie, nous voyons que les ruraux sont aux citadins comme 17 est à 83. Très heureusement, les mœurs et les lois ont ici agi de concert pour éviter ce gros inconvénient, qui peut devenir un sérieux danger. Au recensement de 1885, sur les 108 millions de sujets de Sa Majesté, 95 millions habitaient les campagnes.

Les classes [1] les divisent, naturellement, comme la population tout entière. Ces classes, on le sait, sont au nombre de cinq : la noblesse, le clergé, les marchands, les bourgeois, les paysans. Ceux-ci, considérés comme classe, sont, par essence, les cultivateurs. Avant l'émancipation, la plupart appartenaient ou à l'État, ou à la Couronne, ou à des particuliers. Les serfs des nobles, car, seuls, les nobles pouvaient posséder des terres à serfs, vivaient au moyen d'une certaine quantité de terre allouée par le seigneur, qu'ils cultivaient à leur guise,

1. Quoique ayant exposé la législation sur les classes, nous croyons utile de revenir sommairement sur ce sujet, plus spécialement au point de vue agricole.

mais en retour de laquelle ils devaient cultiver aussi les terres de leur maître. Ils formaient entre eux une sorte de communauté, s'administrant elle-même et que le maître ne surveillait que pour assurer l'exécution du travail qui lui était dû ou y rétablir la paix. Nous ne parlons pas des exceptions. Les serfs de l'État, de la Couronne, étaient naturellement encore moins surveillés, les fonctionnaires ayant un intérêt moins direct que les propriétaires.

L'acte d'émancipation brisa tout lien entre le propriétaire et le serf, et ordonna le rachat des terres que le dernier possédait déjà en usufruit. Ces terres furent transmises, non pas aux paysans eux-mêmes, mais à l'association des paysans. Le prix du rachat devant être payé sous forme d'annuités, les associations paysannes en restèrent responsables, soit vis-à-vis des anciens propriétaires, soit, plus tard, vis-à-vis de l'État qui avait acquis leur créance.

Les terres sont donc soumises à cinq ordres de propriétaires : la Couronne, l'État, les particuliers, les paysans et le clergé, et sont divisées ainsi qu'il suit :

Aux paysans	135.000.000 d'hectares.
A l'État	155.000.000
A la Couronne	7.600.000
Aux particuliers	98.000.000
Au clergé[1]	9.000.000

Les terres paysannes comprennent donc la moitié et plus du territoire, abstraction faite du domaine de l'État. Elles sont réparties entre 11 millions de familles, ou de feux, ce qui fait une moyenne de 11 hectares 1/2 environ. Les terres clas-

1. Cette faible proportion de biens ecclésiastiques provient de leur rachat. La facilité avec laquelle il s'opéra est un des grands faits de l'histoire de Russie qui montrent la solidarité parfaite, la communauté, l'identité entre l'État et l'Église russes.

sées comme possédées par des particuliers sont ainsi distribuées :

	Nombre de propriétaires	0/0	Hectares	Moyenne	0/0
Nobles	114.716	23,8	75.000.000	640	79,8
Marchands.	12.630	2,6	9.794.000	780	10,7
Bourgeois..	58.004	12,1	2.000.000	33	2,1
Paysans ...	273.007	56,7	5.200.000	18	5,5
Divers.....	22.394	4,8	1.800.000	75,5	1,9

Ce petit tableau, auquel il faudrait ajouter 1.500.000 hectares exploités par des Compagnies par actions, montre deux faits importants. Le premier, c'est le mouvement qui porte sur la propriété foncière des marchands russes, et non pas les premiers venus, puisque la moyenne de l'étendue de leurs domaines est la plus haute. C'est un fait récent, qui ne peut dater que de 1861 et dont les conséquences possibles n'ont pas besoin d'être indiquées. Le second, c'est que les paysans ne sont pas tous liés aux communautés paysannes, puisque 273,000 d'entre eux possèdent à titre individuel.

Les moyennes ci-dessus ne sont que des moyennes et, pour être utiles, veulent des éclaircissements. L'administration russe remarque, et cela vaut d'être noté, que les lots achetés librement par les paysans sont de 18 hectares, et que c'est, à peu de chose près, l'étendue, moyenne aussi, du lot qui a été assigné pour chacun dans la répartition qui a suivi 1861. Il y a dans cette coïncidence une sérieuse présomption que cette étendue est celle qui convient aux besoins et aux forees d'une famille.

Dans les régions fertiles, les propriétés des nobles ou des marchands ont une moyenne de 700 à 1,200 hectares. Dans la steppe, de 1,200 à 2,500; dans le Nord, de 5 à 10,000 hectares et plus encore.

Les terres paysannes offrent des conditions qui varient, non

pas seulement avec celles du sol, étendue, qualité, situation, mais avec l'origine de leur droit de propriété. Dans l'ancienne principauté de Moscovie, celui-ci est une modification du tiaglo. Le tiaglo était à la fois une étendue de terre jouie par le paysan et l'ensemble des charges dont il payait cette jouissance, contributions au Mir et corvées dues aux seigneurs. Le mot, au propre, signifie charge et avait bien ce sens-là jadis. On en voit la preuve dans les efforts que faisait chaque Mir pour diviser son territoire en autant de tiaglo que possible, parce que l'impôt d'État, étant fixe, pesait d'autant moins sur chacun qu'on était plus nombreux pour le payer. Si la culture du lot avait d'ordinaire laissé un bénéfice, il est évident que le Mir aurait désiré le contraire, c'est-à-dire partager aussi peu que possible le bénéfice global. C'est précisément parce que les charges dépassaient le profit, que Boris Godounoff fit un acte parfaitement politique en rivant le paysan à son lot, faute de quoi toute culture aurait cessé, à moins que les seigneurs et l'État n'eussent moins exigé, ce dont il n'était pas question. La Russie ne possédait alors ni la Pologne, ni les provinces Baltiques. De là, des différences entre le mode de servage, et les propriétés paysannes. Cependant, après 1861, on a fait le possible pour rendre équivalents les lots des anciens serfs dans tous les gouvernements. Par cela même qu'on a laissé aux Mirs le soin de se gouverner eux-mêmes, on a laissé se créer des différences importantes. En général, la terre est répartie entre tous les mâles, quel que soit leur âge, mais pendant qu'ici le partage a lieu tous les cinq ans, là il n'en a pas été fait depuis l'émancipation. Là où le tiaglo subsiste encore dans son intégralité, c'est proportionnellement au nombre des travailleurs que le sol est divisé et non pas entre les mâles de n'importe quel âge. Quelquefois même, les filles et veuves sans enfants sont comprises dans la répartition. Dans d'autres cas, enfin, aucune

division n'a lieu. La terre est en commun, de même le travail et les résultats.

En dépit de toutes ces diversités, le Mir conserve partout des caractéristiques essentielles : le lien entre le paysan et la terre, la possession temporaire remplaçant la propriété. C'est surtout au point de vue social et politique qu'elles exercent leur influence.

Au point de vue purement agricole, on ne peut guère espérer une culture améliorante des terres soumises à une nouvelle répartition, à des délais assez brefs. Le système, de plus, rend impossible l'installation du paysan au milieu de son champ. Il doit habiter le village, où se trouve la maison qui lui appartient en propre et, si la population du Mir est nombreuse, il est exposé à devoir faire une longue route pour se rendre à son travail. De plus, les terres du Mir contiennent toujours une partie meilleure et une partie moins bonne. Souvent même, elles sont de trois, quatre qualités différentes. Chacun veut avoir sa part de la meilleure et les lots individuels se composent de trois, quatre parcelles, éloignées naturellement l'une de l'autre.

Comme on l'a vu, le paysan doit rembourser au Gouvernement ce que celui-ci a payé aux seigneurs, comme indemnité des terres données aux serfs affranchis. Ce payement se fait par annuités et le moment est assez éloigné où la dette sera éteinte. Cependant, on se préoccupe déjà de ce jour où l'hypothèque de l'État étant levée, le paysan pourrait aliéner sa terre. Le Gouvernement considère qu'une des supériorités, la plus grande peut-être de l'organisation russe, c'est que personne, à peu près, n'y est privé de terre. On a déjà préparé une loi aux termes de laquelle la part de l'association paysanne ne pourra jamais être aliénée, même si elle est libérée de toutes charges.

Un fait remarquable semble être passé inaperçu. On a mis

en lumière l'égalité de contenance des lots assignés et des propriétés achetées librement par des paysans, 18 hectares environ. On en a conclu, très spécieusement tout au moins, que c'était là la quantité adaptée aux besoins et aux forces d'une famille de paysans. Pour être juste, on ne doit pas oublier que l'immense majorité de ceux des paysans qui ont acquis de leurs deniers ces 18 hectares, y trouvent à la fois l'emploi de leurs forces et la satisfaction de leurs besoins, et n'ont ni le temps ni l'envie d'aller travailler chez autrui, alors qu'une non moins grande majorité de ceux ayant dans les communautés une part égale ou supérieure à ces 18 hectares, sont forcés, pour vivre, de louer leurs bras et peuvent le faire après avoir cultivé leur lot à leur façon. Il y a là dedans un indice très clair de ce que nous révèlent les appellations données aux deux genres de possession : la seconde, c'est le tiaglo, charge, fardeau; la première, c'est l'imoustchestvo, le bien.

Cet usage de vendre l'excédent du travail inutile à la culture de son lot est absolument pareil à celui d'autrefois, lorsque le serf travaillait trois jours les terres du seigneur, trois jours celles que le seigneur lui assignait pour le payer de ce travail. Il revêt aujourd'hui l'une des quatre formes suivantes :

A. Le travail à forfait. Le paysan s'engage à travailler avec ses propres outils un ou plusieurs champs déterminés. Le délai imparti est toujours assez large pour que cette entreprise ne l'empêche pas de remplir ses propres devoirs envers la terre du Mir. Le prix est payable souvent en argent, quelquefois par le prêt d'une quantité de terre du propriétaire, d'ordinaire égale à la moitié de la terre travaillée, et où le paysan peut semer ce qui lui plaît.

Les défrichements et défonçages ne s'exécutent jamais de cette façon, mais avec des journaliers gagés et avec les charrues ou machines des propriétaires.

B. Comme cela a lieu en Tunisie, notamment pour la

plantation des oliviers, le propriétaire confie à un ou plusieurs paysans le travail d'une étendue donnée, pendant toute une année, moyennant une fraction de la récolte. C'est une sorte de métayage annuel. Le propriétaire y gagne de ne rien aventurer. Le paysan y risque de ne pouvoir faire manger sa famille, en cas de non-réussite de la récolte.

C. Le fermage ressemble à ce qu'il est en Occident, avec cette circonstance qu'il ne faut pas s'attendre à des améliorations par le fermier, dénué de capital. Il en est différent en ce qu'il ne lie pas le propriétaire avec un paysan, mais avec une compagnie de paysans, comprenant parfois le Mir tout entier, d'autres fois une association temporaire entre quelques travailleurs.

D. Enfin, dans la région où leurs propres cultures absorbent l'activité des paysans, les propriétaires ont recours à des ouvriers engagés soit à l'année, soit pour la saison des gros travaux. Ce dernier mode est surtout en faveur dans les gouvernements où l'agriculture est le mieux comprise, non seulement parce qu'il permet plus facilement que tout autre l'initiative du propriétaire, mais encore parce que, par son origine même, il prouve la bonté du sol.

SYSTÈMES DE CULTURE ET D'ASSOLEMENT

I

Les modes de culture en Russie doivent, évidemment, être influencés par le climat et aussi, à un degré au moins équivalent, par ce fait économique si considérable que tout paysan possède, qu'il est lié à son lopin, non seulement par l'amour du cultivateur pour le champ qu'il cultive, mais par la loi qui lui défend de l'aliéner, ne lui permet de s'en éloigner que dans des conditions déterminées et assez difficiles à remplir. C'est si vrai que la culture diffère beaucoup, suivant que l'on envisage les gouvernements où la propriété collective domine ou ceux dans lesquels les paysans possèdent, à titre individuel, une terre non soumise à la répartition périodique.

Dans le Nord et dans le Nord-Est, on pratique l'*assolement forestier*. S. E. M. Yermoloff, ministre des Domaines et de l'Agriculture, nous en donne la définition : il consiste à faire alterner la culture avec des périodes plus ou moins longues de plantations forestières, et il ajoute que ce système peut à peine être considéré comme tel, l'abatage des arbres pour permettre l'emblavure et, inversement, l'abandon à l'exploitation en forêts se succédant en dehors de tout plan défini et préconçu. Au fond, c'est plutôt une variante de l'industrie forestière qui fait profiter le paysan des terres de meilleure qualité pour en obtenir une fraction du grain qui lui est nécessaire.

Le système de jachère, qui prévaut dans les régions du Sud, n'est pas plus rationnel que l'assolement forestier. Seulement, au lieu d'offrir des îlots de blé entourés d'une immensité de forêts, il présente ces mêmes îlots comme perdus au milieu d'une vaste plaine inculte. Dans le premier, la culture des céréales est un accessoire de l'exploitation des arbres. Dans le second, il est un accompagnement secondaire de l'élevage du bétail.

Entre les deux régions extrêmes, se place celle où l'on cultive le lin, non pas pour sa graine, comme en Asie Centrale, mais pour sa fibre textile. Ce sont les gouvernements de Pskoff, Vitebsk, Novgorod, Jaroslaff, Tver, etc. La plante est semée à la place de forêts défrichées dont le sol, dès que sa fertilité diminue, est fumé abondamment et amélioré par la culture du trèfle ou de la luzerne. Cette même région possède une abondance de pâturages qui y a développé l'élevage, et même l'élevage perfectionné.

Ailleurs, la rotation tri-annuelle domine. Dans les districts à betteraves, la production des engrais permet une culture moins primitive, d'autant que les sucreries n'y sont pas seules à aider l'agriculture et que les distilleries d'alcool de pommes de terre mettent à la portée des cultivateurs une nourriture économique du bétail, qui leur permet d'en augmenter le nombre.

Le tabac est une culture à peu près en dehors de tout système. Son côté spécial est de préjudicier à tout le reste de l'économie rurale, en absorbant toute la quantité d'engrais dont dispose l'exploitation.

Pour en revenir à l'exploitation tri-annuelle, elle ne peut être supprimée que par une véritable révolution agricole. Elle exige des récoltes de printemps, un développement des cultures fourragères qui ne sera profitable que s'il est accompagné de celui de l'élève du bétail. Mais comment

espérer que cela puisse se faire rapidement, alors que les propriétés de 18 hectares forment les 3/5 du sol cultivable ? Le progrès viendra, il s'est même déjà manifesté, mais risque d'être limité aux biens des nobles ou des marchands.

Voici quelques exemples d'alternation, avec le système multi-annuel uni à la jachère :

1. Millet.	4. Pois.
2. Blé de printemps.	5. Orge.
3. Lin.	6. Avoine.

A ces six années de production en succèdent quinze ou vingt, pendant lesquelles la terre est livrée à elle-même. Dans d'autres cas, la série devient :

1. Millet.	4. Seigle.
2. Blé de printemps.	5. Avoine.
3. Labours légers.	

Et le repos commence.

Dans le Sud, où la terre est plus riche, le cycle est plus long :

1. Lin ou maïs.	5. Seigle.
2. Blé de printemps.	6. Avoine.
3. Id.	7. Seigle.
4. Avoine ou orge.	8. Avoine.

Ou encore :

1. Lin.	6. Orge ou avoine.
2. Millet ou blé de printemps.	7. Légers labours.
3. Légers labours.	8. Seigle.
4. Blé d'hiver.	9. Pois ou sarrasin.
5. Tournesol ou maïs.	10. Avoine.

La culture de la pomme de terre permet de profiter des années de labours superficiels. Dans quelques districts, on

emploie à cet effet les sarrasins. Voici deux séries qui montrent les modifications récemment apportées :

1. Labour.	1. Labour avec fumure.
2. Seigle.	2. Blé d'hiver.
3. Sarrasin.	3. Orge.
4. Avoine.	4. Sarrasin avec avoine.
Repos.	5. Seigle.
	6. Avoine.

De même, dans la contrée linière, la rotation a subi les amendements suivants :

1. Labour léger.	1. Labour et fumure.
2. Seigle.	2. Seigle.
3. Avoine.	3. Lin.
4. Labour.	4. Labour.
5. Seigle.	5. Seigle.
6. Lin.	6. Orge.
	7. Légère fumure.
	8. Lin.
	9. Avoine.

Et enfin, ce long repos de 15, 20, 25 ans est supprimé par l'utilisation des fourrages comme dans la série que voici :

1re année.		Labour et fumure.	7e année.		Sarrasin.
2e	—	Blé d'hiver.	8e	—	Avoine avec foin, luzerne ou esparcette.
3e	—	Tournesol, maïs ou navette.	9e	—	Fourrage.
4e	—	Orge.	10e	—	Fourrage.
5e	—	Labour.	11e	—	Fourrage.
6e	—	Seigle.	12e	—	Lin ou blé de printemps.

Dans les provinces Baltiques, on a une rotation quinquennale suivie d'une année de repos : 1° Seigle et luzerne ; 2° luzerne ; 3° luzerne ; 4° pommes de terre ; 5° orge ; 6° labour et fumure.

Les districts betteraviers ont deux alternances entre lesquelles les agriculteurs locaux hésitent à se prononcer. Ce sont :

1. Labour et fumure.	1. Labour avec ou sans fumure.
2. Blé d'hiver.	2. Blé d'hiver.
3. Betterave.	3. Labour.
4. Récolte de printemps.	4. Betteraves.
	5. Récolte de printemps.

La différence résulte de ce que, dans le second, la betterave est séparée du blé par une année de labour.

Le tabac, d'ordinaire, est planté d'année en année, à force d'engrais. Lorsqu'il entre dans une alternance, c'est sous cette forme :

En Bessarabie	Au Caucase
1. Blé.	1. Tabac.
2. Maïs.	2. Tabac.
3. Orge.	3. Blé.
4. Blé.	4. Seigle.
5. Tabac.	5. Tabac.

Partout ailleurs, il est surtout une plante de jardin.

Citons, à titre de curiosité, les environs de Moscou où la camomille entre dans la rotation de la grande culture.

Dans les provinces Baltiques et en Pologne, les fourrages artificiels sont la base même de l'agriculture. Le climat y est assez humide pour en assurer la croissance, assez rigoureux pour détruire les insectes qui les menacent chez nous.

S. E. M. Yermoloff fait remarquer, et combien il a raison ! que si les progrès accomplis par l'agriculture russe ne sont pas très grands, en raison des nombreux obstacles qui s'y opposent, du moins ces obstacles mêmes prouvent la solidité de ces progrès, indépendants, dus à l'industrie progressée même, à elle seule. Comment résister à la tentation d'étendre cette remarque, de déplorer que la pierre de touche dont se sert M. Yermoloff pour apprécier la qualité du progrès agricole, ne serve pas à évaluer les progrès faits partout ailleurs ? Il n'y a que deux moyens d'exhausser un arbre : ou attendre que le temps et sa propre vigueur aient allongé son tronc, développé ses branches, ou l'arracher et l'élever en l'air, où il achèvera de mourir.

II

Comment sont obtenues ces récoltes dont nous venons de voir la succession ?

Les engrais sont presque exclusivement animaux. Dans la région du tchernozème, leur usage est récent. La fertilité de cette terre d'élite ne semblait pas devoir être aidée. Dans les provinces Baltiques, on fume sinon chaque récolte d'hiver, du moins une année sur deux. Dans les autres gouvernements hors du tchernozème, on reconnaît la nécessité de fumer les terres et on s'y conforme plus ou moins. En Pologne, les paysans réservent les engrais pour les petites cultures. Dans le tchernozème, on a commencé il y a vingt ans à peine à aider par des engrais la fécondité du sol. Le développement de ce progrès est soumis à deux influences. Pendant que l'augmentation incessante de la population y rend moins aisées la culture extensive et les longues jachères, la crise des produits empêche la hausse de la valeur du sol et, par

suite, détourne le propriétaire de travailler à obtenir une récolte équivalente d'un périmètre réduit, ou de tâcher d'obtenir une plus grande quantité de ce blé qu'il ne vend pas. Que cet obstacle tombe et le tchernozème tout entier sera largement engraissé.

En Bessarabie, à Astrakhan et les bords du Volga, de même que dans le gouvernement de Kherson, nous trouvons non seulement qu'on n'engraisse pas les terres, mais qu'on ne veut pas le faire. Les promoteurs du progrès agricole affirment que la fumure n'a qu'un résultat, c'est de rendre la sécheresse encore plus dommageable.

Quant à la quantité de fumier employée, elle est, en moyenne, de 30,000 kilos par hectare, mais naturellement très variable. De 10.000 kilos pour les céréales, elle arrive à 120, 130.000 pour le tabac et le chanvre, ce qui explique le dommage que ces cultures apportent à toutes les autres. Deux pratiques opposées se rencontrent. Dans le tchernozème, on fume seulement la quantité de terre que le fumier existant permet de pourvoir suffisamment. Dans l'autre portion de l'Empire, on étend sur toute la superficie le fumier dont on dispose.

On ne doit pas oublier, parmi les difficultés que rencontre le propriétaire désireux de fumer ses champs, celle que présentent les longues distances. Une propriété est fréquemment assez grande pour que la dépense du transport de l'engrais à ses parties les moins centrales absorbe, et au delà, le surplus de récoltes. C'est là une des raisons qui empêchent la fumure du sol conquis sur les steppes et qui se joint à la grande fertilité naturelle de ces terres vierges.

Pour y suppléer, du moins dans beaucoup de gouvernements, et dans la mesure où c'est possible, on profite de l'hiver, pendant lequel la neige substitue la facilité du traînage à toutes les difficultés du charroi, pour amener l'engrais à pied

d'œuvre, dirons-nous. En le recouvrant soigneusement, on lui conserve ses qualités jusqu'à l'été, où on l'emploie.

Les outils agricoles, le mode de travail rural, ne peuvent très évidemment être partout semblables dans cet immense État. On peut, grossièrement, les diviser en trois groupes : celui des gouvernements du Nord, celui des steppes de tchernozème et celui du tchernozème sans steppes.

Au Nord, toujours exception faite des provinces Baltiques et de la Pologne, le sol que les forêts ne couvrent pas est cultivé au moyen de la sokha, la vieille charrue nationale, tirée par un cheval. Elle ne pénètre pas plus loin que de six à douze centimètres. Après le labour, on attend une pluie pour passer la herse de bois à dents de fer. Après la semaille, toujours faite à la main, on couvre à la charrue et l'on herse. Dès que le grain a germé, que les blés ont levé, nouveau labour léger suivi de hersage.

Ailleurs, et avec un meilleur résultat, le sol est labouré en automne, hersé au printemps et, après la semence, aucune autre façon n'est donnée.

La coupe de l'avoine se fait dans toute cette région à la faucille, les gerbes étant laissées très petites. On les amasse en meules et, dès qu'elles sont sèches, on les engrange, si possible. Si le dépiquage, comme c'est le cas général, a lieu en hiver, il est précédé du passage des gerbes dans une sorte de séchoir primitif où elles sont chauffées, et se fait au fléau. Quant au vannage, le van antique, manœuvré en plein air, en est chargé.

Dans les districts forestiers, le défrichement est effectué de façon à servir la culture qui remplace la forêt. Les bois sont amoncelés en bûchers et dès qu'ils sont suffisamment secs, incinérés. Les cendres sont répandues sur la plus large surface possible, enterrées par le labour et permettent des récoltes de grains triples des récoltes ordinaires.

Dans les steppes du Sud et de l'Est (qui ne sont pas celles du tchernozème), la culture est une nouveauté. Le sol durci par les siècles, vrai tissu de racines résistantes, ne se laisse pas entamer par un instrument aussi léger que la sokha. On y emploie la charrue petite-russienne, massif intrument que traînent des bœufs. Ce n'est que lorsque la plus grande part des défrichements était déjà faite que les colons allemands ont introduit la charrue à couteaux multiples, maintenant adoptée presque partout.

Le printemps est court dans les steppes. Il ne suffirait pas aux labourages qui doivent donc se faire en automne, en dépit de la dureté du sol calciné par l'été. D'ailleurs, le soc est rarement enfoncé à plus de six centimètres. Les années suivantes, on augmente progressivement de deux ou trois, jusqu'à une profondeur de 20 centimètres, qu'on ne dépasse pas.

Dans le sud des steppes, les terres nouvelles sont employées pour le lin, semé au printemps, aussitôt que possible. Si le grain trouve encore assez d'humidité pour germer, il brave la sécheresse estivale. Il faut cependant éviter, par des semailles trop hâtives, de l'exposer aux gelées tardives. En ce cas, la seule ressource est de semer de nouveau, en hâte. C'est à la faucille que se coupe le lin, trop bas d'ailleurs pour permettre un emploi facile de la faux. Après sa dessiccation, il est râtelé et transporté pour le dépiquage qui s'opère par le pied des chevaux, au grand détriment de la qualité de la graine. Même en améliorant ce mode de dépiquage par la substitution aux chevaux seuls, de charrettes attelées, la propreté du produit ne va pas assez loin pour qu'on ne soit pas obligé d'allouer au vendeur un rabais de 10 0/0, comme compensation d'une égale proportion d'impuretés.

Après une récolte de lin, le sol est purgé des mauvaises herbes et on en profite pour lui faire porter du blé, surtout du blé rouge. La préparation est simple. A l'automne, un

labour à dix centimètres ; dès la fonte des neiges, la semaille, suivie d'un hersage, et rien de plus. La fauchaison se fait, ou à la grande faux ou avec des moissonneuses indigènes. Le battage s'opère peu avec des batteuses à vapeur, souvent avec des batteuses à manège et encore au fléau. C'est de là que vient le girka, ce blé rouge coté sur tous les marchés.

Pour semer encore du blé l'année suivante sur le même champ, on a recours à une graine moins exigeante et moins bonne comme production et comme qualité, à l'épi plus pâle que celui du girka. Lorsqu'on n'espère pas réussir à l'obtenir, on se contente de l'orge qui n'est bonne que pour les usages locaux. Puis vient l'avoine. A chaque récolte, le sol, toujours labouré en automne, l'est plus profondément, et lorsque la limite est atteinte, le sol perd sa qualité de nouveau défrichement pour entrer dans le système courant d'assolements.

Dans les steppes de l'Est, la charrue à plusieurs couteaux n'a pas pénétré et l'on y emploie un instrument lourd et solide, semblable à la charrue petite-russienne. La seule modification à faire à ce que nous venons de dire pour les steppes du Sud, c'est qu'à l'Est les labours se donnent en été. La terre en automne serait d'une dureté insurmontable. Elles produisent le blé dur le meilleur, mais exclusivement dans les parties nouvellement défrichées ou soigneusement fumées. Il faut, pour cette sorte de grain, beaucoup de chaleur, ce qui oblige à le semer avant tous les autres, et à intervalles éloignés. La coupe se fait peu à la faux, beaucoup à la faucille. Pour ménager la couleur et la siccité des épis, on ne fauche que pendant les heures chaudes. Le battage se fait exclusivement au fléau ou au rouleau.

Le tchernozème sans steppes n'a guère de méthodes qui lui soient spéciales. Il ne fait qu'employer, en les améliorant,

celles que nous venons de voir. Les machines agricoles, par exemple, s'y trouvent presque partout, soit qu'elles appartiennent aux propriétaires, soit qu'elles soient exploitées par une association d'ouvriers qui les louent en même temps que le travail de leurs bras.

Les sarrasins, dont la culture est fort importante, puisque toute l'armée russe vit du gruau qu'on en fait, abondent dans le tchernozème. Ils ne fatiguent pas le sol, l'expurgent et le préparent pour les céréales, et ils prendraient une extension plus grande encore sans les mauvaises récoltes de ces dernières années, qui ont découragé les agriculteurs.

Le seigle, dans le tchernozème, mûrit à la mi-juin. La récolte, étant donné son abondance, porte le nom significatif de *stradra* (souffrance). D'ordinaire, il est trop haut pour être coupé à la faux et l'est à la faucille, ce qui exige un bien plus grand nombre de travailleurs. A peine est-il sec qu'il est battu et, si la chaleur naturelle ne suffit pas, on emploie des séchoirs artificiels.

Dans quelques propriétés de la Petite-Russie, et presque partout dans la région centrale, la betterave est cultivée et le tchernozème s'est fait une spécialité de la graine de luzerne. C'est une des cultures les plus rémunératrices, la moyenne de la récolte étant de 160 kilos par hectare et la moyenne du prix 120 fr. les 100 kilos, soit près de 200 fr. par hectare.

CÉRÉALES

Des céréales de tout genre que produit la Russie, ce que nous connaissons le mieux, ce sont ses blés. Ils ne viennent cependant qu'en 3e ligne. De la surface ensemencée, 37 0/0 le sont en seigle, 20 0/0 en avoine et seulement 16 0/0 en blé, (dont 12 0/0 en blé de printemps). La division des trois sortes de grains est en quelque sorte géographique. Si on représente par une couleur les régions où telle culture est le plus développée, on verra cette tache rester au bas de la carte pour le blé, se resserrer au centre pour le seigle, s'étendre largement du N.-O. au N.-E. pour l'avoine. Le millet et le sarrasin, beaucoup moins importants, ont un habitat moins délimité et sont épars un peu partout. Le maïs, au contraire, ne saurait dépasser la limite que lui assigne le climat. En Bessarabie, il occupe plus de 26 0/0 de la surface ensemencée, en Podolie 7 0/0 et disparaît ailleurs. La pomme de terre est presque localisée dans les provinces Baltiques et dans les gouvernements de Moscou et de Pétersbourg, à cause de la grande population urbaine, et de Jaroslaff, où elle sert autant à l'alimentation des ouvriers qu'aux nombreuses usines de fécule et d'amidon.

L'étendue du terrain consacré à la culture d'une céréale donnée n'est qu'un des éléments nécessaires. Le second est la connaissance du rendement moyen de l'unité de mesure.

Pour le calcul de cette moyenne, l'administration russe a employé deux voies qui se contrôlent l'une l'autre. La première, c'est de la déduire des moyennes de chaque gouvernement, la seconde, c'est de diviser la production totale par l'étendue ensemencée. On va voir que les résultats ne coïncident pas exactement. D'un côté, les gouvernements du Sud et de l'Est produisent beaucoup plus de céréales, donc la moyenne obtenue par le premier calcul y est plus grande. D'un autre, les propriétés privées donnent davantage que les terres paysannes, et celles-ci ayant une superficie bien supérieure, la différence est encore accrue. La voie la moins douteuse serait, croyons-nous, soit de faire la moyenne de ces moyennes soit de laisser séparées celles propres à chaque région.

	RÉCOLTE MOYENNE PAR HECTARE				
	Première méthode			Seconde méthode	
	Moy.	Prop.	Paysans	Moy.	Extrêmes
Seigle............	10 h.6	11 h.6	9 h.6	8, 2	5,8 — 13,8
Blé d'hiver........	10 »	10 6	9 2	8, 2	5,6 — 13,8
Blé de printemps...	8 8	9 2	8 4	6, 2	5 » — 13 »
Avoine............	15 »	16 »	14 »	14 »	7,6 — 19,2
Orge..............	11 4	12 »	10 8	9, 8	7,8 — 15,4
Sarrasin...........	7 2	7 6	6 8	6, 2	2,4 — 8,6
Millet.............	»	»	»	6, 6	3,8 — 10,8
Maïs...............	»	»	»	10, 8	6,2 — 14,4
Pommes de terre...	»	»	»	68, 4	5,8 — 12,5

Ces moyennes proviennent d'une observation décennale, abstraction faite de l'année de disette 1891. Elles peuvent être complétées par la table suivante indiquant les déviations à cette moyenne des trois principales denrées :

MOYENNE DE 1880 A 1891

Années.	Seigle.	Blé.	Avoine.
1880	73,6	65,6	89,5
1881	89,1	106,1	107,4
1882	88,5	95,8	100,1
1883	79,6	87,5	100,1
1884	102,9	106,7	93,4
1885	105,2	71,1	72,5
1886	98,1	65,1	104,5
1887	110,6	113,4	108,7
1888	111,1	125,4	99,8
1889	83,9	81,4	91,8
1890	95,1	85,1	95,6
1891	70,4	67,1	75,3

Ces indications ne seraient pas complètes si nous n'y ajoutions les différences extrêmes des récoltes obtenues dans le Sud. A Ekaterinoslaff, par exemple, il y a un écart de 181 0/0 entre la meilleure et la pire récolte depuis douze ans. Cette variabilité du rendement du tchernozème et la stabilité relative des autres terres s'expliquent aisément. Dans le Sud, sans engrais, après même un travail défectueux, le tchernozème donne des récoltes de chanvre si le temps le favorise. Dans le Nord, les précautions prises évitent souvent un manque absolu de la moisson, mais ne parviennent jamais à obtenir des résultats pareils à ceux que donne naturellement la terre

noire. Les progrès de l'agronomie tendent à réduire ces écarts exagérés, de même qu'à augmenter la production moyenne. Pour donner une idée des ressources que son agriculture donne à la Russie, il suffit de donner les moyennes suivantes de la dernière décade:

GRAINS	RÉCOLTE TOTALE	RÉCOLTE moins la SEMENCE	Exportation	Consommation nationale	PAR TÊTE
	hect.	hect.	hect.	hect.	litres
Seigle......	225.000.000	176.000.000	15.000.000	161.000.000	197
Blé.........	75.000.000	40.000.000	27.000.000	30.000.000	39
Avoine.....	180.000.000	135.000.000	18 000.000	106.000.000	130
Orge.......	45.000.000	35.000.000	9.600.000	25.000.000	30
Sarrasin....	23.000.000	15.000.000	365.000	15.000.000	19
Maïs.......	5.800.000	5.600.000	3.200.000	2.200.000	2.8
P. de terre.	95.000.000	72.000.000	»	72.000.000	89

La facilité avec laquelle le consommateur russe accepte pour son usage la substitution d'une céréale à l'autre a une portée économique considérable. Elle explique à la fois pourquoi les variations des quantités exportées ont une amplitude beaucoup moindre que celles des quantités récoltées, et en même temps la solidarité du marché intérieur et étranger.

Si l'on fait abstraction des récoltes extrêmes et si, aux chiffres d'une année, on substitue la moyenne annuelle de la période quinquennale que cette année termine, on voit que, sans aucune irrégularité, sans rétrograder jamais, l'exportation russe s'accroît sans cesse, que c'est par un mouvement continu qu'elle est parvenue de 20 millions de quintaux métriques, en 1866-1870, jusqu'à 70 millions, en 1887-1891, avec une augmentation annuelle de 11 0/0.

En prenant quatre de ces périodes quinquennales, 1871-1875, 1876-1880, 1881-1885 et 1886-1890, on établit l'évidence de la baisse du prix du blé.

	Grains exportés millions de quintaux	Valeur en millions de fr.[1]	Valeur du quint. mét. en francs.
1871-1875	31	592	19
1876-1880	45	764	16,75
1881-1885	47	760	16,16
1886-1890	66	839	12,71

Le paradoxe économique que l'on connaît trouve ici une bonne occasion d'intervenir. En effet, alors que la valeur du poud passait de 74 à 68 copecks or, ou de 19 fr. à 16 fr. 75, elle s'élevait de 88 cop. papier à 102, restait à ce chiffre en papier, pendant que la valeur or s'abaissait à 65 cop. le poud, ou 16 fr. 16 le quintal, et ne descendait à 88 cop. papier que parce que le change s'améliorait.

Les points de sortie des céréales forment quatre groupes : les ports de la mer Blanche, ceux de la Baltique, les frontières de terre et les ports des mers Noire et d'Azoff. Au premier appartient Arkhangel, dont la situation géographique paraît restreindre l'avenir. Dans le second, se placent Pétersbourg, Cronstadt, Riga, Reval, Libau dont l'importance va être encore accrue par le développement du réseau ferré. Les stations frontières ont un trafic d'autant plus élevé qu'elles conduisent à un port étranger, comme Wirballen pour Kœnigsberg ou Dantzig. Mais c'est des ports de la mer d'Azoff ou de la mer Noire que part l'immense majorité des blés exportés, qui vont se répandre sur les bords de la Méditerranée. Leurs noms sont familiers à tous les Européens, en dehors même des commerçants ou des géographes. Les mercuriales de nos journaux nous rappellent chaque jour les noms d'Odessa, Nicolaïewsk, Sévastopol, Novorossisk sur la mer

1. Nous avons pris la valeur du blé en rouble-or, pour ne pas entrer dans des calculs de change, ou des considérations dont la place est dans un autre chapitre, sauf ce qui suit.

Noire, de Rostoff, Taganrog et Berdiansk sur la mer d'Azoff.

Le sort de ces ports est, ou était plutôt, dans les mains des Compagnies de chemins de fer. Dans un pays aussi vaste, où les distances ne sont jamais courtes que relativement, un port n'aura de trafic que s'il est le terminus d'une ligne de chemin de fer et, naturellement, si cette ligne est administrée de façon à ce que son usage soit possible. Il a suffi d'y faire aboutir un embranchement de la ligne du Caucase pour que Novorossisk naquît du néant et devînt, en quelques années, un port dont le succès effraye ses rivaux. Les tarifs ont une influence presque égale. Ils ne serviront plus à des intérêts particuliers. Le Gouvernement s'en est rendu le maître.

Avant 1888, date de l'ouverture du chemin de fer de Novorossisk, l'exportation des grains se divisait ainsi entre les différents ports :

Exportation totale pour l'Europe	Saint-Pétersbourg et Cronstadt	Reval	Riga	Libau	Wirballen	Odessa	Nicolaïew	Sévastopol	Berdiansk	Marioupol	Taganrok	Berdiansk
100	10	2.7	4.1	7.9	5.4	22.5	7.9	4.8	3.0	1.9	2.5	9.7

Déjà, au bout de deux ans, Novorossisk exportait 4,000,000 de quintaux métriques et égalait précisément Pétersbourg, ce qui rend éphémères les proportions que nous donnons. Il ne faut pas oublier, en outre, qu'alors que les blés ne sont compris que pour 1/6 environ dans les grains exportés par la Baltique, ils figurent pour les 2/3 dans ceux qu'expédient les ports du Sud.

La question du prix des céréales est d'une étude plus inté-

ressante ici qu'ailleurs, puisqu'elle s'y complique du change. Nous avons vu tout à l'heure la moyenne de ces prix depuis vingt ans. Il s'agissait des prix obtenus par la culture. Ceux faits à Odessa comprennent, naturellement, les frais incombant au courtier. A considérer les six dernières années dont la statistique soit publiée, nous avons pour le quintal métrique :

	Papier Roubles	Or Francs		Papier Roubles	Or Francs
1887.....	7.09	15.72	1890.....	5.63	16.37
1888.....	6.70	15.72	1891.....	6.78	18.60
1889.....	5.88	15.52	1892.....	6.32	15.87

L'influence du change se montre tout entière. Alors que, de 1887 à 1890, le blé monte de 55 centimes, il baisse en Russie de 1 rouble 44 cop. De 1890 à 1891, la hausse est de 2 fr. 23 en or, soit 13,60 0/0, en papier de 1 rouble 15, ou 20 0/0.

Cependant, il ne faudrait pas attribuer au change seul toute l'étendue de ces différences. Le marché intérieur de la Russie est considérable et les prix n'y suivent les fluctuations du marché international que dans la mesure où le permettent les voies de communication. En août 1891, le blé était à 8 roubles 20 à Odessa, à 8 roubles 75 à Pétersbourg, à 9 roubles 37 1/2 à Moscou, et cependant le rouble papier avait la même valeur sur ces trois marchés.

Cette année désastreuse a cependant prouvé la solidarité du trafic universel, en ce sens qu'on y a vu le seigle, dont l'importation est limitée, tripler de prix, dépasser celui du blé, borné en somme par celui qu'aurait coûté du blé importé.

Pour terminer cette revue, peut-être trop longue, de la pro-

duction des céréales en Russie, il reste à indiquer les prix du fret et d'assurance des blés, depuis les divers ports russes jusqu'à Londres et à Marseille.

	Roubles. Papier.	Francs (au cours actuel).
De Saint-Pétersbourg à Londres.	0,29	0,783
D'Odessa à Londres	0,60	1,62
D'Odessa à Marseille...........	0,50	1,35
De Rostoff à Londres	0,78	2,10
De Rostoff à Marseille..........	0,60	1,62
De Novorossisk à Londres......	0,65	1,75

Ces frais, comprenant le fret et l'assurance, sont à la charge de l'acheteur. Ceux de chargement, et tous ceux qui l'ont précédé, pèsent sur le vendeur. Ils comprennent, sans revenir sur le coût de la culture et de la récolte, le transport jusqu'au chemin de fer, le voyage jusqu'au port, et là une longue série : transport de la gare aux magasins, déchargement, pesage, magasinage, rechargement; nouveau pesage, charroi au bateau, embarquement, couverture des cales avec des nattes, et nous en passons. Cependant, il est aisé de savoir avec certitude le montant des dépenses depuis l'arrivée en gare, y compris les droits de port, lorsque le grain est bien conditionné. Elles atteignent, à Saint-Pétersbourg, 19 copecks par 100 kilos, ou 51 centimes. De même dans les ports de la Baltique, 25 cop. ou 68 centimes à Odessa. Dans la mer Noire, 38 cop. ou 1 fr.10, et seulement 19 cop. à Novorossisk.

Quant au coût du transport de la propriété à la gare d'expédition, il varie suivant la saison, l'état des routes, la proximité de la voie ferrée, et arrive dans certains cas jusqu'à 30 centimes par quintal métrique. Tout cela grève lourdement l'exportation des blés de Russie. Il n'y pourra être remédié

que par un outillage complet des ports, comprenant des élévateurs puissants. L'État ne peut être contraint à porter son initiative sur tant de points divers, et simultanément. D'un autre côté, il doit craindre de favoriser une région au détriment des autres, fût-ce temporairement. Si, pour des raisons d'ordre trop subtil pour que nous voulions même y faire allusion, on ne croit pas pouvoir confier à des individualités le soin de doter les places d'exportation de tout ce qui leur est nécessaire, les corporations de marchands, les Zemstvos locaux ou les municipalités semblent devoir être autorisés à prendre l'initiative d'œuvres d'une utilité générale, c'est vrai, mais plus immédiatement perceptible au point de vue local, Naturellement, ces œuvres, que tout le monde sera intéressé à voir prospérer, auraient leur budget spécial qui ne pourrait prétendre sur les ressources générales de la ville, de la corporation ou des districts, plus qu'il n'aurait été préalablement stipulé et, d'un autre côté, ne pourraient être compromises, ou entravées, par des difficultés auxquelles elles seraient étrangères. Cette sorte d'autonomie budgétaire d'une entreprise officielle souffrirait peut-être des objections chez nous. En Russie, elle ne serait pas exceptionnelle et concilierait les raisons que nous signalions avec l'impossibilité où serait le Gouvernement central de mettre à la fois tous les ports en mesure de profiter de l'expansion que leur donne la prospérité actuelle.

VI

PLANTES TEXTILES, BETTERAVE, HOUBLON, TABAC

Le linge de Russie a une grande réputation. Il la doit principalement à ce que, depuis très longtemps, le lin russe est converti en toile sur les lieux mêmes. A l'époque où nous étions tributaires des Flandres, la Russie se suffisait déjà à elle-même. La culture du lin n'a pas cessé d'y être considérable, fournissant plus spécialement sa fibre aux régions du Nord, sa graine à celles du Midi.

Au commencement du siècle, l'exportation du lin était déjà de 60,000 kilos ; en 1850, de 250,000. Aussitôt après l'émancipation, elle se développe rapidement pour atteindre, en 1870, 700,000 kilos. En 1880, enfin, elle arrive à 900,000 kilos sur une récolte de 1,400,000, mais ce fut son point culminant. Les céréales augmentaient de prix, bien entendu grâce au mirage du change, et le désir universel du bon marché faisait décroître la demande du lin que remplaçaient ses succédanés. De 1,400,000 hectares, la surface ensemencée en lin descend, en six ans, à 1,000,000 à peu près dont un tiers dans le tchernozème, deux tiers dans l'autre partie. Le rendement moyen est de 275 kilos à l'hectare, ce qui donne un produit total pour la Russie d'Europe de 275,000 tonnes. Si l'on y ajoute les 32,000 provenant de Sibérie, Pologne et Finlande, l'Empire russe produit 300,000 tonnes de fibre de lin, alors que le reste

du monde, y compris l'Amérique, n'en livre au commerce que 225,000 à peu près.

La série assez longue des opérations que doit subir le lin avant de devenir marchand, opérations toutes susceptibles d'être plus ou moins bien faites, amène une infinité de qualités différentes, que désignent des marques bien connues qui obtiennent des prix en rapport avec ces qualités. Par exemple, à Pétersbourg, en 1885, les prix variaient de 17 à 64 roubles les 160 kilos, en 1889, de 20 à 51 roubles. La moyenne de ces prix nous suffira pour indiquer le mouvement continu de baisse du prix des lins. Cette moyenne, prise pour des périodes de quatre ans, se figure ainsi:

De 1862 à 1866, 40 roubles 20; 1867-1871, 39 roubles 45; 1872-1876, 39 roubles 36; 1877-1881, 33 roubles 25; 1882-1886, 28 roubles 47; 1887-1891, 26 roubles 40, et pour apprécier l'importance de la baisse, encore faudrait-il tenir compte du change.

La production linière, déjà éprouvée par cette baisse, coïncidant avec le renchérissement de tant de denrées, devait supporter l'effet d'une organisation défectueuse du trafic. Les maisons qui opèrent avec de larges capitaux sont rares. Le commerce est entre les mains de toute une filière de courtiers, intéressés à vendre, à vendre beaucoup, en négligeant, à la fois, de donner une bonne qualité à l'acheteur et un prix raisonnable au vendeur. Les acheteurs n'ont pas été longtemps à le remarquer et, pour éviter d'être dupes, paient tous les lins au prix de la plus mauvaise sorte. Les marques supérieures sont les premières victimes de cet état de choses, jusqu'au moment où les médiocres sont condamnées à baisser encore le prix de vente pour pouvoir être vendues.

La graine de lin a une importance presque égale. La quantité moyenne récoltée est de 368,000 tonnes, dont 90 0/0 sont

exportées. La Russie n'occupe, dans ce genre de production, que la seconde place, la première appartenant aux Indes dont l'exportation est presque double. Le prix moyen est de 5 fr. le quintal métrique.

C'est, on l'a vu, dans le Sud que la graine de lin est obtenue du tchernozème, alors que le Nord cultive surtout en vue de la fibre. Les propriétaires du tchernozème ont, comme textile, le chanvre.

La culture en convient à merveille à un pays dont tous les paysans possèdent. Elle exige des soins minutieux, répétés, continus. Environ 430,000 hectares lui sont consacrés, dont 86 0/0 dans le tchernozème. Le produit de l'hectare est en moyenne de 300 kilos, un peu moins dans le Nord.

La production totale en Russie atteint 136,000 tonnes, celle du reste de l'Europe est de 200,000.

Les chanvres proviennent, soit du chanvre mâle et n'ont d'autre emploi que le linge que fabriquent les paysans pour leur usage, soit du vrai chanvre. Ce dernier a une valeur différente suivant la saison où s'est fait le tillage, et la façon dont il s'est fait. Il est de plus partagé en brut, cardé et peigné. Le résidu forme l'étoupe.

La moyenne des prix est très différente dans le tchernozème et dans le Nord. De 12 roubles 30 dans la première région, elle est de 19 dans la seconde. En francs, au cours moyen actuel, 33 fr. 20 et 51 fr. 30.

La baisse du chanvre n'est pas due à l'extension du linge de coton, mais à la concurrence du chanvre de Manille, que le bon marché du fret rapproche de nous et à l'usage croissant de la jute. Le commerce s'en fait comme celui de tous les produits paysans, par une hiérarchie de courtiers, depuis celui qui groupe la production d'un volost jusqu'à celui qui exporte ceux de plusieurs gouvernements.

Étant donné le prix relativement élevé du chanvre, les transports par voie ferrée lui conviennent mieux que le transport par les canaux. L'extension des chemins de fer aura donc une influence heureuse sur cette branche de la culture, ne fût-ce qu'en nivelant les prix. Elle ne suffira pas à la sauver et on ne peut que regretter de voir, ici encore, la baisse des profits agricoles menacer une ressource qui aidait plus spécialement le paysan cultivateur.

COTON

Ce ne sont pas les Russes qui ont créé dans le Turkestan la culture du coton. Elle y a existé de tout temps et même leur prise de possession coïncidait avec un déclin très marqué de sa prospérité. Celle-ci avait été accrue outre mesure par les conséquences de la guerre de Sécession et, naturellement, la rentrée des choses dans l'ordre habituel portait un rude coup aux trafiquants du Turkestan. Mais la Russie avait pu apprécier quelle sécurité ce serait pour ses grandes usines cotonnières, que d'avoir à sa portée l'élément premier de leur fabrication. Devenue souveraine du Turkestan, elle trouvait un intérêt encore plus direct dans l'exemption d'importer chaque année pour une somme énorme de coton étranger. Avec une activité et, surtout, une persistance remarquables, l'administration russe poursuivit ce but, l'amélioration de la culture et du travail du coton, et celle de la plante elle-même.

Jusqu'alors, on en profitait sans le cultiver. Il croissait dans les terres qui n'étaient bonnes ni pour des céréales, ni pour des légumes, à peu près à l'état de nature. Réformer la manière de le cultiver, c'était œuvre de temps. Restait à trouver une sorte de coton qui donnât des résultats au moins égaux en quantité et en même temps très supérieurs en qualité. Plus d'un essai échoua, dans ce pays où le climat est si différent de ceux des pays dont on importait le sujet des tentatives. Enfin, le coton upland démontra sa facile adaptation.

L'administration fixa son choix et commença la campagne pour remplacer partout le cotonnier indigène par l'upland. On distribua des brochures en russe et en turcoman, des graines gratuitement. On décerna des prix à ceux qui avaient procédé rapidement à cette substitution, à ceux dont les produits étaient soigneusement traités. D'Amérique, on fit venir des ouvreuses et des nettoyeuses. Puis, arriva l'inauguration du chemin de fer Transcaspien. L'effort avait été énorme. Le résultat le fut plus encore. En 1880, 300 hectares étaient semés en upland ; neuf ans après, c'étaient 45.000 hectares. En 1890, 60.000 hectares. En dix ans, la culture nouvelle avait vu se multiplier par 200 la superficie qu'elle occupait.

Elle se divisait ainsi, quant aux surfaces ensemencées et à la récolte :

	HECTARES		KILOGR	
	en Upland	en Indigène	Upland	Indigène
Syr-Daria......	18.100	1.900	3.624.896	30.400
Fergan.........	34.820	18.649	9.664.000	3.296.000
Samarkand.....	5.939	11.469	1.592.400	2.112.000
	58.859	31.958	14.881.290	5.438.400

En 1892, 100,000 hectares étaient couverts par le coton dont les 3/4 en upland.

Cette production, d'environ 20,000 tonnes, peut être accrue. Elle le sera certainement, mais trouvera une autre limite que le défaut d'initiative ou le manque de capitaux; c'est l'absence de terrains irrigués, en dehors desquels le coton ne vient pas. Il paraît que, sans avoir à faire de grands travaux, simplement en améliorant l'utilisation des eaux dont on dispose, on pourrait arroser jusqu'à 450,000 hectares. Ce serait, en ce cas, plus de 100,000 tonnes que produirait le Turkestan russe.

Le processus cultural est assez compliqué. Dans l'énumération qui suit, on peut trouver bien des soins que ne prennent pas les indigènes, et ce n'est que dans les grandes exploitations qu'on se livre à tous ces travaux.

1° En automne, première irrigation si le sol paraît trop sec. 2° Labour d'automne (que les indigènes ne font jamais). 3° Labour et hersage. 4° Division du champ en planches (opération très controversée). 5° Seconde irrigation. 6° Semaille et couverture. 7° Troisième irrigation. 8° Éclaircissement des eunes plants, sarclage. 9° Quatrième irrigation. 10° Travail à la houe. 11° Cinquième irrigation. 12° Travail à la houe. 13° Pinçage des pousses. 14° Et enfin, cueillette.

Depuis la semaille, qui a lieu du 20 au 30 avril, jusqu'à la récolte, le coton est exposé à de nombreux accidents. L'automne est la période périlleuse. Une gelée précoce en septembre compromet tout. Un vent trop fort en octobre est nuisible.

La moyenne du produit ressort à 253 kilos par hectare en coton upland, à 170 kilos en indigène. Dans certains cas exceptionnels, elle est montée à 500 kilos upland et 450 indigène.

Le nettoyage s'opère au moyen de machines de fabrication locale, bon marché et d'efficacité restreinte. Des usines ont été fondées pour les remplacer au centre des districts cotonniers, quelques-unes pour de vastes plantations particulières. Elles comprennent des nettoyeuses mues par la force hydraulique ou des animaux, et des presses à main, pour la confection de balles de 110 à 140 kilos, de façon à ce que celles-ci puissent être transportées à dos de chameau, jusqu'à Samarkande. C'est dire avec quelle hâte est attendu l'embranchement de Samarkande à Kokand, où se centraliseront les cotons du Fergan.

Les exploitations au-dessus de 100 hectares appartiennent

toutes à des maisons ou des particuliers russes, et n'entrent que pour 10 0/0 dans la production. Ce sont les petites exploitations, d'un à cinq hectares, cultivées par les indigènes, qui fournissent l'immense majorité, 90 0/0 des cotons. Ces petits cultivateurs apportent le coton, tel quel, à la ville où il est acheté par des courtiers ou par les gros propriétaires. Il est payé comptant, généralement sous déduction de prêts habituellement consentis avec garantie soit de la récolte pendante, avec engagement de payer en coton à tel prix, soit d'un dépôt de coton, soit d'un reçu du transporteur. Quelle que soit la nature de la garantie, ces prêts portent intérêt, et il n'est pas probable que le taux en soit minime.

L'Asie Centrale est aussi un centre de production cotonnière. Bokhara cultive, en égales portions, l'upland et l'indigène; Khiva n'a que le coton d'Asie, dont la qualité est réputée meilleure que celle qui disparaît dans le Turkestan. Les deux khanats réunis envoient en Europe 35,000,000 de kilogrammes de coton, Bokhara par le chemin de fer, Khiva par Orenbourg.

Les frais de production du coton américain dans le Turkestan varient entre 75 et 90 roubles (200 et 240 fr.) par hectare, chez les exploitants russes qui ont la main-d'œuvre à payer. Avec une récolte de 240 kilos, ils ont un profit net de 36 roubles ou 100 fr. par hectare. C'est à peu près la moyenne en upland. Les indigènes, avec le coton local, ne l'atteignent pas, mais, travaillant eux-mêmes, ne dépensent guère plus de 60 roubles (165 francs).

Dans le Transcaucase, enfin, où la seule particularité à noter est la présence du coton jumel, on récolte environ 10,000,000 de kilogrammes.

La production totale de la Russie est donc, approximati-

vement, de 70,000,000 de kilogrammes de coton, sa consommation moyenne dépasse 280,000,000, dont les 2/3, par conséquent lui viennent de l'étranger, entraînant la sortie de 70,000,000 de roubles crédit ou 180,000,000 de francs environ.

TOURNESOL

C'est peut-être en Russie seulement que le tournesol (*Helianthus annuus*) est utilisé comme plante alimentaire. Les paysans du Sud en consomment des quantités importantes et sa culture était déjà développée, surtout à Saratoff et à Voronège, lorsque vers 1830, un paysan, nommé Bankharieff, découvrit ses propriétés oléagineuses.

Le tournesol n'exige pas d'engrais et croît à merveille dans le tchernozème léger, comme celui des susdits gouvernements et de Tamboff, Samara, Poltawa et Ekaterinoslaff. Avide seulement de potasse, il laisse la terre en excellent état pour le blé ou les céréales en général. Sa culture est minutieuse. Il demande à être éclairci, sarclé et butté. Dans les districts où la brièveté de la saison chaude entrave sa maturation, il est repiqué. La graine, battue au fléau, est pressée dans les nombreux moulins construits dans les régions où on la récolte et qui ont aidé à l'extension de la culture. Le tournesol couvre actuellement 280,000 hectares, dont les 3/5 sont des terres paysannes.

La récolte la plus abondante se fait à Khoursk, Voronège et Poltawa, où un hectare de terre donne une moyenne de 850 kilos de graine. Elle est généralement plus forte chez les propriétaires, par suite de la productivité spéciale des nouveaux défrichements. Dans le gouvernement de Voronège, les terres vierges ont produit jusqu'à 2,000 kilos de graine. Le total des récoltes est de 2,000,000 d'hectolitres. L'huile

extraite par les cent et quelques moulins vaut environ 6,000,000 de francs et ne constitue qu'une des utilisations du tournesol. Les résidus servent à l'élevage et à l'engraissement. Les tiges sont un combustible d'autant plus précieux que le tchernozème est dépourvu de forêts. Malheureusement, la baisse générale fait sentir ses effets, et l'huile de tournesol, de 50 roubles les 100 kilos, est descendue à 25. Cela explique l'augmentation de la culture de la navette et de la moutarde sauvage, semées dans plus de 130,000 hectares. Elles donnent une moyenne de 850 kilos, sauf en Bessarabie, où la récolte ordinaire est de 1,400 kilos, et se vendent environ 6 roubles ou 16 fr. les 100 kilos, avec une tendance à l'augmentation du prix.

TABAC

Les plantations de tabac couvrent, en Russie, 65,000 hectares et donnent une récolte moyenne de 80,000,000 de kilos.

Les 2/3 sont situés dans le tchernozème, pour la plus grande part dans la fraction nord de cette région. L'autre tiers est réparti soit dans le Caucase, soit dans le sud de la Russie. Le centre de cette culture, c'est le gouvernement de Tchernigoff, après lequel viennent la Tauride et le district du Kouban.

La production russe répond aux besoins du pays, si l'on fait abstraction des cigares de choix, pour lesquels son tabac est impropre, et même dépasse ses besoins. Elle exporte en effet 4,000.000 de kilos de tabac et en importe seulement 1.200.000. En valeur, pourtant, ses importations balanceraient ses exportations. Les premières comprennent, d'abord, les cigares de la Havane et surtout ceux que Hambourg fabrique et attribue à la grande île américaine. Puis les tabacs d'Orient, tels que le dubèque et le phéresli. La moyenne du tabac russe vendu à l'étranger est de 65 francs les 100 kilos, celle de celui qu'on lui achète est de 550 francs. La Russie, en effet, est surtout riche en tabac de qualité très ordinaire. Des deux sortes qu'elle cultive, la première est seule utilisée par les fabricants. La seconde (*Nicotiana rustica*) est préparée tant bien que mal par les paysans même et leur sert indifféremment pour les cigarettes qu'ils roulent dans des fragments de vieux journaux,

pour laver les moutons ou pour détruire les insectes des potagers.

La culture sur une grande échelle était possible au temps du servage, de même qu'aux Antilles elle n'était profitable qu'à celui de la servitude. Depuis l'émancipation, elle est devenue le domaine à peu près exclusif des paysans et la moyenne des plantations ne dépasse pas deux hectares. On la traite à peu près d'après la méthode horticole et la quantité d'engrais qu'exige la plante est si forte qu'il importe peu de changer de terre. Seulement, aux tabacs de qualité supérieure, on réserve les terres nouvellement défrichées et on les y laisse jusqu'à épuisement. Les qualités ordinaires sont plantées n'importe où, pourvu que le sol soit irrigable, ou du moins humide, et ce n'est que si une maladie vient frapper la plantation qu'on l'abandonne et qu'on y cultive autre chose, généralement une plante sarclée.

Les qualités supérieures, les seules dont la culture ait quelque méthode, se sèment en lignes serrées, soit en serres, soit sous châssis, le plus souvent couvertes simplement de nattes. Les pousses sont repiquées au plantoir. On verse d'abord de l'eau dans le trou et, la jeune plante mise en place, on tasse le sol que l'on arrose encore. Bien entendu, la plantation est sarclée et les plants quelquefois buttés.

La préparation qui suit la récolte n'a rien qui diffère de celle que subissent nos tabacs de France. Les résultats seuls sont intéressants. Le tabac jaune produit environ 1,000 kilos à l'hectare. Le noir, 12 ou 1,300 ; le *bakoun*, celui que les paysans emploient à des usages si variés, 1,600 et jusqu'à 3,000 kilos. Les prix varient pour le tabac jaune, de 70 à 200 fr. les 100 kilos ; pour le noir, de 35 à 80 ; pour le bakoun de 7 à 20 francs.

BETTERAVE

La culture de la betterave, en tant que plante saccharine, fut introduite en Russie presque aussitôt, plus tôt peut-être, qu'en France, car on la trouve établie tout à fait au début du siècle, et si notre mémoire nous sert bien, c'est seulement en 1799 qu'Achard présenta à S. M. Frédéric-Guillaume III les premiers pains de sucre indigène. Chose singulière, au lieu de se fonder dans l'Ouest, près de la frontière de cette Silésie où l'industrie avait pris naissance, de la patrie de Margraff, elles s'installèrent au Nord, tout au moins au Centre, près de Toula et de Moscou. Ces entreprises durèrent et prospérèrent jusqu'en 1861, où l'émancipation des serfs, c'est-à-dire la perte de la main-d'œuvre assurée et à bon marché, les fit disparaître.

Celles qui subsistèrent dataient de moins loin, mais s'étaient placées au centre des régions dont le climat et le sol permettent la culture fructueuse de la betterave, dans le Sud-Ouest, en Podolie d'abord, sur l'initiative du comte Mojinsky. Plus tard, en 1834, les comtes Potocki construisirent, dans le gouvernement de Kieff, les sucreries d'Orlovietz et Sitkosky. Elles n'eurent pas le succès de leurs rivales du Nord. En 1840, le comte Bobrinsky se dévoua à la tâche et conduisit jusqu'à la prospérité absolue ses sucreries de Smela, Jablonowska, et Grouchevska. Dès lors, les hésitations disparaissent. La betterave est semée partout. Six ans après, dans le seul gouvernement de Kieff, 11.000 hectares lui sont consacrés et l'étendue croît incessamment jusqu'à devenir de 83.000 hec-

tares en 1890, toujours dans le seul gouvernement de Kieff. L'exemple est suivi en Podolie, à Khoursk, à Varsovie, à Kharkoff et, à la fin de 1892, la Russie comptait 280.000 hectares de betteraves.

Les usines sont généralement situées au milieu d'une vaste exploitation dont elles ont commencé par être l'accessoire. Généralement aussi, elles traitent une quantité de racines plus considérable que celle que récoltent leurs propriétaires et achètent la production des petits propriétaires, ou même des terres paysannes de leur entourage. Comme cela se pratique partout, les sucreries donnent souvent les graines aux paysans, s'engagent d'avance à leur prendre leur récolte à un prix donné et leur imposent l'obligation de ne pas semer sur de la terre fumée récemment.

Toutes les betteraves cultivées en Russie sont françaises ou allemandes. Les premières sont la Vilmorin, la blanche et rose, la Simon Legrand. Les secondes, l'impériale, l'impériale rose, l'électorale, etc. Les françaises sont beaucoup plus riches en matière saccharine. Leurs rivales donnent une récolte beaucoup plus élevée. L'un compense-t-il l'autre ? En dépit de 25 0/0 de plus qu'on obtient de racines, la quantité de sucre obtenue d'un hectare n'est-elle pas plus grande avec nos espèces ? Voilà l'éternel sujet de controverse entre planteurs de Kieff et de Podolie.

Ce qui rend la solution moins aisée à trouver, c'est que toutes ces espèces dégénèrent rapidement, sous l'influence d'un climat très nouveau pour elles. Lorsqu'elles triomphent, elles ont contracté des qualités nouvelles, bonnes ou mauvaises. Afin de leur conserver leurs propriétés caractéristiques, on doit renouveler fréquemment la semence. Il en résulte que les comparaisons sont plus difficiles qu'on ne le croirait à priori, parce que, fort souvent, les plantations comparées proviennent de graines acclimatées.

Des espèces russes se sont formées, notamment la Kalinofka, issue de notre Vilmorena, et la n° 3, issue de la germanique Kleinwangleben. Elle est de peu inférieure à nos qualités, très supérieure, comme teneur saccharine, aux qualités allemandes. L'analyse suivante le prouve :

	Sucre	Qualité	Qualité technique
Espèces françaises	17.25 %	87.56	15.10
— kalinofka	16.40	87.25	14.31
— allemandes	14.71	86.46	13.02

Des expériences faites en Allemagne reconnaissent à la Kalinofka une fécondité qui compense la pauvreté saccharine.

	Poids à l'hectare (q. m.)	Sucre	Qualité	Qualité technique
Espèces françaises	176	17.3	89.22	15.43
— allemandes	238	15.97	89.10	14.23
— russes	251	14.86	87.79	12.90

Le résultat le plus certain de ces expériences, c'est que, par une sélection soigneuse et persévérante, les cultivateurs russes arriveront aisément à créer une espèce à peu près équivalente aux espèces importées et ayant sur elles cet avantage de n'avoir pas à craindre de dégénérescence.

Nous avons dit ailleurs quelle place occupait la betterave dans l'alternance des récoltes. Sa culture est minutieuse, mais il est d'autant moins nécessaire de la détailler que la perfection à laquelle elle est parvenue la rend tout à fait analogue à celle qui se pratique dans nos départements. Ici, plus d'antique sokha ou de défonceuse petite-russienne, mais les charrues du système le plus nouveau, trop nouveau parfois, et jusqu'au labourage à vapeur.

La betterave est semée parfois en carrés, d'ordinaire en

files. On sème 30 kilos à l'hectare, après avoir immergé les graines. Dès que l'exploitation a quelque importance, elle emploie les semoirs, généralement importés d'Allemagne ou d'Angleterre. La récolte a lieu en septembre et se fait à la bêche. Comme rendement à l'hectare, nous trouvons dans les gouvernements du tchernozème une moyenne générale dans les 5 dernières années de 141 quintaux métriques, avec un maximum moyen de 184 quintaux métriques, un minimum moyen de 100 quintaux métriques. Le premier rang y appartient à la Bessarabie, avec une moyenne de 206 quintaux métriques, un maximum de 268 quintaux métriques et un minimum de 168 quintaux métriques. Dans les gouvernements polonais, la moyenne générale, pendant la même période, est de 176 quintaux métriques, le maximum moyen de 216 quintaux métriques, un minimum moyen de 149 quintaux métriques. — En Pologne, aucun centre ne l'emporte sur les autres autant que la Bessarabie sur ceux du tchernozème.

Quant à la qualité, le pour cent de sucre était dans ces cinq années, pour les gouvernements du Sud-Ouest, 13,25 ; pour ceux de la Pologne, 14,55 ; pour les autres, 13,02.

Le profit de cette culture est d'autant plus difficile à établir que les grands propriétaires, c'est-à-dire les seules personnes dont la comptabilité puisse être utile, sont presque tous en même temps industriels, qu'il est presque impossible d'opérer le départ entre les profits agricoles et industriels. Nous trouverons d'ailleurs la fabrication sucrière en nous occupant des manufactures.

HOUBLONS

Le houblon semble indigène en Russie. On l'y trouve à l'état sauvage et les archives les plus anciennes portent la trace de champs de houblons cédés ou légués. Jusqu'en 1840, il joua un rôle exclusivement chez les paysans. Non seulement il leur servait à préparer la bière, dont ils étaient seuls à boire, mais encore, dans une masse de cérémonies, il figurait en souvenir des anciens usages. Le développement de la bière comme boisson, son introduction dans les classes aisées semblerait avoir dû marquer une ère de prospérité pour les houblonnières, mais le houblon avec lequel se fait la bière d'Allemagne ne ressemble pas du tout à celui d'où provient l'antique *pivo* russe. On commença à délaisser ce breuvage et, lorsqu'on voulut brasser en Russie de la bière allemande, il fallut renoncer à l'espoir d'utiliser le houblon national et importer du houblon de l'étranger.

Le Ministre des Domaines s'en inquiéta, moins peut-être à cause de l'amplitude des intérêts engagés que par un souci très explicable de ne pas laisser s'anéantir un legs du passé, de ne pas laisser entièrement ruiner des villages comme Gouslitsi dont les paysans, depuis deux siècles, ne cultivent guère autre chose, comme le volost de Miskovski, dans le district de Kostroma, où l'on ne fait que du houblon et pas de grain. En 1873, on prit des mesures énergiques. Le Gouvernement fournit des semences, des outils, envoya des professeurs, ouvrit des expositions, offrit des récompenses, subven-

tionna des écoles spéciales. Rien n'y a fait, pas même l'arrivée de 10,000 colons de Bohême qui apportèrent à Jitomir leur goût et leur expérience de cette culture. Eux seuls prospèrent relativement, et, bientôt, les paysans de Gouslitsi et de Miskowsky n'auront même plus le houblon nécessaire pour préparer la bière que brasse chaque ménagère aux nombreux jours de grande fête.

Nous arrivons maintenant à la culture la plus importante de toutes après, bien entendu, celle des céréales, à cette culture née hier, dont l'avenir aujourd'hui est sans limites, à la viticulture.

VITICULTURE

L'usage du vin se répand de plus en plus en Russie et détermine le développement rapide de la culture de la vigne. Celle-ci est naturellement confinée dans le Sud de l'Empire. Le 49° parallèle lui sert à peu près de limite, du moins en ce qui concerne la vigne utilisable, car elle existe plus au Nord, mais sans fournir de fruits comestibles.

Les régions où la vigne a pris le plus grand essor sont facilement désignées, ne fût-ce que par les enseignes des magasins de vins dans les villes. A côté de la mention partout reproduite : « Vins des frères Elisséieff, » on voit celles-ci : « Vins du Caucase, de Crimée, de Bessarabie et de Cachétie. » Ce sont les quatre centres où la production du vin a une importance actuelle.

Au Caucase, sont les districts vinicoles du Kouban, de Tersk et de Stavropol. Le premier a quelque 500 hectares de vignobles dont les raisins se consomment surtout à l'état frais et qui ne donnent guère que 3,000 hectolitres de vin. A Tersk, 15,000 hectares donnent 300,000 hectolitres, dont les 2/3 sont distillés. A Stavropol, 3,500 hectares donnent 50.000 hectolitres. Le sol est légèrement argileux et, dans cette dernière contrée, les ceps sont couverts pendant la saison froide. Ces trois districts forment la portion vinicole du Caucase du Nord. A eux trois, ils produisent 360,000 hectolitres récoltés sur 19,000 hectares. En Transcaucasie, nous trouvons d'abord le gouvernement de Koutaïs avec sa production de 500,000

hectolitres annuels. La vigne y est, pour les deux tiers, cultivée à la façon des *Géorgiques* et grimpe sur les arbres. Dans le gouvernement de Tiflis,— où se trouve la Cachétie,— 50,000 hectares produisent 500,000 hectolitres. Le sol y est composé d'humus et d'argile, le sous-sol est calcaire. En bloc, la Transcaucasie possède 100,000 hectares de vignes et donne 1,300,000 hectolitres, soit au total, pour le Caucase, 130,000 hectares et 1,600,000 hectolitres de vin.

En Bessarabie, où la vigne remonte aux siècles avant notre ère, 75.000 hectares donnent plus de 1.500.000 hectolitres de vin, de qualité assez douteuse. Au nord du gouvernement, on couvre la vigne pendant l'hiver.

Mais l'espoir de tous ceux qui comptent affranchir la Russie de sa dépendance des vignobles étrangers se fonde sur la qualité des vins de Crimée. Les 200.000 hectolitres de vin provenant de la Tauride sont réellement comparables avec nos ordinaires. Le résultat n'est pas dû seulement à la nature du sol, à la constance du climat, mais surtout au mode de culture, très perfectionné, égal peut-être à ce qu'il est chez nous, très supérieur à la culture espagnole ou sicilienne.

La région du Don, le sud du gouvernement d'Astrakhan cultivent aussi la vigne et portent le total de la surface plantée en ceps à 240.000 hectares. Elle pourrait être décuplée et le serait déjà sans nul doute, si le phylloxera n'était venu décourager les propriétaires. L'introduction des plants américains a réveillé les initiatives. Elle est d'autant moins difficile qu'il ne s'agit pas de reconstituer, mais de constituer des vignobles. La pépinière de Koutaïs fournit les plants gratuitement, et depuis l'époque où les chiffres ci-dessus ont été rassemblés, l'étendue des vignes a augmenté largement.

Ce qu'il faudrait développer surtout, c'est la pratique des bonnes méthodes de culture et de vinification. Excepté en Crimée, l'intervalle des ceps est utilisé pour toute sorte de ré-

coltes. C'est un usage vicieux et les paysans de nos départements les plus arriérés y ont renoncé il y a longtemps. La diversité des natures de raisins y empêche absolument cette formation d'un « type », qui est la condition essentielle de la réussite en viticulture, et qui fait le succès de nos vignobles. Ces diverses sortes de raisins profitent différemment des variations atmosphériques, leur parfaite maturité ne coïncide pas et, chaque année, suivant que telle qualité sera plus ou moins mûre, le vin aura un goût différent. La vinification est aussi radicalement mauvaise, et c'est d'elle que proviennent les défauts des vins russes. Comme preuve, on peut citer ceux de la Cachétie qui possèdent tous les éléments de vins vigoureux et pleins de bouquets et qui restent très inférieurs à ceux de Crimée, parce que ceux-ci sont faits avec soin, qu'on y fait le vin dans des foudresi et non pas dans des vaisseaux de terre, comme à Tiflis.

Toutefois, le progrès ne sera pas lent à venir. Les princes de la Maison Impériale possèdent tous des apanages dans le Sud et, sans considérer le gain immédiat, en font des modèles qu'on imite déjà. Le prince Vorontzoff, le comte Scherérétieff, le prince Volkonsky, M. Goubonine et tant d'autres, ont installé leurs exploitations de façon à dépasser tout ce qu'on fait en France et ont donné cet exemple, le meilleur de tous, de gagner de l'argent en perfectionnant la culture et la fabrication. Il sera suivi certainement et d'autant plus vite que la vigne n'est pas du domaine de la petite culture.

Nos qualités supérieures n'ont évidemment rien à craindre, ou plutôt ce ne sont pas les vignobles de Crimée qui leur fermeront le marché russe. Si elles courent un danger, elles le doivent à leurs marchands. Pour avoir du vin désigné d'un nom célèbre, mais, en réalité, produit de multiples coupages, quand il ne l'est pas d'une chimie savante, autant vaut faire

venir de Crimée les vins déjà appelés : Clos Vougeot, Margaux, Laffite, et dont toute l'infériorité provient de ce que ces appellations sont imprimées en caractères russes. Mais si nos marchands fournissent des vins sincères, ils continueront à garder la clientèle russe, protégés qu'ils sont par une sorte de dédain traditionnel du consommateur pour les vins indigènes.

En revanche, les vins ordinaires nous seront demandés en quantité toujours décroissante. La production russe, fût-elle quintuplée, ne dépasserait pas 15 millions d'hectolitres, mais il faut tenir compte du peu d'extension de sa consommation, et ce chiffre dépasserait les besoins actuels. Que les consommateurs se créeront lorsque la production sera surabondante, cela n'est pas douteux, mais il ne l'est pas davantage que cette augmentation de la demande, engendrée par celle de l'offre, la suivra et ne la devancera pas. — La supériorité de nos vins communs sur les vins de table de Crimée n'est pas absolument évidente. Quelques semaines d'habitude la font disparaître. Les nouveaux consommateurs n'auront même pas à renoncer à une coutume. Une difficulté politique mettant à la mode l'antipathie pour les articles français, et les vins russes prendront, pour la garder, la place de nos vins communs, baptisés de noms sonores qu'on n'a jamais entendus en France. Il faudrait moins encore : que les producteurs russes fussent assez bien avisés pour ne pas profiter autant qu'ils le font de toute la protection que leur donne les tarifs douaniers. A Pétersbourg, où il n'existe pas d'octroi, il est impossible d'avoir du vin, même de Bessarabie, à moins de 40 copecks le litre, soit 1 fr. 10. Dans un pays où la vie est bon marché, c'est un prix excessif et peut-être seraient-ils mieux avisés en suivant le grand principe du commerce contemporain : Vendre beaucoup à petit bénéfice.

BÉTAIL

Il n'est pas une région agricole de la Russie pour laquelle l'élève du bétail ne soit d'une importance capitale. Ici, elle est l'accessoire essentiel d'une culture productive. Là, elle est le correctif de la stérilité du sol. Ailleurs, elle est l'industrie dont s'accommodent le mieux des races impropres encore à s'assimiler nos mœurs et nos méthodes. Dans le tchernozème, par exemple, les bêtes à cornes donnent les nombreux labours, utilisent les résidus des sucreries et distilleries. Dans le Nord-Est, elles fournissent l'engrais essentiel à cette terre maigre. En Transcaucasie ou en Sibérie, le bétail donne aux nomades de quoi s'alimenter, se vêtir et, par voie d'échange, la possibilité d'acquérir les rares articles étrangers dont ils ont besoin. L'élevage des chevaux est partout essentiel dans un pays où les distances sont énormes et les moyens de communication perfectionnés très rares. Aussi ne sera-t-on pas surpris des gros chiffres que voici :

Il existait en Russie, en 1892, le bétail suivant : 26 millions de chevaux, 35 millions de bêtes à cornes, 65 millions de bêtes à laine, 12 millions de porcs, 430.000 chameaux, 1.700.000 chèvres, et enfin 500.000 rennes. La grande proportion de la population rurale explique l'élévation du chiffre d'animaux par 100 habitants. L'immensité des terres motive la petitesse de ce chiffre par 100 hectares.

Ces deux nombres sont, pour la Russie d'Europe :

	Par 100 hab.	Par 100 hect.	Par 100 hect. de pâturage	Par 100 hect. labourés
Chevaux	22.9	5.1	11.7	18.2
Bêtes bovines	30.6	6.9	15.4	23.1
— ovines	52.9	11.9	26.9	44.9
— porcines	11.8	2.6	6.0	8.7

L'enquête officielle signale très judicieusement les trois phases que traverse la production du bétail : D'abord, le cultivateur, à peine fixé au sol, dispose de vastes étendues de terres, s'occupe assez peu de ses bestiaux, qui trouvent dans les espaces incultes une nourriture suffisante et qui s'accroissent à l'aise, si le défaut de soins ne leur permet pas de s'améliorer. Peu à peu, la culture s'étend et occupe les pâturages. Les troupeaux diminuent, se restreignent au chiffre nécessaire au travail de l'exploitation et à la fumure des terres. Puis la population s'accroît, les besoins s'accentuent, le prix des animaux s'augmente et, non seulement on en élève davantage, mais on s'efforce de les améliorer, dût-on rendre à la pâture des champs que le labour lui avait pris.

Ces trois phases existent simultanément en Russie, l'espace, une fois de plus, équivalant au temps.

A l'Est, au Sud-Est, les immenses troupeaux restent l'hiver dans la plaine et, le printemps venu, gravissent les pâturages des hauteurs, dès que la neige les laisse libres. C'est alors, pendant l'été, que se fabriquent les laitages dont les nomades vivront toute l'année. A la fin d'août, les bêtes redescendent à l'hivernage. Les jeunes produits ont, seuls, du foin sec. Les autres vont chercher à paître sous la neige. En tête, marchent les chevaux qui foulent la neige, toujours peu épaisse, et mettent à découvert l'herbe de la steppe. En queue, les chameaux, moins sobres que faciles à contenter, satisfaits de ce que les autres ont dédaigné. Le péril est visible. Que les

sabots des chevaux ne puissent écarter une neige trop abondante et la faim détruit le troupeau. Les nomades s'en rendent bien compte, mais comment amasser assez de fourrage pour des bêtes dont ils augmentent le nombre autant qu'ils le peuvent, comptant sur leur bonne chance ?

Les Russes qui colonisent dans les mêmes régions ne partagent pas cette insouciance et, bien que pratiquant le plus possible la vaine pâture, ont toujours en réserve de quoi défier une chute extraordinaire de neige, si elle ne dure pas trop longtemps.

Dans le tchernozème, où se manifeste la seconde des phases, le bétail est un auxiliaire envers lequel on se montre volontiers ingrat. La paille est le gros de sa provision d'hiver. Les dépaissances sont les champs laissés en jachère et, à peine le foin des steppes y pousse-t-il, qu'on reconnaît à ce signe la régénération de la terre noire et qu'on les rend à la charrue.

Dans la région industrielle, au contraire, le bétail reçoit les meilleurs soins. En premier lieu, les fabriques ont leurs résidus, puis la spécialisation commence ; l'éleveur se distingue déjà du cultivateur. Des prairies artificielles existent et, l'engrais étant précieux, la stabulation remplace la pâture pendant tout l'hiver.

Au Caucase, les bêtes ont, comme dans le Sud-Ouest, des plaines l'hiver, les montagnes l'été, mais avec cette différence que les neiges épaisses n'y sont pas à redouter dans la plaine, ni la sécheresse sur les hauteurs. Là, est le réservoir futur où viendront s'alimenter les peuples qui entourent la Méditerranée.

De tous les pays d'Europe, la Russie est celui qui possède le plus de chevaux, relativement à sa population. De ce nombre si considérable, les 3/4 avaient dépassé 4 ans et étaient en pleine force de travail. Quant à leur répartition selon la classe

de leur propriétaire, 81 0/0 appartenaient à des paysans, 15 à des propriétaires, 3 à des habitants des villes. Le recensement a même indiqué la division en trois tailles. A ce propos, il n'est pas inutile d'indiquer que tous les chevaux tant soit peu fins ont au moins deux archines, c'est-à-dire deux fois 71 centimètres. Leur taille s'exprime couramment en sous-entendant cette hauteur et en énonçant seulement les verschoks (1/16 d'archine ou 4 centimètres 4) qui la dépassent. Ainsi, une bête dite de deux verschoks a $1^{m}42 + 8$ c. 8 ou $1^{m}508$. Il semble pourtant que cette taille de $1^{m}42$ soit rare, puisque les chevaux qui l'ont ne forment que 13 0/0 du nombre total.

La race locale aurait donc grand besoin d'être améliorée, car les célèbres Orloff, comme les percherons, ne se trouvent guère que dans quelques haras célèbres et le nombre de ceux-ci diminue tous les ans. Les étalons du Gouvernement ont rendu des services, en rendraient de plus grands sans la négligence avec laquelle se fait l'élevage des poulains. Le vieux dicton anglais veut que la taille des chevaux soit dans le coffre à avoine. On devrait se le rappeler dans un pays où l'avoine n'est ni rare ni chère. L'administration des haras, organisée en 1881 en département séparé, fait son possible pour amener la production des bêtes qui sont nécessaires et pour le trait, et pour l'armée et pour la ville. Elle a doublé le nombre de ses étalons, triplé celui de ses poulinières, institué des prix pour les trotteurs. Cette dernière mesure offre un inconvénient : l'éleveur sacrifie tous ses autres élèves à celui ou ceux qu'il espère voir remporter le prix. En revanche, il n'y a que des éloges à donner pour la diminution du prix de transport des animaux par la voie ferrée. Le grand obstacle à l'amélioration de la race résidait dans ce fait que les éleveurs sont groupés ; par suite, que la demande des chevaux était minime dans les districts d'élevage, et que le transport absorbait

presque les prix qu'on pouvait obtenir là où les chevaux étaient demandés.

Les Orloff méritent quelques mots, tant leur réputation est grande. C'est à la fin du siècle dernier que le comte Orloff Tchesmensky obtint le premier échantillon de la race qui porte son nom, en alliant les races arabe, anglaise, danoise et mecklenbourgeoise, et l'histoire hippique a conservé le nom du premier étalon arabe, Smitanka. Cette complexité d'origine a un inconvénient. Par un cas très simple d'atavisme, il arrive souvent qu'un individu de la race Orloff au lieu de présenter le type qui est la synthèse des types originels offre un de ceux-là, et diffère absolument de ses pareils, ou plutôt de ceux qui devraient être ses pareils.

Aujourd'hui, on leur demande surtout la vitesse et, par la sélection et l'entraînement, on obtient des Orloff taillés pour la course au trot. Le comte Orloff avait autre chose en vue et visait à obtenir des carrossiers. Leur taille ordinaire est de trois verschoks, autrement dit 1^{m} 54, mais ils la dépassent souvent jusqu'à atteindre 1^{m} 70. Comme vitesse, ils vainquent les célèbres « three-minutes horses » d'Amérique, puisqu'on attend des bêtes de choix de faire une verste et demie, soit précisément le mille américain en 2 minutes 30 secondes, et non pas en 3 minutes.

Parmi les chevaux indigènes, ceux de la Finlande et de la Baltique ont des qualités de service remarquables. Vigoureux, rapides, endurants, ils n'ont contre eux que leur petite taille; lorsqu'ils atteignent 1^{m}52, c'est un maximum. Bais, généralement, ou alezans, ils doivent leur laideur surtout aux longs poils qu'on ne tond jamais.

Près de Voronège et de Tamboff, existe une race de chevaux de trait sans aspect déterminé. On en attribue l'origine au croisement des juments indigènes avec des hollandais importés par Pierre Ier. Leur taille varie de 1^{m}50 à 1^{m}66.

Nous avons parlé des chevaux du Turkestan et des steppes. Il faudrait, pour améliorer cette dernière race, abolir le système de haras libres, où les juments et les étalons sont confondus toute l'année, et c'est impossible. Cependant, une sorte de choix peut être établie et on pourra arriver à profiter de l'excellente situation topographique et produire les bêtes dont l'armée a besoin.

La baisse du prix de la laine mérinos et de la viande de mouton, les mauvaises récoltes et d'autres causes ont diminué le nombre des bêtes à laine élevées en Russie, qui n'en reste pas moins fort élevé. La diminution a porté surtout sur les bêtes de choix et presque pas atteint celles de race commune. Ce qui paraît prouver, comme le dit M. Novikoff, que le principe de la sélection des meilleurs n'est vrai qu'en entendant par les meilleurs simplement ceux qui sont le plus adaptés aux conditions du milieu, fût-ce en étant aussi médiocres que ces conditions mêmes.

Les moutons à fine laine sont élevés surtout dans les grandes propriétés du Midi, où il est commun de trouver 10.000 bêtes appartenant au même propriétaire. Divisées en troupeaux de 500 à 1.000 têtes, elles paissent, l'été, ou les steppes ou les jachères. En hiver, dans la bergerie, elles mangent du foin mélangé de paille. Bien entendu, ces bergeries ressemblent très peu à celles de la Beauce ou de l'Orléanais : le plus souvent, de terre glaise battue, quelquefois de paille et de roseaux, et bien rarement de briques et de chaux. Parfois même, la nourriture est donnée sur l'aire de la cour, après qu'on en a balayé la neige.

C'est à Pierre le Grand, dont la main puissante se trouve dans tous les progrès accomplis, dont le cerveau génial a entrevu tous ceux que la Russie accomplira, que remontent les premières mesures prises en vue d'introduire les moutons

à laine fine. En 1720, il créa des troupeaux d'élite et fournit des béliers aux cultivateurs, à la condition de lui vendre toute la laine de choix qu'ils obtiendraient. L'impératrice Catherine continua la tradition, aidée dans son œuvre par de grands seigneurs, comme les Worontzoff, Roumiantzoff, Kotchoubey, Nesselrode, plus aptes à comprendre les désirs de leur souraine que les boyards de 1720 ne l'étaient d'apprécier les vues de Pierre Ier. Alexandre Ier alla jusqu'à donner des concessions de terres gratuites aux éleveurs étrangers. Au total, non seulement le mérinos s'acclimata, mais encore, par les soins ininterrompus, on l'améliora suffisamment pour arriver à créer un type qui sembla mériter d'être distingué du mérinos ordinaire. Localisé dans le bassin du Dniéper et près de Saratoff, on l'y nomme *infantado*. Les mâles donnent jusqu'à 12 kilos d'une laine soyeuse, les brebis de 6 à 7.

Dans le Caucase du Nord, se trouvent les « Mazaeff », à courtes jambes, au volumineux bourrelet sur le cou, dont la laine a de 7 à 10 centimètres et dont la toison, sur les bêtes de choix, atteint un poids de 12 kilos pour les mâles, de 6 pour les brebis.

Des races autochtones, la voloshk est préférée pour sa viande, la romanoff, dans le gouvernement de Jaroslaff, pour son cuir que la souplesse rend apte à fournir les touloupes, le vêtement national. Dans le Turkestan, on trouve le karakul dont le nom est familier à nos couturières. La peau des nouveaux-nés de cette race n'a pas besoin d'être décrite. On la trouve sur nos boulevards, convertie en jaquettes ou en manchons. La peau d'un agneau qui offre toutes les qualités exigées se vend de 25 à 40 francs. On emploie des béliers karakul dans la Russie d'Europe pour améliorer la race commune.

Celle-ci lutte, et victorieusement, contre l'invasion des races étrangères. A mesure que baisse le prix de la laine dont elle

fournit indubitablement une qualité inférieure, s'élève celui de la viande pour laquelle elle l'emporte. Dans les steppes kirghises, par exemple, le mouton indigène, doué de fortes jambes qui lui rendent les migrations aisées, que la graisse accumulée pendant l'été rend capable de supporter les jeûnes de l'hiver, fournit une viande de premier ordre. La Russie a la faculté d'introduire en France les viandes abattues et n'aura d'autre intérêt à le faire qu'en destinant à cet usage les bêtes de race rustique, dont la production coûte fort peu. C'est un des motifs de la victoire des espèces indigènes, appuyé par leur plus grande résistance aux intempéries et aux épizooties, par leur productivité plus grande en lait, dont les paysans tirent une masse d'aliments. Il faudrait pour rendre aux mérinos et aux infantados leur supériorité passée que la laine retrouvât ses prix de jadis et rien ne le fait prévoir.

Le prix moyen des bœufs de la steppe, engraissés, varie de 85 à 113 roubles par tête (225 à 300 fr.); des veaux, de 38 à 50 fr. ; des moutons, de 16 à 22 fr. Les marchés principaux sont Odessa (120.000 bœufs, 90.000 moutons), Varsovie (90.000 têtes, 1.500.000 kilos de viande), Vilna, Kharkoff, Kieff.

Les 1.500.000 kilos de viande vendus à Varsovie s'expliquent par la création d'un service de transports dans des wagons réfrigérants. Le préjugé contre la viande gelée ne peut exister dans un pays où, pendant quatre mois de l'année, on n'en mange pas d'autre. Ce procédé permet l'importation des moutons du Kouban à meilleur compte, sans danger de propager des épizooties.

La Russie d'Europe produit environ 110 millions de kilos de laine brute, dont 30 environ de laine mérinos. Le Ministère des domaines a essayé, voilà dix ans, d'instituer une vente aux enchères des laines. Cet essai ayant avorté par la résistance des courtiers, ceux-ci restent les maîtres des marchés.

Ils n'accordent aucune plus-value pour la qualité et, par là, découragent les améliorations. Pis encore, ils profitent des avances faites, à gros intérêts, aux éleveurs pour les payer à un taux dérisoire. Dans le Caucase du Nord, au contraire, les fabricants envoient leurs acheteurs, et il en résulte que la laine commune se vend aussi cher que la toison des mérinos, infiniment plus coûteuse à produire. C'est là un des motifs sur lesquels s'appuient le projet de création de comptoirs de l'État, qui aideraient à la vente des produits, et la modification des statuts de la Banque, l'autorisant à ouvrir de modiques crédits aux paysans et aux cultivateurs.

L'exportation des produits du bétail, en 1891, a donné les chiffres suivants :

65.000 chevaux, 21.000 bêtes à cornes, 400.000 moutons, 35.000.000 de kilos de laine, et pour 25.000.000 de francs de cuir.

ÉCONOMIE AGRICOLE

Nous avons recherché jusqu'ici, avec une minutie peut-être excessive, les particularités de l'exploitation agricole. Il est impossible sans elle de former une conjecture, douée de quelque vraisemblance, sur l'avenir réservé à l'agriculture russe. Ses résultats actuels peuvent être influencés par des causes accidentelles. Ceux qu'elle donnera plus tard le seront, c'est possible, par d'autres causes aussi transitoires mais une moyenne s'établira, et pour la prévoir, il faut évidemment se baser sur les ressources intrinsèques de l'industrie agricole. Nous avons essayé de les donner.

Leur connaissance ne constitue pas un élément suffisant. C'est, pour ainsi dire, la partie statique de notre travail qui consistait à les exposer. Reste la partie dynamique, c'est-à-dire le détail de la valeur des terres, du profit qu'elles donnent, des salaires que répartit leur exploitation. Bien entendu, il n'est possible que de donner des moyennes sur le prix des terres, moyennes souvent trompeuses, tellement ce prix est affecté par des circonstances locales, spéciales même. Pourtant, l'indication qu'elles fournissent est moins inutile que ne le serait celle fournie par des moyennes pour des immeubles urbains, dont la valeur varie suivant la rue, le style choisi par l'architecte, la nature de la bâtisse et bien d'autres facteurs encore. En ce dernier cas, il faudrait accumuler divisions sur divisions, classes sur classes. Pour les propriétés rurales, au contraire, en ayant soin de donner les prix moyens, non pas

par héritages, mais par hectare, deux régions sont seules à considérer, celle du tchernozème et l'autre.

Dans les 23 gouvernements du tchernozème la moyenne du prix de vente de l'hectare était, en 1860 de 33 roubles, en 1890 de 90 roubles (90 et 240 francs). Les maxima sont donnés par Kiew (154 roubles = 400 fr.), Koursk, (124 roubles = 340 fr.) et la Podolie (125 roubles = 342 fr). L'augmentation de 1860 à 1890 est, en moyenne de 173 %. Son maximum est à Ufa, 260 %, dans la Tauride, 440 % et à Ekaterinoslaw, 305 %. Son minimum à Samara est encore de 89 %. Toutefois, depuis 1890, la désastreuse récolte de 1891 et la mévente des blés et des laines ont réduit considérablement ce prix.

Dans les autres gouvernements, ne figurent pas ceux, comme Arkhangel, Olonetz et Viatka, où il n'y a que des terres de la Couronne ou de paysans, c'est-à-dire inaliénables, ni celui de Perm dont les vastes forêts sont l'accessoire de grandes entreprises métallurgiques.

Les 20 autres, qui comprennent les régions infertiles du Nord, offrent une moyenne de 51 roubles (136 fr.) avec un maximum de 80 roubles (215 fr.) dans les provinces Baltiques et un minimum de 33 roubles (90 fr.) dans le gouvernement de Jaroslaw. La plus-value, depuis 1860, est en moyenne de 112 % avec un maximum de 400 % à Novgorod, de 275 % à Kostroma et un minimun de 41 % à Kovno.

Cet accroissement de la valeur des terres est considérable et il le serait plus encore si le mouvement de baisse n'avait commencé depuis 1883, au moins dans les régions principalement agricoles.

Il est dans les coutumes d'affermer aux paysans quelques hectares pour une saison. Le loyer, pour la terre susceptible de porter des céréales, varie de 3 à 25 roubles (8 à 68 fr.

Dans les régions dont la population est dense, où, par suite, les denrées sont d'un écoulement facile et où la terre est relativement rare, les loyers montent beaucoup plus que le prix de vente des terres. Là, par exemple, où l'hectare se vend de 75 à 100 roubles, le loyer varie de 10 à 15 roubles. Dans les régions où la terre se vend moins cher, le loyer est moindre certainement, mais ne décroît pas avec les moyennes que nous avons résumées. Ces moyennes, en effet, réunissent les hectares, bons ou mauvais, arables ou non. Or ce sont seulement les terres arables qui sont affermées, et leur loyer correspond à l'intérêt non pas seulement de la pièce de terre louée, mais de celle, voisine, qui ne peut l'être, et qui a aussi sa valeur vénale. C'est la même raison qui élève à 40 ou 50 roubles le loyer d'une terre qu'on loue pour y faire du lin. C'est par la même raison qu'une terre affermée pour plusieurs années exige un loyer beaucoup moindre, parce qu'en ce cas le contrat comprend, non seulement le champ préparé, mais aussi des jachères qui serviront de pâturage en attendant leur tour d'être ensemencées. En ce cas, d'ailleurs assez rare, le prix de ferme représente de 4 à 6 0/0 de la valeur du sol et varie de 50 copecks à 15 roubles (1 fr. 35 à 40 fr).

Nous avons vu, dans un autre chapitre, les diverses modalités du contrat de travail. La plus usitée est, sans nul donte, l'exécution à forfait d'un travail déterminé : par exemple, préparer un hectare de terre pour du blé d'hiver. Le travaillenr doit donner les deux ou trois façons nécessaires, semer et récolter. Son rôle s'arrête là, et il n'a à s'occuper ni du charroi ni du battage. C'est lui qui fournit les outils, les bêtes nécessaires au labour et qui pourvoit à son entretien. Le propriétaire surveille et paye, d'ordinaire, par fractions proportionnées à l'avancement du travail. Dans toute la région centrale du tchernozème, on ne cultive guère autrement et le prix est très modéré, de 4 à 8 roubles par hectare, infiniment meilleur marché

que si le travail est accompli par des ouvriers à la journée. La différence s'explique d'abord, comme nous l'avons dit, par ceci : que l'entrepreneur consacre à l'entreprise les journées que ne réclame pas son propre champ, qu'il y donne les journées qu'il passerait à ne rien faire, qu'il y emploie des outils qu'il possède et qui ne s'usent guère, un cheval ou des bœufs qui ne mangeraient pas beaucoup moins s'ils restaient à l'écurie. Puis viennent d'autres raisons moins bonnes : Le travail est moins bien fait et l'ouvrier est moins exigeant. Le propriétaire risque de perdre ses avances si le paysan est malade, paresseux ou infidèle, et il s'assure contre ce risque en payant moins cher.

Quelquefois l'entreprise ne comprend pas la série entière des travaux que demande une récolte, mais un de ces travaux, un labour, par exemple. Les ouvriers, en ce cas, sont engagés peu de temps à l'avance et payés dès qu'ils sont finis. Il existe encore des ouvriers à l'année, au mois, à la journée, les uns nourris, logés et payés, les autres payés seulement. C'est surtout dans les provinces Baltiques et Polonaises que se trouvent les ouvriers à l'année, comme c'est naturel, du moins pour les provinces Baltiques, puisque n'ayant pas de terres paysannes, les ouvriers n'ont pas à s'occuper de leur propre champ. Le salaire que l'on va voir ci-contre varie en fonction de l'âge, des forces, du sexe.

Comme loi générale, le salaire est élevé dans les régions à population clairsemée, et cette loi n'est contrariée que dans les districts industriels où les usines font concurrence à l'agriculture dans la demande de bras.

CIRCONSCRIPTION	PAR JOUR						PAR MOIS		PAR AN		Pour 6 ou 7 mois	
	Non nourris			Nourris								
	Hommes		Femmes	Hommes		Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
	Avec un cheval	Avec leurs bras		Avec un cheval	Avec leurs bras							
	cop.	cop.	cop.	cop.	cop.	cop.	r.	r.	r,	r.	r.	r.
Moyen-Volga	90	45	18	50	20	10	6 »	3,25	42	24	30	18
Sud	70	38	25	»	28	22	6,50	5,75	65	49	36	»
Centre agricole	90	»	22	»	»	»	6,50	3 »	60	45	»	»
Petite-Russie	90	40	35	60	25	20	»	» »	»	»	»	»
Provinces industrielles	110	55	40	70	40	30	7 »	2 »	80	24	»	»
Bas-Volga	135	70	35	65	33	18	9 »	5 »	72	60	40	»
Tauride	250	45	35	200	35	25	8 »	5 »	90	50	85	45
Sud-Ouest	100	28	22	70	24	16	5,50	4 »	60	30	40	32
Russie-Blanche	105	55	35	»	45	30	8 »	4,25	60	38	38	25
Provinces Baltiques	»	»	»	»	40	20	» »	» »	75	40	55	»
Région des Lacs	120	40	28	70	32	20	4,50	3 »	58	36	40	25
Oural	65	32	20	45	22	12	5 »	2 »	47	20	35	10
Nord	100	50	35	70	40	20	4 »	3 »	45	25	27	15

Avant de chercher à extraire de ce tableau les indications qu'il donne, autant sur les conditions économiques de l'exploitation que sur le *standard of life* qu'il dénote être celui des paysans, il faut le compléter par un autre montrant les prix de façon[1].

CIRCONSCRIPTION	LABOURAGE	HERSAGE	SEMAILLES	LES 3 OPÉRATIONS réunies
	r.	r.	r.	r.
Moyen-Volga	1 »	0,50	0,25	1,75
Sud	3,50	1,35	0,55	5 »
Centre agricole	2,50	1 à 2	» »	3 à 5
Petite-Russie	2,50	0,50	0,30	3 »
Provinces industrielles	5 »	2 »	1 »	8 »
Bas-Volga	3 »	2 »	0,10	4 »
Sud-Ouest	4 »	0,75	0,25	5 »
Russie-Blanche	1,40	0,80	0,65	» »
Région des Lacs	2,50	2 »	1,50	» »
Oural	2	1		3 »

Sauf en Tauride, on voit que les salaires journaliers ne dépassent jamais 55 copecks, pour les ouvriers qui ne sont pas en même temps de petits entrepreneurs de travail. Pour un salaire égal, au cours du change, nous ne trouverions certainement pas d'ouvriers, mais les choses nécessaires à la vie sont infiniment meilleur marché en Russie, et les besoins y sont

1. Ces deux tableaux, extraits du *Bulletin Russe de statistique financière*, ont été résumés par nous et présentent seulement la moyenne de chacune de régions considérées. Ils fournissent des chiffres relevés au 1er mai 1895. Il nous a paru inutile de les convertir en francs et en centimes. L'unité monétaire a un rôle qui lui est propre. Ce n'est pas 2 fr. 70 que reçoit le laboureur du Moyen-Volga, mais 1 rouble. Pour que la comparaison fût équitable entre les salaires russes et étrangers, il faudrait faire intervenir une infinité de facteurs et résoudre d'abord ce problème d'établir la valeur de l'argent en Russie.

beaucoup moindres. Un cafetan de peau de mouton couvre le paysan pendant de nombreux hivers. De son loyer, il ne s'occupe pas, puisqu'il possède une maison. Sa nourriture ne peut lui coûter bien cher avec les prix actuels des céréales, de la viande, et son peu d'exigence. Ses dépenses somptuaires, dirons-nous, sont bien réduites. Il n'a pas l'ambition de se promener avec des habits de drap neuf. Lorsqu'il enlève sa rustique fourrure, il porte la chemise de cotonnade, et les grandes fabriques donnent cet article pour quelques copecks l'archine.

On peut remarquer, dans le premier tableau, les ouvriers engagés pour une période donnée. C'est un usage assez général et très compréhensible, dans un pays où la neige empêche même jusqu'aux menus travaux d'hiver. Dans certaines régions, comme en Tauride, dans l'Oural, les travailleurs reçoivent presque autant que pour l'année entière. Le propriétaire y gagne encore de ne pas les nourrir pendant les cinq mois d'oisiveté. Au contraire, dans les provinces industrielles, l'écart est grand parce que ces cinq mois peuvent être utilisés à travailler dans les usines.

Les ouvriers à la journée sont la minorité, sauf, cependant, dans les provinces Baltiques ou dans de grandes propriétés dirigées par les méthodes progressives. Ils sont embauchés surtout aux époques de travail extraordinaire, la moisson et le battage. On leur alloue à ce moment un salaire relativement élevé, une nourriture plus abondante ou une indemnité représentative plus forte. Les moyennes que nous avons données s'en ressentent.

Il est très malaisé de calculer le rendement moyen des terres non affermées, à défaut d'une comptabilité minutieuse et très rare. Dans les grandes exploitations, il existe souvent une industrie, ne fût-ce que celle des fromages, et le départ

est difficile entre les profits dus au sol et ceux apportés par le commerce. En 1888, le Département l'essaya et adressa un Questionnaire portant sur deux points : la récolte moyenne des céréales et leur prix moyen depuis dix ans. On devait ainsi obtenir le rendement. De plus, on calculait les dépenses, mais de façon assez inexacte.

Par exemple, on ne tenait compte que du prix de transport de l'engrais qui, cependant, est quelquefois acheté. Dans les recettes, on ne faisait entrer ni la paille, ni le produit que donnent les jachères en tant que pâturages. Enfin, les réponses furent moins nombreuses qu'il n'eût fallu. Tout cela ne permet pas d'attribuer une exactitude rigoureuse aux chiffres suivants, mais ces erreurs se corrigeant en partie mutuellement, ils sont peut-être assez près de la vérité.

		SEIGLE	BLÉ	LOYER FONCIER S	LOYER FONCIER B
Nouvelle-Russie	Dépenses	25,16	32,18	5,83	6,81
	Profit	9,93	29,81		
Sud-Ouest	Dépenses	30 »	45,45	8,77	8,93
	Profit	14,78	27,73		
Petite-Russie	Dépenses	30,75	43,41	8,91	9,75
	Profit	7,25	34,04		
Région agricole centrale	Dépenses	22,41	37,19	11,84	13,69
	Profit	12,29	38,08		
Volga central	Dépenses	22,12	» »	9,36	
	Profit	4.38	» »		
Russie-Blanche	Dépenses	30,78	38,41	6,40	7,37
	Profit	8,72	22,45		
Lithuanie	Dépenses	30,80	38,27	6,70	6,80
	Profit	3,90	22,78		
Baltique	Dépenses	47,14	59,70	11,60	12,60
	Profit	14,93	23,10		
Vistule	Dépenses	43,15	59,80	9,25	10,40
	Profit	5,03	25,70		
Oural	Dépenses	35,25	» »	3,30	
	Profit	2 »	» »		

C'est moins pour apprécier le revenu du propriétaire foncier

que pour comparer la productivité des diverses régions que cette table peut nous être utile, et cela par son origine même. Les propriétaires qui ont répondu au Questionnaire étaient des agronomes. Ils ont donné les chiffres de leurs propres exploitations, naturellement, et, autant par la méthode qui les dirige que par leur importance, elles fournissent des résultats très supérieurs à la moyenne. De plus, il n'est pas tenu compte de certaines dépenses irrégulières, mais forcées. Enfin, il faut compter sur la tendance qu'a chaque agriculteur à ne pas déprécier sa gestion. Même en précisant que ces chiffres ne s'appliquent pas à chaque hectare d'un bien, mais à un hectare mis en céréales cette année-là, ils sont exagérés et le Département lui-même, par la plume de M. Semenoff, montre qu'en tchernozème, une récolte absolument exceptionnelle de 19 quintaux métriques à l'hectare (soit plus de 23 hectolitres), si le blé est, comme cette année, à 50 cop. les 16 kilos, ou 2 r. 50 l'hectolitre[1], laisse le cultivateur en perte de 10 roubles par hectare. La double condition pour atteindre le maximum de revenu, c'est une récolte moyenne et un prix moyen, soit 9 ou 10 hectolitres à l'hectare, se vendant de 30 à 90 copecks les 16 kilos, soit 4 r. 25 l'hectolitre. La main-d'œuvre ne monte pas à un taux exagéré et on arrive au meilleur revenu constaté, soit 20 roubles. Nous avons vu, l'an dernier, nos viticulteurs souhaiter une mauvaise récolte, appréhender la ruine si leur récolte 1894 réussissait parfaitement. Les agriculteurs du tchernozème offrent le même spectacle, et le pire désastre serait une récolte trop belle qui les obligerait à dépenser des sommes considérables pour un travail qu'on leur ferait payer très cher et qui leur donnerait du grain qu'ils ne vendraient peut-être pas du tout. M. Semenoff a calculé qu'une très mauvaise année, de 2 hectolitres à l'hectare n'amènerait qu'une perte

1. Naturellement pris sur place.

de 4 roubles 87, au lieu de 10 que coûterait une année excellente.

Le résumé de cet exposé, c'est la constatation de l'irrégularité du rendement, l'incertitude où sont les propriétaires des revenus fonciers. C'est un léger mal pour ceux dont les revenus dépassent de beaucoup tous les besoins, même ceux qui n'en sont pas. C'est un danger primordial pour la classe nombreuse des propriétaires simplement aisés. De là, l'impossibilité de l'épargne, la nécessité de la dette et, fatalement, la ruine.

Aussi les Russes, comme la Russie même, ont compris et montré qu'à une certaine époque de l'évolution nationale, l'agriculture ne suffit ni aux charges de l'État ni aux besoins des particuliers. Pour que la richesse tirée de la terre russe puisse soutenir le développement de la civilisation et du bien-être en Russie, il faut qu'entre elle et la consommation s'interpose tout un organisme industriel et commercial qui la multipliera en la transformant. Cet immense essor vers l'industrie, qui surprend ceux-là même qui s'en félicitent le plus, est né moins de l'expansion des initiatives que de l'accroissement des besoins.

CRÉDIT RURAL

I

D'une agriculture extrêmement développée et d'une absence presque complète de capitaux mobiliers chez l'agriculteur, devait forcément naître le crédit rural[1]. Son importance est grande partout, mais pour mesurer combien elle l'est davantage en Russie, il suffit de comparer le développement relatif qu'ont là et ailleurs le commerce, l'industrie d'un côté, et l'agriculture de l'autre. Le problème qu'il soulève est le plus considérable de tous ceux qui se posent à l'heure présente. Sans envisager les questions politiques, transitoires par essence, quel est le problème économique dont la solution puisse affecter aussi profondément la vitalité, l'existence d'une nation que celui dans lequel est engagé le mode d'appropriation du sol? Il se pose impérieusement à l'heure présente et doit être promptement résolu. L'instant où un choix sera fait entre les diverses méthodes qui se présentent sera aussi solennel que celui où les serfs furent émancipés. Comme après l'acte inoubliable de 1861, un pas décisif aura été fait et tout retour en arrière sera impossible. Afin d'exposer dans toute sa complexité non seulement le problème, mais aussi les diverses solutions qu'on lui propose, nous devons d'abord brièvement en résumer l'historique[2].

Les deux premiers établissements de prêts fonciers furent

1. Nous disons « Crédit rural » pour éviter la confusion avec le crédit foncier qui consent des prêts sur les propriétés urbaines.

2. Nous en empruntons les détails à MM. Brzhowsky et Goloubeff.

institués par l'impératrice Élisabeth, en 1754. Deux banques, l'une à Moscou, l'autre à Pétersbourg, étaient autorisées à prêter à court terme et à 6 0/0 sur les biens ruraux ou des villages. Le service des intérêts se fit mal. En 1761, on allongea les termes, passé lesquels les biens non libérés étaient mis sous le séquestre du Gouvernement.

En 1786, S. M. l'impératrice Catherine transforma la maison de Pétersbourg en « Banque impériale de Prêts ». Dans l'exposé des motifs, la grande souveraine montre des préoccupations en parfait accord avec sa personnalité, et surtout avec son temps. Elle veut remédier au taux trop élevé des prêts, protéger l'agriculture, « afin que les propriétaires fonciers puissent améliorer leurs biens et *instituer des revenus stables pour leurs descendants* ».

La Banque impériale de Prêts avançait aux nobles 40 roubles par âme recensée, à 8 0/0, 5 pour l'intérêt, 3 pour l'amortissement en 20 ans. En cas de non-payement, on établissait un séquestre. En même temps, les Caisses d'épargne et les Bureaux de bienfaisance, aussi créés par l'impératrice Catherine II, étaient autorisés à faire des prêts identiques, et en 1859, ils avaient avancé 92 0/0 de la dette foncière, la Banque 8 seulement.

Sous Alexandre Ier, les provinces veulent imiter cet exemple. En 1802, la noblesse d'Esthonie a la permission de fonder une Banque foncière à laquelle le Trésor avance 500.000 roubles et ouvre un crédit de 2.000.000 sous la garantie de tous les biens nobles de la province, pour être employés en prêts ruraux. De même la Livonie et plus tard les gouvernements de la Vistule.

La noblesse de Nijni-Novgorod obtint la création, en 1841, d'une banque destinée à l'aider et qui prit le nom de Banque Alexandroffsky. Le capital provint d'une souscription des nobles, d'une taxe mise sur eux, pour 12 ans, à raison de

15 cop. par tête de serf possédé, et d'autres ressources diverses. La Banque devait prêter aux propriétaires nobles un maximum de 60 roubles par serf, pour une période ou de 26 ou de 37 ans. Elle prélevait 4 0/0 d'intérêt, 2 ou 1 1/2 0/0 d'amortissement et, à la conclusion de l'emprunt, 1 0/0 de commission.

Son caractère changea peu à peu. En 1868, elle est autorisée à prêter non pas même seulement sur les biens de ville, mais sur tout papier portant intérêt, à recevoir des dépôts, etc. Elle alloue alors un taux élevé; les dépôts affluent et les prêts se développent. Il arrive ce qui devait arriver. Les dépôts étant remboursables à vue ou à courte échéance, les prêts étant consentis à long terme, à la première panique la Banque devait fermer ses guichets. Elle y aurait été contrainte en 1891, si l'État n'avait désintéressé les déposants en se réservant de lui donner de nouvelles règles.

Déjà, auparavant, surtout après la guerre de Crimée, tous les établissements de prêts fonciers avaient couru un pareil danger, issu du même défaut de concordance entre les obligations reçues et celles assumées. En 1859, une Commission fut chargée d'étudier un plan d'organisation de banques provinciales qui remplaçassent la Banque impériale de Prêts et les Caisses d'épargne. On était alors à la veille de l'émancipation. Il ne suffisait pas, dans ce temps déjà éloigné de nous, qu'une méthode fût pratiquée à l'étranger pour qu'elle fût jugée impraticable en Russie. Le libéralisme économique l'emportait à cette époque sur le socialisme d'État et était de mode partout. La Commission préconisa donc l'appel à l'initiative privée, dût-on l'encourager. Entre les deux systèmes, celui d'une Compagnie par actions prêtant à ses risques et à son bénéfice, et celui de la mutualité, elle choisit le dernier. En 1864, le Gouvernement sanctionna les statuts de la Banque du gouvernement de Kherson, plus tard ceux de la Cie Mutuelle de Prêts. Ces statuts qui ont subsisté, peuvent se résumer ainsi :

La Compagnie est fondée sur le principe de la mutualité. Ses garanties proviennent : A) d'un fonds de réserve dérivant des bénéfices ; B) d'un capital formé par un dépôt de chaque emprunteur, égal à 5 0/0 du prêt consenti ; C) de la garantie solidaire de tous les emprunteurs ; D) d'un subside de 500.000 roubles du Gouvernement que la Compagnie doit essayer d'accroître en y adjoignant 4 0/0 de ses bénéfices annuels.

La Compagnie délivre des obligations foncières 5 0/0.

Les prêts à long terme ne peuvent dépasser 50 0/0 de la valeur estimée. Ils sont faits pour 56 ans et donnent lieu à une perception semestrielle de 2 1/2 0/0 d'intérêt, 5/16 0/0 d'amortissement et de, au plus, 1/2 0/0 de commission, soit 6,62 0/0.

Les bénéfices nets, après 10 0/0 de réserve, sont au profit de tous les emprunteurs, au prorata de leur emprunt.

Imitées dans d'autres gouvernements, ces institutions fondées sur le principe de la mutualité, n'ont pas donné tous les résultats qu'on attendait d'elles. Leurs ressources n'ont pas été constamment proportionnées aux demandes de crédit. Après 1870, on en est revenu aux Sociétés par actions. On a autorisé celles de Kharkoff, de Toula, de Poltawa et, en 1862, décidé qu'en dehors des banques mutuelles, deux banques de prêts seraient seulement permises dans chaque gouvernement. Il s'en créa à Kieff, à Nijni-Novgorod, Jaroslaff, Wilna, en Bessarabie, sur le Don et à Samara, plus tard, à Tiflis et à Koutaïs.

Les banques par actions prêtent ou à court ou à long terme, 60 0/0 au plus de la valeur des biens. Les prêts à court terme se font en numéraire, les autres, dont l'échéance va jusqu'à 61 ans, en obligations hypothécaires. La garantie des prêteurs est dans le capital des Sociétés, augmentant celle qu'offrent les biens engagés. Le profit des actionnaires provient de 1 0/0 que la Société retient.

Les obligations hypothécaires[1] furent d'abord émises à 6 0/0, mais les emprunteurs ne les négociaient qu'à 15 et 20 0/0 de perte. Plus tard, lorsque le loyer de l'argent eût diminué, les banques en profitèrent les premières et réduisirent à 5 l'intérêt des obligations, accaparant pour elles le bénéfice résultant des circonstances.

Les nombreux prêts consentis par les nombreuses banques foncières ne pouvaient pas avoir pour effet de créer un capital. Tout au plus, engendraient-ils une circulation, fort imparfaite d'ailleurs. Pour avoir vraiment le capital, on devait aller le prendre là où il était, c'est-à-dire à l'étranger. Seulement, en dehors de la Russie, les obligations hypothécaires rencontraient peu de faveur. Les capitalistes occidentaux n'étaient pas accoutumés à ce nouveau titre, voyaient difficilement le moyen de se garantir et attendaient que l'expérience eût prouvé sa solidité. D'un autre côté, ils étaient naturellement libellés en roubles-crédit, et cette unité monétaire avait un cours extrêmement mobile. On voulut remédier à cette difficulté par l'institution de la Banque centrale de Crédit foncier. Elle avait pour objet d'acheter les obligations hypothécaires des banques de province avec les fonds provenant de l'émission de ses propres obligations libellées en monnaie métallique. Elle assumait, en un mot, le risque que ne voulaient pas courir les banquiers étrangers, et elle en fut la prompte victime. Elle ne put soutenir les sautes du change, l'intérêt perçu sur les obligations papier ne suffit pas à payer celui dû sur les obligations or, et cinq ans après sa fondation, en 1878, elle cessa d'émettre des titres hypothécaires. A cette date, elle en avait en circulation 38 millions de roubles.

1. Le terme est impropre, le régime hypothécaire n'existant pas dans la plus grande partie de la Russie, mais tous les autres mots s'écarteraient encore plus de la vérité. Celui-ci exprime, tant bien que mal, la nature des titres déléguant au porteur le privilège, tel quel, de l'émetteur.

Cette variabilité du change écrasa, de même, la Compagnie Mutuelle de Prêts, qui suspendit ses opérations, précisément au moment où la baisse rapide des céréales mettait les propriétaires dans une situation désespérée. Leurs revenus baissaient de beaucoup plus de moitié[1], et ils devaient continuer à payer les intérêts et l'amortissement de leurs dettes. C'est à ce moment que se produisit le mouvement de la classe marchande vers la propriété foncière, et c'est en grande partie pour l'enrayer qu'en 1885 fut fondée la Banque Foncière impériale pour la Noblesse. Cette distinction est un symptôme. Que les impératrices Élisabeth Petrowna et Catherine II, que l'empereur Alexandre Ier aient destiné exclusivement aux gentilshommes les banques fondées sous leur règne, cela allait de soi, non pas étant donné l'époque, mais vu la loi qui permettait aux seuls nobles de posséder des terres à serfs, le prêt étant basé sur le nombre de têtes. Mais depuis 1861, il n'y avait eu d'institutions financières exclusivement destinées à la noblesse que celles fondées par elle-même, à ses risques et périls. L'État revenait donc à un concept qu'on avait pu croire démodé et qui allait reprendre toute sa vigueur.

Les prêts étaient faits aux nobles seuls, pour une durée de 11 à 66 ans 1/2 jusqu'à 60 0/0 de la valeur du gage, celui-ci ne pouvant valoir moins de 1.000 roubles. Ils étaient faits en obligations, mais celles-ci devaient être réalisées par la Banque sur requête de l'emprunteur. Ces obligations sont garanties par l'État, en dehors de la garantie du gage. L'emprunteur doit payer tous les six mois : 2 1/2 0/0 d'intérêt, plus une annuité pour l'amortissement, de 1/2 0/0 l'an pour les prêts à 48 ans, de 1 0/0 l'an pour ceux à 36 ans et, enfin, par

1. Étant donné les frais de culture donnés page 322, il suffit d'une baisse de 20 0/0 sur le prix de vente des grains pour diminuer le revenu net de plus de moitié.

trimestre, 1/8 pour la Banque. Ce taux a été réduit à 4 0/0 l'an d'intérêts, au lieu de 5.

Déjà, existait la Banque Foncière pour les paysans. Son but est de permettre à ceux-ci l'achat des terres que les propriétaires doivent vendre. Pour ce faire, le prix d'achat est payé au vendeur par la Banque qui se rembourse par une annuité à long terme que lui sert l'acheteur. Afin de constituer par ce moyen une classe de paysans propriétaires plus nombreuse qu'aujourd'hui, mais d'éviter que ces paysans n'entreprennent une exploitation au-dessus de leurs forces, ces prêts sont limités à 125 roubles pour tout paysan membre d'un Mir et à 150 pour le paysan déjà propriétaire. Le mécanisme de cette Banque est pareil aux autres. Elle emprunte, à 5 0/0 d'abord, à 4 aujourd'hui, prête au même taux, plus l'amortissement et la commission.

Voilà l'histoire du crédit foncier en Russie et voici son état présent :

La Banque Centrale du Crédit foncier a été liquidée en 1894. La différence des intérêts perçus et de ceux payés lui avait coûté 11.000.000 de roubles sur un capital de 15.000.000, à peu près 70 0/0, et elle aurait dû sombrer, sans l'intervention plusieurs fois répétée du Gouvernement, qui s'est traduite par le don gracieux de 3.400.000 roubles. Malgré cela, la totalité de l'actif, même en y comprenant immédiatement les indisponibilités, sans rien prélever pour non-valeurs, était insuffisante pour remplir les engagements. Le Gouvernement, considérant qu'une grande partie des obligataires étaient étrangers, leur offrit l'échange des obligations 5 0/0 dont ils étaient porteurs contre des titres d'État 3 0/0, se chargeant en revanche de tout l'actif. Une sorte de consultation, de *referendum*, eut lieu, car le Ministre des finances mit à cette offre la condition formelle que, si elle n'était pas acceptée

par la généralité des porteurs, elle serait non avenue. Elle le fut d'autant plus volontiers qu'on tint compte du cours des obligations de la Banque et qu'on échangea 5 0/0 sur 100 roubles contre 3 0/0 sur 111 roubles, ce qui diminuait un sacrifice largement compensé par la sécurité reçue.

Il existe donc dix banques foncières par actions, qui portent le nom des gouvernements qu'elles desservent : 1° Kharkow, 2° Poltawa, 3° Saint-Pétersbourg-Toula, 4° Moscou, 5° Bessarabie, 6° Nijni-Novgorod, 7° Kieff, 8° Wilna, 9° Jaroslaff, 10° Le Don, avec un capital moyen de 3,500,000 roubles, le plus considérable étant celui de Moscou, 7,000,000 et le moins élevé celui de Jaroslaff, 1,000,000. Leur dividende des 5 dernières années est, précisément de 15 0/0 et le cours de leurs actions est au prix d'émission comme 250 est à 100.

Ce sont elles et la Banque de la Noblesse qui sont créancières de l'énorme dette hypothécaire, avec les banques mutuelles de Kherson, de Tiflis et Koutaïs.

Afin de ne pas répéter deux fois les mêmes chiffres, nous donnons ci-dessous, avec ceux de 1895, ceux de 1887, qui sont indispensables à une confrontation nécessaire[1].

1. Ces chiffres proviennent du *Bulletin de statistique russe*.

	PRÊTS RURAUX AU 1er JANVIER		DIFFÉRENCE en + ou — de 87 à 95
	1887	1895	
INSTITUTIONS GOUVERNEMENTALES			
Banque de la Noblesse	68.783.300	351.017.267	+ 282.233.967
Section spéciale de ladite Banque (anciennement Crédit Foncier Mutuel)	140.034.064	116.938.486	— 23.095.578
Banque des Paysans	34.378.040	63.016.796	+ 28.638.756
TOTAL R. cr.	243.195.404	530.972.549	+ 287.777.145
ASSOCIATIONS MUTUELLES			
Banque de Kherson	66.916.457	109.842.946	+ 42.926.499
— la Noblesse de Tiflis	2.104.400	2.949.260	+ 841.860
— la Noblesse de Koutaïs	1.004.300	1.606.153	+ 601.853
TOTAL	70.025.147	114.395.359	+ 44.370.612
BANQUES PAR ACTIONS			
Banque de Kharkoff	38.680.295	56.953.475	+ 18.272.550
— Poltawa	21.008.850	45.050.800	+ 24.041.950
— Pétersbourg-Toula	15.997.800	26.974.728	+ 10.976.928
— Moscou	65.801.574	54.143.700	— 11.657.874
— Bessarabie	19.986.313	34.684.273	+ 14.697.960
— Nijni-Novgorod	25.824.402	25.300.388	— 524.014
— Kieff	35.293.552	44.716.811	+ 9.423.592
— Wilna	29.215.906	64.597.356	+ 35.381.450
— Jaroslaff	2.119.659	1.445.426	— 674.233
— du Don	6.752.000	27.015.000	+ 20.263.000
TOTAL	260.680.981	380.882.057	+ 120.200.976
ENSEMBLE R. cr.	573.901.532	1.02[illegible].249.965	+ 452.348.333

Il faut noter d'abord que toute la dette hypothécaire rurale avait été éteinte en 1861 et, de plus, ne pas se borner à constater l'accroissement de cette dette en huit ans. C'est surtout la répartition de cet accroissement qui importe. La dette envers l'État a augmenté de 288 millions à peu près, soit 118 0/0. Celle envers les Sociétés mutuelles ou par actions, de 164 millions ou de 50 0/0. Le taux d'accroissement des banques privées serait moins élevé encore et tomberait à 46 0/0, en faisant abstraction des Sociétés mutuelles dont les nobles des gouvernements où elles sont situées peuvent difficilement se détacher. Cette différence ne peut pas ne pas augmenter. Le Gouvernement tendra de plus en plus à devenir le seul prêteur foncier. En dehors même des raisons de psychologie nationale qui rendent cela inévitable, n'y a-t-il pas la facilité avec laquelle il se procure de l'argent à bien meilleur compte que les banques foncières ? Celles-ci, sur 504 millions d'obligations en circulation au 1er janvier, payent 5 0/0 sur 503 millions, 4 1/2 0/0 sur 1 million. Sur une circulation de 260 millions de roubles, l'État paye 4 1/2 sur 258 millions et 5 sur 2 millions seulement. La dette rurale, dans un délai relativement bref, deviendra évidemment la dette des sujets envers l'État, et envers l'État seul. Les proportions ci-dessus ne le prouvent-elles pas, si l'on réfléchit que c'est seulement depuis 1885 qu'il a commencé à prêter ; que, dans dix ans, il a donc prêté 424 millions (la Société de Crédit mutuel est plus ancienne), alors que les établissements par actions ont mis vingt-cinq ans pour placer 380 millions ?

Quelles seront les conséquences de l'endettement du sol ? Voyons d'abord à quel point il est poussé.

Les institutions gouvernementales avaient prêté :

	Roubles
En 1889, sur 19.270 propriétés de 13.596.973 hectares	407.000.000
En 1894, sur 31.109 propriétés de 17.824.688 hectares	556.000.000

Les Banques mutuelles avaient prêté :

	Roubles
En 1889, sur 3.368 propriétés de 3.192.241 hectares	63.000.000
En 1894, sur 3.805 propriétés de 3.266.657 hectares	86.000.000

Les Banques par actions avaient prêté :

	Roubles
En 1889, sur 18.803 propriétés de 13.486.418 hectares	286.000.000
En 1894, sur 28.042 propriétés de 21.091.345 hectares	367.000.000

Enfin si l'on rapproche la dette hypothécaire du 1er janvier 1894 avec celle existant au 1er janvier 1859, la comparaison est plus instructive encore.

	NOMBRE de serfs mâles	AMES mâles engagées	PROPORTION de a à b	DETTE au 1er janv. 1859 en 1000 r.	TOTAL des terres particres	SURFACE hypothéquée	RAPPORT de e à f	DETTE au 1er janv. 1894	DIFFÉRENCE entre 94 et 59 en plus	DIFFÉRENCE entre 94 et 59 en moins
	a	b	c	d	e	f	g	h	j	k
					1000 h.	1000 h.		1000 r.	1000 r.	1000 r.
Région du Nord	837.207	605.908	67.5	31.816	17.338	3.645	21.0	25.927		5.890
— industrielle du Centre	1.904.426	1.271.749	66,8	76.076	10.174	1.891	18.6	32.144		43.931
— agricole du Centre	3.075.613	2.319.016	75.4	143.900	14.197	6.289	44.3	265.021	121.122	
— du Volga	856.228	623.720	72.8	39.337	12.089	5.584	46.2	105.501	66.163	
Russie-Blanche	1.365.219	780.597	57.2	46.086	12.741	6.366	50.0	97.527	51.440	
Petite-Russie Sud-Ouest	2.273.733	1.336.322	58.8	79.149	11.713	6.009	51.3	243.697	164.547	
Midi	464.257	165.457	35.6	8.773	14.968	7.334	49.0	210.654	201.881	
Caucase et Transcaucase	8.219	4.415	53.7	333	4,764	1.119	23.5	14.066	13.733	
	10.844.902	7.107.184	65.5	425.473	97.988	38.240	39.0	994.540	569.067	

La dette hypothécaire rurale a donc atteint, en 35 ans, un chiffre supérieur de 570 millions de roubles, ou 1.550.000.000 de fr., à celui auquel l'avait portée près d'un siècle, et d'un siècle pendant lequel la Russie a su faire le progrès qui sépare le règne d'Élisabeth Petrowna de celui de S. M. Alexandre II.

Deux régions seulement ont vu leur dette hypothécaire diminuée, la région du Nord, parce qu'elle obtenait plus aisément crédit sur des serfs acceptés en gage pour 60 roubles que sur des terres dont la valeur vénale est au moins douteuse ; la région centrale industrielle, parce qu'elle n'attend pas sa prospérité de l'agriculture seulement et qu'elle a d'autres moyens de se procurer des capitaux que l'emprunt hypothécaire.

Donc, au 1er janvier 1894, il était dû un milliard, en chiffres ronds. Si l'on suppose cette énorme somme productive seulement d'intérêt à 4 1/2, plus 1/2 d'amortissement, 1/4 pour la Banque, c'est une annuité de 52 millions de roubles à répartir sur 38 millions d'hectares, soit 1 rouble 40, ce qui serait peu si, dans l'affectation hypothécaire, n'étaient comprises toutes les terres, bonnes ou non. Du reste, à peu d'exceptions près, les terres engagées le sont pour toute la somme qu'a voulu prêter la Banque. Ce n'est pas une conjecture, mais une observation facile à démontrer, en suivant les augmentations que la Banque de la Noblesse a consenties sur les prêts faits par l'ancienne Banque de Crédit mutuel ou les Banques locales[1]. L'enquête officielle nous dit qu'elles rappor-

1. Et cette preuve est confirmée par un autre calcul. La surface hypothéquée est de 40 0/0 des terrains particuliers. En supposant que la valeur des biens engagés n'est que le double de la somme des prêts, on met la valeur des domaines particuliers à 5 milliards de roubles, soit 20 milliards de roubles pour la valeur des biens exclusivement ruraux de la Russie d'Europe, laissant de côté aussi bien la Finlande et la Pologne que toutes les entreprises industrielles. 20 milliards de roubles, cela fait 57 milliards de francs, et encore est-il permis de croire, à priori, que les terres hyhothéquées ne sont pas celles dont la valeur est le plus considérable.

tent de 4 à 6 0/0. Les revenus nets ont baissé de telle sorte que les annuités peuvent être payées seulement en augmentant la dette, ou en en prélevant le montant sur d'autres ressources. Il n'est pas sans intérêt de constater que l'impôt foncier a son importance. On peut l'évaluer à 40 cop. par hectare, en moyenne naturellement, ce qui porte la moyenne payée par les terres des nobles à 250 roubles. Le moment est donc possible à prévoir où le prêteur foncier devra s'emparer du gage, devenir le grand propriétaire de Russie, et on peut chercher à se figurer[1] ce que sera alors la vie rurale en Russie.

II

Cet état de choses, ou mieux l'imminence de cet état de choses n'est pas spéciale à la Russie. On le retrouve dans tous les pays où le crédit foncier a été établi sur une large échelle, surtout dans ceux où il a été transformé en une institution d'État. Un député français, mort il y a peu d'années, s'était fait l'apôtre de tout un système, tendant à remettre à chaque propriétaire des cédules pour une valeur totale égale à celle qu'une Commission spéciale aurait reconnue à son bien. Ces cédules, il en pouvait disposer à son gré. C'était ce que le député appelait « mobiliser le sol ». Le projet ne vint pas, croyons-nous, devant le Parlement, mais n'en reçut pas moins les plus vives attaques. On y vit la quasi-destruction de la propriété, en tous cas l'anéantissement radical de sa stabilité. Les économistes ne manquèrent pas de rappeler que ces cédules n'avaient d'autre raison d'être que de jouer le rôle de monnaie, et que toute monnaie circulant sans propor-

1. « To realize, » dirait un Anglais.

tion avec les besoins se déprécie, et que le besoin d'argent d'un propriétaire ne prouve pas que le pays ait besoin de monnaie.

Une école qui a pris le nom nouveau de *collectiviste*, pour dissimuler, probablement, le communisme absolu auquel elle aboutit fatalement, préconise la nationalisation du sol. Elle fait des progrès, hélas! mais, enfin, non sans avoir à lutter contre les efforts de nous tous, petits ou grands, qui jugeons pernicieuse au plus haut degré pour la société cette fille du socialisme. Mais ce que tout le monde blâmait dans le projet de ce député, dont nous déplorons de ne pas retrouver le nom dans notre mémoire, ce que nous combattons de toutes nos forces dans le collectivisme, nous le trouvons tout naturel dans le crédit foncier, qui ne peut pas produire le même résultat que ce système ou cette doctrine.

La théorie des fondateurs du crédit foncier est connue. Tel débiteur a emprunté à 7 0/0. Nous lui prêtons la même somme à 5, à 6, avec l'amortissement. Il payera plus facilement 6 que 7 et, au bout de *n* années, sera complètement libéré. Nous songeons involontairement à un fait que nous pouvons invoquer, puisque aussi bien il s'agit de prêts sur gages. Vers 1876, une Société de bienfaisance, présidée par M[me] la duchesse de Magenta, consacra une forte somme aux dégagements de matelas mis par les pauvres gens au Mont-de-piété. Prévenus par les affiches, ces malheureux arrivèrent en foule, mais la distribution des matelas n'avait pas commencé depuis un quart d'heure qu'on signala au directeur, André Cochut, un phénomène singulier : les matelas sortis par une porte, celle des dégagements, rentraient par celle des engagements. On avait oublié que ces gens avaient plus besoin d'argent que de matelas, puisqu'ils avaient librement renoncé à ceux-ci pour avoir celui-là et que rien ne donnait à croire que cette relation des besoins se fût modifiée. — De même,

Wolowsky a oublié que ce dont l'emprunteur a besoin, ce n'est pas de ne rien devoir sur sa terre, c'est l'argent, que, dès que le jeu de l'amortissement a laissé une marge pour un emprunt nouveau, il en profite et emprunte encore. Certes, le besoin d'argent peut cesser. En ce cas, il aurait bien su se libérer sans l'amortissement.

Évidemment, l'influence du crédit foncier peut être plus ou moins utile, plus ou moins nocive suivant le pays où elle s'exerce. En Russie, par exemple, il a beaucoup moins qu'en France ce danger de permettre l'acquisition de terres sans moyens suffisants et de placer l'exploitation à son début entre une recette de 3, 3 1/2 0/0 et une annuité à payer de 4 3/4 ou 5. Ce n'est pas un travers russe que la manie de la terre et, en ce qui concerne les paysans, la loi qui les concerne a très sagement restreint l'importance des prêts qu'elle permet, en même temps qu'elle a, très judicieusement, autorisé que ces prêts égalassent le montant intégral de la parcelle acquise. Un vice primordial de l'institution, ici comme là, comme dans tous les pays où elle existe, c'est de constituer une classe immense de propriétaires fictifs, de confier la direction de la culture à celui qui est devenu moins intéressé que ses créanciers ; surtout de faire affluer vers le prêt foncier des capitaux immenses, attirés par une sécurité qu'on exagère, dont une partie est toujours dissipée en dépenses personnelles, dont l'autre commandite l'entreprise agricole, aléatoire par essence et qui, réussît-elle, produit infiniment moins que ne l'aurait fait l'industrie que le manque de ces capitaux fait languir. Là n'est pas la question.

Ce qui nous occupe, c'est l'avenir réservé à l'institution : Revenons-y. La prévision très sincère de Wolowsky a toujours été démentie par les faits. Le plus grand, c'est évidemment la grande liquidation de 1861, aussitôt suivie d'une résurrection de l'endettement du sol, croissant jusqu'à ce

chiffre de 1 milliard de roubles. Un autre, moins large, aussi concluant, c'est celui de la Banque de la Noblesse, créée précisément pour amoindrir la dette des nobles vis-à-vis des banques foncières par actions. Dans les six premières années de son existence, elle a payé à ces banques, pour le compte de leurs débiteurs qui devenaient les siens, 211 millions de roubles. Sait-on de combien ce remboursement a allégé la dette des nobles vis-à-vis des banques? On pourrait croire que des circonstances quelconques ont empêché que la diminution de cette dette correspondît exactement à ces 211 miilions, mais ce qu'on ne supposerait jamais, c'est la vérité. Cette dette, loin d'être diminuée, s'est augmentée de 47 millions[1]. La création de la Banque de la Noblesse avait purement et simplement mis celle-ci à même de s'endetter de 47,000,000 de roubles de plus.

Si l'on prend les conditions de la Banque de la Noblesse et celles des banques foncières locales, que trouve-t-on? L'annuité qu'exige la première pour 211 + 47 millions est à peu près pareille à celle qu'exigeaient les banques pour 211 millions. Aussitôt que vous rendez aux propriétaires une fraction de leur gage, ils le donnent en nantissement, comme les malheureux dont nous parlions rapportaient leurs matelas. L'hypothèque est une maladie que l'on peut éviter, mais qu'on ne peut guérir.

Si, à l'heure actuelle, nous admettons que la dette hypothécaire exige une annuité proportionnée, en somme, avec les produits du sol, même en acceptant cette hypothèse optimiste, nous voyons par ce qui précède que cette annuité ne diminuera pas; d'un autre côté, que les cas fortuits qui ne peuvent manquer, si on envisage une période assez longue, la ren-

1. Statistique du Crédit foncier, par A. Goloubeff, délégué du Ministère des finances.

dront écrasante ou impossible à payer; de plus, que la marche naturelle des choses[1] accroîtra le montant de la dette, que des intérêts à payer viendront s'ajouter aux annuités, et, enfin, qu'en supposant que tout procède sans secousses, en admettant, répétons-le, que le fardeau actuel ne soit pas trop lourd pour les épaules qui le supportent, la liquidation se fera.

III

Comment se fera-t-elle? Laissons de côté toutes les théories possibles. Essayons de prévoir la chose comme la verra un contemporain, sans y chercher des sujets de déclamation. Nous sommes sûrs, avant tout, qu'elle se fera d'une façon très différente en France et en Russie.

En France, c'est une institution moitié officielle, moitié privée, à laquelle reviendrait[2] une énorme quantité de domaines. Ce serait l'exacerbation de notre organisation actuelle, mi-partie d'individualisme et d'étatisme. Les propriétés rurales deviendraient, quant à leur possession et à leur administration, très analogues à ce que sont nos Compagnies de chemins de fer. Les actions en appartiennent sans conteste à des particuliers, mais, dans leur gestion, l'État intervient de cent façons qu'il est inutile de rappeler. Le changement serait beaucoup plus social qu'économique, quoique à la vérité les deux choses soient solidaires et que la subversion sociale doive inévitablement produire des conséquences économiques.

1. Donations, constitutions de rentes, partages, créances consenties.

2. C'est du crédit foncier que nous parlons, et non pas du Crédit Foncier de la rue des Capucines. Nous savons que la direction a toujours fait tout ce qui est en elle pour prêter surtout aux propriétaires urbains et aux communes. Le soin qu'elle y met pourrait nous laisser nous flatter d'être du même avis qu'elle.

En Russie, il en irait tout différemment. L'État deviendrait propriétaire des domaines sur lesquels il a avancé des sommes assez considérables pour que l'annuité ne puisse être payée par les détenteurs actuels. Certes, si jamais une origine de propriété fut pure, c'est bien celle-là. Elle n'est pas une expropriation, puisque ce prêt a été librement sollicité. L'indemnité est, par hypothèse, supérieure à la valeur vraie actuelle. Quant à la diminution du rendement, d'où provient celle de la valeur vénale, l'État n'en est pas l'auteur. Elle provient d'un fait universel, contre lequel tous les États du monde seraient impuissants. Attendre, du gouvernement d'un pays exportateur, qu'il fasse à son gré monter le prix des céréales, c'est espérer qu'il puisse assurer à tous les citoyens des rentes, sans leur demander d'impôt. Que fera l'État de ces domaines ? Quoi qu'il décide, il en recevra la presque intégralité des revenus. Sa décision portera sur la forme, non sur le fonds. Si, par exemple, il fait procéder aux formalités de translation de propriété, si le détenteur actuel devient simplement le représentant, le délégué du Gouvernement à la direction de ce domaine séquestré, qu'y aura-t-il de changé ? Peu de chose. Un mot. Jusqu'au détail de l'uniforme, qui resterait celui qu'ont droit de porter les propriétaires fonciers ! Il recevrait des émoluments, sûrement égaux ou supérieurs à ce qui lui reste aujourd'hui, dépassant de beaucoup ce qui lui restera lorsqu'il aura profité souvent du droit gracieux de consolider les annuités en retard en faisant une dette nouvelle, mais à 6 0/0.

L'immense territoire russe se composera alors : 1° de ces domaines appartenant à l'État ; 2° des biens actuellement en sa possession ; 3° des domaines de la Couronne ; 4° des terres des communautés paysannes, c'est-à-dire que ces biens expropriés, ou le mot est plus juste, repris pour non-payement, rentreraient dans la norme générale, qui est en Russie la propriété collective. Ce ne serait pas du tout, comme dans nos

pays de droit latin, une révolution dans la forme du droit de posséder, mais simplement la suppression d'une anomalie.

Entre cette situation probable de la propriété terrienne et ce qui existe, la différence est, répétons-le, un simple mot. Les mots ont leur importance. Avant de le prononcer, on épuisera peut-être la série des mesures dilatoires, mais on le prononcera.

On le prononcera parce que le retour à l'État des domaines grevés est dans la logique de l'organisation russe; parce qu'il est au-dessus de toute incertitude que la dette hypothécaire s'augmentera, à mesure que le payement des annuités deviendra plus impossible ; que, mathématiquement, l'État deviendra de plus en plus le principal créancier de cette dette.

A moins que, tout d'un coup, il ne renonce à cette organisation actuelle, que, se mettant en contradiction avec son essence même, il ne suspende l'activité de la Banque de la Noblesse pour confier à l'initiative privée le crédit foncier rural. Autant s'attendre à ce que le soleil arrête sa course.

Est-il possible de juger l'organisation qui suivra cette inévitable liquidation ? Nous ne le croyons pas. Un étranger est forcément incompétent. La tentation est trop forte pour lui de comparer et d'oublier, en comparant, les différences de nature des deux nations qu'il confronte. Comment nous, élevés dans la foi en l'initiative individuelle, citoyens d'un État inorganique, dirons-nous, pouvons-nous juger impartialement les faits d'une nation organique au premier chef ? Et même, si un long séjour en Russie, si des liens chers et nombreux nous attachant à ce pays semblaient nous qualifier, pourrions-nous oublier que, successivement, l'esclavage, le servage, les corporations, la liberté ont été considérés comme l'élément nécessaire de la prospérité et du progrès ? En nous le rappelant, nous n'abjurons pas notre foi, nous croyons ferme-

ment que la liberté nous est nécessaire, que tout ce que notre époque bâtira sans elle sera édifié sur le sable, appuyé sur le nuage de la chimère, mais ce souvenir nous empêche de voir dans la doctrine libérale une vérité éternelle et aussi une vérité universelle. Nous ne doutons pas que dans l'état social où est notre patrie en 1895, la non-organisation est ce qui répond le mieux à ses besoins, ce qui utilise le mieux ses facultés. Sans nous déjuger, nous reconnaissons qu'elle eût probablement enrayé le progrès de la société romaine au lieu d'y coopérer, et par suite nous ne savons pas, nous ne pouvons pas savoir si, pour la Russie il n'est pas meilleur de solidariser explicitement ses forces productives, de les organiser en en remettant la direction au Gouvernement.

S'il nous était permis d'avoir une opinion à ce sujet, conséquent avec la doctrine que nous avons soutenue toujours, et contre les partisans d'une chimérique organisation du travail en France[1], nous penserions que cette organisation est désirable en Russie, parce qu'elle y existe déjà, que l'étendre c'est simplement renoncer à une imitation des procédés occidentaux que l'expérience a condamnée. Nous ajouterions que dans cette nationalisation des 40 0/0 des terres qui en sont actuellement en dehors, nous voyons l'augure d'une prospérité de la production agricole pareille à celle dont jouit l'industrie[2]. Mais il nous est interdit d'avoir une opinion, de

1. Comme on le voit, nous nous sommes tenu loin de cette aveugle admiration pour la liberté, qui ne peut aller d'accord qu'avec une ignorance complète des lois sociologiques. La liberté n'est qu'une modalité sociale. De même que la manière de vivre d'un individu change avec son état de santé, de même le degré de liberté des hommes doit changer, non pas seulement en proportion avec l'âge de l'humanité, mais encore avec l'état variable de la civilisation. *Éléments de Sociologie*, p. 139.

2. On ne doit pas oublier que même après la reprise, par l'État, des biens grevés, la presque totalité des paysans et, par suite, la très grande majorité de la nation restera pourvue du *homestead;* par suite que la Russie n'aura à craindre ni la formation d'un prolétariat dangereux par l'expansion de l'industria-

former des conjectures. Notre tâche est de fournir au lecteur les éléments nécessaires pour qu'il puisse lui-même les déduire des chiffres que nous lui soumettons.

lisme, ni la misère qui pourrait résulter de la transition entre la culture patriarcale actuelle et la culture perfectionnée qui suivrait certainement la nationalisation des biens nobles.

Tout système économique place des inconvénients à côté des avantages qu'il offre, mais ces inconvénients touchent leur minimum lorsque le système, quel qu'il soit, est cohérent, complet. C'est un système que de n'avoir pas de système, mais il faut alors n'en avoir en rien, et les pires résultats seront certainement donnés par une politique qui fait coexister la liberté avec la protection, dont l'utilité se détruit par ce rapprochement d'où s'exagère leur puissance nocive.

MINISTÈRE DES VOIES DE COMMUNICATION

Au début de 1895, traversant une des stations frontières, nous demandions au chef de gare si le successeur de M. Krivoscheine était choisi, et si c'était le prince Michel Hilkoff. « Plût au ciel, nous répondit-il, mais je n'ose l'espérer. » Le lendemain, la volonté Impériale réalisait le souhait de cet employé et de tous les fonctionnaires des chemins de fer. Le prince Hilkoff est, en effet, pour emprunter une locution à la langue qu'il préfère, « the right man in the right place ». Ce descendant de Rurik s'est fait lui-même. Grand seigneur de naissance, il a su devenir un homme de premier mérite. Aux États-Unis, il a suivi toute la hiérarchie des chemins de fer. En Russie, il a rempli des emplois secondaires et, peu à peu, il est devenu le chef suprême de cette branche essentielle de la vie nationale. Ce qui est mieux, c'est que son accession au palais de la Fontanka a été applaudie par tous, surtout par ses compétiteurs qui, mieux que tous autres, savaient les difficultés de ce poste et combien il est apte à les surmonter.

I

Les chemins de fer russes, lors de la nomination du prince Hilkoff, comprenaient 18,000 kilomètres du réseau de l'État, 15,000 du réseau concédé. Deux autres réseaux ne ressor-

tissent pas de son ministère : le Transcaspien, géré par l'État-Major général, le chemin de fer de Finlande, propriété du Grand-Duché. De plus, 4,600 kilomètres étaient en construction pour le compte de l'État, y compris cette œuvre immense du Transsibérien, et 4,500 pour les Compagnies. L'exploitation du réseau national, la surveillance de l'autre exigeraient, seules, une activité remarquable et ne sont pourtant que la moindre partie de la tâche du ministre, auquel il incombe de mener à bien le réseau en construction et de se joindre au Ministère des Finances pour faire des voies ferrées un instrument de progrès pour les provinces centrales. Elles ne servent plus seulement au transport des marchandises produites. Elles vont stimuler la production et sont appelées à compenser les inégalités résultant de l'éloignement, plus ou moins grand des lieux de production et de consommation, attaquant de front ce qu'on appelait jadis les conditions de nature.

Certes, en 1836, lorsque la première Compagnie posa les rails entre Pétersbourg et Tsarskoë-Selo, nul ne prévoyait un tel avenir pour la nouvelle invention. Sous le règne d'Alexandre II, où l'industrie privée construisait et exploitait toutes les lignes, les chemins de fer étaient envisagés comme ils le sont ailleurs et n'étaient appelés qu'à un rôle commercial. Tout au plus y joignait-on un rôle stratégique. Aux derniers jours du Tsar libérateur, en février 1881, l'orientation changea du tout au tout, et il fut résolu, d'abord, de faire construire par l'État les lignes nouvelles, plus tard de racheter la plus grande partie des lignes existantes. L'opération de rachat a été des plus simples : Actions et obligations ont été remplacées par des titres de rente. Qu'il se soit produit des manœuvres de Bourse, que le secret n'ait pas été si bien gardé qu'une hausse ne soit venue contraindre l'État à racheter un peu plus cher, on le dit, c'est possible. La plus-value factice n'a pas dépassé la prime qu'il était raisonnable d'at-

tribuer aux actionnaires, comme indemnité d'expropriation.

L'État possédait, ou pour les avoir construites, ou pour les avoir rachetées :

La ligne Baltique, de Pétersbourg à Riga et Pskoff.
— Catherine.
— Kharkoff-Nicolaïeff.
— Koursk à la mer d'Azoff.
— Libau à Romny.
— Lotsovaïa-Sébastopol.
— Moscou à Koursk.
— Moscou à Nijni.
— de l'Oural.
— Polessie.
— Riga à Orel.
— Kiew à Viazma.
— Pétersbourg-Moscou (Nicolas).
— Pétersbourg à Varsovie.
— Samara à Orenbourg.
— Syzrane à Viazma.
— du Transcaucase.
— Varsovie à Térespol.

Les Compagnies possèdent un réseau très peu inférieur au point de vue kilométrique, mais l'intérêt est tout entier dans l'examen du trafic comparé.

En octobre 1894, les chemins de l'État ont transporté 2.121.849 voyageurs et 202.000.000 de pouds de marchandises P.V., et encaissé 16.000.000 de roubles. La recette kilométro-mensuelle (moyenne de 10 mois) était de 958 roubles. Dans ce même mois, les chemins concédés ont eu 1.900.000 voyageurs. 193.000.000 de pouds P. V., et une recette de 14.400.000 roubles, la recette kilométrique mensuelle étant de 922 roubles.

Donc, actuellement, la différence entre les deux réseaux est peu importante et l'on peut admettre que l'industrie des chemins de fer se partage également entre l'État et les Compagnies jusqu'au jour de l'ouverture du Transsibérien. Cette grande voie ne peut être, en effet, comparée à celles que construisent actuellement les Compagnies, desservant des centres sans grande importance, véritables lignes secondaires destinées surtout à alimenter le réseau principal, dont quelques-unes (comme celle de Vologda à Arkhangel) auront à lutter contre des difficultés plus grandes que celles que trouvera le Transsibérien, sans avoir, comme exubérante compensation, l'Extrême-Orient pour terminus.

II

L'importance du rôle des chemins de fer de l'État n'a pas attendu jusque-là pour s'accroître. La réforme des tarifs est venue, dès l'an dernier, en faire plus et mieux qu'une entreprise de transports.

Le tarif des voyageurs, comme dans tout autre pays, avait été établi par kilomètre, et le prix kilométrique fixé à un chiffre à peu près égal. En 1857, par exemple, le prix kilométrique en France était, pour chacune des trois classes, 11 cent. 20 ; 8,40 ; 6,16, et en Russie, en calculant les roubles à 4 fr., 12, 9 et 5 centimes. Soit dit en passant, il est singulier qu'un pays démocratique ait établi, entre le prix des troisièmes et celui des premières, une proportion de 55 0/0, alors que la nation autocratique adoptait moins de 40 0/0. Plus tard, nos prix s'élevèrent et le rouble crédit tomba aux environs de 2 fr. 50, et les prix devinrent, en France, 12,30, 9,24, 6,80; en Russie, 7,50, 5,62, 3,13. La différence diminua par le triple fait de l'impôt russe (25 0/0 sur les premières et

deuxièmes, 15 0/0 sur les troisièmes) mis en 1879, de l'amélioration du change, de la suppression de l'impôt en France, et les prix devinrent respectivement 11,20, 7,56 et 5; 9,49, 7,12, 3,65. Même alors, si on n'eût tenu compte que de la comparaison avec notre pays, on n'aurait pas songé à réduire les tarifs russes, plus avantageux que les nôtres de 15, 6 et 35 0/0. La méthode comparative est en discrédit chez les Russes, en quoi ils ont infiniment raison, mais l'argument qu'ils invoquèrent, pour motiver la réforme de tarifs, n'est pas celui auquel on s'attend. Selon nous, cette réforme aurait pu se baser sur les très grandes distances que doivent parcourir les voyageurs. Les frais de voyage sont évidemment à compter dans les frais de production et ne peuvent dépasser un certain chiffre sans entraver cette production. Évidemment, on ne pouvait songer à établir mathématiquement une proportion entre la somme dont le commerce est grevé par les voyages en Angleterre, par exemple, et celle qu'il payait en Russie, mais il était évident qu'une diminution de tarifs tendait à corriger une infériorité naturelle. Ce n'est pas en partant de ce point de vue qu'on parut songer à la réforme. On n'exprima pas même, — ce que nous supposons être très probable, — le désir de profiter de l'expérience récente de la Hongrie, et on s'appuya sur ce fait, en apparence paradoxal, que le tarif russe semblait être très bas et était en vérité très haut. Nos tarifs ne sont pas, à en croire les publicistes russes, ce qu'ils semblent être. Nous croyions de bonne foi qu'un voyage en France de 100 kilomètres nous coûtait 11 fr. 20, plus 10 centimes d'impôt. L'Indicateur nous confirmait dans cette erreur, au point que, voulant savoir la distance de deux villes, nous divisions par 11,20 le prix qu'il en coûtait pour la parcourir, mais, au Ministère des finances, on a remarqué que beaucoup de voyageurs profitent de facilités spéciales : aller et retour, abonnements, circulaires, réductions. On s'est livré à l'opé-

ration suivante : On a calculé le nombre de kilomètres parcourus par tous les voyageurs, on a divisé par ce nombre la somme totale payée et on en a, paraît-il, constaté que le kilomètre coûte moins en France qu'en Russie. Nous disons : « paraît-il » parce que ce calcul n'a pas été publié, et que la conclusion semble exagérée, à moins qu'on n'ait mis au nombre des kilomètres ceux qui ont été parcourus par les membres du Parlement, les journalistes et les amis des journalistes qui, chez nous, jouissent de la franchise totale. Mais ce calcul, fût-il exact, est peu probant. Les billets dits de bains de mer, ceux des trains de plaisir ne doivent pas entrer en ligne de compte. La réduction dont ils profitent ne diminue pas le coût des voyages, car ils s'appliquent uniquement à des voyageurs qui seraient restés chez eux sans cette réduction. Qu'on les supprime, le budget de voyage de chaque famille, de chaque entreprise n'en sera pas alourdi, si les recettes des Compagnies en sont diminuées. En revanche, la diminution de 25 0/0 consentie aux « aller et retour » est une vraie réduction de tarif. Un esprit simpliste l'eût purement et simplement généralisée en Russie et n'eût pas songé à opposer nos prix ainsi diminués aux prix maxima du réseau russe. Si l'on complète par le prix des « aller et retour » en Russie le tableau comparatif qui suit, on verra que le motif invoqué n'est pas concluant.

PRIX DES BILLETS DANS LES DIVERS PAYS

par verste (1 k. 067) en cop. or (0 fr. 04).

PAYS	TRAINS ET PARCOURS	I	II	III
Russie	Tarif maximum (y compris la taxe)	2.50	1.86	0.96
Hongrie	Prix moyen pour la moyenne des zones — tr. omnibus	1.81	1.45	0.91
	Prix moyen pour la moyenne des zones — express	2.17	1.81	1.08
	Pour 226 kilomètres — omnibus	1.98	1.44	0.99
	Pour 226 kilomètres — express	2.38	1.73	1.19
	Pour 746 kilomètres — omnibus	0.60	0.44	0.30
	Pour 746 kilomètres — express	0.72	0.52	0.36
Autriche	Trains omnibus	1.70	1.13	0.56
	— express	2.55	1.70	0.85
Prusse	Billets simples — tr. omnibus	2.64	2.00	1.32
	Billets simples — express	2.96	2.19	1.54
France	Billets simples	2.98	2.01	1.31
	Aller et retour	2.23	1.60	1.04
Angleterre	Billets simples	2.58	2.15	1.73
	Aller et retour	1.73	1.43	»
Italie	Trains omnibus	2.84	1.98	1.28
	— express	3.12	2.18	1.42
Espagne		2.80	2.09	1.28

En Russie, le prix des billets d'aller et retour serait 1.87, 1.39, 0.78.

On voit, par ce tableau que, contrairement à l'affirmation à priori des auteurs de la réforme, la Russie est le pays où le kilomètre coûte le moins à parcourir, sauf bien entendu la Hongrie. A la base de la réforme, excellente en elle-même, il aurait fallu déclarer, soit que l'État russe voulait obvier à la trop grande étendue de son territoire, soit que l'on voulait imiter la Hongrie. Les raisons ne manquaient pas pour suivre l'exemple de ce pays : l'analogie avec les services télégra-

phiques et postaux, la démonstration faite par les colis de 3 kilos, l'utilité de remplir les places inoccupées, etc. D'ailleurs, il est temps d'exposer en quoi consiste cette réforme.

La longueur des distances rend les voyages dispendieux, en dépit de la modicité des tarifs. A cet obstacle, se joint l'apathie des classes inférieures et les voyageurs sont extrêmement peu nombreux. Cette apathie diminue, mais trop lentement, puisqu'en dix ans, le nombre des voyageurs de 3e classe ne s'est accru que de 15 0/0, alors que le trafic des marchandises s'augmentait de 65 0/0. Le but était d'empêcher que l'élévation du prix concourût avec le peu de goût des voyages, s'il était possible de le faire sans trop demander au Trésor. Aux observations ci-dessus, on a ajouté que les parcours sont généralement de peu d'étendue, que seulement 1 0/0 des voyageurs vont en premières, 6 0/0 en secondes, 93 0/0 en troisièmes, et le 1er décembre 1894, on a institué le tarif par zones, ayant pour base le prix des troisièmes. Si on le suppose 10, celui de la deuxième classe est 15 et celui de la première 25. L'État, sur tous les billets, prélève 15 0/0.

Le prix des billets de troisième classe est fixé par le système suivant : jusqu'à 170 verstes, 1,4375 copecks par verste (3,64 cent. par kilom.) : de 160 à 300 verstes, le prix de 160 verstes plus 9 copecks par 10 verstes supplémentaires (22,8 cent. par 10 kilom.); de 301 à 326 verstes, 24 copecks de plus que pour 300 verstes. C'est alors seulement que commencent les zones, à vrai dire. A partir de 325 verstes, sont 7 zones, de 25 verstes chacune de 20 copecks (54 cent). puis 7 de 30 verstes, 8 de 45, 14 de 40, toujours à 20 copecks. Enfin, au même prix, un nombre indéfini de zones de 50 verstes.

Supposons, par exemple, un voyageur allant de Saint-Pétersbourg à Tchéliabinsk, à 2,577 verstes. Il payera, en troisième :

1.4375 copeck par verste pour les 160 premières verstes	2 r. 30
9 copecks par 10 verstes pour les 140 verstes, de 160 à 300	1 26
24 copecks pour les 25 verstes entre 301 et 326	24
20 copecks par chacune des 7 zones de 25 verstes entre 325 et 500	1 40
20 copecks pour chacune des 7 zones de 30 verstes entre 500 et 710	1 40
20 copecks pour chacune des 8 zones de 35 verstes entre 710 et 990	1 60
20 copecks pour chacune des 13 zones de 40 verstes entre 990 et 1550	2 60
20 copecks pour chacune des zones au dessus de 1550 verstes	2 20
	13 r. »
Plus impôt 15 0/0	1 95
	14 95

Ce petit tableau montre l'économie du système. D'abord le tarif par verste, puis par 10 verstes, par 25, 30, 40 et enfin 50, le prix zonal restant le même dès 325 verstes.

Il n'est pas besoin de faire observer que le nouveau tarif est plus cher que l'ancien, jusqu'à 160 kilomètres. Il constitue donc une prime aux longs voyages et, en vérité, aucune mesure ne fut plus justifiée, dans un pays où tout doit être dirigé en vue du contact le plus grand possible entre les diverses régions.

C'est avec une prudence absolue que le tarif a été établi. On alla jusqu'à prévoir le cas impossible où le trafic resterait stationnaire. En ce cas extrême, la diminution des recettes aurait été de 8.800.000 roubles, soit 25.000.000 de

francs dont il faudrait déduire une diminution de dépenses.

Le tarif n'avait pas été appliqué pendant un mois qu'apparaissait la vanité des craintes qu'il avait pu inspirer. Pétersbourg et Moscou voyaient leurs hôtels regorger de voyageurs. Les trains rapides étaient doublés, triplés. Les compartiments de 1re classe, jadis solitaires, ne suffisaient plus. Cependant, on s'est départi de l'uniformité rêvée et on a imposé une taxe supplémentaire pour les trains rapides.

III

Ce résultat, excellent au point de vue du Trésor, meilleur encore au point de vue politique, ne pouvait pas manquer d'inspirer un projet pareil quant aux marchandises. Aplanir par décret les obstacles naturels, supprimer les inégalités géographiques, tout cela constitue une tentation bien forte. Cependant, de si grands avantages ne seraient pas obtenus sans inconvénients. Lorsqu'il s'est agi des voyageurs, on a dû exhausser le tarif des petits parcours, afin de limiter la perte possible. Le trafic des marchandises est 5 fois plus considérable; la différence de prix de transport doit être très minime, sinon étant donné le gros poids des denrées principales, l'inégalité ne sera même pas atténuée. A moins de se résigner à un aléa considérable, on devra donc grièvement surtaxer les marchandises parcourant une faible distance. Or, les entreprises qui les produisent se sont fondées précisément en tenant compte du bon marché des débouchés; les propriétés qui les récoltent ont été achetées à un prix proportionné à la dépense nécessaire pour atteindre les grands marchés. Je sens bien que si l'on ruine ceux-ci, on enrichira ceux-là, mais telle

n'est peut-être pas la mission d'un État, même constitué sur des bases anti-économiques. Les acheteurs aussi ne doivent pas être tout à fait oubliés. Ceux de l'extérieur n'auront qu'à s'adresser à d'autres pays de production, soit; mais ceux de l'intérieur devront subir un renchérissement factice. Enfin, il existe une masse d'industries, de transformation basées entièrement sur la différence des frais de route, par exemple toutes celles qui traitent les minerais sur le filon même, afin de n'avoir à transporter que le métal. Jusqu'ici, elles allaient s'établir dans les provinces éloignées, y apportant le grand levier des capitaux et de l'initiative. Le tarif égalitaire les amènerait certainement à rester dans les centres industriels déjà existants où elles trouvent toute une série de précieuses facilités, auxquelles elles ne renonçaient que pour profiter de la prime fournie par l'économie de transport. Or, si une usine de plus à Moscou, à Tver ou à Wladimir est une simple unité qui s'ajoute aux autres, dans les gouvernements dépourvus d'industrie, une usine est un noyau autour duquel viennent se grouper une quantité d'autres industries, grandes ou petites.

Le tarif par zones, en tout cas, serait inapplicable. Les grains, pour prendre un exemple d'un intérêt général, ont trois issues: les ports de la Baltique, ceux du Sud et la frontière de l'Ouest. Le propriétaire des marchés de Perm doit donc faire accomplir aux siens une longue route, payer des frais de transport tels que le prix sera juste suffisant. Une limite zonale se trouvera là où ce prix couvrira précisément les frais de production. Cent mètres au delà, s'il est près de cette limite, ces frais augmentant brusquement, sans qu'aucun motif diminue les frais, il y aura impossibilité de vendre et on voit dès lors l'Empire entier divisé en sections, en échelons où la valeur de la terre différera brusquement. Cette modernisation des douanes à l'intérieur ne vaudrait pas mieux que leur ancienne forme.

L'idéal ne serait pas difficile à concevoir. Ce serait le transport gratuit comme, en étudiant la Banque de Russie, nous songions au crédit gratuit. Malheureusement, rien ici-bas n'est gratuit. Tout se paye, car tout provient d'un travail et nul travail n'est possible si celui qui l'accomplit n'est alimenté. Tout se paye, et l'unique question est de savoir qui payera. Jusqu'ici, on avait supposé que le mieux était de faire payer immédiatement le service par qui en profitait directement, quitte à le faire rembourser indirectement par ceux qui en profitaient par incidence. Peut-être, cette vérité d'hier n'est-elle plus vraie aujourd'hui mais on pardonnera aux fidèles des idées d'antan d'être rebelles à l'évangile nouveau.

Ce qui est indéniable, en admettant que l'effet de ces innovations soit composé de périls et d'avantages, c'est que les avantages sont immédiats et les périls reculés. Tandis que les industries existantes ne fléchiront pas sous le coup, qu'elles ont par devers elles les ressources nécessaires pour lutter contre la diminution de leur privilège géographique, et qu'elles sauront, peut-être, se modifier et vivre, les régions jusqu'ici délaissées à cause de leur éloignement vont pouvoir entrer dans la lice de la production, et ce serait trop attendre d'une politique, nos craintes fussent-elles fondées, que d'espérer qu'elle renonce au gain subit, par la seule terreur d'un danger éloigné.

LA SIBÉRIE ET LE TRANSSIBÉRIEN

Nous lisions naguère une remarquable étude sur l'Australasie qui se terminait par ces mots : « L'Australie et la Nouvelle-Zélande n'offriront aucun attrait au curieux dans leur avenir qui se résumera dans leur incessante prospérité. » Il n'en va pas de même en Russie. L'Empire n'est pas isolé par les mers et il a une histoire. Dépendant du passé, solidaire, si peu que ce soit de ses voisins, il ne parviendra à se dégager de l'un, à se différencier des autres que par une série d'efforts dont l'étude intéressera tous les esprits avides de savoir, tous les cœurs jaloux du bien de l'humanité. Par égoïsme même, ou plutôt par patriotisme exclusif, il est impossible de ne pas suivre avec attention la marche en avant de cette nation si nombreuse déjà et dont la population croît sans cesse. Avant qu'il soit longtemps, dans un délai imperceptible à l'histoire, la Russie comptera 150, peut-être 200 millions de sujets. Sera-t-il facile, alors, au restant des nations, divisées, morcelées, de ne pas suivre la Russie dans la voie où elle s'engagera, de résister à l'attraction d'une telle masse ? Si l'on réfléchit à la rapidité actuelle des faits historiques [1], on con-

1. « En 1759, lors de la chute de Québec, le pouvoir de l'Angleterre en Amérique semblait irrésistible et le vasselage des colonies assuré. Cependant, trente ans plus tard, le premier président de la République Américaine était installé.

En 1849, après Novare, les destinées de l'Italie semblaient aussi désespérées qu'au moyen âge, et douze ans après Victor-Emmanuel était couronné roi de l'Italie une.

En 1864, l'accomplissement de ce rêve millénaire, l'unité de l'Allemagne,

viendra que l'avenir de la Russie mérite l'attention, non seulement du savant, mais de l'homme dont la prudence songe à ce que sera l'existence de ses fils, du citoyen qui ne croit pas devoir limiter à la durée de sa propre existence le bien qu'il souhaite à sa patrie. Socialement, économiquement, le problème russe existe, mais quelle grandeur n'acquiert-il pas si on lui joint le problème sibérien ?

Nous oublions assez volontiers que nous sommes Européens. Pour nous, le patriotisme a deux degrés. Ou il est local, et on le ridiculise assez volontiers sous le nom d'amour du clocher lorsqu'il nous attache à cette petite patrie qui est la ville natale. Ou il est le patriotisme sans épithète, lorsqu'il synthétise nos sentiments envers la nation dont nous sommes citoyens. Il ne s'élargit pas davantage, n'embrasse pas un espace plus grand que celui que circonscrivent nos frontières. Entre lui et le sentiment tout contraire qu'est l'amour de l'humanité, aucun sentiment intermédiaire ne nous est accessible. Lorsque, dans des relations personnelles ou dans des livres, nous nous trouvons en présence du patriotisme américain, nous n'avons rien à lui opposer. Un citoyen de Baltimore, par exemple, est convaincu que son État est bien au-dessus de tous les autres, que les États-Unis l'emportent de mille coudées sur le Brésil, le Mexique, l'Angleterre, et que l'Amérique est, de toutes les parties du monde, celle où le Créateur a le plus généreusement doté la terre et les hommes de ses dons les plus précieux. Comment répondons-nous à une telle explosion de fierté ? Quelquefois, en soutenant les mérites de notre canton local, presque toujours en n'acceptant pas cette affirmation que les États-Unis l'emportent sur la France, jamais en nous faisant le champion, contre l'Amérique, de

était bien loin, en apparence. Sept ans après, Guillaume ceignait à Versailles la couronne de Barberousse. » Bellamy, *Looking Backward*. Trad. Combes de Lestrade.

notre vieille Europe qui n'est, pour la plupart d'entre nous, qu'une expression géographique. Que faudrait-il cependant pour que cette expression désignât non plus simplement une certaine étendue de terres, mais encore un pays, une patrie plus grande? Simplement que nous fussions attaqués, menacés en tant qu'Européens. Nous ne dirons pas que la menace ou le danger suffiraient à faire revivre en nous notre conscience d'une Europe à servir et à défendre, mais elles la feraient naître. On en verra la preuve dans les Européens qui vivent en Amérique et en Asie. Ils s'irritent des sarcasmes contre l'Europe ; ils se groupent entre eux, se sentent solidaires les uns des autres. Ici même, une sorte de ligue tacite se dessine déjà contre l'Amérique, sous l'impulsion de la concurrence que son commerce fait au nôtre et d'autres motifs moins tangibles.

Parcourant un des ultimes stades de leur évolution, les peuples européens procéderont à l'intégration de l'Europe, non pas en imitant servilement l'Amérique, non pas en créant ces fameux États-Unis d'Europe, mais en se solidarisant contre le danger venu d'ailleurs et en s'unissant pour profiter des biens qu'une autre partie du monde leur enverra.

Or, la Sibérie est l'Asie. Que sa soumission aux lois d'une puissance européenne atténue son caractère asiatique, c'est incontestable. A la vérité, si l'on peut dire que les vastes déserts sibériens sont asiatiques uniquement pour les géographes, on peut aussi répondre que la Russie qui les gouverne n'est pas absolument européenne pour d'autres. Mais il nous en coûte peu de reconnaître que la Sibérie *elle-même*, le jour où les efforts de la Russie l'auront mise en valeur, sera simplement une extension de l'Empire par laquelle le problème russe sera simplement amplifié. Peut-on en dire autant des pays que le Transsibérien va rapprocher de nous ? Pourra-t-on dire la même chose de la Sibérie, lorsque son développement

résultera de deux facteurs dont l'un sera fourni par l'Extrême-Orient et sera peut-être le plus puissant ? N'est-il pas juste, au contraire, de prévoir l'action que la Sibérie, développée ainsi, exercera à son tour sur la Russie, et la question, ainsi posée, ne dépasse-t-elle pas par son ampleur celles dont les discussions nous passionnent[1] ?

Il faudrait, pour la traiter, une science et un talent qui vont rarement de pair. Une connaissance approfondie des choses de l'Extrême-Orient serait nécessaire. Jamais mission officielle ne serait plus utile que celle que confieraient les gouvernements occidentaux à un groupe d'hommes de valeur éprouvée, qu'ils chargeraient d'en rassembler les éléments !

Il est hors de doute que le Gouvernement russe les a réunis. Quelles que soient les disponibilités du Trésor impérial, si sûr soit-il de trouver dans le midi de l'Europe les ressources nécessaires, il n'a pas entrepris un ouvrage de 1 milliard sans peser à l'avance le bénéfice qu'il en retirera, sans se

1. Ce fait, moins lointain qu'on n'est tenté de le croire, l'intégration de l'Europe, est prévu aussi bien par ceux qui s'élèvent au-dessus de la politique courante que par le modeste écrivain qui s'en tient à l'écart. Un esprit dont nul ne conteste la grandeur, S. M. l'Empereur Guillaume II, le prédisait alors que le manuscrit de ces lignes était déjà chez l'éditeur. Le jeune souverain montrait la nécessité de protéger le patrimoine de civilisation qui est le nôtre, rappelait les intérêts communs à l'Europe et finissait, précisément, en pronostiquant que l'Europe cesserait d'être une « expression géographique ».

La seule chose surprenante, c'est que cette immense transformation des antagonismes actuels arrivera inattendue pour beaucoup et, pourtant, en se remémorant la vie politique depuis 30 ans, on voit qu'elle s'est toujours dirigée vers cette intégration, vers cette personnification de l'Europe qui doit se produire. Ce facteur de la concurrence qui paraît bien décidément être le grand générateur de toute évolution, ne manque pas, puisqu'il faudra bien avoir autre chose à opposer à l'Asie guerrière et à l'Amérique industrielle que nos isolements et que nos querelles. Que ce facteur anime une fois cette intégration et, si passagère soit-elle, elle se reproduira de plus en plus fréquemment pour devenir permanente. Ce n'est pas un rêve de millénaire, puisque les conflits n'en seront pas moins possibles. C'est simplement l'énonciation d'un aboutissement certain de l'évolution des peuples.

rendre compte des périls qui peuvent éventuellement en résulter. En l'absence de toute publication officielle détaillée, nous ne pouvons qu'offrir le moyen d'étudier les uns et les autres.

L'exposé des détails du Transsibérien serait un pur assemblage de renseignements techniques, si nous le séparions de l'étude économique de la Sibérie.

I

Le nom de la Sibérie éveille, dans un esprit français, l'idée d'un vaste désert glacé où sont perdus les déportés politiques. Cette idée n'est pas absolument exacte. D'abord, les détenus de tout genre forment une infime minorité de la population et, parmi eux, le nombre des condamnés de droit commun l'emporte de beaucoup sur celui des déportés politiques. De plus, la Sibérie n'offre pas un tel caractère d'unité qu'on puisse concevoir d'elle une idée globale. Elle est un désert, en effet, dans une large fraction de son étendue, mais toute la partie comprise entre le 50ᵉ et le 60ᵉ degré de latitude, et entre le 20ᵉ et le 105ᵉ degré de longitude E. du méridien de Saint-Pétersbourg, n'offre en aucune façon l'aspect désolé qu'on lui prête.

Même au point de vue géographique, ce mot Sibérie manque de précision. Il désigne toute l'Asie russe, à l'exception du Trancaucase, du Turkestan et du territoire transcaspien. Ses limites même sont mal déterminées. Les monts Oural, qui devraient séparer l'Asie de l'Europe, sont de simples mouvements de terrain, et c'est une frontière artificielle qui est placée entre les deux parties du vieux monde. Les districts du gouvernement de Perm situés au delà de l'Oural ont, pendant longtemps, été considérés comme euro-

péens. Les steppes Tourganes de même. En somme, on réunit sous le nom de Sibérie : La *Sibérie Occidentale*, formée des deux gouvernements de Tobolsk et de Tomsk, la *Sibérie Orientale*, avec les deux gouvernements d'Yénisséï et d'Irkoutsk. Ces deux régions forment la Sibérie proprement dite. Autour d'elle, se placent : le territoire de Yakoutsk, le gouvernement général de l'Amour, divisé en trois territoires : la Transbaïkalie, l'Amour et le littoral, enfin, les steppes Kirghises.

Ce sont là cinq parties absolument distinctes, plus encore par les conditions naturelles qu'au point de vue administratif.

La Sibérie occidentale occupe la plus grande partie du bassin de l'Obi et a une étendue de 2.300.000 kil. carrés, quatre fois environ celle de la France. Bornée au nord-ouest par les basses montagnes de l'Oural, au sud-est par les plateaux de l'Altaï, elle représente une immense plaine arrosée par les nombreux affluents de l'Obi.

Les plateaux de l'Altaï, situés à diverses altitudes, sont le centre d'une exploitation minière considérable. C'est des plus élevés d'entre eux que descendent les rivières qui formeront l'Obi, ce fleuve puissant dont l'utilité est malheureusement très diminuée, par ce fait que son embouchure est gelée pendant la plus grande partie de l'année et que, au lieu de couler dans la direction que suit le trafic sibérien, il la croise à angle droit.

La division de la Sibérie occidentale en deux gouvernements, Tobolsk et Tomsk, est purement administrative. Il faut en établir une autre pour étudier mieux ses ressources naturelles et envisager, d'abord, la zone agricole, celle des forêts, et enfin ce qu'on pourrait appeler, par une extension un peu risquée, la zone polaire.

La première comprend à peu près tous les districts de Tobolsk, sauf les plus septentrionaux et les plaines basses du

gouvernement de Tomsk. Son étendue est de 450.000 kilomètres carrés et sa caractéristique est qu'elle peut, à des degrés divers, être soumise à la culture. La seconde, où sont les districts exceptés du gouvernement de Tobolsk, une grande partie de celui de Tomsk offre, comme Arkhangel et Vologda, une masse de forêts où existent quelques îlots propres à l'agriculture. Beaucoup plus considérable que la première, elle s'étend sur 1.000.000 de kilomètres carrés. La zone polaire, avec 400.000 kilomètres carrés, possède quelques forêts clairsemées, semblables à des brousses, et son sol, où alternent les couches de glace et de terre gelée, est impropre à toute culture.

Point n'est besoin de dire que le climat y est rude. Ce n'est cependant pas le froid extrême qui doit être pris en considération. Au-dessous d'une certaine température, la végétation s'arrête et peu importe alors que le thermomètre marque —20 ou — 30 comme moyenne de l'hiver. De même, la grande chaleur influe beaucoup moins que sa durée, car il faut que pendant les cinq mois de végétation, celle-ci ne soit pas subitement arrêtée par le froid. Le régime des pluies joue aussi un rôle important.

Dans la zone agricole de la Sibérie occidentale, la température moyenne est 0°, trois degrés de moins qu'en Russie, à latitude égale, la moyenne hivernale — 17, celle de l'été + 17°, 5. Pendant la période de végétation, soit de mai à octobre, la moyenne est de + 15.

La zone forestière a un climat encore plus continental. Sa moyenne annuelle est — 2°, alors qu'en Russie elle est de + 1 : celle de l'hiver est de — 20, au lieu de 14 en Russie (à même latitude). Celle de l'été (+ 14) est de même inférieure à celle de la Russie. La période de végétation a une moyenne de + 12, c'est-à-dire strictement le nécessaire. Un district est-il abrité, cette moyenne s'y élève-t-elle un peu, la culture y

paraît, alors qu'elle est impossible, dès que cette moyenne descend, fût-ce d'un dixième, au-dessous de 12°.

Dans la zone extrême, les moyennes sont — 5 pour l'année entière, — 23 pour l'hiver, + 12 pour l'été, + 9 pour les cinq mois de végétation. La culture ne peut y être tentée. Les animaux domestiques n'y existent plus, sauf le renne.

Placée aux confins de la Russie, dont une ligne idéale la sépare seule, la Sibérie occidentale a vu depuis longtemps les émigrants russes l'emporter sur les peuplades indigènes. Les 2,000,000 habitants sont Russes pour plus des 9/10. Le restant est formé de Tatars surtout, les uns nomades, les autres sédentaires et partagés en musulmans, schamanistes et orthodoxes. Puis, on trouve les tribus finnoises des Ostiaques, les Samoïèdes et, dans le Sud, près de l'Altaï, les Kalmouks. Cette population, tant russe qu'indigène, est très inégalement répartie sur cet immense territoire. Dans la zone agricole, 1,800,000 habitants donnent une moyenne de 4, à peu près, par kilomètre carré. La région minière de l'Altaï n'a que 1,6 hab. par kilomètre carré. La zone forestière a 0,3 hab. La zone polaire ne compte que 30,000 habitants, tous indigènes, ce qui donne une densité de 1 habitant par 120 kilomètres carrés.

La population animale, si nous pouvons ainsi parler, est relativement plus dense. La Sibérie orientale compte, par 100 hectares, 63 chevaux, 52 bêtes à cornes, 85 bêtes à laine. Les rennes sont moins nombreux, mais étant donné qu'ils existent seulement dans la région extrême, chaque habitant en possède 6 en moyenne. Les nombres absolus sont 2,300,000 moutons ou chèvres, 1,700,000 chevaux, 1,400,000 bêtes à cornes, 240,000 rennes.

II

La *Sibérie orientale* comprend deux gouvernements, celui de l'Yénisséi et celui d'Irkoutsk. Elle s'étend sur 3,500,000 kilomètres carrés, dans la plus grande partie du bassin de l'Angara, dans ceux des rivières polaires, Piasma, Taïmir, et dans une fraction des bassins de la Léna, de la Taz et de l'Anabera.

Son grand fleuve, l'Yénisséi, offre les mêmes inconvénients que l'Obi. Comme lui, il coule du Sud au Nord, alors que la voie commerciale va de l'Est à l'Ouest. Comme lui, il débouche dans une mer que les glaces rendent au moins difficilement accessible.

Ici encore, trois divisions sont utiles à faire, presque identiques à celles qui s'imposaient dans l'étude de la Sibérie occidentale. Comme là, nous trouvons la zone agricole, la zone forestière, la zone polaire, avec cette différence qu'en avançant vers l'Est, nous trouvons des moyennes plus basses.

Ainsi la zone agricole, de 580.000 kilomètres carrés, est déjà parsemée de terres stériles et produit sur moins de moitié de sa surface. La moyenne pendant les cinq mois de végétation, n'est plus que de 14°. La zone forestière s'étend jusqu'au 66e degré sur 1.500.000 kilomètres carrés. La température y est de un degré plus basse en hiver, plus haute en été, que dans la Sibérie occidentale. Celle des cinq mois y tombe à 11°. La zone extrême, de 1.300.000 kilomètres carrés, n'offre guère d'éléments à une autre activité que celle des météorologistes. On ne l'a observée que vers le 70° parallèle, alors qu'elle touche au 78e. Déjà, la moyenne annuelle y est de — 13, celle de l'hiver de —30, celle de l'été de + 5.

Sur les 900.000 habitants de la Sibérie orientale, le quart

est indigène, le reste russe. Les Bouriates se cantonnent dans la zone agricole, les Tatars habitent au pied des Tayans. Comme densité relative, nous trouvons 1 habitant 6 par kilomètre carré, dans la première zone, 0,13 hab. dans la seconde et dans la troisième, 7 habitants par 1.000 kilomètres carrés, dont 10 0/0 de Russes.

Les animaux domestiques y sont, à peu près, dans la même proportion, relativement aux habitants, qu'en Sibérie occidentale. Nous en trouvons un nouveau, le chien de trait, qui est l'auxiliaire indispensable des nomades de cette région.

III

La Sibérie proprement dite se termine là. Le territoire d'Yakoutsk est, en quelque sorte, une *terra incognita* qui la borde. Il occupe le reste du bassin de la Léna et ceux des fleuves Olonek, Yana, Indighirka, etc., borné en partie par les monts Jablonoï, arrosé par la Léna qui coule, elle aussi, du Sud au Nord et complète cette étrange trinité des trois fleuves sibériens, tous trois parallèles, tous trois formés respectivement de leurs affluents presque égaux, tous trois débouchant dans des mers fermées au commerce. La Léna a cependant ce désavantage sur les autres qu'elle forme un delta, véritable labyrinte d'îles et de chenaux, comme tous les cours d'eau tombant dans l'Océan Arctique.

La zone agricole n'existe plus ici. Nous retrouvons celle des forêts et celle du froid extrême: l'une formée des districts de Yakoutsk, Olekminsk, la seconde du district de Verkhoïansk et des bassins de l'Olonek et de la Léna, la premièr au Sud-Ouest, la seconde au Nord-Est.

Dans la zone forestière, les moyennes sont : —36 pour l'hiver, +17 pour l'été, — 8 pour l'année entière et, ce qui

permet une culture primitive, +11 pour les cinq mois. Dans l'autre, se trouve un pôle du froid. A Verkhoïansk (67° 34' N.), la moyenne annuelle est —17, celle de l'hiver —47, celle du mois le plus chaud +15. Cependant, et nous citons le fait pour bien montrer que la moyenne hivernale n'exerce pas sur la culture une influence directe, la moyenne des mois de végétation y est de +8, alors qu'à Oustiansk, 3 degrés plus au nord, où la moyenne hivernale n'est que de —37, celle des mois de végétation est seulement de 3°. A Yakoutsk, la Léna est libre de glaces 160 jours de l'année; à Oustiansk, la Yana ne l'est que pendant 100 jours.

Bien entendu, dans la seconde zone, aucune culture n'est possible, alors que le sol ne dégèle jamais à une profondeur de 60 centimètres.

La population est restée presque entièrement indigène, les Russes n'étant que 15,000 sur un total de 250,000 habitants.

Les Yakoutes, au nombre de 220,000, vivent de leurs chasses et de leurs bestiaux. Les Tongouses sont une dizaine de mille. La densité est de 11 habitants par *dix* kilomètres carrés dans la région des forêts, de 11 habitants par 100 kilomètres carrés dans l'autre.

IV

La quatrième division de la Sibérie est le gouvernement général de l'Amour. Grand comme six fois la France, il est d'une toute autre importance que les régions que nous avons envisagées jusqu'ici : celles-ci n'existent, pour ainsi dire que par le voisinage de la Russie. Si on suppose un instant qu'une barrière les sépare du reste de l'Empire, leur activité s'éteindra et elles redeviendront le domaine exclusif des peuplades indigènes. La région de l'Amour est dans des conditions

toutes différentes. Son climat moins rude, la proximité de la Chine et du Japon, la mettent à portée de peuples dont la civilisation n'est pas la nôtre, mais est une civilisation.

Administrativement, le gouvernement général est divisé en trois territoires. Il occupe toute la partie russe du bassin de l'Amour, la fraction du Transbaïkal qu'arrose l'Yénisséi, l'île de Sakhalien, la péninsule de Kamtchatka et l'extrémité N.-E. de l'Asie.

Le territoire du Transbaïkal (600,000 kilomètres carrés), presque entièrement couvert de montagnes peu élevées d'ailleurs, est arrosé largement par les cours d'eau qui en descendent. En dépit de sa faible moyenne annuelle de température (—3°), il doit à celle des mois agricoles (+17) de pouvoir cultiver les céréales qu'un ciel toujours pur fait profiter de tout le rayonnement solaire. Le chêne et l'ormeau y viennent.

La population y est de 170,000 indigènes, Bouriates et Tongouses, et 400,000 Russes. Les indigènes, bouddhistes, ont conservé leurs mœurs et leurs rites, d'autant mieux qu'ils sont plus voisins de la Mongolie et n'ont même pas eu recours aux conversions superficielles qui se sont produites dans le territoire de Yakoutsk et le gouvernement d'Irkoutsk.

La quantité relative de bétail est peut-être la plus élevée qui ait été enregistrée. Nous trouvons par 100 habitants 70 chevaux, 100 bêtes à cornes, 350 bêtes à laine.

Le pays de l'Amour, juste aussi étendu que la Transbaïkalie, est accidenté par les Stanovoï et leurs contreforts, arrosé par le fleuve Amour, un des trois grands fleuves sibériens qui vont au Pacifique. Son cours, de 4.900 kilomètres, borne la partie russe, s'infléchit au N.-E. et va aboutir au district de Tartarie.

Dans la partie inférieure de son cours, vers Nicolaïeff, par exemple, la température des cinq mois de végétation ne

dépasse pas 11 1/2 et laisse l'agriculture dans des conditions précaires, mais en amont, cette moyenne va jusqu'à 15,6, permettant une culture plus prospère qu'en Transbaïkalie, ou du moins la permettrait s,i l'excessive humidité ne rendait stériles les 4/5 du sol.

La population comprend 90.000 habitants. Les Russes y figurent pour les 4/5. Le reste est formé des Tongouses ou des Ghiliaques, de Mantchoux et de Coréens. Les Russes sont agglomérés sur les bords du fleuve et sur ceux de la Zeya.

La troisième division administrative, celle du littoral comprend la ville sibérienne dont le nom va être bientôt répandu partout, Wladivostock et la résidence du gouverneur général, Khabaroffka. La température moyenne des mois de végétation est de 15° à la baie de Sainte-Olga, 16 à Wladivostock, 17 à Khabaroffka. La culture est donc praticable. Chose plus intéressante, grâce aux conditions climatériques, le port de Wladivostock est accessible 10 mois par an, comme Odessa[1].

Comme la Transbaïkalie et la région de l'Amour, le littoral est presque exclusivement peuplé de Russes et ressemble à cet égard beaucoup plus à la Sibérie occidentale qu'aux autres parties de l'Asie russe, tout au moins dans la partie baignée par l'Oussouri. Le littoral de la mer d'Okhotsk et la péninsule du Kamtchatka est peut-être le pays le plus pittoresque, certainement le moins propre à toute production, du vieux Continent tout entier. La péninsule est couverte de volcans, les uns éteints, les autres en activité, dont la hauteur dépasse non seulement celle de l'Etna, mais même les 5.000 mètres du mont Kazbeck. Le Klioutchevsk a 5.600 mètres et le fleuve

1. Nous ne parlons pas de l'île Sakhalien qui n'offre d'intérêt que pour les questions pénitentiaires. Il est très difficile de réunir à cet égard des informations sûres et, à l'occasion du récent congrès pénitentiaire, nos collègues russes ont publié tout ce qui peut être su, sur la colonisation pénale de l'île.

de lave qui en sortit en 1843 arriva jusqu'à la rivière Kamtchatka. La population n'existe pas.

V

La région des steppes Kirghises jouit d'une température supérieure à celle de la Sibérie occidentale et pourrait donner une importante production agricole, sans l'extrême sécheresse qui en fait le domaine exclusif de l'élevage. C'est seulement auprès des montagnes de l'Ouest que les pluies plus fréquentes permettent le développement de l'agriculture. A Vierny, par exemple, vers 44° de latitude N. la moyenne annuelle est 9, celle de l'hiver 6, celle de l'été 22 et la quantité de pluie égale à 560 millimètres. Beaucoup de gouvernements de la Russie d'Europe pourraient envier ce climat. Aussi, toutes les plantes d'Europe y croissent : le bouleau, l'érable, le peuplier, l'abricotier, le prunier. Les espèces alpines y abondent. En somme, cependant, la flore y est en majorité asiatique, comme il est naturel.

Sa population ne compte que 14 0/0 de Russes sur 1,900,000 habitants. Le reste est formé d'Asiates, Kirghises pour la plupart.

Dans la partie plate, 1,000,000 d'habitants en donnent un par kilomètre carré. C'est là que la proportion des Russes est la plus forte et que se trouvent les villages cosaques. Dans la partie montagneuse (2 habitants 5 par kilomètre carré), les trois quart de la population sont nomades.

Les chameaux commencent à apparaître, au nombre de 15 pour 100 habitants.

C'est surtout dans cette région des steppes que le sociologue peut le mieux surprendre l'évolution des bases sociales, le passage de la possession collective à la propriété indivi-

duelle, de la tribu à la famille, et les multiples façons dont celle-ci se constitue, monogamie, endo et exogamie. Cela ne rentre pas, hélas ! dans notre cadre, et c'est simplement au point de vue économique que nous examinerons le mode de tenure des terres.

VI

Ce qui rend cette question en apparence assez simple, c'est que le sol de la Sibérie tout entier appartient à la Couronne, sauf le district minier de l'Altaï qui est propriété du Cabinet Privé de S. M. I. En réalité, cela ne résout rien du tout, étant donné que si le Cabinet Impérial gère ses mines, la Couronne n'exploite guère ses terres. La plupart, d'ailleurs, ne sont guère exploitables et ne servent que de passage aux Tongouses ou aux Ostiaques. La portion cultivable, ou propre à l'élevage, est jouie par les paysans russes ou les autochtones à moitié policés, en vertu du droit du premier occupant. Le Gouvernement a dû intervenir car, entre le premier et le second occupant, le choix est quelquefois malaisé, et une sorte de réglementation a été essayée, sans grand succès ; la majorité des communautés paysannes reconnaît la seule limite que fixe l'adage populaire : « Ils labourent, sèment et récoltent, et abattent le bois partout où peuvent aller leur cognée, leur faux et leur charrue. »

Après l'émancipation, on a essayé d'un lotissement accordant à chaque mâle adulte 18 hectares à peu près, mais en observant une certaine variété. Ici, une vaste étendue était attribuée à un volost, avec mission de l'exploiter comme il voudrait, soit en commun, soit en la partageant entre les trois ou quatre milliers d'habitants qui formaient sa population. Là, ce fut à chaque communauté que fut attribuée la

terre lui revenant. Ailleurs, ce fut à un groupe de communautés. Cette diversité de lotissement persista dans l'usage que les paysans firent de leurs lots. Fidèles à l'esprit communitaire, ils agirent différemment suivant que la terre arable était en abondance ou non. Or, la Sibérie immense varie en ce sens dans des proportions telles que toutes sortes d'organisations durent naîtres.

Dans la Sibérie orientale par exemple, la terre arable est en si grande quantité que tous les arrangements, pris pour en assurer la jouissance à chacun, devenaient inutiles. La communauté n'y existe que de nom. Tout paysan prend l'espace qui lui plaît, le cultive comme il veut, et, plus heureux que Louis XIV à Versailles, est sûr de ne heurter aucun voisin. Il délimite comme il veut la propriété qu'il se crée ainsi. Nul ne la lui disputera, car la peine de le molester serait plus grande que celle de se tailler à côté un domaine pareil. Ce domaine, c'est la zaïmka. Lorsque beaucoup de zaïmkas ont été appropriées, le choix devient plus difficile, et il n'existe plus de terres qui soient à la fois de bonne qualité et situées à distance raisonnable de l'agglomération. Survient alors le mode d'accession à la propriété qu'on nomme volnaïa. C'est, en résumé, la limitation du droit du premier occupant à l'espace qu'il peut vraiment utiliser, et au temps pendant lequel il l'utilise. S'agit-il de terre arable, le premier venu peut labourer la terre en jachère, qu'elle ait été ou non défrichée l'année précédente; d'un pâturage, naturel bien entendu, chacun peut faucher ce que sa faux peut couper et en faire l'usage qu'il veut. La forêt de même peut être appropriée ainsi, chacun prenant la parcelle qu'il a enclose, débarrassée du bois mort.

Ces deux modes, la zaïmka et la volnaïa, ne se trouvent pas encore, dans la plus grande part de la Sibérie. Comme tout est relatif, la population devient surabondante dans quelques

régions, et on en vient alors à la possession en commun, avec son cortège de redistributions périodiques. Le passage de l'occupation libre à la communauté ne se fait pas subitement. C'est d'abord la sorte de terres dont la pénurie se fait sentir qui est mise en association, les autres restant libres. Dans un district où les pâturages sont rares, par exemple, les prairies seront données à la communauté, chaque paysan gardant sa terre arable ou sa parcelle de forêt. Il ne faut pas oublier, en effet, que si la Sibérie est immense, sa portion cultivable a des limites comparativement étroites, et qu'elle n'est pas d'une fertilité exceptionnelle. Dans les districts agricoles de la Sibérie occidentale, pour 100 habitants de tout âge, il est ensemencé plus de 100 hectares. Nous sommes loin des chiffres de France.

Le mode d'alternation varie pour les mêmes raisons. La terre est-elle très abondante, on lui accorde une longue période de repos qu'on abrège lorsque la population s'accroît. Les engrais sont inutiles dans le premier cas, et dans le second, deviennent à la fois nécessaires et faciles à se procurer. Un fait constant et inattendu, c'est que la culture est meilleure en Sibérie que dans une grosse partie de la Russie d'Europe. Il est fort explicable par une routine moins âgée et par le nombre considérable d'animaux domestiques que nourrissent les pâturages sibériens.

La moyenne des récoltes obtenues est, par hectare, de 14 hectolitres de blé dans le Sud, de 9 dans le Nord; pour le seigle, de 15 hectolitres; pour l'avoine, de 30 hectolitres, le tout dans les districts où existe l'usage des engrais.

Ces chiffres feraient attribuer à la Sibérie une réputation de fécondité qu'elle ne mérite pas absolument. Si l'on se rappelle de combien peu la moyenne des mois chauds ou tempérés est éloignée de celle qui est strictement nécessaire

à la végétation, on comprendra que le moindre écart suffit pour amener une récolte insuffisante ou nulle. Dans les bonnes années, le surplus est absorbé par les trafiquants de la grande artère sibérienne, par les mineurs de l'Altaï ou des terrains aurifères, par les chasseurs du territoire d'Yakoutsk. Vienne une mauvaise année, ni les mineurs ni les rouliers, ni les chasseurs n'enverront du grain et la disette surviendra.

La production totale de la Sibérie est évaluée à 25 millions de quintaux métriques de grains de tout genre. Il faut peut-être retenir cette évaluation comme un maximum.

VII

Un relevé des forêts de la Sibérie montre par sa brièveté même les richesses de ce pays. La seule Sibérie occidentale en possède 110 millions d'hectares, deux fois la grandeur de la France. Celles de la Sibérie orientale sont plus vastes encore, mais n'ont pas été mesurées, pas plus que celles du littoral de l'Amour. Ne peut-on s'étonner qu'à la veille d'entreprendre un aussi colossal projet que celui du Transsibérien, on n'ait pas fait ce travail assez simple, d'apprécier une des richesses qu'il doit mettre en valeur ?

Tout à fait au Nord, sont ces immenses forêts où l'homme n'a pas pénétré, où le rare trappeur qui s'y hasarde court le risque de ne jamais retrouver son chemin. Quelle est vraiment leur valeur, non pas aujourd'hui où elle est nulle, mais plus tard, lorsque l'épuisement des autres forêts contraindra l'homme à braver toutes les difficultés pour aller conquérir cette réserve? Il n'est pas absolument certain qu'elle remplisse les espérances qu'on fait reposer sur elle.

La région des bouleaux est à peu près celle de l'agriculture. Ils y viennent comme les arbres de notre Normandie au

bord des champs et, comme en Normandie, donnent à l'œil l'illusion d'un pays entièrement boisé. Malheureusement, cette zone étant la plus peuplée, le bouleau disparaît par l'abus qu'on en fait.

Enfin, les nombreuses chaînes de montagnes qui bordent la Sibérie sont couvertes d'arbres de toutes essences et ceux-là, véritablement et sans nul doute, forment une réserve pour l'avenir. Préservés de la destruction par la difficulté du transport sur des pentes abruptes où les torrents ne permettent pas le flottage et, à un degré moindre, par la surveillance dont ils sont l'objet, ils ont été explorés, étudiés, et lorsqu'on le voudra, formeront une ressource puissante.

En dehors de l'agriculture, la Sibérie, n'a guère d'industrie, si on excepte celles qui répondent aux besoins locaux et immédiats. Aucune ne produit d'objets exportables de quelque importance. La grande occupation des paysans consiste dans le charroi sur la grande route sibérienne, de l'Est à l'Ouest. Ils transportent les marchandises envoyées de la Russie d'Europe, les provisions nécessaires aux mineurs et aux indigènes, le thé, etc. L'essor de la navigation a diminué considérablement le trafic. L'amélioration des routes a tari une autre source de profits ou l'a diminuée tout au moins, en rendant moins fréquentes les réparations à faire aux voitures, l'aide à donner aux caravanes.

VIII

La seule richesse de la Sibérie qui puisse être citée après son agriculture, ce sont ses mines. Elles sont invoquées pour motiver la création du Transsibérien et cet argument est surtout puissant si on considère, non seulement les mines

exploitées, mais celles qui ne pourront l'être que par le grand chemin de fer. Il est inutile de parler des pierres précieuses, qui n'offriront jamais un gros élément de trafic. Les autres minéraux seront d'un transport plus rémunérateur.

L'exploitation des gisements aurifères ne date que de 1831. Elle a fait des pas de géant. Des montagnes voisines de la Toma, elle s'est étendue aux derniers contreforts des Saïans entre les gouvernements d'Yénisseï et d'Irkoutsk. Elle a suivi la Birousa. On l'a poussée jusqu'au territoire d'Yakoutsk. En 1868, elle commence dans la province de l'Amour, et aujourd'hui pas un gouvernement, par un territoire de Sibérie qui ne produise de l'or.

En 1891, 37.000 ouvriers étaient employés par les mines d'or de Sibérie et extrayaient 22.000 kilos d'or. Le profit n'en va pas tout entier aux détenteurs des gisements. Le salaire des ouvriers, très élevé, leur permet de payer très largement ce qu'ils achètent. Les transports se font à grands frais et, enfin, la plupart des exploitants se sont fait une réputation, moins par leurs immenses fortunes que par les œuvres de bienfaisance et d'utilité publique qu'ils ont créées en Sibérie.

Les mines payent à la Couronne un droit fixe, par hectare, de 10 roubles dans la région d'Olekmine, 5 dans la province de l'Amour, 3 partout ailleurs, et respectivement 10, 5, et 3 0/0 du produit des travaux. L'or recueilli est obligatoirement envoyé aux fonderies du Gouvernement et les dépositaires reçoivent en échange un bon d'égale valeur.

Le fils de Nikita Demidoff, le forgeron de Toula, averti de la découverte de scories métallifères dans l'Altaï, y fixa la première fonderie en 1726, et la nomma Kolevano. En 1739, il installa celle de Barnaoul; en 1744, une troisième dans la province de Semipalatinsk. Lorsque la richesse en argent des

minerais fut constatée, le Cabinet s'empara de toutes les mines et usines de l'Altaï. Dans d'autres parties de la Sibérie, l'initiative privée fut laissée libre, d'autres fois même encouragée, mais, sauf quelques exceptions, aussi bien pour l'argent que pour le cuivre, l'émancipation des serfs haussant les salaires et le coût des transports, coïncidant avec la raréfaction du combustible, ont rendu sans intérêt leur exploitation.

La métallurgie du fer est entravée en Sibérie par un facteur inattendu, la facilité d'importation. Les fonderies et les hauts-fourneaux de l'Oural envoient leurs fontes dans toute la Sibérie occidentale par le réseau fluvial. De Nicolaïewsk, l'Amour apporte jusqu'à 3.000 kilomètres dans l'intérieur les articles étrangers. Aussi les entreprises sibériennes sont-elles rares et les minerais restent en partie inutilisés.

Les quatre établissements de Gourieff, au pied de l'Altaï, d'Abakana, à 60 kilomètres de la frontière de Chine, de Nicolas, gouvernement d'Irkoutsk, et de Pétroff en Transbaïkalie, dont trois appartiennent à l'État, ont chacun un véritable apanage de forêts et emploient le charbon de bois comme combustible. Leur production totale a été pour 1891 de 9.000 tonnes de fonte.

La richesse minérale qui est de la plus haute importance, c'est très évidemment le charbon. Outre son utilité directe pour le grand chemin de fer, il lui donnera un élément de trafic considérable, s'accroissant à mesure que la diminution des forêts et le développement de l'industrie accroîtront simultanément la demande de la houille en Russie. En considérant que le charbon de Sibérie n'aura à supporter que les frais de traction, on verra qu'il pourra être utilisé dans une zone très large. Évidemment, on n'arrivera pas ainsi à augmenter les recettes de la ligne, mais on en accroîtra l'utilité.

La houille n'est actuellement exploitée qu'à Sakhalien, dans

les steppes Kirghises et dans le district de Kousnetz, en Sibérie occidentale. Une couche de 2 mètres 10 d'épaisseur a été reconnue d'abord. Une seconde de 10 mètres d'épaisseur, avec une inclinaison de 22°, est estimée contenir 1 million de tonnes. En Sibérie orientale, la houille a été reconnue près de Krasnoïarsk, puis dans les Saïans. Le long de la Choulym, elle existe en couches épaisses. Près de l'Oka, est un dépôt par couches minces qu'on évalue à 6 millions de tonnes. Dans la région d'Yakoutsk, les plaines de la Léna sont carbonifères. Les steppes Kirghises ont des mines en exploitation et les gisements houillers du territoire de l'Amour sont connus depuis le siècle dernier.

IX

L'industrie manufacturière est peu développée. Elle est nulle dans le territoire d'Yakoutsk. Les 950 entreprises éparses dans les autres régions ont une production totale de 9 millions de roubles, soit un chiffre d'affaires moyen inférieur à 30,000 francs. Ce sont surtout des tanneries, des moulins.

L'exportation ne peut donc atteindre un gros chiffre. L'importation est forcément restreinte par le peu de densité de la population. Le transit est surtout constitué par le thé, qui en représente 98 0/0. En 1892, 20 millions de kilogrammes ont traversé la frontière de Sibérie. Sur cette quantité, les 2/3 sont du thé en briques, dont l'usage n'est adopté qu'en Sibérie même ou dans la Russie orientale et, par suite, ne pourront abandonner cette voie. L'autre tiers, le thé en feuilles, peut au contraire prendre la voie de mer et, de fait, la proportion de cette denrée importée par Odessa s'accroît chaque année. Non seulement le transport par mer est

meilleur marché, mais le prix en reste constant, alors que celui des charrois varie sans cesse.

Deux routes sont prises par les thés envoyés par terre. Ou bien de Han-Kow, ils vont à Pékin, de là à Ourga, Kiakhta et Irkoutsk, ou, de Han-Kow, ils vont à Nicolaïewsk par mer, prennent l'Amour jusqu'à Sretensk et suivent la route jusqu'à Irkoutsk, ce dernier itinéraire coûtant 2 roubles de moins. D'un autre côté, Nicolaïewsk n'est accessible que quatre mois par an. Par Kiakhta, le port d'un poud de thé de Han-Kow à Nijni-Novgorod coûte 18 roubles 50, exige un an de voyage et un conditionnement des colis tout spécial. Par Odessa, le thé est rendu à Nijni pour 6 roubles. La différence est absorbée par les droits de douane en Europe ou en Sibérie, mais le délai et les risques moindres sont un bénéfice qui subsiste.

X

Les caravanes qui portent le thé de Nicolaïewsk ne suivent pas toutes exactement la même route. Quoique la grande voie sibérienne soit seule à offrir la sécurité, les trafiquants cherchent à raccourcir les distances ou à économiser les frais de traction. Ils cherchent à utiliser les fleuves nombreux qui arrosent le pays. En été, l'Obi, l'Yénisseï, la Léna sont navigables sur la plus grande partie de leur cours.

L'Obi a longtemps servi le trafic entre l'Asie et l'Europe. Les marchandises remontaient la Kama jusqu'à l'Oural, qu'elles traversaient en chariots jusqu'aux affluents de l'Obi. Aujourd'hui encore, le chemin de fer y conduit un tonnage important. La Toura et la Tobol sont surtout utilisées. En 1891, 120.000 tonnes ont emprunté la Toura. On réunit actuellement l'Obi et l'Yénisseï par un canal allant de la Ket à la Kass, et

cette œuvre, relativement peu dispendieuse, car elle utilise le cours de rivières déjà profondes et ne nécessite que 9 kilomètres de canal proprement dit, créera une route fluviale de 5.000 verstes, joignant Toumen à Irkoutsk. L'orientation des cours d'eaux en fait les pourvoyeurs du futur chemin de fer et les empêche de lui faire concurrence.

L'Yénisseï, qui sert à apporter les matériaux du Transsibérien, donne passage à des bateaux calant 8 pieds, jusqu'à Yénisseï. La navigation prend là la rivière Angara qui sort du Baïkal, a 2.000 kilomètres, mais ne peut être remontée régulièrement que jusqu'à Bratsk.

La Léna n'est pas en contact avec le Transsibérien et sa navigation est insignifiante comparée à celle de l'Amour. Plus de 12 Compagnies possèdent plus de 50 bateaux à vapeur allant sur ce dernier fleuve, la plupart servant à remorquer des barges portant jusquà 300 tonnes.

Les routes fluviales ont une telle importance que le Gouvernement à dû subventionner les entreprises qui les rendent d'accès facile. Il a aussi encouragé le cabotage sur la côte du Pacifique. C'est à l'initiative privée qu'est due la démonstration de la possibilité d'atteindre par le Nord les bouches de l'Yénisseï, démonstration dont le commerce ne profitera pas de longtemps, car l'énergie de Nordenskjold ne peut être requise chez tous les capitaines marchands. La flotte volontaire joint Odessa à Wladivostock. Le voyage, de 16.000 kilomètres, demande 40 jours et coûte 500 roubles en première.

La grande route de Sibérie dont nous avons parlé si souvent réunit Moscou à Irkoutsk. Elle passe par Tumen, Jaloutorowsk, Kolivan, Tomsk, Kranoïarsk, Nijneoudinsk. Là, elle se divise. Un embranchement va vers Kiakhta et suit vers la Chine. Un autre conduit au lac Baïkal, qu'on traverse ou en steamer ou en traîneau. Les communications sont difficiles jusqu'au fleuve Amour. Dès qu'il est atteint, le voyage

devient aisé jusqu'à Nikolaïewsk, ou bien, en prenant l'Oussouri à Khabarofka, jusqu'à Wladivostock.

XI

Nous croyons que le Transsibérien ne peut être jugé qu'en se plaçant à un point de vue très différent de celui qui nous est coutumier, en abandonnant les critères que nous employons d'ordinaire. Qu'il s'agisse de Suez, de Panama, du canal des Deux-Mers, de Paris Port de Mer, nous nous informons aussitôt de la « rentabilité » de l'entreprise. Combien de vaisseaux y passeront ? Quelle est la taxe possible ? Quel capital y aura-t-il à servir ? Bref, quel sera le dividende ? S'il est nul ou insuffisant, nous condamnons l'œuvre, non pas simplement guidés par le souci des intérêts des actionnaires, mais aussi par cette idée, plus élevée, qu'il est inutile de gaspiller les ressources sociales, et par la conviction que l'utilité de l'œuvre peut être obtenue autrement, ne fût-ce que par des subventions directes. Un autre ordre de considérations est envisagé d'ordinaire. Quel sera le profit qui en viendra au Trésor national, à défaut de dividende aux actionnaires ? Enfin, le point de vue militaire est aussi un élément dont on tient compte.

Nous serions assez disposé à croire que le Transsibérien sera d'une aide très douteuse pour les guerres que peut livrer la Russie. Le Japon, certainement, sera plus facilement atteint, mais l'Empire du Soleil levant n'est pas encore si redoutable par ses armes que le souci de le combattre pèse d'un poids appréciable. La Chine peut être attaquée autre part, par sa puissante voisine.

La rentabilité de l'entreprise n'est même pas à espérer.

Les devis atteignent un milliard de francs, et les devis sont faits pour être dépassés. Les voyageurs et le service de grande vitesse n'entreront dans le trafic qu'en proportion trop faible pour supporter la plus grosse partie des frais généraux. La tonne kilométrique à 8 centimes ne laisserait guère de bénéfice et cependant amènerait un prix de 560 francs par tonne transportée de Wladivostock à Tchéliabinsk.

Le profit du Trésor ne viendra pas davantage, nous parlons du profit immédiat. Évidemment, si l'œuvre est utile, elle aidera à la prospérité, et dès qu'il y a prospérité, le fisc sait en prendre sa part, mais on ne peut espérer un profit direct, comme celui que l'octroi donne à la ville de Paris à l'époque des Expositions qu'elle subventionne dans ce but. Elle perçoit aux barrières ce qu'elle a donné au Champ-de-Mars. Les douanes ne rendront pas à l'État russe ce que lui coûtera son chemin de fer.

A côté de ces considérations s'en présentent d'autres, d'un ordre moins journalier, mais d'une importance plus grande peut-être. La Russie pense aux intérêts de la civilisation. Elle veut la donner à ces terres immenses qu'elle gouverne. Par ses tarifs de douane, elle a fait naître chez elle des industries nombreuses, puissantes, dont l'essor se heurtera bien vite aux limites de la puissance d'achat du pays. Elle veut conquérir des marchés. Placée entre l'Occident et l'Orient civilisés, elle cherche à en devenir le trait d'union. Contemplant non seulement le présent, mais l'avenir, elle ouvre ses fenêtres sur l'Orient, après les avoir ouvertes sur l'Occident, comme disait S. M. Nicolas Ier à l'Université de Kharkoff. Cela lui coûtera un milliard, douze cents millions de francs. Est-il argent mieux dépensé que celui qui développera évidemment, car le doute ne va que du peu au beaucoup, la production et la civilisation ? Pendant une longue période, le consommateur a dû s'imposer des sacrifices pour protéger

l'industrie du pays. Aujourd'hui, le Gouvernement s'en impose un, très considérable, pour le plus grand bien de tous.

Est-il même si grand, ce sacrifice ? Un milliard, dont la plus grande partie va être dépensée en Russie, mais c'est ce que coûte la guerre la moins difficile! S. M. Nicolas II est l'Auguste Président de la Commission du Transsibérien; S. M. peut sans scrupules, consacrer à cette œuvre les sommes qu'elle réclame. Alexandre III, en ne faisant pas la guerre, a réalisé assez d'économies pour que son successeur serve la civilisation sans regarder à ce que coûtera le progrès. Ce milliard fût-il dépensé inutilement, il resterait encore les existences humaines qui ont été épargnées, et celles-là créent la gloire des souverains qui ne veulent de batailles que contre les difficultés naturelles.

En 1857, un ingénieur anglais nommé Dull proposa d'établir un tramway à traction chevaline, de Perm à un des ports du Pacifique. Il faut reconnaître que la disproportion du but et des moyens était faite pour expliquer les railleries qui accueillirent son projet. Cependant il avait un grand mérite, cet ingénieur, et des plus rares. Il avait le souci de l'économie et ne croyait pas que la gloire d'un constructeur fût en proportion directe de la somme qu'il dépense.

En 1858, des Anglais sollicitèrent la concession d'un railway allant de Moscou au district de Tartarie. Ils ne demandaient pas de subvention, pas de garantie, mais des conditions qui les auraient faits autocrates de Sibérie. On vit rapidement que leur avant-projet n'avait même pas été précédé d'explorations, et on le rejeta.

Dès lors, chaque année apporte un projet nouveau. L'ingénieur Raschet en a un, assez modeste, qui joint le Volga à l'Obi, desservant plutôt l'Oural que la Sibérie. En 1866, le

colonel, aujourd'hui général Bogdanovitch, en produit un autre qui mérite plus qu'une mention.

Eugène Wassilewitch Bogdanovitch était, d'abord, une intelligence de premier ordre et, de plus, connaissait à merveille la Sibérie et ses besoins. Envoyé pour rechercher des palliatifs à la disette, il avait vu aussitôt que le seul moyen efficace était de développer le trafic, de faire entrer la Sibérie dans le marché général, enfin qu'elle ne jeûnât pas, alors que l'Europe regorgeait de céréales, et qu'elle pût vendre ses grains, alors qu'il y avait pénurie partout ailleurs. Dûment autorisé, il resta sur les lieux et rédigea son plan. Celui-ci allait de Yershoff à Ekaterinenbourg, à Tumen, et devait être prolongé jusqu'à la Chine.

On l'adopta, dans ses grandes lignes, avec la clause explicite que le choix de Tumen comme point terminus n'impliquait rien quant au choix futur de la route du Transsibérien. On ne perdait pas de vue, en effet, le but complet, la création d'une grande ligne ferrée allant de l'Oural au Pacifique. En dépit des pétitions et des requêtes, le Gouvernement ajournait toute création de ligne partielle qui aurait pu nuire à la grande entreprise. Pour les besoins particuliers les voies fluviales étaient améliorées, mais le chemin de fer devait envisager l'intérêt national.

Le point terminus au Pacifique était évidemment Wladivostock. Le point de départ à l'Ouest serait-il Tumen ?

De Tumen à Nijnéoudinsk par Tomsk, la distance est de 3,500 verstes ; de Miass, 2,700 ; d'Orenbourg, 3,400. La route de Tumen, plus longue, rencontre mille obstacles. Celle d'Orenbourg traverserait pendant 1,500 verstes un pays privé d'eau, balayé par les chasse-neiges, et à l'Est, croise des montagnes. Le 21 février 1891, l'itinéraire Miass-Tcheliabinsk-Tomsk fut choisi, et le 12 mai de la même année, le

Grand-Duc Héritier posait à Wladivostock la première pierre de cet ouvrage.

Il comprend sept sections :

1° De Tcheliabinsk à l'Obi	1.328	verstes.
2° De l'Obi à Irkoutsk	1.754	
3° D'Irkoutsk à Misovsk	292	
4° De Misovsk à Srelensk	1.009	
5° De Srelensk à Khabaroffka	2.000	
6° De Khabaroffka à Grafsk	347	
7° De Grafsk à Wladivostock	382	
Total	7.112	verstes.

Son exécution a été divisée en trois parties. D'abord les deux premières sections, la septième et l'achèvement de la ligne réunissant les mines de l'Oural au Transsibérien. Puis, la sixième et la quatrième. Enfin, les deux autres.

XII

La ligne suit sensiblement une ligne droite, ne s'en écartant que pour éviter des marécages ou des lacs, mais négligeant résolument les villes qui sont hors de son parcours. Après Omsk, elle traverse l'Yrtich, entre dans la steppe, rase le lac Chani, passe à Kholivan où sont des mines et des fonderies, en franchissant l'Obi sur un pont de 850 mètres. A l'exception des deux ponts ci-dessus, les ouvrages d'art sont rares, les pentes extrêmes sont de 7 millimètres par mètre, le rayon des courbes de 600 mètres. Sauf dans la steppe, la voie est bordée de tchernozème.

De l'Obi à Irkoutsk, le terrain devient accidenté. Les rivières

sont nombreuses et larges et, dirigées du Sud au Nord, coulent dans des vallées que la voie doit couper. Les pentes deviennent de $0^{m}015$, les rayons des courbes, de 300 mètres, 260 même. Un remblai de 19 mètres a dû être prévu avant l'arrivée à Krasnoïarsk. On y traverse l'Yénisseï, on monte sur les flancs des hauteurs qui enserrent la vallée de la Berézofka. A Nijneoudinsk, le sol devient plus uni. La vallée de la Biélaya détermine une descente de 9 verstes, avec une pente de 0,009, et précède la station d'Irkoutsk, séparée de la ville par l'Angara.

Jusqu'ici, pour aller d'Irkoutsk à Verkhné-Oudinsk, les voyageurs et les marchandises se rendent au bord du lac Baïkal, le traversent dans sa partie inférieure, les uns sur un petit vapeur, les autres sur des barges en été, sur des traîneaux en hiver, et reprennent terre soit à Michikniskoy, soit à Boïarskoï, et là, reprennent la route que nous avons indiquée et qui suit la ligne télégraphique.

Le chemin de fer a dû contourner la base du lac et la suivre pendant 162 verstes, dans des conditions mauvaises : le terrain est fréquemment inondé, les cours d'eaux sont nombreux. Un éperon des montagnes Zirkhisounsk, amène soit un détour de 30 verstes, soit un tunnel de 3,700 mètres. Au confluent de l'Hilcha et de la Koultownaïa, les roches déterminent une courbe de moins de 200 mètres de rayon. Le remblai dépasse 35 mètres et les tranchées doivent se faire dans un terrain graniteux. Comme faible compensation, l'humidité locale cause des neiges fréquentes, grâce auxquelles le sol n'est pas gelé comme sur tout le reste de la ligne. Après avoir traversé la Sélenga, on arrive à Verkhné-Oudinsk. C'est une fort petite ville, où abondent les trafiquants chinois et qui est non seulement au croisement de la Sélenga et de l'Ouda mais, et c'est plus important, à celui des routes de Chine et du Pacifique. Au Sud est Khiatkhta, le point de transit des thés amenés

par le désert de Gobi, et Oudinsk-la-Haute a vu passer tous les voyageurs qui sont allés par terre de la Russie d'Europe à l'Empire du Milieu.

Un doute survient ici. Dans un des projets écartés, le railway avant d'arriver à Verkhné-Oudinsk se dirigeait vers Khiakhta et, en suivant une ligne presque droite, allait aboutir à Wladivostock, en coupant la Mantchourie chinoise. Les Russes ont voulu être maîtres de leur voie et ont préféré suivre la courbe tracée par l'Argoun et l'Amour. Mais, depuis cette décision, la guerre sino-japonaise a eu lieu. On raconte volontiers que la Russie n'a prêté son crédit à la Chine que contre des avantages sérieux dont le principal serait la libre disposition de la Mantchourie chinoise. Ce serait là une modification postérieure au terme que nous nous sommes assigné. De plus, elle est peu probable. Outre l'inconvénient de se placer en terre étrangère, de l'Argoun à Wladivostock, le chemin traverserait un pays aride, absolument désert, et devrait couper deux chaînes de montagnes, au lieu de suivre celles qui longent le fleuve Amour.

En tous cas, dans le plan adopté par S. M. Nicolas Ier, alors Grand-Duc Héritier, le chemin suit la rivière Ouda, jusqu'à la ligne de partage entre elle et la Domna. Elle gravit une pente des Yablonoï, à la verste 3,838 par une altitude de 1.100 mètres. Cent verstes plus loin, elle franchit la chaîne elle-même par une altitude moindre et entre dans le bassin de la Léna. C'est à ce point que la Sibérie dément tout le mal qu'on dit d'elle. Les pâturages immenses, les troupeaux nombreux, les cours d'eau glissant lentement donnent au voyageur un souvenir de la Suisse. L'illusion est trop vite dissipée par les moustiques, ce fléau de la Sibérie orientale. Le chemin de fer redescend, traverse la Chilka et arrive à la petite ville de Tchita.

C'est dans la courte distance, relativement, de Tchita à Sritinsk, que sont accumulées les plus grandes difficultés.

La Chilka et l'Ingoda ont un régime capricieux. Entre elles et la montagne, l'espace est souvent insuffisant. La moyenne des terrassements est de 20,000 mètres cubes par verste et les 3/5 se font dans la roche. Les murs de soutènement sont indispensables dans tous les remblais et, enfin, le climat local est mauvais.

En 1886, le thermomètre ne dépassa zéro que pendant trois mois; en 1887, pendant un mois seulement. Sur le plateau de Vitimsk, on a enregistré en été —5°. Même au bas des Stanovoï, le sol est perpétuellement gelé au-dessous de 60 centimètres.

Après Sritinsk, le projet remonte vers le N.-E., est tangent au fleuve Amour au point nommé Albaqui et se dirige vers Khabaroffka. Cette section, la 5e, est présumée avoir une longueur de 2,000 verstes. Le chiffre est plus rond qu'exact. A la vérité, l'exploration de cette ligne n'a été faite que juste assez pour juger que l'exécution sera très difficile.

Les conditions topographiques et climatériques ne valent pas mieux que dans la section précédente, mais, ici, on se trouve au milieu d'un désert. Dès qu'on abandonne les rives de l'Amour, on entre dans les forêts vierges, et il faudra tout envoyer de Russie. C'est d'ailleurs pour cela qu'on a divisé les périodes d'exécution. Ce n'est que lorsque la ligne ira de Khabaroffka à Wladivostock et de Sritinsk à Irkoutsk, qu'on entreprendra ce dernier tronçon.

Les explorateurs qui ont traversé la Sibérie ne peuvent fournir aucun renseignement aux ingénieurs. Actuellement, on prend à Sritinsk la rivière Chilka. Après être passé devant Gorbitza, l'ancienne frontière russo-chinoise, on trouve le fleuve Amour à Strelka et on le suit jusqu'à Khabaroffka. L'admiration qu'inspirent les montagnes boisées, les torrents nombreux, ne fait qu'augmenter la conviction que l'établissement de la voie sera fort coûteux, et que les 58.000 roubles prévus par verste seront bien juste suffisants.

Après avoir traversé le grand fleuve à Khabaroffka, la voie s'engage résolument vers le Sud, sans guère s'écarter de l'Oussouri. Elle n'est pas de niveau, car elle s'élève à 400 pieds vers le kilomètre 7,000. Les travaux d'art consistent dans de nombreux ponts pour franchir les affluents de l'Oussouri. Le point extrême est sur la rive même de la Corne-d'Or.

Comme nous l'avons vu, les travaux ont commencé par les deux sections occidentales, et la dernière à l'Est. Ils ont été conduits avec assez de rapidité pour qu'on puisse aujourd'hui avoir la certitude qu'en 1900, l'œuvre entière sera achevée.

La ligne sera à simple voie, les stations éloignées de 50 verstes au maximum. Celles-ci seront aussi simples que possible, en général des postes d'employés. Là seulement où un nombre suffisant de voyageurs l'imposera, des salles d'attente seront installées. Il est permis de souhaiter qu'on y ajoute quelques hôtels. D'Irkoutsk à Wladivostock, il y a plus de 5,000 kilomètres, et les villes intermédiaires offrent assez peu de ressources au voyageur peu soucieux de parcourir cette distance d'une traite. Sritinsk, en fait d'hôtels, n'a que la salle d'attente des bateaux, et si les voyageurs actuels se consolent de ce manque de confortable en songeant aux aises de leur cabine, les voyageurs du Transsibérien voudront se dédommager dans un hôtel des gênes du wagon.

La construction du Transsibérien aura deux ordres d'effets utiles, l'un qui le précédra, l'autre qui en dérivera.

Pour que cette construction se fasse avec le moins possible de difficultés, les fonderies de l'Oural devront être raccordés avec Tcheliabinsk ; les rivières devront être amendées pour amener les matériaux, de nombreux ouvriers seront embauchés et probablement amèneront leurs familles ; des routes seront tracées ; la carte du pays sera relevée.

Tous ces progrès accumulés ont une importance évidente et déjà, au jour de l'inauguration, le chemin de fer aura modifié l'état de la Sibérie, du moins dans la fraction qu'il parcourt. Nous estimons que c'est, surtout, de ce progrès préalable dont profitera la Sibérie. L'autre, celui qui viendra de la circulation de trois trains par jour, nous semble devoir servir surtout les pays situés au dehors.

Il n'est pas exact de dire que le seul obstacle au développement de la culture en Sibérie, c'est l'absence de consommation. Nous avons vu ses conditions climatériques, constaté que l'agriculture était en réalité impossible sur une portion immense de son étendue, que, dans la zone agricole même, une fraction souvent égale à la moitié doit être déduite pour les marais, les sables, les terres rocailleuses. Enfin, il faut ne tenir compte que de la Sibérie proprement dite, le reste étant en vérité *terra ignota*.

On veut que l'effet utile du chemin de fer s'étende à 100 verstes de chaque côté de la voie. A-t-on fait le simple calcul suivant ? Dans toute la Russie, chaque verste de chemin de fer nécessite 10 employés de tout rang et de tout ordre. Le Transsibérien en demandera donc 72.000. Les contrées qu'il traverse ont une population peu dense, de 4 habitants en moyenne par dix verstes carrées. En supposant deux hommes adultes par 5 habitants, il faudra donc 180.000 personnes, soit 26 par verste. En somme, sur une étendue de trente-cinq verstes à gauche et d'autant à droite, la population sera absorbée par le chemin de fer. En d'autres termes, avant que la population agricole ou ouvrière soit augmentée d'une unité, il faudra qu'elle ait comblé, en doublant, la place laissée vide par les enrôlements du Transsibérien.

Les exploitants de mines d'or y gagneront la sûreté des transports. C'est beaucoup, mais moins qu'il ne paraît dans un pays où les agressions sont plus que rares. Le prix du trans-

port pour un produit d'aussi grande valeur n'est pas important. Quant au développement du trafic sur les fleuves perpendiculaires, l'Obi, l'Yénisseï et la Léna, cela dépend de la plus ou moins facile navigabilité de ces cours d'eau. Il n'est pas démontré que des manufactures quelconques aient intérêt à se placer au nord des zones agricoles où tout leur manquerait. Ces fleuves peuvent servir de voies de pénétration, mais le chemin de fer aura pour effet direct de reporter plus loin la limite où peuvent être utilisés les produits ainsi importés.

La transportation de paysans auxquels on distribuera de la terre est-elle possible, au moment même où l'industrie russe, croissant à pas de géant, demande des bras ? La steppe a beau être fertile, est-ce quand le blé russe encombre les greniers que le Gouvernement va leur susciter un concurrent rendu redoutable par la gratuité de la terre et l'exemption d'impôts ? Ne fait-on pas un rêve lorsque l'on songe déjà à envoyer au milieu de ces paysans, des nobles, d'anciens fonctionnaires pour jouer parmi eux le rôle d'un levain de civilisation ?

Au fond, ces beaux projets pèchent surtout par l'exagération et par la mise au présent de ce qui devrait être au futur. Les terres de la steppe ou de la zone agricole sont fertiles. On les rend accessibles. Qu'elles restent la réserve de l'avenir, pour le jour lointain encore où le problème agraire se posera, sous l'influence d'un accroissement de population qui, en même temps, rendra insuffisantes les récoltes de la Russie d'Europe. A ce moment, l'émigration se fera d'elle-même, accompagnée d'une sélection que le Gouvernement ne pourrait pratiquer.

En tenant compte de l'optimisme habituel à toutes les administrations, on ne peut nier l'existence d'énormes gisements houillers en Sibérie. Nous avons indiqué comment leur production pourrait être transportée à assez bas prix.

Est-il besoin de dire que la Russie d'Europe ou la région de l'Oural en profiteront avant la Sibérie ? Ce n'est pas notre humble opinion que nous exprimons. En 1889, à la foire de Nijni-Novgorod, les marchands russes écrivaient dans une adresse : « Ce chemin de fer sera d'une immense importance économique pour la Russie. Il reliera à l'Europe, à travers la Russie, 400 millions de Chinois, 34 millions de Japonais. Les efforts qu'a faits l'Allemagne pour conquérir les marchés du Pacifique, les tentatives pour achever le canal de Panama prouvent clairement que c'est sur le Pacifique que ce dénouera la lutte commerciale actuelle. Le chemin de fer Canadien a pris une large part du transit des soies, du thé et des fourrures qui auparavant arrivaient en Europe par Suez. Sans nul doute, une grosse fraction prendra la voie de Russie, lorsque on ira d'Europe à Shanghaï par Wladivostock en 20 jours, au lieu de 35 qu'exige la route du Canada, des 45 qu'on emploie par Suez. »

Voilà la vérité, dite non pas par des théoriciens, mais par des hommes pratiques, à l'esprit éclairé sans doute, mais professionnellement habitués à tabler sur des réalités. La tâche maîtresse du Transsibérien, c'est de diminuer de moitié la distance qui nous sépare de l'Extrême-Orient.

Le commerce de la Chine et du Japon avec l'Europe dépasse 2,000,000,000 de francs, et il est limité comme le nombre de ports ouverts. Les récents événements ont amené un contact plus intime entre les grandes puissances de l'Europe continentale et la Chine. Les barrières que le gouvernement de Pékin a toujours imposées au trafic international céderont, sinon devant la gratitude, du moins sous le poids des obligations qu'il a contractées.

De l'ouverture de la Chine aux produits russes, nous n'aurons jamais qu'à nous louer, non pas seulement en suite des

sympathies qui nous attachent à la Russie, mais encore par la solidarité d'intérêts qui nous lie à elle. Le point obscur est ce qu'amènera, pour l'Europe, l'accession de la Chine à une civilisation plus analogue à la nôtre. C'est aussi, répétons-le, l'action réflexe que peut avoir sur la marche de la Russie ce contact journalier avec les grandes nations asiatiques. Il ne faut pas déduire de notre incertitude que nous en soyons alarmé, mais chacun suivant la tournure de son esprit peut en espérer ou en craindre beaucoup. Il est impossible, en revanche, de méconnaître la grandeur de l'influence qu'aura sur l'économie européenne, sur l'avenir de notre race, sur l'essor de la civilisation l'achèvement du Transsibérien. Si quelqu'un en était tenté, la politique suivie après la récente guerre suffirait à prouver que le centre de gravité de la politique européenne, recule vers l'Orient.

INSTRUCTION PUBLIQUE

Ce serait vouloir sûrement tomber dans les lieux communs que rappeler l'importanee capitale de ce ministère. Cette importance, l'Instruction publique l'a dans tous les pays, et la seule observation spéciale à la Russie, c'est qu'il ne suffit pas, dans l'Empire des Tsars, de répandre la plus large dose possible d'instruction, laissant à ceux qui la reçoivent le soin d'en tirer le meilleur parti. D'un autre côté, le temps où nous vivons ne permet pas même l'hypothèse d'un ministre de l'Instruction publique visant seulement à restreindre l'instruction. L'État russe doit développer cette force immense, la culture des esprits, mais la diriger de telle façon que non seulement elle ne vienne pas contrarier la direction qu'il imprime par ailleurs au corps social, mais qu'elle vienne au contraire seconder et servir ses vues. Sans rechercher si nos gouvernements parlementaires, qui assument si volontiers tant de tâches qui ne sont pas les leurs, ne manquent pas à leur plus élémentaire devoir en se préoccupant seulement de la quantité, jamais de la qualité de l'instruction qu'ils répandent, on peut affirmer que le Gouvernement russe ne les imitera pas. Il se jugerait coupable, s'il répandait à l'aveugle les moyens d'instruction et s'il ne surveillait pas le mieux possible l'harmonie entre les enseignements donnés et le parti qu'en doivent plus tard tirer les élèves; coupable, non pas uniquement envers les intérêts dynastiques qui méritent cependant quelques égards, car ils sont ceux de la stabilité sociale, de la prospérité na-

tionale, mais encore vis-à-vis des individus mêmes auxquels l'imprévoyance d'autres pays met en mains un outil qu'ils n'utiliseront pas et qui leur servira tout au plus à se blesser eux-mêmes. L'État russe n'admet son rôle d'instructeur que joint à celui d'éducateur. Dans cette branche de son activité, comme dans toutes les autres, il garde ce caractère paternel que notre époque a raillé, supprimé ailleurs, et qui sera peut-être le refuge de nos sociétés données en proie au désordre par leur culte de l'ordre mathématique.

Le Ministère de l'Instruction publique est dirigé, et c'est un bonheur assez rare pour le signaler, par deux hommes d'une valeur exceptionnelle, le comte Delianoff, et son adjoint, le Prince M. Volkonsky. Tous deux sont mieux que des chefs. Ils sont des exemples. La jeunesse de Russie peut voir d'après eux qu'il n'est pas de situation personnelle si haute qu'elle ne soit illustrée, exhaussée encore par le dévouement aux fonctions courageusement assumées, et, en outre, à mesurer le respect dont ils sont entourés, que ce dévouement trouve une récompense certaine et immédiate.

Leur département dirige 14 cercles scolaires, qui répondent à peu près à nos circonscriptions académiques. Ce sont les cercles de Saint-Pétersbourg, Moscou, Kazan, Orenbourg, Kharkoff, Odessa, Kieff, Wilna, Varsovie, Dorpat, le Caucase, la Sibérie occidentale, la Sibérie orientale et le Turkestan. L'enseignement est divisé suivant la tripartition qu'on rencontre partout, parce qu'elle est dans la nature des choses, en : supérieur, secondaire et élémentaire. Une des rares observations que nous nous permettrons dans ce chapitre, plus particulièrement dédié aux spécialistes, nous est dictée par la qualification de « moyen » donné à l'enseignement secondaire. A notre humble avis, c'est lui enlever tout caractère terminal, faire de lui un simple passage aux études supérieures, proclamer incomplètes les études de ceux qui ne les

ont pas poussées jusqu'au degré supérieur. L'enseignement secondaire nous paraît, dans l'infinie majorité des cas, contenir tout ce que l'homme peut utilement apprendre à l'école, et il peut être funeste d'exciter la jeunesse à ne pas s'en contenter, fût-ce par une étiquette désobligeante.

I

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'enseignement supérieur se donne dans neuf Universités : Pétersbourg, Moscou, Kazan, Kharkoff, Saint-Wladimir (Kieff), de la Nouvelle-Russie (Odessa), Dorpat, Varsovie et Tomsk. En 1891, leurs cours étaient suivis par 12.000 étudiants environ. Toutes, sauf celles de Tomsk, possèdent trois Facultés : historico-philologique, juridique et physico-mathématique, celle-ci partout divisée en deux sections ; sciences naturelles et sciences mathématiques. Les Universités de Moscou, Kazan, Kharkoff, Kieff, Dorpat, Varsovie et Tomsk ont une Faculté de médecine. Pétersbourg est doté, en outre, d'une Faculté de langues orientales, qui fait partie de son Université.

A côté de ces Facultés, se placent, toujours dans l'enseignement supérieur, des instituts et des lycées : les instituts technologiques de Saint-Pétersbourg et de Kharkoff ; les instituts historico-philologiques de Pétersbourg et de Nijni (Prince Besborodko) ; l'institut Lazareff des langues orientales, à Moscou ; le lycée de jurisprudence Demidoff, à Jaroslaff ; les instituts vétérinaires, l'École polytechnique de Riga, l'institut agronomique de Novo-Alexandrosk[1].

Les Facultés, on le voit, pourraient à très peu de chose près

1. Nous verrons ailleurs les écoles spéciales dépendant des autres ministères.

s'assimiler aux nôtres. La Faculté historico-philologique, c'est notre Faculté des lettres, comme la Faculté de jurisprudence est notre Faculté de droit. Les étudiants russes trouvent que l'analogie n'est pas assez complète. Les libertés du Quartier-Latin sont inconnues en Russie et les professeurs ne toléreraient guère les absences fréquentes. A ce point de vue, la discipline des Universités russes ressemble beaucoup plus à celles de nos lycées qu'à celle, très invisible, de nos Facultés.

Les programmes sont uniformes pour tous ces établissements d'instruction supérieure. La Faculté des Lettres a dans son enseignement:

La littérature grecque. Poésie épique (Iliade, Odyssée. Hymnes d'Homère. Batrachomyomachie. Hésiode). Poésies, lyriques (Archiloque, Tyrtée, Solon, Théophile, Sapho, Anacréon, Simonide et Pindare) ; la poésie dramatique (les Règles d'Aristote, Début de l'histoire de la tragédie. Eschyle, Sophocle, Euripide. La comédie ancienne de l'Attique. Aristophane. La nouvelle comédie).

L'historiographie (Hérodote, Thucydide, Xénophon).

La rhétorique. Les sophistes. Les orateurs (Antiphon, Lysias, Isocrate).

Isée, Démosthène, Eschyne). Revue des poètes et prosateurs aux temps d'Alexandre et de Rome (Callimaque, Théocrite, Apollonius de Rhodes, Polybe, Diodore de Sicile, Denys d'Halicarnasse, Plutarque, Arrien, Appien, Dion Cassius, Lucien).

La littérature romaine. Poésie populaire romaine (Carmen. Les vers Saturniens. Les hymnes. Carmina convivalia. Næniæ. Versus Fescennini). Alphabet latin. Notions des documents historiques. Leges regiæ ; Calendrier, Annales maximi, les XII Tables). Littérature romaine sous l'influence grecque.

Histoire de la littérature dramatique (Livius, Névius. Ennius). Comédies de Plaute et de Térence. Tragiques (fabula togata). Mimes. Littérature historique (Caton l'Ancien). Satires de Juvénal. Le siècle de Cicéron (ses discours et ses œuvres.) Historiens. Cornélius Népos, J. César, Salluste. Poètes : Lucrèce et Catulle.

Le siècle d'Auguste. Poésie : Virgile, Horace, Tibulle, Properce, Ovide et leurs contemporains. Prose : Tite-Live.

Poésie du Ier et du IIe siècle : Lucain, Silius Italicus, Stace, Perse et Juvénal, Martial.

Rhéteurs et philosophes : Sénèque, Pline le Vieux, Quintilien, Sénèque le Philosophe, Aulu-Gelle.

Historiens : Velléius Paterculus, Valère-Maxime, Tacite, Suétone, Scriptores historiæ Augusti, Ammien-Marcellin.

L'histoire de la Grèce ancienne et de Rome, en y comprenant surtout la connaissance exacte de ces civilisations disparues.

L'histoire très détaillée, très minutieuse de l'art antique. Celle de la philosophie ancienne.

La section de philologie russo-slave impose aux étudiants l'obligation préalable de connaître le latin, le grec, le sanscrit, la littérature de l'Europe occidentale.

Le programme de la chaire de littérature occidentale offre pour nous cet intérêt qu'il démontre combien a d'importance la culture de nos vieux pays dans le haut enseignement russe. Il comprend :

La littérature de l'Église catholique, les Chansons de gestes, les Niebelungen, les Troubadours et Ménestrels, les fabliaux de France, les « novelle » d'Italie, le roman du Renard et celui de la Rose, les farces et soties, Dante et sa Divine Comédie. Les grands auteurs de la Renaissance italienne, Boccace, Enéas Silvius, Arioste et Tasse, ceux de la

Renaissance allemande, Reucklin, Érasme; des Français, Marot, Rabelais, la Pléiade et Montaigne ; des Anglais, Thomas Morus, Sorrey, etc., Shakespeare et ses drames, Cervantes. Puis, venant à une autre époque, la littérature des XVIIe et XVIIIe siècles, Milton, Dryden, Congrève en Angleterre, chez nous Malherbe, Corneille et les grands hommes qui illustrèrent les débuts de l'Académie Française, puis Voltaire et Montesquieu (que le programme qualifie d'importateurs des idées anglaises), Diderot et les Encyclopédistes, Rousseau et Beaumarchais. Toute la littérature allemande de Lessing, Gœthe et Schiller.

Nous ne résisterions pas à la tentation de citer le programme entier si nous ne devions retrouver dans celui des écoles secondaires une preuve plus décisive encore de la connaissance générale imposée à la jeunesse russe de notre histoire, de notre littérature. Nous allions dire de nos arts, car, en somme, nous croyons être les héritiers de l'ancienne Grèce et de l'ancienne Rome.

Le reste du programme n'offre guère de différence avec celui de nos Facultés des lettres. De même, celui de la Faculté des sciences et, bien entendu, des Écoles de Médecine. C'est assez naturel, puisqu'il n'y a pas plusieurs algèbres ou plusieurs anatomies humaines. On pourrait, en revanche, s'attendre à une grande diversité dans les études juridiques. Sauf erreur, notre droit vient partie du droit romain, partie des coutumes de notre pays. Il pourrait être absolument ignoré chez un peuple qui n'a rien à faire du *jus romanum* et encore moins des coutumes de régions dont il est séparé par la patrie du droit germanique. Cependant, le droit romain occupe une place au moins égale dans les examens de droit à celle que nous lui faisons, puisqu'il est considéré comme aussi important que le droit civil russe. Le droit

commercial et la procédure civile y sont enseignés plus complètement que chez nous. Depuis de longues années, le droit financier et le droit international forment deux chaires distinctes, comme d'ailleurs le droit public qui est professé par des hommes éminents, comme Korkounof de Saint-Pétersbourg et, naguère, notre illustre collègue Maxime Maximovitch Kovalewsky.

Le nombre des étudiants a été diminué par la loi de 1884, qui a établi des taxes scolaires relativement importantes. Cependant, il atteignait au 1er janvier 1891 plus de 12.000 dont 1.800 à Saint-Pétersbourg, et plus de 3.500 à Moscou. Les droits d'inscription payés ont été, cette année-là, 60.000 roubles à Saint-Pétersbourg, 150.000 roubles à Moscou. C'est environ 50 roubles par élève, et c'est beaucoup, dans un pays où la propriété n'est pas divisée, où les étudiants se recrutent surtout dans les familles peu fortunées. Il existe heureusement un grand nombre de fondations en faveur des étudiants pauvres, et chaque année en voit éclore de nouvelles. Comme nos Universités nouvellement créées seraient heureuses de recevoir, comme l'a fait celle de Moscou en 1890, 5 mille roubles d'un bourgeois, 16 mille d'un conseiller de collège, 12 mille d'un marchand, 5 mille d'un autre : au total 210 mille roubles, ou 600 mille francs ! Même l'Université de Tomsk, qui n'a que 280 étudiants, a eu, en 1890, 63.000 roubles de libéralités.

II

Les instituts et lycées appartiennent évidemment à l'enseignement supérieur, mais ont un caractère tout spécial, dû au côté pratique dont ils ne s'éloignent pas.

Les deux instituts technologiques de Saint-Pétersbourg et

Kharkoff ont leurs cours divisés en cinq classes. Le premier compte 600 élèves, dont 66 0/0 orthodoxes, 25 0/0 catholiques romains, 5 0/0 luthériens. Nous citons ce chiffre, parce qu'il est exceptionnel de trouver dans les établissements russes d'instruction supérieure le nombre de catholiques plus élevé que celui des protestants. Des 600 étudiants, 367 payaient la taxe, 77 en étaient dispensés, le reste était défrayé, soit par des particuliers soit par des fondations. Il en est sorti 48 ingénieurs technologues, 56 technologues.

L'institut de Kharkoff est fréquenté par 450 étudiants. Le programme est pareil.

Les instituts de philologie et d'histoire, les écoles vétérinaires ne méritent qu'une mention. L'École polytechnique de Riga vaut, au contraire, qu'on la fasse connaître. Elle n'a guère de commun que le nom avec notre grande école de la rue Descartes. Les sciences pures y sont cultivées dans la moindre mesure possible. Elle est une école d'application immédiate, dirai-je, et ses anciens élèves se retrouvent plus facilement à la tête d'entreprises, petites ou grandes, qu'aux séances de l'Académie des Sciences. Elle n'en a pas moins libéré la Russie de la nécessité de recourir aux ingénieurs étrangers. Sans elle, ce mouvement si marqué d'émancipation industrielle, qui agite actuellement la Russie, aurait été impossible.

L'enseignement y est donné à 850 élèves par 35 professeurs, 3 privatdocent, 14 suppléants. Ici, la religion romaine n'a plus la majorité. Les orthodoxes sont 106, les catholiques 198, les luthériens 267 et les juifs 224. Je n'ai même pas jusqu'ici fait allusion à la question juive, mais il est impossible de ne pas remarquer cette énorme proportion d'Israélites dans une pépinière d'ingénieurs, de ne pas la rapprocher de celle qui se trouve à chaque promotion de notre École.

Six sections se divisent les élèves : celles des agronomes (93), des chimistes (289), des ingénieurs (71), des ingénieurs mécaniciens (253), des architectes (26), du commerce (105). Ils provenaient, soit de l'école préparatoire annexe (175), en majorité des écoles réales (434), dont l'enseignement a là son débouché naturel et, enfin, des gymnases ou d'institutions privées. Le prix des leçons dépasse 100 roubles et seulement 5 0/0 des étudiants jouissent de la gratuité.

L'École polytchnique de Riga a sa station agricole près de Mittau, mais ce n'est qu'une annexe des cours. Au contraire, l'Institut agronomique de Novo-Alexandrovsk est spécialement réservé à la science culturale et à celle des forêts. Comme on doit s'y attendre, les fils de nobles ou de fonctionnaires forment la majorité des 250 ou 300 étudiants. L'enseignement y est conduit de façon assez pratique pour que les produits de la ferme viennent diminuer notablement les frais de l'institut et soient trois fois plus considérables que la rétribution scolaire. Les deux, ajoutés à la subvention du Trésor, s'élèvent à 100,000 roubles annuels.

Une réflexion s'impose à la lecture des rapports des curateurs sur la conduite et les travaux des étudiants. La discipline assez rigoureuse qui leur est imposée, le mode d'existence qui est le leur, font qu'à les prendre en masse, les résultats obtenus sont très supérieurs à ceux que nous constatons dans nos Facultés. En moyenne, plus de 80 0/0 passent leurs examens avec une ou deux notes de plus qu'il n'est strictement nécessaire ou, pour emprunter notre notation, obtiennent la mention « Bien » ou « Assez Bien », 14 0/0 sont suffisants, 6 0/0 échouent ou se retirent. Certes, une pareille moyenne n'existe pas chez nous. En Russie, elle ne doit pas étonner, puisque les professeurs de toléreraient pas que les étudiants appliquassent le mot celèbre : « Il y a des années où

l'on n'est pas en train de travailler. » En revanche, les étudiants français qui travaillent, le font librement, démontrent par cela même leur goût de l'étude et trouvent d'autant plus de facilités et d'appui qu'ils ne sont pas l'universalité. Notre système est évidemment plus favorable à la sélection de l'élite, mais l'est beaucoup moins à l'exhaussement du niveau intellectuel de toute une classe sociale.

III

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Il est donné par 176 gymnases et 61 progymnases, 103 écoles réales, 142 établissements d'instruction secondaire pour les jeunes filles, les instituts pédagogiques secondaires et les séminaires.

Dans les gymnases et progymnases, 1.660 classes sont consacrées à l'enseignement classique, 376 à l'instruction parallèle, 162 aux cours préparatoires. Le budget spécial de l'enseignement secondaire est de 10.500.000 roubles, à peu près 30.000.000 de francs, dont la moitié seulement est à la charge du Trésor. La rétribution scolaire cependant ne fournit que 2.500.000 roubles, mais les offrandes des Sociétés philanthropiques, de la noblesse, des zemtsvos, des particuliers, comblent le déficit. Il n'est pas sans intérêt de montrer le coût de chaque élève : la moyenne est de 153 roubles 55 dans le cercle de Pétersbourg, de 190 roubles à Taschkend. La rétribution scolaire annuelle est à Pétersbourg de 60 roubles pour les cinq premiers gymnases, de 50 roubles pour les deux autres, et c'est à peu près le chiffre adopté partout, sauf la faveur accordée aux fils de militaires dans le Kouban, où ils ne payent que 5 roubles.

Les professeurs sont soumis à une inspection plus sévère peut-être que chez nous, mais avec cette différence qu'ils relèvent surtout, au point de vue de leur enseignement, du Conseil pédagogique constitué de tous leurs collègues du gymnase.

Comme dans nos lycées classiques, — du moins au temps lointain où nous en étions un mauvais élève, — il y a 8 classes et une préparatoire correspondant à notre neuvième. Les matières enseignées sont :

La loi de Dieu (4 heures par semaine dans la classe préparatoire, 2 heures dans toutes les autres).

La langue russe (6 heures en préparatoire, 4 et 3 dans les autres).

Le latin (commence en première, à raison de 6 heures par semaine, 5 heures ensuite).

Le grec (de la troisième, à 4 heures par semaine, jusqu'à la huitième, 6 heures par semaine).

Les mathématiques (6 heures, puis 4, enfin 3).

La physique (2 heures depuis la sixième).

L'histoire (2 heures depuis la troisième).

La géographie (2 heures en première, deuxième, troisième et quatrième).

Le français (3 heures depuis la deuxième).

L'allemand (idem).

La calligraphie et le dessin (6 heures en préparatoire, 4 heures en première, deuxième et troisième).

Les 58,000 élèves de l'enseignement secondaire n'apprennent pas tous les langues vivantes, facultatives, et si nous nous consolons aisément de voir la langue russe reprendre la place qu'avait, en Russie, usurpée la nôtre, nous constatons avec mélancolie qu'une partie du terrain perdu pour nous est occupée par l'allemand. A Pétersbourg, sur

100 élèves, 16 suivent les cours de français, 20 ceux d'allemand. Cette proportion est, à Moscou, de 26 à 36; à Wilna, de 31 à 48. Nous ne parlons pas de Dorpat où le rapport est de 2 à 54, parce que les Baltiques souffrent trop de devoir apprendre l'allemand comme une langue étrangère. Nous avons conservé les avantages d'autrefois dans les cercles plus éloignés, moins impressionnés par le mouvement actuel, à Orenbourg (47 contre 39), dans le Caucase (60 contre 22), dans la Sibérie occidentale (46 contre 33), à Taschkend (38 contre 13).

Il serait trop long de chercher dans quelles carrières entrent les élèves de tous les gymnases, mais il est intéressant de le préciser, au moins pour l'un d'entre eux.

A Pétersbourg, 400 élèves (86,2 0/0 de ceux ayant fini les cours) sont entrés à l'Université, 51 (11 0/0) dans les établissements spéciaux d'instruction supérieure, 12 seulement ont abandonné leurs études. Des 400 entrés à l'Université, 129 (32, 2 0/0) ont choisi la Faculté de médecine, 115 (28,8 0/0) celle de droit, 104 (26 0/0) celle des sciences, 28 (7 0/0) celle des lettres, 16 (4 0/0) la Faculté des langues orientales, 6 (2 0/0) la Faculté de théologie. En rapprochant ces chiffres de ceux que l'on relèverait en France, on aurait une précieuse comparaison sociologique.

En règle générale, les gymnases et les progymnases sont des externats. Auprès de quelques-uns, le tiers environ, existent des « pensions », dans lesquelles vivent 3.500 élèves (sur 60,000). Les curateurs sont unanimes à encourager ce système et en démontrent les avantages par les notes excellentes qu'ont presque tous les pensionnaires. Les élèves externes, n'ayant aucun parent dans la ville du gymnase, habitent, soit une sorte de caserne, en phalanstères, soit chez des particuliers. Il existait, en 1890, 52 de ces casernes logeant

700 élèves, et quelque 2,000 maisons où vivaient 3,620 pensionnaires. La plupart de ces dernières offraient, sous forme d'hospitalité, une aide discrète. On s'en rend compte par la qualité des propriétaires : la Couronne (à Taschkend), la Noblesse (à Smolensk, Koursk, Tamboff et Mohilew), les zemtsvos (Olonetz, Kalouga), l'administration des douanes (Wilna), les Slaves du Sud (Nicolaïeff), les curateurs eux-mêmes (grand-chambellan Narieschkine à Tamboff, et le comte Branicki à Biélozersky.

Sur les 60,000 élèves, 32,600 étaient fils de nobles ou de tchinowniks, 2,200 fils de prêtres, 19,000 fils de bourgeois, 3,500 sortis de classes rurales, et ce dernier chiffre, déjà peu considérable, le serait moins encore si dans les cercles baltiques et polonais, la proportion des villageois ne se relevait un peu. Au point de vue des cultes, et en chiffres ronds, 37,000 orthodoxes, 10.000 romains, 5,000 luthériens (Dorpat et Pétersbourg, 4,000), 4,500 juifs (Odessa, 1.100).

ÉCOLES RÉALES

Les Russes ont donné le nom de « Realnia Outchilitsa » aux institutions fondées sur le modèle des Realschüle allemandes, et ce barbarisme est admis aujourd'hui. On sait que leur enseignement a été le précurseur de ce qu'on a appelé chez nous l'enseignement spécial et qui s'y nomme aujourd'hui l'enseignement moderne. Il comprend huit classes, dont une préparatoire et une complémentaire se divise pour la cinquième et la sixième en deux sections fondamentale et commerciale qui ont, en commun, la classe complémentaire.

Il porte sur :

La loi divine (4 heures par semaine en prépararoire, 2 heures

ensuite). La langue russe. La sixième classe étudie la littérature moderne depuis Karamzine jusqu'à Gogol, la classe complémentaire étudie la littérature ancienne, des origines jusqu'à Karamzine.

L'allemand, depuis la première clas se, le français, seulement depuis la seeonde. Cette infériorité est augmentée par celle du nombre d'heures accordées à notre langue : pour l'ensemble des classes, 36 heures à l'allemand, 22 heures au français. Les quatre premières années ont un cours exclusivement pratique. A dater de la cinquième, l'enseignement devient littéraire pour la section fondamentale et porte sur la comptabilité allemande pour la section commerciale. En français, de même.

Par exemple, nous trouvons dans le programme de la dernière année du cours commercial :

« Lettres de change, contrats, polices et documents à traduire en français, terminologie commerciale française.

» Rédaction, soit à domicile, soit en classe, de documents et lettres de commerce en français sur un thème donné.

» Conversation en français sur des sujets commerciaux. »

Une seule remarque paraît digne d'être faite. C'est l'introduction d'Alexandre Dumas père parmi les classiques dont l'étude est prescrite. La liste d'ailleurs, prouve un parti pris de préférer les auteurs modernes, tout en choisissant des sujets anciens. Nous trouvons : l'Histoire des Croisades, de Michaud ; les Récits des temps mérovingiens, de Thierry ; les Ducs de Bourgogne, de M. de Barante ; les Considérations sur les causes de la grandeur de Rome ; l'histoire de Charles XII, Charles XII, comme histoire ; de Maistre, Sauvestre, Toppfer, Ségur et A. de Vigny, comme littérature.

La géographie. On lui consacre 2 heures par semaine.

L'histoire, qui en emploie autant. En lisant le programme de l'enseignement historique donné dans les écoles réales russes, nous ne pouvons pas ne pas être profondément étonné de voir

ce peuple. qu'on accuse si facilement de s'isoler du reste de l'Europe, imposer à ses enfants l'étude approfondie des annales de tous les autres pays, lorsque nous, si cosmopolites en apparence, ne songeons même pas à connaître d'autre histoire que la nôtre. Avec l'organisation russe, on peut être sûr que ce programme est exécuté, qu'il ne contient pas, comme quelques-uns des nôtres, des articles mis là on ne sait pourquoi. Pour ne prendre que les têtes de chapitres, nous trouvons : La Renaissance des Sciences et des Arts en Italie. La Réforme en Allemagne, en Suède, en Danemark, en Angleterre, et en France, de François Ier à l'édit de Nantes. La guerre de Trente-Ans. La dynastie des Stuarts.

La monarchie absolue en France et le siècle de Louis XIV. Fondation de la Prusse. Les réformes organiques en Prusse, en Autriche, en Scandinavie, en Portugal, à Naples. L'Angleterre et la fondation des États-Unis. La Révolution française. Napoléon. Revue des cinquante années depuis la chute de Napoléon.

Et ce ne sont là que les titres de chapitres, mais chacun d'eux est suivi d'une indication minutieuse de tout ce que comprennent ces titres, et vraiment, il n'en faut pas davantage pour nous expliquer pourquoi les Russes sont partout comme chez eux.

Les mathématiques. Elles absorbent 24 heures par semaine dans la section fondamentale, 28 dans la section commerciale. Elles vont : en algèbre, jusqu'à la résolution des infinies du 1er degré, et au théorème de Besout ; en géométrie, jusqu'à l'application de l'algèbre.

La physique et l'histoire naturelle, qui à elles deux n'occupent que 15 heures, alors que le dessin en emploie 26. La calligraphie et la tenue des livres, cette dernière science réservée à la section commerciale comme d'ailleurs l'économie commerciale. Celle-ci examine : les notions générales sur le

commerce et l'industrie, l'argent, le crédit, les banques, la Bourse, la rente, et le salaire, les profits, les assurances, etc.

Il existe 104 écoles réales avec 23.000 élèves, dont 9.000 nobles, 10.000 bourgeois, 1.000 étrangers et 3.000 fils du clergé ou de la classe rurale. Leur entretien coûte, au total, 3.500.000 roubles. La rétribution scolaire est d'ordinaire de 50 roubles et ne couvre pas un quart des frais. Pour les pensions et appartements scolaires, ce qui a été dit des gymnases s'applique aux écoles réales.

IV

On éprouve quelque peine à exposer une fois de plus la grandeur du rôle de la femme dans notre organisation sociale, tellement cette grandeur est incontestable, incontestée. Tous la reconnaissent, aussi bien les apôtres de l'émancipation féminine que les partisans de la vieille école, qui voient dans la matrone souveraine l'idéal de la femme. Nul ne nie que la mère crée son fils, non pas seulement comme individu, mais comme membre de l'agrégat, comme facteur social. En Russie, plus qu'ailleurs peut-être, la question féministe née de cette évidence a été discutée et, certainement plus qu'ailleurs, a porté des résulats nombreux, mais qu'on pourrait synthétiser d'un mot, la quasi-égalité intellectuelle des sexes. Nous n'avons pas, très heureusement pour nous, à le juger, mais simplement à le constater. Ce n'est pas même tenter de l'apprécier que de le juger absolument concordant avec le reste de l'organisation russe. La famille ne peut pas être une démocratie ou un duumvirat. Elle n'est, ne peut être qu'une

monarchie, soit absolue, soit modérée par les sentiments d'affection. La diminution de l'autorité morale du père et de l'épouse doit forcément restreindre la force du lien familial et, par suite, rendre plus facile l'intégration de l'individu dans cette grande famille qui est la Russie. En Occident, où nos lois et nos mœurs ne permettent, non pas l'assimilation, mais même pas la comparaison métaphorique de l'État avec une famille, nous avons besoin de la famille naturelle et nous sommes bien forcés en règle générale de maintenir les seules bases sur lesquelles elle est possible. Parmi celles-là, la principale est la supériorité du père et du mari. Aussi les lycées de jeunes filles ont-ils encore bien des adversaires, qui en reconnaissent les mérites intrinsèques, mais les trouvent fort périlleux pour une société dont la stabilité n'est pas le moindre besoin. En Russie, l'instruction intégrale des femmes est un sujet d'orgueil pour le pays.

Les jeunes gens ont à leur disposition 176 gymnases et 61 progymnases, soit 237 établissements secondaires classiques; les jeunes filles 142 gymnases, 179 progymnases, au total 322, et nous laissons de côté les trois écoles supérieures d'Ostrowsky, Wilna et Koloma, les quatre du gouvernement de Dorpat, les instituts dépendant des Établissements de l'Impératrice Marie.

Le nombre des élèves est de 60.000 environ. La dépense dépasse 3.500.000 roubles, dont 1.500.000 seulement fournis par la rétribution scolaire. Celle-ci est, en principe, relativement élevée (elle arrive jusqu'à 150 roubles à Odessa et Kharkoff), mais les exemptions de droits sont fréquentes, et on voit, par exemple à Tchistspolsk, jusqu'à 84 0/0 des élèves profiter d'une bourse complète.

Sur dix écoles normales, neuf sont ouvertes à tous les cultes,

une, celle de Wilna, est réservée aux Juifs. Toutes, à l'exception de celle de Tiflis, ont pour annexe une école élémentaire. Les cours sont d'ordinaire de trois ans et le nombre des élèves-professeurs est de 1.200 environ. Les séminaires et écoles pédagogiques au nombre de 150, ont plus de 7.000 élèves et coûtent 1.000.000 de roubles, dont 5 0/0 seulement proviennent de la rétribution scolaire.

V

Pour l'enseignement primaire, nous ne pouvons guère fournir que des chiffres et essayerons de les donner aussi sommaires que possible.

L'enseignement élémentaire est fourni par trois sortes d'écoles : de villes, de districts et populaires.

407 écoles de villes reçoivent 51.000 élèves et coûtent 2 millions de roubles environ, dont 990.000 à l'État, 370.000 aux municipalités, le reste étant fourni par la rétribution scolaire.

250 écoles de district instruisent 22.000 élèves, entraînant une dépense totale de 960.000 roubles, dont 580.900 roubles à l'État, 34.000 pour les municipalités, 100.000 venant des taxes scolaires et 200.000 de dons volontaires.

Les écoles populaires sont au nombre considérable de 27.300, réunissant 1.400,000 garçons et 414.000 petites filles, et coûtent 15.000.000 de roubles. La provenance de cette somme est multiple. Elle provient du Trésor, des municipalités, des zemtsvos, des offrandes volontaires, mais rien n'est demandé aux parents des élèves.

Tous ces chiffres peuvent se résumer ainsi :

		Nombre des établissements	Nombre des élèves	Budget Roubles
Enseignement	supérieur	9	12.457	
—	secondaire	662	118.911	17.649.000
—	primaire	22.000	1.900.000	18.000.000

en faisant abstraction des écoles spéciales et d'application ainsi que de ce qui concerne les beaux-arts.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Dans une nation aussi fortement organisée, le ministre de l'intérieur doit jouer un rôle considérable. Il est en effet le ministre du mouvement. De toutes les fonctions que l'unanimité reconnaît à l'État, celles qui sont déléguées à ce haut fonctionnaire sont peut-être les plus importantes, car si la justice est aussi essentielle que l'administration, le ministre de la justice a une tâche infiniment moins personnelle.

Avant de rappeler les divers rouages de l'administration russe, il nous semble nécessaire d'emprunter au Code le tableau de son organisation sociale. Le seul fait que le Code la prévoie, la règle, est déjà une preuve suffisante que nos habitudes d'esprit doivent être oubliées, lorsqu'il s'agit de choses de Russie, et l'examen de ces règles prouvera que, non seulement la Russie organisée ne ressemble pas à notre pays individualiste, mais que son organisation ne trouve d'analogue dans aucune des nations européennes.

I

Les habitants de l'Empire russe sont divisés en quatre classes : la noblesse, le clergé, les habitants des villes et ceux des campagnes[1]. Cette division en fait est incomplète. La noblesse, par exemple, est héréditaire ou personnelle. La classe

1. Règlement général, t. IX, art. 12.

urbaine comprend les citoyens honoraires, les marchands, les petits bourgeois (mestchané), les membres des corporations et les ouvriers. De plus, la classification du Règlement général manque de fixité. Un marchand est tel parce qu'il paye le droit de guilde et pendant qu'il le paye. Les membres du clergé n'ont pas de droits spéciaux. Les fils des prêtres deviennent des « citoyens honoraires ». De même enfin, les artisans et les ouvriers n'ont aucun droit, ne sont soumis à aucune exigence qui fasse d'eux une classe.

En réalité, les quatre classes définies par la loi sont : la noblesse, les bourgeois honoraires, les petits bourgeois et les paysans, celle des petits bourgeois englobant tous ceux qui ne réunissent pas les conditions exigées pour les trois autres. Ces quatre classes forment deux grandes catégories, la catégorie taillable (padatnoï), et la non taillable (nepadatnoï). C'est du moins la traduction du Dictionnaire, mais en pratique on dit : les classes privilégiées ou non privilégiées.

Les classes privilégiées, — nobles et citoyens honoraires, — possèdent surtout la liberté de déplacement et ont droit à un passe-port permanent, valable sur tout le territoire de l'Empire. Les classes non privilégiées, — les petits bourgeois et les paysans, — en sont privées. Leurs membres jouissent d'une liberté très restreinte et sont soumis à la rigoureuse surveillance de leurs Sociétés, qui peuvent les mettre à la disposition de la police pour être envoyés en Sibérie. Les châtiments corporels sont abolis pour tous, mais il subsiste encore cette distinction que les membres des deux classes taillables peuvent seuls être requis pour les travaux d'intérêt public, par exemple s'il s'agit de secours après un accident de chemin de fer ou de débarrasser la voie ferrée d'une surabondance de neige [1].

1. Instruction générale des chemins de fer de Russie, art. 157-158.

Les personnes n'appartenant à aucune des quatre classes, doivent « choisir une sorte de vie », c'est-à-dire se faire inscrire dans une des classes taillables. Cette règle s'applique spécialement aux fils naturels que ne reconnaissent ni le père, ni la mère.

La plus grande partie des classes ont une existence corporative : la noblesse héréditaire, les marchands, les artisans, les petits bourgeois, les paysans. Seuls, les nobles personnels, les citoyens honoraires et les manouvriers vivent socialement sans se grouper. Le passage d'une classe à l'autre a lieu de bien des façons. Le mari amène dans sa classe sa femme, s'il est d'une classe supérieure. Le contraire a-t-il lieu, la femme ne déchoit pas, mais n'élève pas son mari. Le père laisse ses fils dans sa classe, si elle est héréditaire, non pas si elle est viagère comme la noblesse personnelle, la bourgeoisie honoraire ou la cléricature. Les modes les plus ordinaires d'accès dans une classe sont : 1° une grâce du souverain ; 2° le service d'État ; 3° les grades universitaires pour les classes privilégiées ; 4° l'inscription pour les autres.

Dans les classes privilégiées, c'est surtout la noblesse qui jouit de privilèges. « Elle revêt chez nous, dit le professeur Korkounoff, le caractère d'une hiérarchie de serviteurs de l'État (slougebni caracter). » L'art. XV, qui base l'institution sur l'hérédité des vertus, n'explique que la noblesse héréditaire. Il existe de plus la noblesse personnelle.

C'est cette dernière qu'acquiert un officier par le seul fait de son entrée au service. Depuis le colonel dans l'armée, le capitaine de premier rang dans la marine, les officiers deviennent nobles héréditaires. Le service civil est moins favorisé, puisque les quatre rangs inférieurs n'anoblissent pas, que la noblesse personnelle ne commence qu'au IXe et celle héréditaire au IVe. Les ordres militaires confèrent la noblesse personnelle. La noblesse héréditaire, dévolue seulement aux titulaires

des grands cordons des autres ordres, appartient à tous ceux de Saint-Georges et de Saint-Wladimir. En outre, deux autres catégories de personnes ont droit à la noblesse héréditaire : Ce sont, d'abord, celles dont le grand-père et le père ont successivement, et pendant vingt ans chacun, occupé des emplois donnant la noblesse personnelle, et ensuite les chefs des tribus Kirghises élus pour trois périodes triennales au moins.

Les conditions d'accès à la noblesse sont, on le voit, très larges. A la vérité, en règle générale, l'entrée au service civil est réservée aux nobles et aux fils de nobles personnels ou de fonctionnaires, mais les exceptions que permet la grâce souveraine sont nombreuses. La noblesse personnelle se donne après douze ans de service, même dans le rang inférieur. La noblesse héréditaire est plus malaisée à obtenir, puisque le grade de conseiller d'État actuel, qui y donne droit, ne se donne qu'à de hauts fonctionnaires, mais on y parvient par les décorations. Un service de trente-cinq ou vingt-cinq ans, suivant les cas, est toujours récompensé par la croix de quatrième classe de Wladimir, qui entraîne la noblesse héréditaire. Aussi, chaque année, le 22 septembre voit-il s'élargir beaucoup les cadres de la noblesse qui s'ouvrent aussi pour les gradués de l'Université. Les plus hauts grades donnent droit à l'entrée directe aux XIIe, XIe et IXe rangs, celui de docteur au VIIIe.

Ce ne sont même pas uniquement le service de l'État ou l'instruction qui anoblissent. L'ordonnance rurale de 1890 a étendu cette faculté aux fonctions d'administrateurs ruraux, qui reçoivent la noblesse personnelle et peuvent dès lors entrer dans le service civil et parcourir l'échelle des rangs.

Outre la grande division entre personnelle et héréditaire, la noblesse se subdivise en six sections. D'abord, la noblesse octroyée. Puis la noblesse militaire. En troisième lieu, la no-

blesse acquise avec un rang ou une décoration. Viennent ensuite les familles nobles d'origine étrangère, les familles distinguées, et enfin, les familles d'ancienne noblesse qui peuvent la prouver avant le 21 avril 1785. Les titres militaires sont : Princes sérénissimes, Princes, Comtes et Barons, mais ils ne donnent aucune sorte de privilège ou de supériorité sur les nobles non titrés.

Les droits exclusifs de la première classe non taillable concernent ou les nobles, ou la classe noble. Dans le second cas, ils se réduisent à peu près à se réunir en assemblées, présidées par le maréchal de la noblesse du gouvernement ou du district. Les droits personnels des nobles sont : le droit d'avoir des armoiries, celui de s'intituler seigneurs de leurs domaines et d'instituer des majorats [1].

1. C'est ici que doit se placer le fameux tableau des rangs ou tchins, que l'on trouve d'ailleurs assez facilement, même dans les Guides de Russie, mais presque jamais au complet.

	SERVICE CIVIL	ARMÉE	FLOTTE	COUR IMPÉRIALE	UNIVERSITÉ	TITRES	CLERGÉ (hiérarchie spéciale)	TITRES
1	Chancelier de l'Empire	Feld-Maréchal	Amiral-Général	Gd Chambellan Gd Maître de Cour Gd Maréchal Gd Echanson		Haute Excellence	1. Métropolite	Haute Eminence
2	Conseiller privé actuel	Général d'Infanterie, Cavalerie ou Artillerie	Amiral				2. Archevêque	
3	Conseiller privé	Général-Lieutenant	Vice-Amiral	Maître de Cour Maréchal de la Cour, Ecuyer Maître des Cérémonies		Excellence		
4	Conseiller d'Etat actuel	Général-Major	Contre-Amiral					
5	Conseiller d'Etat	»	»	»		Haute Naissance	3. Evêque	Eminence
6	Conseiller de Collège	Colonel	Capitaine de 1er rang	Fourrier de la Chambre		Haute Noblesse	4. Archimandrite	Haute Révérence
7	Conseiller de Cour	Lt-Colonel	Capitaine de 2e rang	»			5. Igoumène	
8	Assesseur de Collège	Major	Capitaine-Lieutenant	»	Docteur		6. Protoprêtre	
9	Conseiller titulaire	Capitaine	Lieutenant	Fourrier de Cour	Maître	Noblesse		Révérence
10	Secrétaire de collège	Capitaine en second	»	»	Bachelier		7. Prêtre	
11	Secrétaire naval	»	»	»	»		8. Protodiacre	
12	Secrétaire de Gouvernement	Lieutenant	Enseigne	Echanson	Etudiant actuel			
13	Registrateur du Sénat	Ss-Lieutenant	»	»	»		9. Diacre	
14	Registrateur de Collège	Cornette	»	»	»			

1. Les officiers de la garde ont un grade de prééminence sur ceux de la ligne.
Les titres de Haute Excellence, Excellence, etc., ne se donnent qu'aux fonctionnaires sans titre personnel. Les princes sérénissimes ont le préfixe Svietlost, à peu près Altesse sérénissime. Les autres princes et les comtes sont salués Siyatelstvo, rayonnement.

La seconde des classes privilégiées est celle des citoyens honoraires établie en 1832. L'idée qui présida à sa fondation fut un peu celle qui nous a valu le Mérite agricole et les Palmes académiques. On chercha à diminuer le nombre des entrées dans la noblesse, en inventant une récompense pour des gens qui méritaient d'être récompensés, mais qui paraissaient ne pas devoir l'être autant, comme chez nous on a voulu faire des nouvelles décorations les succédanés de la Légion d'honneur. Je ne crois pas que le nombre des candidats au ruban rouge ait diminué de beaucoup, et je suis sûr que celui des nouveaux nobles russes n'a fait que grandir, mais on est arrivé à contenter plus de gens. Aujourd'hui, ce titre de citoyen honoraire peut n'être qu'une distinction, mais il avait une valeur tangible lorsqu'il dispensait des punitions corporelles, de la conscription, de la soumission au pouvoir disciplinaire des sociétés taillables. La suppression des peines corporelles, l'obligation pour tous du service militaire ont réduit l'importance de ce titre. La loi distingue les bourgeois honoraires et les classes urbaines, ce qui les oblige, pour faire partie d'un conseil électif urbain, à avoir une qualité autre, propriétaire ou marchand. D'ailleurs, le titre peut aller à une personne qui n'a même pas sa résidence dans une ville. La fille d'un fonctionnaire rural qui épouse un paysan reste bourgeoise honoraire. Le paysan qui a terminé son cours à l'école rurale, après trois ans de direction d'un domaine, devient citoyen honoraire. Les chefs kalmouks le sont. En un mot, cette classe, de même que la noblesse, est en dehors ou au-dessus de la division entre urbains et ruraux.

Elle se compose, aussi comme la noblesse, des citoyens honoraires héréditaires et de ceux qui jouissent de ce titre seulement pendant leur vie. Les premiers sont les fils de nobles personnels, les fils de prêtres en certaines conditions, ceux des cheiks-ul-islam et des muftis, les ingénieurs agro-

nomes après 5 ans d'exercice ; les artistes des théâtres impériaux après 15 ans ; les marchands, s'ils sont faits conseillers de commerce ou de manufacture, s'ils reçoivent une décoration, après 20 ans d'exercice dans la 1re guilde.

Les droits spéciaux de cette classe ne profitent qu'aux individus qui la composent. Ce sont : l'exemption de l'impôt de capitation et le droit de porter leur titre dans tous actes, qui ne laissent pas d'avoir une certaine importance, joints à ceux, communs aux classes privilégiées, de liberté de circulation et d'exemption de soumission aux Sociétés.

Pour acquérir la qualité de *mietschan*, il faut en général se faire inscrire dans une Société urbaine. Si l'impétrant, ou le postulant plutôt, a jusque-là été paysan, il doit apporter l'autorisation de sa communauté paysanne. La société de petits bourgeois est administrée par une délégation élective qui prononce sur ces admissions.

De droits spéciaux, ni les sociétés de mestchané ni les mestchané eux-mêmes n'en ont aucun. Ils ne jouissent d'aucune exemption. Nous disions plus haut que cette classe se compose de tous ceux qui n'appartiennent à aucune autre. Plus spécialement, elle se compose de tous les membres de la fraction non privilégiée qui ne sont point inscrits aux communautés paysannes. La délégation permanente (ouprawa), élue par tous les membres, les surveille. Son action combinée avec celle des chefs ruraux (zemskii nachalniki) ne laisse pas que de diminuer sensiblement leur liberté, en les assujettissant à des peines variant de 6 roubles d'amende à l'exil administratif en Sibérie et, dans ce dernier cas, le mari exilé peut contraindre sa femme à le suivre, sauf maladie ou s'il a des torts graves[1].

1. Ce menu détail a son importance et montre combien l'ancienne organisation familiale a subsisté dans les classes non privilégiées, avec l'appui de la loi.

Les institutions paysannes sont tellement spéciales, elles offrent un intérêt si grand pour l'homme d'études, qu'il soit sociologue, juriste ou simplement écrivain politique, qu'elles sont peut-être le côté le mieux connu de l'organisation russe. M. Leroy-Beaulieu, M. Mackenzie-Wallace, l'illustre Leplay en ont exposé à merveille les détails[1]. Mais, à côté de ces quatre grandes divisions des sujets russes, il en existe une autre toute spéciale, dont le nom même est intraduisible, sinon par une périphrase, les « inarodtsy[2] ». Ce sont les habitants de l'Empire soumis aux lois russes, mais qui eux-mêmes ne sont pas Russes et qui sont encore moins étrangers. Il n'est, du reste, pas besoin de remonter aux ilotes de Lacédémone pour trouver une classe analogue, et les professeurs de droit public russe rappellent avec raison que nous-mêmes, Français, avons des habitants de notre territoire soumis à nos lois et qui ne sont pas nos compatriotes, les Arabes d'Algérie. La comparaison n'est pas d'une justesse mathématique, mais nous offre cet avantage qu'elle nous donne une vue générale de cette singularité.

Les « inarodtsy », suivant l'art. 835, sont : 1° les Kirghises de Sibérie ; 2° les habitants des îles du Commandeur ; 3° les Samoïèdes ; 4° les nomades du gouvernement de Stavropol ; 5° les Kalmouks ; 6° les hordes du Transcaucase, et enfin, et surtout les Juifs. A côté de l'énumération légale se place un groupement naturel qui met, d'un côté les Israélites, de l'autre les « inarodtsy » orientaux. Une grande différence les sépare. Par le seul fait de son abjuration, un juif cesse d'être juif et « inarodets ». Au contraire, un Samoïède ne perd pas sa qualité et n'acquiert pas la nationalité russe par cela seul

1. Et, — *si parva licet componere magnis*, — l'auteur de cet ouvrage en a écrit longuement. V. *L'Empire Russe en 1885*, et *Present condition of the peasants in the Russian Empire.*

2. La seule expression à peu près équivalente serait « Allogènes ».

qu'il embrasse la religion orthodoxe. De plus, les Juifs sont tous sédentaires et les Orientaux presque tous nomades.

Ceux-ci sont gouvernés par des régimes à peu près pareils. Des chefs élus, des lois traditionnelles, le Gouvernement russe imposant des règles à la collectivité et laissant celle-ci diriger les individus qui la composent.

Les Juifs vivent en un contact beaucoup plus grand avec les Russes. La loi (t. IX, art. 953) les oblige à se faire inscrire dans une des classes urbaines, de marchands, ou d'artisans, sans que cette inscription touche à leur qualité d'inorodtsy. Ils sont en même temps inscrits aux Sociétés juives. A Riga et dans le gouvernement de Courlande, ils sont administrés par un conseil qu'ils élisent chaque trois ans, le Kagal, dont la principale fonction est la collection des impôts qui grèvent ses justiciables.

Tout en n'étant pas confinés dans une partie délimitée de l'Empire, comme les autres « inarodtsy », les Juifs ne possèdent la liberté de circulation qu'avec des restrictions nombreuses. Ils ne peuvent, par exemple, établir leur résidence permanente que dans les gouvernements de Pologne, et dans ceux de Bessarabie, Wilna, Volhynie, Podolie, Poltawa, Kovno, Kherson, Grodno, Ekaterinoslaff, Minsk, Mohileff, Tauride, Tchernigoff et dans celui de Kieff, en dehors de la ville de Kieff. En Courlande, peuvent résider seulement les Juifs qui s'y sont établis avant 1835. En dehors de ces limites, les Juifs ne peuvent que séjourner momentanément : 1° pour recueillir des successions; 2° pour suivre des procès; 3° pour affaires de commerce. Ceux qui appartiennent à la première guilde peuvent aller deux fois par an dans les capitales et aux foires de Nijni, Irbetsk, Kharkoff et Soumsk. Ceux de la deuxième guilde ont faculté d'aller une fois par an dans les capitales et aux foires de Krementschoug et Kieff (art. 157-166). A la règle générale, les exceptions sont nombreuses. On

en dispense les marchands de la première guilde, après cinq ans d'exercice, les Juifs pourvus d'un grade universitaire, les dentistes, pharmaciens, vétérinaires.

Les Juifs qui ne sont ni docteurs, ni maîtres, ni bacheliers, ne peuvent entrer au service civil. Sans cette restriction explicite, les fils de Juifs marchands de 1re guilde, ou les Juifs ayant fini les cours de l'enseignement secondaire, pourraient entrer dans la hiérarchie civile.

III

Ce résumé des classes en Russie peut sembler long. Il devrait l'être davantage pour être complet. Ce sont les classes établies, délimitées par le droit public, que nous avons énumérées. Et d'ailleurs, ce sont les seules qui aient des frontières précises. La classe des marchands mérite une étude spéciale que nous avons trouvée au chapitre « Commerce ». La noblesse se subdivise non seulement, suivant son origine, mais encore suivant la position particulière des familles qui la composent. Ce « mare magnum » des miestchan comprend le modeste artisan qui vient réparer vos fenêtres et le richissime marchand que vous rencontrez dans les endroits où l'argent se dépense aisément. Du moins, se rendra-t-on plus facilement compte des fonctions dévolues aux divers rouages que nous allons passer en revue.

Leur plan général est assez simple. L'Empire est divisé en provinces, ou gouvernements, n'ayant aucun lien entre elles au point de vue administratif[1]. A la tête de chacune est le gou-

1. Elles sont réunies en groupes et forment des circonscriptions plus étendues au point de vue militaire et universitaire.

verneur. A côté de lui, sont le Zemtsvo de gouvernement élu par les Zemtsvos de district, l'Ouprawa de gouvernement, commission permanente du Zemtsvo, et un Comité pour les affaires des paysans.

Le gouvernement se divise en districts ou arrondissements avec chacun un Zemtsvo de district, élu pour trois ans par un corps électoral composé de censitaires et de délégués des communes rurales et qui nomme sa délégation permanente, et une commission pour les paysans. L'activité administrative dans les districts se subdivise en deux sections : celle qui concerne les villes et celle qui régit les campagnes. Les villes ont un conseil municipal (Douma) élu par les censitaires, avec une délégation permanente et un maire, celui-ci nommé par la Couronne sur la présentation du Conseil. Les campagnes ont les communes ou sociétés rurales qui, réunies par deux ou davantage, forment le Volost, qui diffère du canton en ce qu'il est l'unité administrative russe. La commune rurale (Selskoï Obstchestvo) est administrée par l'assemblée générale de ses membres en conformité des lois et usages. Le Volost a maintenant à sa tête, depuis 1889, un fonctionnaire applée Zemtskii Nachalnik, nommé par le gouverneur et qui contrôle et dirige l'administration, pendant que la justice est rendue par un tribunal formé par quatre juges qu'il choisit.

Les gouverneurs sont nommés par oukase et choisis par l'Empereur, sans que rien vienne limiter l'entière liberté de ce choix. Leurs fonctions embrassent tant de sujets divers qu'il serait plus bref de chercher ceux qui leur demeurent étrangers. Leurs devoirs sont de veiller à la promulgation des lois, de contrôler toutes les administrations de leur circonscription, de prendre les arrêtés nécessaires pour assurer le bon fonctionnement des Sociétés de bienfaisance et autres.

Si l'on considère le nombre considérable d'habitants de

chacun des gouvernements (plus de 1.500.000 en moyenne, 3.000.000 à Viatka, à Smolensk, 3.200.000 à Kieff), surtout leur étendue (85.000 kilomètres carrés, en moyenne pour la Russie d'Europe avec la Pologne, 98.000 pour la Russie seule, 850,000 pour Arkhangel, 123.000 pour Novgorod, 400.000 pour Vologda), on voit aisément que la seule de leurs multiples missions dont puissent sérieusement s'acquitter les gouverneurs, c'est le contrôle des administrations qui leur sont soumises, des fonctionnaires qui leur sont subordonnés, des organes des communes rurales et des corporations de classes. Ils sont tenus à un voyage d'inspection au moins tous les deux ans et à présenter un rapport pour en résumer les résultats. Ils s'acquittent de leurs devoirs de surveillance sur les fonctionnaires, soit par les interrogatoires personnels dont ne dispensent ni la hauteur du grade ni la supériorité de rang, soit par tout autre moyen, et disposent du droit de suspension des agents qu'ils ne nomment pas.

Des plaintes contre les gouverneurs peuvent émaner, soit des organes autonomes, comme les municipalités ou les Zemtsvos. Elles sont déférées au Sénat. Les ordonnances du gouverneur peuvent être modifiées, complétées ou cassées par le gouverneur général ou par le Ministre de l'intérieur.

Le gouverneur est assisté de conseils, non seulement de conseils de gouvernement, mais encore d'une masse de comités spéciaux. En province, plus encore que dans la capitale, la polysynodie subsiste encore, mais ses inconvénients sont réduits par le fait que les conseillers sont vraiment tels, qu'ils donnent des conseils, apportent des lumières, mais laissent la décision à l'agent exécutif.

Le Zemtsvo du gouvernement, en dépit de son origine élective, ne limite en rien la puissance du gouverneur. Sur ce point, la dangereuse analogie a été funeste. A l'étranger, on

a confondu les Zemtsvos avec les conseillers provinciaux, ou généraux, de nos pays parlementaires. En Russie même, par cela seul qu'ils étaient électifs, on a supposé qu'ils étaient l'embryon possible d'un parlement futur. Comment n'a-t-on pas réfléchi que le rôle que jouent nos assemblées départementales, dans un pays parlementaire, ne peut pas être celui d'assemblées élues sous un gouvernement autocratique ? Ici, accord entre l'origine du pouvoir central et celle du conseil départemental. Là, antinomie absolue. Par suite, les entraves que nous devons apporter à l'autonomie départementale dans l'intérêt de la cohésion nationale, ne sont rien à côté de celles que doit lui imposer un gouvernement personnel qui ne peut se laisser tenir en échec par un corps élu, lui qui n'admet pas le droit électif. Le Zemtsvo est et reste un moyen donné aux populations d'exprimer leurs besoins, à l'État, d'étudier le moyen de le satisfaire. Il n'est pas un organe de self-government ou, car il vaut mieux emprunter un mot à la Russie qu'à l'Angleterre, de samo-oupravlenié.

Cette autonomie administrative existe en Russie. Elle y est même très développée. Ce n'est pas seulement chez les « inarodtsy » d'Orient qu'elle se trouve, mais dans les communautés paysannes, dans les administrations urbaines. L'organisation des paysans, si connue, en est une preuve. Elle a cependant subi récemment une modification importante, contre laquelle se sont élevés beaucoup de publicistes et qui, pourtant, peut être aisément soutenue, non pas seulement par ceux qui, comme nous, ont toujours été les adversaires déterminés de cet abandon des paysans à eux-mêmes, qui ont cru découvrir sous ce grand mot d'autonomie paysanne une simple transmission à l'assemblée villageoise des droits exorbitants enlevés aux seigneurs, mais encore par ceux-là même qui se font les apologistes de la collectivité de la propriété rurale. En effet, on ne peut méconnaître que si la com-

munauté paysanne répond aux besoins de stabilité du corps social, elle ne sert en rien ses besoins, impérieux aussi, de progrès, d'éducation. Si humbles que l'on veuille faire ces humbles unités qui sont les villages, ils n'en participent pas moins à la vie de l'Empire. A un degré infiniment moindre, mais certainement, ils ont, comme une colonie anglaise ou comme un grand-duché allemand, à la fois des intérêts locaux et des intérêts « impériaux ». S'il est possible même, il dérive de l'autonomie qu'ils règlent comme ils l'entendent leurs intérêts locaux, il est indispensable que les rapports qu'ils ont tous avec l'Empire soient mis en concordance. C'est une partie des devoirs des chefs de canton, Zemskii nachalniki; l'élévation progressive des paysans en est une autre. Selon nous, et sans nul doute, leur mission la plus importante sera de présider au passage inévitable du Mir à une autre forme de possession.

La loi municipale est récente, datant de 1892. Elle a mis fin à un système électoral, non pas singulier, puisqu'il est bien connu en France, mais ignoré chez nous. Jusque-là, les contribuables étaient divisés en trois classes, correspondant respectivement aux trois tiers des impôts payés. Naturellement, la liste était dressée par ordre d'importance des impôts assignés à chacun. Ces trois classes élisaient un nombre égal de membres. C'était, sous une autre forme, le vote plural des Belges[1]. Pour fixer les idées, supposons une ville percevant 3.000.000 d'impôts. Le million afférent aux gros contribuables sera payé par 100 personnes. Si le nombre des conseillers est de 30, chaque électeur de ce groupe aura 1/10 de représentant. Le million de contributions moyennes pèsera sur 2.000 personnes qui n'auront chacune que 1/200 de représentant. Enfin,

1. C'est le système électoral du Landtag prussien.

le troisième million réunira 10.000 imposés dont chacun n'influera de 1/1.000 sur l'élection d'un conseiller. C'est une réédition du vote par curies, à la vérité rendue plus équitable.

Dans les travaux préparatoires de la loi actuelle, on songea d'abord à créer deux corps électoraux formés, l'un des habitants inscrits aux classes urbaines, l'autre des habitants qui ne l'étaient pas et des représentants de la science, de l'enseignement, de la bienfaisance, etc. Le dualisme fut repoussé et on en vint à l'élection par le scrutin de liste dont les inconvénients, très grands lorsque le vote porte sur 160 noms, sont mitigés en certains cas par la division en sections (outchasti). Le droit de vote appartient aux propriétaires ou aux usufruitiers de biens immeubles situés dans l'intérieur des villes et estimés au moins : 3.000 roubles dans les capitales, 1.500 dans les villes de 100.000 habitants, 1.000 dans les capitales de gouvernements et dans les plus grandes capitales de district, 300 roubles dans les autres, et aux marchands de 1re guilde dans certaines villes, à tous les marchands dans d'autres. Il est refusé aux tenanciers de débits de boissons, suspendu pour les contribuables en retard d'un semestre.

Le nombre des conseillers est plus élevé que chez nous. Dans les villes ayant 100 électeurs au plus, les élus sont 20. Puis par chaque 50 électeurs en plus il est accordé 3 conseillers, jusqu'à 40. Les villes de gouvernement en ont 60, Odessa et les villes de gouvernement ayant 100.000 habitants 80, les capitales 160. Le *quorum* est peu élevé, puisque la présence d'un tiers des membres est suffisante, et elle n'est même pas indispensable puisque, à Saint-Pétersbourg, il n'y a guère que 80 conseillers sur 160 dans les occasions les plus importantes.

Les séances sont publiques et présidées par le maire. Celui-ci est plus que secondé par l'Ouprawa. Les membres de cette délégation permanente sont plus que des adjoints. Comme le collège des échevins en Belgique, le « magistrat » en Alle-

magne, la « giunta municipale » en Italie, ils forment un corps délibérant en même temps qu'exécutif, et leurs décisions ne peuvent être contrariées par la volonté du maire. Ils sont trois dans les villes secondaires, six dans lés grandes, où l'un d'eux reçoit le titre d'adjoint et remplace le maire en cas d'empêchement. Ils sont élus par la Douma comme les maires, mais ceux-ci dans les capitales tiennent leurs pouvoirs de l'Empereur sur la présentation du Ministre de l'intérieur, qui choisit l'un des deux noms indiqués par la Douma, dans les autres villes par le Ministre ou les gouverneurs. Maires et membres de l'Ouprawa sont réputés être dans le service civil, ont droit à l'uniforme et reçoivent un traitement quelquefois assez élevé.

Cette loi met sur un pied d'égalité apparente Pétersbourg, Moscou et la plus humble des villes de district. Je dis apparente, parce que son libéralisme a produit des résultats très différents suivant l'esprit des populations. Il ne faut pas oublier un instant que la police, même municipale, ne relève pas de la Douma ; que le Ministre de l'intérieur a toujours le droit de s'opposer à tel ou tel vote municipal ; qu'au-dessous de lui sont ou le Gradanatchalnik, dans les capitales, ou le gouverneur, qui exercent une influence plus directe et qui, si leur influence ne suffit pas, peuvent invoquer le pouvoir suprême dont ils sont les délégués. Dès lors, on comprend que, dans tel gouvernement, les Doumas aient la volonté de pousser l'autonomie aussi loin que possible et y arrivent, par la persévérance, l'habileté, la valeur personnelle de leurs membres, alors que, dans d'autres, elles ne sont que les exécutrices fidèles des désirs du gouverneur. Ce n'est un mystère pour personne que l'opposition presque violente d'idées, qui s'est produite entre le pouvoir et la Douma de Saint-Pétersbourg. Non pas certainement que cette opposition ait revêtu jamais un caractère politique, qu'il ait jamais existé un parti politique, inspiré par la Douma, mais celle-ci s'est faite

l'interprète des antipathies du peuple contre l'administration. Le conflit a éclaté. Pourquoi aussi ne pas reconnaître que, si le préfet semblait représenter la cause antilibérale, il représentait la cause de l'ordre et du progrès; que, sous le masque des libertés municipales, la Douma luttait pour la stagnation et l'incurie ? Les faits qui le démontrent seraient longs à rapporter, mais, à priori, est-il douteux que le Conseil obéissant aveuglément aux idées, aux goûts du plus grand nombre de ses électeurs, servait le progrès beaucoup moins que le Préfet, mû par le désir de servir les besoins des classes supérieures ? Le nier serait subordonner l'intelligence d'un Russe instruit et cultivé à celui d'un mougik. On ne s'étonnera donc pas qu'une des dernières signatures de S. M. Alexandre III ait été apposée sous un blâme énergique à l'adresse de la Douma pétersbourgeoise.

Cette autonomie municipale, restreinte, redisons-le, par bien des côtés, n'a pas encore fait ses preuves. Elle a donné des indications sur son avenir probable. Sera-t-elle, pour les électeurs, un apprentissage de self-government et, pour les élus, une école d'administration ? Au contraire, substituera-t-elle dans l'esprit public, à la préoccupation des grandes questions nationales ou à l'exercice de l'activité privée, le souci de l'agitation stérile, les âpres dissidences des partis de clocher ? Orientera-t-elle le corps électoral vers une culture semblable à celle que les franchises municipales ont donnée à l'Angleterre, ou, au contraire, vers ce byzantinisme meurtrier où elles ont jeté les municipes de l'Italie méridionale ? A en juger par les faits, c'est la pire prédiction qui est la plus juste. Et il devait en être ainsi. Aucun système n'est absolument mauvais s'il est intégral. Aucun n'est bon qui est contradictoire. Laisser les conseils municipaux en dehors de cet engrenage qui fait concourir à une œuvre commune, et

dans une action commune, toutes les institutions, tous les fonctionnaires, tous les habitants de l'Empire, c'est préparer volontairement un amoindrissement de cette œuvre, un éparpillement de cette action. Et nous ne renions certes pas, en ce moment, notre religion libérale, car la question n'est pas ici entre le socialisme et la liberté, entre la centralisation et l'autonomie. Elle est entre la logique et, si j'osais dire, l'incohérence, entre l'harmonie des formes politiques et leur discordance, entre l'eurythmie et l'imprévoyance.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ici encore, il suffit de rappeler une organisation judiciaire bien des fois étudiée.

Pour les paysans, d'abord l'assemblée villageoise, puis l'assemblée et le conseil de Volost, inspirés ou dirigés par le Zemstkii Natchalnik, le Comité de district pour les affaires paysannes, enfin la Commission de gouvernement.

Dans la plupart des gouvernements, le premier magistrat est le juge de paix, élu par le Zemtsvo de district parmi les propriétaires remplissant certaines conditions. Avec eux, sont élus des juges de paix honoraires qui remplissent certaines fonctions pour lesquelles une situation personnelle élevée est nécessaire. Pour n'en citer qu'un exemple, un héritier *ab intestat* ne peut demander la délivrance de son héritage que si un juge de paix honoraire certifie savoir qu'il n'existe pas d'autres ayants droit. Ces magistrats sont élus parmi les propriétaires riches, âgés, ayant fourni une carrière qui a prouvé leur valeur. Rien ne semble plus judicieux que ce moyen d'utiliser pour le bien commun ces forces, qui sont la considération acquise, le désintéressement, le goût des affaires publiques.

Les juges de paix, réunis en assemblée, connaissent des appels de leurs propres décisions. Naturellement, celui dont la sentence est attaquée ne prend pas part à la délibération.

Dans les districts, sont les tribunaux d'arrondissement qui ont recours à des jurés pour certaines affaires criminelles.

De même que chez nous plusieurs départements forment le ressort d'une Cour d'appel, de même en Russie plusieurs gouvernements forment celui des Cours de justice. Celles-ci connaissent : de l'appel des jugements des tribunaux d'arrondissement, des mises en accusation, des crimes d'État et des conflits. Les fonctions de la Cour de cassation sont exercées par le Sénat qui juge en droit et non en fait.

Le droit pénal russe mériterait une étude plus longue et surtout plus savante que nous ne saurions la faire, mais, du moins, il est indispensable d'exposer les bases du droit civil qui ont une influence directe sur la vie sociale de la nation russe.

L'Empire immense comprend des provinces d'origine diverse, douées de traditions différentes. De là, quatre législations diverses. Dans l'ancien royaume de Pologne, le Code Napoléon ; dans les provinces Baltiques, un corps de droit spécial. En Finlande, le droit suédois. Sur le reste du territoire, le Code russe, soumis à quelques empiètements des coutumes dans les gouvernements de Tchernigoff et de Poltawa. Enfin, la Transcaucasie et la Bessarabie sont régies par les coutumes.

L'expression du droit russe est contenue dans le Çvod, cet énorme assemblage de lois de tout genre, plutôt Digeste que Code, et dont les 15 volumes sont le résumé d'une compilation plus énorme encore, le Sobranié, qu'ils ont remplacée.

Ce n'est pas seulement parce que les lois russes dirigent la vie civile de la très grande majorité que nous n'envisagerons qu'elles, mais aussi parce qu'elles sont, selon toute probabilité, appelées à être en vigueur dans l'Empire tout entier et, de plus, qu'elles sont vraiment le facteur de l'évolution sociale en Russie.

Au début, nous trouvons le titre du mariage. L'âge requis

chez les époux ne diffère guère de celui qu'exigent nos lois: 18 ans pour l'homme, 16 chez la femme. Mais le législateur a jugé que s'il est prudent d'interdire le mariage à ceux qui sont encore dans l'enfance, il l'est au moins autant de ne pas le permettre à ceux qui y sont revenus. L'homme ou la femme ne peuvent se marier après 80 ans.

Le consentement des pères est requis, mais aussi celui des mères. Nous verrons plus loin que la loi favorise ce fait si remarquable de la famille russe, que la femme ne s'absorbe pas dans le couple, qu'elle garde son individualité. Aussi a-t-on voulu lui laisser le droit de s'opposer au mariage de ses enfants et peut-être, en réalité, n'a-t-on fait que revenir à la justice et à la raison. Bien des moyens se présentent aux jeunes gens pour forcer ce consentement, mais, s'ils s'en passent, les conséquences en sont dures. Ils perdent tout droit à l'héritage paternel, peuvent être condamnés à un emprisonnement de 6 à 8 mois. Bien entendu, les père et mère, en pardonnant, font cesser la détention et remettent les coupables en possession de leurs droits successoraux. L'union matrimoniale se dissout plus facilement que chez nous. Naguère, nous n'avions que la mort qui pût rompre le lien conjugal. Nous avons le divorce. Les Russes ont de plus les nombreux cas de nullité. Pour empêcher que le mariage ne devînt absolument un contrat provisoire, ils ont limité à trois le nombre des unions que chacun peut contracter.

Les cas de nullité sembleraient devoir être très rares, puisque le divorce empêche d'en avoir besoin. Néanmoins ils sont quatre, et tous assez compréhensifs : la violence, l'alliance, soit connue soit inconnue des époux avant le mariage, si une dispense ecclésiastique ne l'a pas couverte, l'âge insuffisant ou excessif, enfin l'apostasie de l'un des époux à une religion non chrétienne. Ceux de divorce sont : l'adultère, qui entraîne pour l'époux coupable l'interdiction de se remarier, interdic-

tion dont il peut être relevé, et peut même le faire condamner à la détention ecclésiastique ; l'impuissance ; la dégradation civique et l'absence pendant 5 ans sans nouvelles.

Ces conditions-là semblent assez étroites, mais nous voyons par les statistiques judiciaires de Paris combien celles que le législateur nous a imposées sont aisément élargies. Seulement, en France, il reste encore, pour peu de temps peut-être, une sorte de préjugé social, mondain, si l'on veut, qui restreint le nombre de ces ruptures. De plus, la religion romaine ne les admet pas, les nullités prononcées en Cour de Rome sont plus que rares, et c'est là une barrière qui n'est pas près d'être levée. En Russie, le préjugé n'existe pas, c'est le saint-synode qui accorde les divorces, et le nombre en augmente tous les jours. Je n'apprendrai rien aux personnes qui ont vécu dans les grandes villes de la Russie, en rappelant la quantité de personnes divorcées que l'on rencontre dans les salons les plus austères, tant qu'il est difficile de se souvenir de toutes celles qu'on a vues dans ce cas. Des malveillants, il y en a partout, et nous étrangers vivant en Russie, reconnaissons assez souvent l'hospitalité qu'elle nous donne en en disant du mal, des malveillants, dis-je, prétendent que le divorce est devenu la carrière de la femme. On cite, pour expliquer cette affirmation, l'exemple de la fille d'un marchand très riche de Wasili-Ostroff qui a épousé un vieux colonel très pauvre pour pouvoir entrer dans un monde où elle pouvait rencontrer de meilleurs partis. Bien vite elle divorça pour épouser un brillant lieutenant-général qui lui ouvrit toutes les portes. Comme elle ne pouvait plus faire qu'un seul pas, elle voulut que celui-ci la menât à son but splendide et demanda le divorce seulement quand elle se crut assurée d'une Altesse Sérénissime. Ajoutons qu'elle échoua, que l'Altesse recula, mais elle a tout le temps d'attendre

un splendide troisième mariage, en jouissant du rang et des honneurs dus au second.

Ce qui facilite singulièrement ces ruptures, c'est que la communauté d'intérêts ne vient pas consolider le lien qu'elles détruisent. La femme dispose de ses biens avec autant de liberté que le mari. Le régime de la séparation de biens est non pas prépondérant, mais universel. Il semble inutile d'insister sur les conséquences qu'a un tel usage et on voit tout de suite combien le lien familial en est amoindri, combien en est accrue la facilité d'absorption de l'individu par le corps social.

Chacun des époux dispose à son gré de sa fortune. Par une compensation fort juste et fort logique, le survivant peut recevoir l'usufruit total des biens du prédécédé, nonobstant les droits des héritiers à réserve.

De ceux-ci, les plus fréquents sont les enfants légitimes. Sont considérés comme tels, *tous* les enfants nés pendant le mariage et dans un délai de 306 jours après sa dissolution. Cependant, le mari, mais le mari seul, peut désavouer l'enfant né avant le 180e jour du mariage. A l'encontre de ce qui a lieu en France, le mariage putatif ne crée pas la légitimité et les fils issus d'un mariage annulé sont considérés comme bâtards, à moins que n'intervienne un oukase impérial leur accordant la légitimation, faveur indispensable aux fils nés avant le mariage des parents et que ne légitime pas ce mariage subséquent.

Les fils légitimes ou les autres héritiers à réserve n'ont de droit que sur les biens patrimoniaux, et nous trouvons là une différence fondamentale entre notre droit moderne et le droit russe, une analogie parfaite entre celui-ci et notre droit ancien. Alors que le Code civil déclare ne reconnaître ni les prérogatives de la ligne ni l'origine des biens pour régler la dévo-

lution de ceux-ci, le droit qu'il a remplacé et le Çvod russe distinguent les acquêts et les biens de famille.

Sont réputés acquêts, — et c'est à peu près l'énumération de notre ancienne loi,— les biens reçus de la munificence impériale, ceux provenant d'un achat ou d'une donation, fussent-ils rachetés, ceux que l'on a hérités de son conjoint, les gains personnels, et enfin les meubles et capitaux mobiliers. Sont, au contraire, biens patrimoniaux ceux que l'on a recueillis par droit de succession, les acquêts légués par un parent successible, les biens patrimoniaux acquis d'un parent et les impenses faites sur tous ces biens.

Pour préciser, seront patrimoniaux : les biens qu'un père ne pouvait s'empêcher de laisser à son fils, lorsqu'ils seront arrivés entre les mains de celui-ci ; les acquêts d'un aïeul, s'il les laisse à son petit-fils et non pas s'il en gratifie un étranger ; les biens patrimoniaux, s'ils sont achetés à un parent dont on aurait hérité et non si on les acquiert d'un étranger, et, bien entendu, les impenses.

La liberté d'aliéner reste entière. Dès lors, pour tourner la loi, un moyen très simple se présente. On vend ses biens à un étranger et on les lui rachète plus tard. Ils deviennent « acquis par achat, » la loi ayant dit « même par rachat » en énumérant les biens libres.

La division entre biens libres et biens de famille n'embrasse pas tous les biens. Il y a les biens de l'État, ceux de la Couronne et les majorats.

Ceux-ci sont constitués ou par un statut de famille, ou par un ordre impérial. Ils doivent porter sur des domaines comprenant soit de 400 à 4,000 maisons de paysans, soit de 10,000 à 100,000 dessyatines de terre, ou donnant un revenu de 20,000 à 200,000 roubles. L'instituant peut ajouter le nom du domaine au sien propre, mais doit pour obtenir l'insti-

tution, justifier de son inscription au Livre de la noblesse héréditaire, et prouver qu'aucun tiers n'est lésé, et que, la valeur du majorat déduite, il possède encore de quoi faire vivre ses autres enfants, suivant leur condition.

Les majorats forment la seule restriction à l'inaliénabilité des biens patrimoniaux, et leur nombre n'est pas considérable. S'il s'étendait beaucoup, il y aurait là une exception au principe que la noblesse russe est une « noblesse de fonctionnaire » et peut-être l'embryon d'une aristocratie future. Rares comme ils le sont, ils ne servent qu'à assurer la splendeur de quelques grandes familles.

Le régime hypothécaire n'existe pas en Russie et est remplacé par une sorte d'antichrèse. On y applique le principe « Bonum solvit ». Ce sont là des détails de la législation qui n'ont qu'une faible portée sociale. En revanche, la loi sur les successions est primordiale.

Elle attribue aux héritiers légitimes :

Tous les biens de famille;

Les biens libres, si leur auteur décède sans testament.

Les mêmes, si le testament est annulé.

Les héritiers légitimes sont : 1° les enfants mâles et leurs descendants ; 2° les filles et leurs descendants ; 3° les frères germains et leurs descendants ; 4° les sœurs germaines et leurs descendants ; 5° les frères consanguins ou utérins ; 6° les sœurs consanguines ou utérines ; 7° les autres collatéraux. Chacun de ces degrés de parenté exclut ceux qui viennent après, mais, s'il y a entre eux une différence d'ordre, leurs droits ne varient pas de nature. Suivant le Code français par exemple, la loi appelle à l'hérédité les descendants, les ascendants, les collatéraux, mais si les premiers sont héritiers nécessaires, les derniers ne le sont qu'en l'absence de testament les déshéritant.

En Russie, les parents aux sept degrés que nous venons d'énumérer sont également héritiers nécessaires des biens patrimoniaux, le plus proche degré excluant le plus éloigné; aucun d'eux n'a droit à une réserve sur les biens libres qui ne leur viennent que s'ils en sont légataires ou si l'auteur n'en dispose pas.

Le partage se fait d'une façon spéciale. Les fils sont égaux entre eux. Les filles reçoivent 1/14 des immeubles, 1/8 des meubles. Soit un père, laissant un patrimoine de 600,000 roubles dont moitié seulement en immeubles, deux fils et deux filles. Celles-ci auront 42,000 roubles d'immeubles, 75,000 de capital mobilier, et les fils se partageront les 483,000 roubles restant. La représentation est admise et la loi de partage conduit à des conséquences extrêmes. Supposons un aïeul, père d'un fils survivant et d'une fille prédécédée laissant, elle aussi, un fils et une fille. L'aïeul avait 1,400,000 roubles de biens fonciers. Son fils en prend 1,300,000, les représentants de sa fille 100,000 et se les partagent : 7,000 à la fille, 93,000 au garçon.

C'est évidemment un cas extrême puisqu'il suppose que toute la fortune était en biens fonciers, que l'aïeul ne détenait que des biens patrimoniaux ou qu'il n'a pris aucune disposition. Dans toute sa rigueur, un tel fait devient de plus en plus rare, avec l'accroissement des fortunes mobilières, mais, enfin, il est possible, et il s'est produit. Nous ne croyons pas que cette loi mérite autant d'attaques qu'elle en reçoit des publicistes étrangers, et ce qui, à notre humble avis, lui vaut l'absolution, c'est la constatation de cette double vérité banale que les filles naissent en nombre égal à celui des garçons et qu'une fille épouse toujours un garçon. Il en dérive qu'elles retrouvent chez leurs maris la fortune qu'elles ont dû laisser à leur frère; qu'en règle générale la compensation s'établit.

On l'a constaté ailleurs. Par exemple, en Sicile, l'usage est de toujours léguer les bijoux de famille au garçon. Les femmes n'en ont pas moins les parures, et il importe peu que ce soit celles des ancêtres du mari ou des leurs. De même pour les fortunes. Ce n'est que dans le cas où les filles veulent rester célibataires que l'inégalité de partage a une importance, mais comment rechercher une influence sociale dans une rareté anti-sociale ?

Pourtant, si l'on voulait absolument que cette règle de division des patrimoines ne fût pas indifférente, nous oserions dire qu'elle mérite des éloges. Elle diminue la fréquence des « chasses à la dot ». Elle met le capital sous la dépendance directe de l'homme, plus apte à en tirer profit, et prévient en grande partie l'émiettement des biens fonciers. A un point de vue plus étroit, elle empêche le trop rapide appauvrissement de ceux qui conservent le nom familial.

Le droit d'aînesse a une portée tout autre. Si nous supposons quatre familles de six enfants chacune, où les garçons et les filles soient dans la proportion ordinaire, lorsqu'ils seront tous établis, il importera peu que les patrimoines aient été partagés suivant la règle du Code Napoléon ou celles du Çvod russe. Au contraire, dans un pays soumis à la loi de primogéniture, les quatre aînés auront reçu la quasi-intégralité des biens, auront associé à leur sort quatre des filles moins bien pourvues, mais il restera seize enfants élevés dans des habitudes dispendieuses, privés du moyen d'y subvenir, que ne pourra aider un mariage qui ne ferait qu'associer deux médiocrités.

Le point important de la loi successorale n'est donc pas dans cette règle de partage qui, comme la nôtre, tend à rendre difficile l'établissement ou la survivance d'une aristocratie de fortune ; il n'est pas même dans l'indisponibilité des biens patrimoniaux, car les moyens de tourner la loi sont nombreux. Il est dans l'absolue liberté laissée au père de dis-

poser de ses acquêts. La propriété foncière perd chaque jour de sa valeur, non pas seulement parce qu'à son tour elle est frappée de la dépréciation qui n'a cessé de réduire la propriété mobilière, mais par suite des circonstances spéciales à la Russie et que nous avons exposées ailleurs. La fortune mobilière, au contraire, prend tous les jours une importance nouvelle et, de ces deux chefs, la proportion entre l'une et l'autre s'est retournée. Ce n'est donc pas d'ordinaire une simple fraction des patrimoines qui est libre, mais d'ordinaire la plus grosse partie, souvent l'intégralité. Le fait que les fils n'ont pas sur l'avoir paternel cette sorte d'hypothèque morale que leur donnent chez nous nos lois successorales rend cet avoir moins intangible ; les pères croient, plus que chez nous, être absolument libres d'en disposer. Nous nous jugeons un peu comptables de notre fortune vis-à-vis de nos enfants. Les Russes, et leur opinion n'est que le reflet de l'esprit de leurs lois, se croient affranchis de tout lien à cet égard. Au point de vue économique, il en résulte une plus grande mobilité des capitaux, une pratique plus générale de la spéculation, et au point de vue social une quiétude moins grande dans les relations familiales[1].

De même que le droit russe a conservé l'ancienne distinction que faisait le nôtre entre les biens libres et patrimoniaux, il suit encore la maxime : « Paterna paternis, materna maternis. » Les biens de famille allant à des collatéraux sont

1. Une observation assez curieuse s'impose ici : l'esprit de famille très développé est contraire à l'essor économique des sociétés qui le possèdent. Indispensable à leur naissance, il devient de moins en moins nécessaire à leur conservation et en vient à être nuisible à leur développement.

Les pères qui ont pour première préoccupation d'éviter à leurs fils une âpre lutte pour l'existence, songent bien plutôt à conserver ce qu'ils ont, peut être à l'accroître par l'épargne, qu'à augmenter leur fortune par des spéculations d'autant plus hasardeuses qu'elles sont plus lucratives. De là, l'absence de ces entreprises hardies, de ces initiatives audacieuses auxquelles un pays doit un

dévolus à la ligne dont ils proviennent, à laquelle ils appartenaient avant d'être réunis dans les mains du *de cujus*. Ainsi, un cousin au 6e degré peut concourir avec des oncles, et, s'il tenait au défunt par la ligne la plus riche, recevoir une part beaucoup plus forte que ces collatéraux très rapprochés. Ce n'est qu'une conséquence logique de la fiction de l'individualité des patrimoines, mais une prescription moins simple, et qui semble dériver de l'ancienne condition faite aux femmes, c'est que les acquêts, en l'absence de descendants ou de légataires, vont uniquement aux collatéraux de la ligne paternelle. La division ne pouvait se faire comme lorsqu'il s'agissait de patrimoniaux, où chaque ligne reprend ce qu'elle a apporté. Le législateur devait instituer une proportion arbitrairement choisie, soit qu'il adoptât l'égalité, comme le Code Napoléon, soit qu'il choisît un autre rapport. Il a complètement exclu les parents de la mère. Ici, comme en ce qui touche la part d'héritage assignée aux filles, nous retrouvons la trace de l'âge du térem.

La femme survivant au mari hérite de la septième partie des

essor rapide. Absence qui a cet effet funeste ou de restreindre à la rente d'État l'emploi des économies faites ou d'amener la théraurisation stérile.

Les fils, comptant d'abord, sur l'abnégation paternelle, plus tard pourvus par elle, ne connaissent pas le rude aiguillon qui est le besoin.

De plus, la prévoyance ne s'arrête pas à l'administration des biens. Les familles sont moins nombreuses et, par suite, la compétition est moins acharnée. Les conditions individuelles en sont améliorées, d'abord, mais souffrent du ralentissement du progrès collectif.

Ce ne sont pas là des raisonnements dépourvus de preuves. L'immolation des individus à la famille est la règle générale dans les pays catholiques. Elle est l'infime exception dans les autres. Et ne voyons-nous pas l'Angleterre, l'Allemagne, la Russie progresser à pas de géants alors que l'essor industriel de la France diminue de plus en plus, que l'Italie ne progresse que parce que le mouvement de ses voisins l'entraîne, que l'Espagne, le Portugal, l'Amérique espagnole ou portugaise restent stationnaires ?

Cela, dira-t-on, est dû à d'autres facteurs. En partie, soit ; mais il n'en reste pas moins indiscutable que ces facteurs sont secondés, et non pas contrariés, par ces différences dans l'interprétation du devoir paternel.

immeubles, du quart des biens meubles. Par une sorte de représentation que nos lois ignorent, elle prélève sa part des biens patrimoniaux qu'aurait eus son mari, s'il avait survécu à son père. C'est, à nos yeux, une règle dont les conséquences sont singulières. Si, du mariage dissous par la mort, il reste des fils, ceux-ci héritent de leur grand-père, rien de plus juste et de plus naturel que d'assurer à la mère une part de ces biens dont la transmission se fera avec son aide, dont elle surveillera la gestion; mais si l'union a été stérile, elle disparaît tout entière, la veuve n'appartient plus à la famille de son mari. Elle peut se remarier, et il est singulier de la voir restée héritière à réserve du père de son premier mari.

Enfin, pour ne pas prolonger ce sommaire examen du droit civil russe, nous n'en citerons qu'une autre disposition caractéristique : le noble qui, avec l'autorisation impériale, prend le nom de sa femme hérite de tous les biens de famille auxquels elle aurait droit. C'est la meilleure explication des privilèges donnés aux héritiers mâles, puisque c'est la preuve tangible que c'est au nom que la loi entend assigner les biens accumulés par les ancêtres qui l'ont porté.

CONCLUSION

Nous voilà arrivés au terme de la tâche que nous nous étions fixé. C'est une étude que nous avons essayé de faire, et nous n'avons pas voulu soutenir une thèse. De cette étude, semblent pourtant se dégager d'évidentes conclusions.

C'est d'abord la prospérité matérielle dont jouit la Russie, depuis qu'elle a résolument abandonné les hésitations en matière économique et qu'elle suit, sans défaillance, le programme qu'elle s'est tracé.

C'est l'harmonie presque absolue qui règne entre tous les détails de son organisation. C'est l'impossibilité d'appliquer à ce qui la concerne les éléments qui guident nos appréciations des choses d'Occident.

Elle démontre, par le fait, que la politique n'a que faire de la rhétorique et de la métaphysique. Qu'il s'agisse du bonheur des individus ou de la prospérité des peuples, un homme heureux, un peuple prospère n'ont pas à tâcher de l'être suivant les règles de philosophes sociaux, pourvu qu'ils le soient.

On ne peut pas ne pas y voir l'imminence d'un déplacement du centre économique. L'entrée de la Russie dans la période de la grande industrie est un fait accompli et a déjà modifié l'équilibre des marchés. Demain, car la fin de ce siècle est bien proche, l'Extrême-Orient sera près de nous. Wladivostock aura réalisé les promesses de son nom et sera la

porte, largement ouverte, par laquelle les deux parties de notre vieux monde échangeront leurs produits, leurs idées, leurs civilisations.

Ce jour-là, si voisin, que pèseront les querelles qui divisent aujourd'hui la grande famille Aryenne? Ne serons-nous pas obligés de nous réunir, de nous soutenir, pour empêcher, non pas l'envahissement de notre territoire, mais la dispersion de tous les trésors de culture assemblés par nos pères, pour garder à notre Europe cette suprématie qu'elle a su conquérir? Ce jour-là, le rôle de la Russie dans les affaires de notre race, aujourd'hui si grand, deviendra immense. Elle seule, par la cohésion que lui donne son organisme, par ses conditions ethnographiques qui en font le trait d'union des deux parties du vieux Continent, par sa position géographique, elle seule pourra être la sauvegarde de l'Europe. Ce ne sont pas seulement les Français, mais toutes les nations européennes qui doivent se dire que leur sûreté est faite de la grandeur et de la prospérité de la Russie.

De cette grandeur, de cette prospérité, nous avons appelé les chiffres à rendre témoignage. Ils eussent été presque inutiles. Dans moins de quinze ans, le grand pacificateur Alexandre III a su donner à son peuple la confiance et la foi qui font les nations grandes et les hommes utiles. Lorsque Dieu eut mis fin à sa mission, l'Europe pleura en lui celui qui la rassurait, mais son œuvre en Russie était accomplie.

Non seulement la Russie était calme et prospère, non seulement elle était l'arbitre de l'Europe, le soldat de la paix entre les hommes, mais elle était russe, c'est-à-dire revenue à ses anciennes traditions, remise dans ces conditions où l'œuvre de chacun s'accomplit d'accord avec les capacités et les modalités qui dérivent de sa nature même, c'est-à-dire prête à remplir la grande mission qu'elle affronte en devenant le grand Empire du Centre.

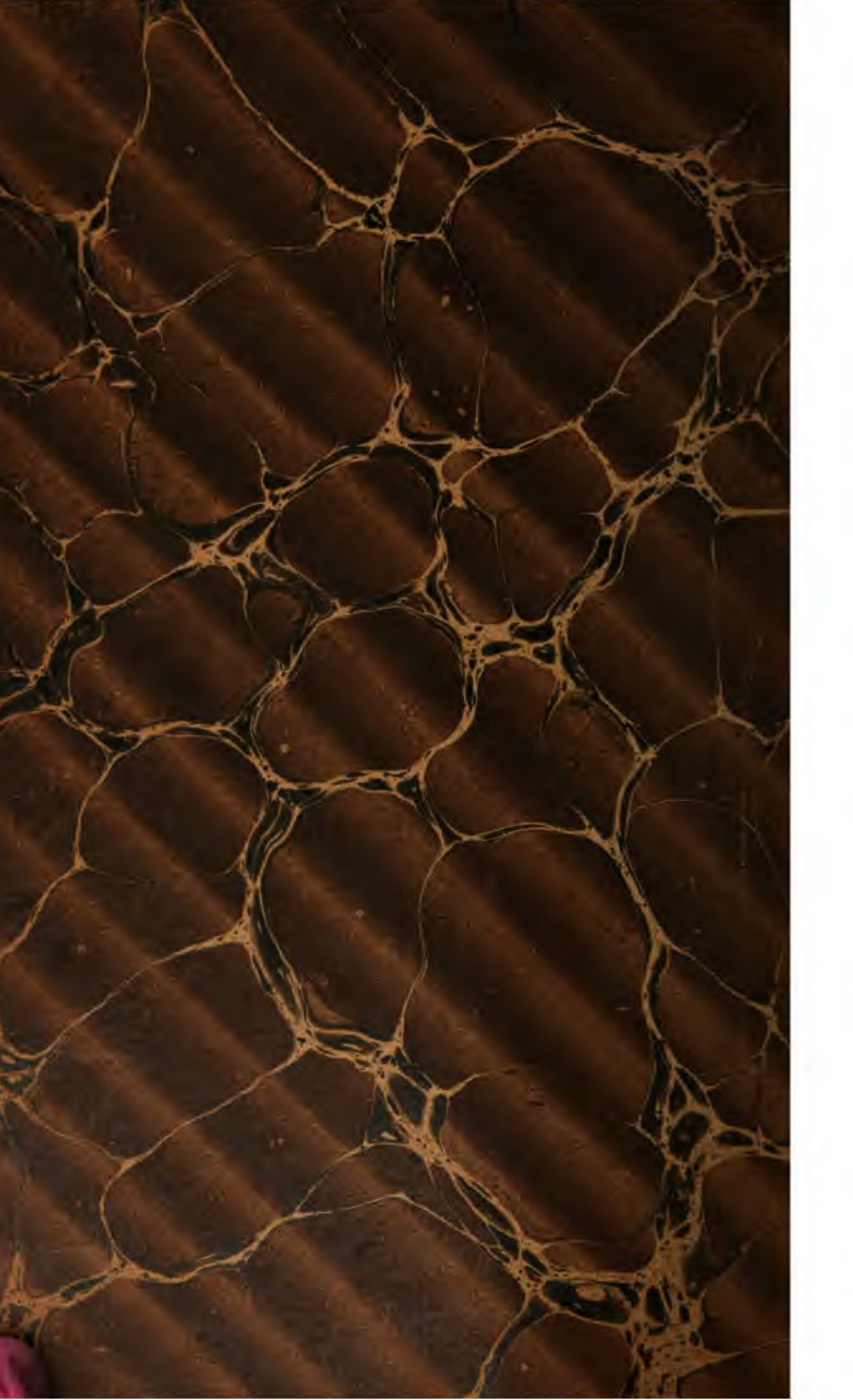
Un autre écrira les progrès qui s'accompliront sous le règne de S. M. Nicolas II. Ils seront grands sans doute, mais le terrain sur lequel cette moisson lèvera aura été expurgé, labouré et ensemencé par Alexandre Alexandrovitch. Son Auguste fils a trouvé le sol préparé, et surtout a recueilli le meilleur des talismans, l'exemple paternel. Sa parole a promis à son peuple de le suivre. Que ce soit dans longtemps, dans bien longtemps, que la comparaison soit possible entre les deux règnes !

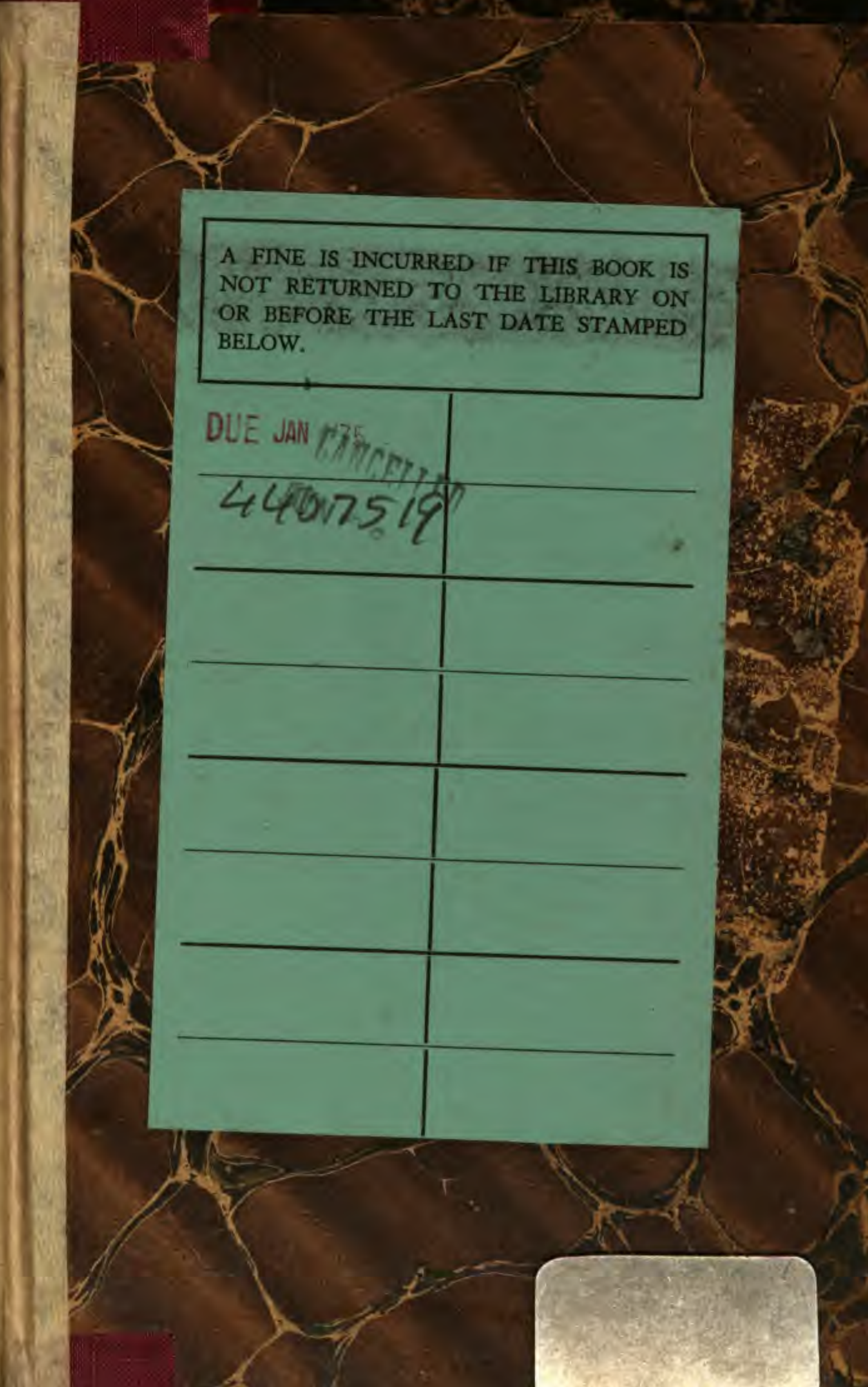
Longue, longue vie à Nicolas Alexandrovitch !

Donnafugata (Sicile), 14 avril 1896.

TABLE DES MATIÈRES

CHALON-SUR-SAÔNE, IMPRIMERIE DE L. MARCEAU





A FINE IS INCURRED IF THIS BOOK IS NOT RETURNED TO THE LIBRARY ON OR BEFORE THE LAST DATE STAMPED BELOW.
DUE JAN